OCT 2 1946

ANNÉE SEPTEMBRE 1946 N° 9

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

REVUE DE PARIS

Lord VANSITTART : Les relations franco-anglaises

André MAUROIS : États-Unis 1946

Joseph PEYRÉ : Un soldat chez les hommes — I

Emil LUDWIG : Une journée de ma vie

Ed. GISCARD d'ESTAING : Faillite du dirigisme

Francis GÉRARD : Femmes de Malte

Henri GUILLEMIN : Trois inédits de J.-J. Rousseau

Jacques MARCHEGAY : La reconstitution de la Marine marchande

Jean-Jacques GAUTIER : Silences

★ ★ ★ Le problème algérien

Denise BOURDET : Images de Paris

René ARNAUD : La France telle que l'ont vue les soldats Américains

Robert de SMET : Le théâtre en Angleterre

Pierre AUDIAT et Pierre GAXOTTE : Les livres d'histoire

LA LIVRAISON : 60 FRS

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1946

		Pages
Lord VANSITTART	Les relations franco-anglaises..	1
André MAUROIS	États-Unis 1946	9
Joseph PEYRÉ	Un soldat chez les hommes — I..	27
Emil LUDWIG	Une journée de ma vie	61
Ed. GISCARD d'ESTAING	Faillite du dirigisme	75
Francis GÉRARD	Femmes de Malte..	83
Henri GUILLEMIN	Trois inédits de J.-J. Rousseau	100
Jacques MARCHEGAY	La reconstitution de la marine marchande ..	108
Jean-Jacques GAUTIER	Silences	119
★ ★ ★	Le problème algérien..	125
Denise BOURDET	Images de Paris	133
René ARNAUD	La France telle que l'ont vue les soldats Américains..	140
Robert de SMET	Le théâtre en Angleterre..	148
Pierre AUDIAT et Pierre GAXOTTE	Les livres d'histoire	153

★ ★

DIRECTEUR : Marcel THIÉBAUT

A partir de la présente livraison, la *Revue de Paris* comportera 160 pages. Le prix de la livraison est porté à 60 francs. Les abonnés n'ont aucun supplément à verser pour les abonnements en cours. A partir du 1er octobre, le tarif d'abonnement sera de 280 francs pour six mois. Étranger : 340 francs (plein tarif), 310 francs (demi-tarif). Jusqu'à cette date, le tarif des abonnements restera, comme auparavant : 250 francs pour six mois (Étranger : 300 francs et 275 francs).

LA REVUE DE PARIS

publiera prochainement

SOUVENIRS DE JEUNESSE

par **Johan BOJER**

UN MONDE NOUVEAU

par André Siegfried
de l'Académie Française

LE MARIAGE DU CARDINAL DE LORRAINE

par le duc de la Force
de l'Académie Française

IMBROGLIO

par Alberto Moravia

ANDRÉ MALRAUX

par André Rousseaux

LA REVUE DE PARIS

Société à responsabilité limitée au capital de 75.000 francs
(Propriétaires Edmée de La Rochefoucauld, André de Fels)

Paraît le 1er de chaque mois. — Rédaction et administration : 114, avenue des Champs-Elysées, Paris (VIIIe), Balzac 02-88. — Prix du numéro : 60 francs. — Jusqu'au 1er octobre abonnement (6 mois) : 250 francs (France et colonies). Etranger : 275 francs (pays de demi-tarif postal), 300 francs (pays de plein tarif). — Compte chèques postaux 360-50 Paris. — Prière de joindre la somme de 10 francs et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.

La présente revue a été tirée à 19.000 exemplaires.

Copyright by Revue de Paris *1946.*

LES RELATIONS FRANCO-ANGLAISES

L'ÉTUDE des relations franco-anglaises se divise naturellement en deux chapitres correspondant à deux époques différentes : le passé et le futur. On ne peut rien dire du présent, qui n'a pas encore de contours bien définis, sinon qu'il faut souhaiter sortir le plus tôt possible de cette déprimante atonie. Les rapports entre les deux peuples présentent également deux aspects : un aspect réel et un aspect idéal. Ces divers aspects d'un même problème sont, à l'évidence, étroitement liés les uns aux autres. Occupons-nous d'abord des faits. Les relations réciproques des deux riverains de la Manche, si elles n'ont jamais été parfaites, n'en ont pas moins été le facteur dominant de la politique européenne pendant la plus grande partie du XXe siècle, l'une des périodes les plus décevantes de l'histoire, quand on se rappelle les grands espoirs qu'elle avait suscités à ses débuts. Certes, les relations franco-anglaises n'ont pas été la moindre cause de cette déception, en tout cas, pour moi, qui, dans un monde imparfait, me faisais peut-être une idée trop haute des rapports internationaux. Il demeure cependant évident que l'amitié entre nos deux peuples, si elle a connu des hauts et des bas, sans parvenir jamais, comme l'ont démontré deux terribles guerres, à trouver un climat parfait, n'en a pas moins résisté à l'épreuve du temps.

Lorsque je jette un regard vers le passé, je dois convenir que l'accord entre nos deux nations, à la réalisation duquel j'ai consacré la plus grande partie de ma vie active — le plus difficile sans doute de tous les accords, mais aussi le plus conforme au vœu de la nature, — n'a pas atteint le degré de perfection où il eût été pleinement efficace.

Pourquoi cela ? Des écrivains, plus circonspects que moi, se garderaient de tirer la moralité de l'histoire avant d'en connaître la fin. Pour moi, que l'on a jugé parfois trop impulsif au regard de la prudence anglo-saxonne, je n'éprouve aucune hésitation à faire part des résultats de mon expérience dès les prémices et avant même de motiver mes conclusions. La raison la plus évidente qui a empêché l'Entente cordiale de porter tous

ses fruits, c'est que, précisément, elle n'a pas été assez « cordiale ». Les hommes oublient trop volontiers — si même ils le savent — que le mot « cordial » dérive du mot « cœur ». La philologie, pour ne rien dire de la nature humaine, démontre que l'on ne peut tirer d'une chose le meilleur de ce qu'elle contient si l'on ne s'y emploie de tout son cœur.

Au cours de quarante ans de vie diplomatique, j'ai rencontré beaucoup de gens disposés à mettre des paroles au service de cette entente idéale. Dans le flot de *clichés** qui coule généralement après un bon dîner, devant les représentants de la presse, on trouverait même des paroles sincères. En mon jeune temps, j'ai écrit bien des discours pour des hommes politiques, avec le seul désir que ces hommes fussent pénétrés de la même ardeur que j'éprouvais moi-même. S'ils avaient été tels, ils eussent à mes yeux mérité le nom d'hommes d'État plutôt que celui de politiciens. Mais ceux d'entre nous qui concevaient l'Entente comme un long et important dessein pouvaient presque se compter sur les doigts de la main. Et je suis fier de pouvoir affirmer que j'ai été un de ceux-là, encore qu'une semblable attitude n'ait pas toujours été portée à mon crédit. On a dit que j'avais été « séduit ». Soit : « séduit », je l'étais déjà en 1904 et je le suis encore aujourd'hui. Seulement, ce qui m'a entraîné, c'est « l'enthousiasme ». Et l'enthousiasme, c'est justement ce dont nous avons besoin, ce qui nous a toujours en partie fait défaut, de ce côté-ci de la Manche. La phrase de Talleyrand condamnant le zèle est l'une des plus fameuses et des plus absurdes qui soit au monde et, bien qu'elle ait cautionné tous les abandons, elle n'a hélas! pas perdu son pouvoir.

C'est cette double insuffisance — dans l'ordre qualitatif et dans l'ordre quantitatif qui explique les carences de l'Entente cordiale, je ne dis pas son échec, car l'histoire de cette Entente, dont le premier chapitre a connu en 1940, une fin brutale et malheureuse, n'est pas close. Il nous appartient maintenant — et c'est une tâche urgente — d'ouvrir un nouveau chapitre et de lui donner des assises plus solides.

Je me souviens d'avoir, lorsque j'étais jeune, écouté, sur les degrés de l'escalier qui donne accès au jardin de l'ambassade d'Angleterre, rue du Faubourg-Saint-Honoré, un ambassadeur à la barbe grise et à la voix hésitante annoncer en 1904 les débuts d'une ère nouvelle. Aujourd'hui, c'est mon tour d'être vieux : mais je n'ai pas de barbe grise et je ne connais pas d'hésitation. Je sais ce que je veux et je suis fermement résolu à l'obtenir.

Pourquoi, encore une fois, n'avons-nous pas réussi plus tôt? Un coup d'œil en arrière est à cet égard instructif : il nous montre les obstacles à éviter. L'accord, dont le chef de mon premier poste annonçait la conclusion il y a quarante-deux ans, fut tantôt vanté, tantôt critiqué bruyamment, en particulier par ceux qui n'en avaient jamais lu le texte. (De même les adversaires les plus bruyants du traité de Versailles, même

* En français dans le texte.

en Allemagne furent ceux qui n'en avaient jamais lu et n'avaient jamais eu l'intention d'en lire le moindre article.)

En réalité l'accord franco-anglais était aussi insignifiant qu'il est possible pour un instrument diplomatique qui paraissait à l'époque avoir une importance capitale.

Tel quel, il m'enthousiasma pourtant alors et je me réjouis de le voir conclu. J'étais jeune et il me fallut un certain temps pour y voir clair et m'étonner que l'on fît tant de bruit autour de cet événement. (De même aujourd'hui nous nous félicitons de la signature du pacte de l'O.N.U., comme nous nous sommes félicités de la signature du pacte de la S.D.N., sans réfléchir au peu de pouvoir d'un accord s'il n'est pas animé de l'esprit qui seul peut lui infuser la vie.)

Déjà, lors de cette lointaine matinée d'un printemps gonflé d'espoir, je me demandais s'il pourrait suffire de si peu de chose pour nous prémunir contre tous les dangers futurs. C'est que, dès cette époque, je me méfiais des Allemands. Les Allemands et les Français m'ont, les uns et les autres, fort maltraité pendant la guerre des Boers. Mais j'aimais les Français et je n'aimais pas les Allemands.

Avais-je une fois encore été séduit? Certainement et je ne puis que m'en féliciter.

Il reste que l'accord était insuffisant. Jamais la France, ni la Grande-Bretagne ne se sont sincèrement employées à s'engager complètement dans cette voie. De part et d'autre, il y eut trop de « réserves » formelles ou implicites et, sous ce rapport, le souci de la justice m'oblige à préciser que l'Angleterre encourt plus de reproches que la France.

Jusqu'à ce que l'Allemagne déclenchât la première guerre mondiale, la France, justement inquiète, fit de constantes pressions sur l'Angleterre pour obtenir la transformation de l'Entente en alliance. Tel était du moins le sens de ses propositions, car, pour ne pas alarmer la *pudeur** native de beaucoup d'Anglo-Saxons isolationnistes, on se gardait à l'époque de prononcer le mot. Les Américains apprennent aujourd'hui seulement que l'on n'obtient pas quelque chose contre rien et notamment que l'on n'a pas la sécurité sans les alliances. Cette leçon nous l'avons apprise, nous autres Anglais, plus tôt qu'eux et après une expérience plus cruelle. Notre éducation à cet égard peut être considérée comme complètement achevée. Mais en Angleterre, comme en Amérique, survit une nostalgie du climat politique du XIXe siècle, époque où l'on désirait garder les mains libres, même envers ses amis, sans considérer que vos ennemis ne vous permettent jamais de garder les mains libres.

C'est dans ces conjonctures qu'en 1912 la France insistait auprès de la Grande-Bretagne, en vue d'établir avec elle une coopération sur le plan militaire. Elle parvint à convaincre de cette nécessité sir Edward Grey et le Foreign Office. Des conversations d'états-majors commen-

* En français dans le texte.

cèrent. Elles vinrent à la connaissance du Premier ministre, M. Asquith, représentant éminent et caractéristique d'une certaine bourgeoisie insulaire. C'était un avocat justement renommé, éloquent, probe, ayant le sens des convenances. Et son sens des convenances s'alarma : il lui parut que l'Angleterre s'engageait dans une *liaison dangereuse**. Une amitié platonique, pimentée d'un soupçon de flirt, c'étaient là des rapports que l'on pouvait défendre devant la Chambre des Communes sans encourir le moindre reproche. Mais une alliance — presque des fiançailles — qu'en eussent dit nos Gérontes du monde politique, ces douairières qui n'aiment danser avec leur cavalier qu'en le tenant à bout de bras? M. Asquith alla voir sir Edward Grey et le pria d'interrompre ce compromettant *corps à corps**. Mais sir Edward tenait à poursuivre sa politique. M. Asquith y consentit, sous la condition que les conversations d'états-majors ne nous engageraient à rien, en d'autres termes qu'elles seraient dépourvues de toute portée pratique. Singulière attitude adoptée par le Conseil des ministres, alors que la guerre frappait déjà à notre porte.

Mon propos n'est pas d'écrire l'histoire de l'Entente cordiale, d'en dénombrer les mérites et les lacunes. Si j'ai rappelé cet épisode du passé, c'est pour illustrer la situation présente : du point de vue pratique, elle a la valeur d'une expérience. Des fautes furent commises des deux côtés ; mais, *à l'origine*, le manque de réalisme fut surtout le fait des Anglais, qui — pour de multiples raisons d'ordre psychologique qu'il n'y a pas lieu de considérer ici — sont enclins à penser que l'on est dans son tort, d'abord lorsqu'on élève la voix, ensuite lorsqu'on prête aux autres des intentions coupables, même si ceux auxquels on les prête sont les Allemands.

Après la première guerre mondiale, déclenchée par l'Allemagne, les fautes politiques furent plus également partagées. Pour nombre de raisons, la France ne négligea pas moins ses armements que ne le fit la Grande-Bretagne. C'est ainsi que l'Angleterre commença la seconde guerre avec un nombre de divisions inférieur à celui qu'elle possédait lors de la précédente — et encore ces divisions étaient-elles insuffisamment équipées. L'armement de la France et l'instruction de ses troupes ne répondaient pas non plus, comme l'expérience l'a prouvé, aux exigences modernes. Les deux pays étaient lamentablement en retard en ce qui concerne la mécanisation de leurs armes. L'insuffisance de l'aviation britannique était l'objet de critiques incessantes : cependant, elle sortit triomphalement de l'épreuve de la bataille d'Angleterre. Quant à la situation de l'aviation française avant 1939, elle était catastrophique et les Anglais exprimèrent à maintes reprises leurs doléances à ce sujet.

Les déficiences de nos deux pays — connues mais négligées dans cette course aux voix qui caractérise les luttes électorales des partis politiques — donnaient lieu aux récriminations qui sont le propre des mauvaises

* En français dans le texte.

consciences. A leur tour, ces récriminations entraînaient, de part et d'autre, des réticences et, dans les rapports des deux nations, un refroidissement de la cordialité, cordialité qui doit être la règle d'or de toute association.

En outre, l'impréparation militaire s'aggravait de divergences politiques et de défaillances caractérisées. C'est ainsi que l'Angleterre commit la faute de conclure l'accord naval germano-anglais sans en avertir la France. De son côté, la France s'en prit à la Grande-Bretagne de sa propre irrésolution lorsqu'elle renonça à expulser les Allemands de la zone démilitarisée qu'ils réoccupèrent en 1936. La tâche eût cependant été facile ; et si même son accomplissement avait rencontré certaines difficultés, l'initiative française eût forcé la main à la Grande-Bretagne. La même remarque peut s'appliquer aux abandons qui ont été consentis à Munich. Si la France avait fermement rempli les engagements qui découlaient de ses traités, l'Angleterre n'aurait pu se tenir en dehors d'une action commune, si insuffisante que fût la préparation de nos deux pays. L'une et l'autre préférèrent ruiner leur crédit en gagnant du temps et consentir de trop larges concessions sans obtenir aucune contrepartie, comme la suite des événements devait le prouver. Leur commun sentiment de culpabilité leur donnait, une fois de plus, mauvaise conscience l'une à l'égard de l'autre.

Pour deux amis, se répandre en plaintes l'un contre l'autre, et chacun dans le dos de l'autre, au lieu de s'expliquer franchement, c'est sans doute l'attitude la plus sotte qui soit et la plus grosse de conséquences. La franchise totale a été trop rare dans nos rapports réciproques : le résultat, c'est qu'il vint un moment — et à la veille du déchaînement de l'ouragan — où la dénonciation de notre accord sembla non seulement possible, mais encore probable. Les réticences et les *arrière-pensées** avaient exposé l'Entente au risque de faire naufrage, sous le poids des griefs accumulés de part et d'autre. Si le naufrage s'était produit, nous n'aurions eu que bien peu de temps pour remettre le navire en état de reprendre la mer, avant l'arrivée des lames de fond. Et si l'association entre nos deux pays n'avait pas réussi à retrouver un climat de complète franchise, ils eussent sombré tous les deux. Cette évidence est cependant loin d'avoir toujours été bien comprise.

Quoi qu'il en soit, l'Entente a été un instrument politique important et même providentiel. Nous devons toujours mettre l'accent sur les plus heureux de ses effets et ne rien regretter des efforts qui ont été consacrés à son maintien. Une si longue histoire devait connaître des phases mouvementées. Il serait sage maintenant de repartir « all over again », comme nous disons en anglais, ou *de plus belle* *, suivant la locution française.

Mais — soyons précis — comment faut-il faire ? Il est indispensable que notre action politique commune soit sincèrement commune. Dans

* En français dans le texte.

le passé, nous avons souvent fait connaître la « parfaite identité de nos vues », comme il est d'usage à l'issue des conférences politiques et j'ai moi-même rédigé de nombreux *communiqués* de ce genre. Ils dissimulaient le fait que, si les deux associés s'efforçaient de poursuivre une action politique commune, cette action n'était pas fondée sur une similitude effective de conceptions qui, seule, l'eût rendue efficace. Une telle constatation s'appuie sur de nombreux exemples, et nos récentes divergences de vues au sujet du statut futur de la Ruhr et de la Rhénanie ne font que l'illustrer une fois de plus. (Si le Gouvernement britannique avait adopté plus tôt ma solution, qui est celle d'une fédération allemande rigoureusement décentralisée, avec occupation permanente des deux régions en cause, Ruhr et Rhénanie, et contrôle de leur production minière, les Français eussent pu normalement s'en accommoder en toute sécurité, sans avoir trop de motifs de discuter les autres détails de la nouvelle construction politique.)

J'étais présent dans la pièce d'où, au cours de l'agonie que nous vécûmes en 1940, le général de Gaulle fit connaître en France, par téléphone, la proposition sensationnelle de Churchill touchant une fusion politique entre nos deux pays. Je connaissais trop bien l'extrême gravité de la conjoncture et le caractère de ceux qui avaient à y faire face, à Bordeaux, pour m'attendre à ce que cette proposition fût acceptée. C'est pourquoi le refus français ne me surprit pas. Depuis, beaucoup de gens l'ont regretté. Je ne suis pas de ceux-là. Ce projet de citoyenneté commune n'entrait pas dans le cadre des usages politiques. La solution n'eût pas été durable et les complications ultérieures eussent fait plus de mal que de bien. On peut recourir à des formules à la fois meilleures et plus simples.

Sans doute, nous ne pouvons nous attendre que se réalise une parfaite identité de nos politiques, mais nous pouvons les lier plus étroitement que dans le passé. La seconde et épouvantable invasion des tribus barbares de l'Allemagne nous a conduit à rapprocher, plus que nous ne l'avions jamais fait auparavant, les jugements que nous portons respectivement sur elles. Les soldats anglais ont terminé cette guerre animés d'un sentiment de haine violente contre un adversaire implacable. Ce sentiment n'a pas été renforcé par la politique et le comportement russes. Mais, en définitive, l'Angleterre est plus réaliste en 1946 qu'en 1919. La conscience d'un danger permanent y est, à mon avis, plus répandue, et l'on reconnaît que les appréhensions des Français ont, à cet égard, toujours été justifiées.

Au surplus, la France et la Grande-Bretagne seront fondées, sous le couvert de la Charte des Nations Unies — et comme l'exigera la logique des événements — à coordonner leur action politique, leur système économique et leur organisation militaire, si elles doivent contribuer en commun à défendre la sécurité de l'Europe Occidentale d'abord, et

ensuite celle du monde entier. Je prends le terme Europe Occidentale dans sa plus large acception, en vue d'y inclure non seulement le Commonwealth britannique et la France, mais dix autres pays et quatre empires coloniaux. Les lois de la nature et de leur destin, en liant leurs intérêts, les obligent à contracter mariage et, dans certains cas, à faire violence à leur virginales pudeurs. Il nous faut créer une famille occidentale et une seule voie nous est ouverte pour y parvenir. Les Américains souhaitent que cette union soit fructueuse et assez prospère pour que nous puissions acheter leurs produits. Les Russes s'y montrent opposés, parce qu'ils souhaitent que nous soyons pauvres, la pauvreté étant à leurs yeux un climat d'élection pour l'expansion du communisme. Nous ne pouvons nous offrir le luxe de leur donner satisfaction, ni d'ailleurs admettre que le dénuement de l'ermite soit l'objectif, où tend pour son propre compte le bloc oriental.

Au nombre des conditions qui peuvent permettre notre survie, la première doit être une alliance franco-anglaise plus solide et mieux adaptée à ses fins que ne l'était le statut de nos anciennes relations. Dès ce moment, le champ de notre collaboration économique et militaire s'étendra rapidement, car le temps de la monogamie politique est révolu. Au lieu de s'engager dans la direction que leur indiquait le bon sens, nos deux pays ont laissé s'écouler en pure perte deux années depuis la signature de l'alliance franco-russe. Pourtant, si certains pouvaient être maintenus dans l'expectative, c'étaient bien les Russes et non les Anglais, qui ont le plus directement et le plus efficacement travaillé à libérer la France. A maintes reprises, on nous a affirmé qu'on allait entreprendre, dès le lendemain, la création d'un bloc occidental. Mais ce lendemain n'arrive jamais. Est-ce l'effet d'une loi régissant la condition humaine? Ce qui existe, c'est aujourd'hui et aujourd'hui ne nous satisfait jamais. On nous a dit aussi que nous ne devions pas nous unir avant d'avoir fait disparaître toutes les petites divergences de vues qui nous séparent. Ce jour-là non plus n'arrivera jamais, et nous ne devons pas souhaiter qu'il arrive, car, s'il venait jamais, c'est que le long dialogue franco-anglais aurait prit fin dans ce silence parfaitement sépulcral par quoi se manifeste quelquefois, dans le mariage, l'affection mutuelle des époux. Mais on nous a dit également des choses infiniment plus fâcheuses. Au cours de ce morne été de 1946, M. Bevin a déclaré qu'il n'avait pas pressé la conclusion de l'alliance franco-anglaise de peur d'offenser les Russes. Que de crainte dans un pareil aveu! Combien de négociations se trouveraient suspendues si nous devions nous préoccuper de satisfaire les hargneux faiseurs de discours! S'il doit en être ainsi, voilà encore un lendemain qui ne viendra jamais. Il existe trop de discoureurs de cette sorte, en particulier en France, où les dirigeants communistes ont pour règle de conduite de s'opposer à une association quelconque, excepté avec les pays qui vivent dans l'orbite du communisme. Rien de plus naturel, lorsque l'on se rend compte que M. Molotov est, plus encore

que M. Staline, un homme de la vieille école. Le Kremlin ne peut reprendre à son compte le principe des Habsbourg, qui cherchaient dans le mariage un accroissement de leur puissance. « *Bella gerant alii : tu, felix Austria nube...* » Qui peut bien, en effet, rêver de contracter mariage sous l'égide de la N.K.V.D.? Aussi M. Molotov a-t-il adopté cet autre principe de la politique impériale : « Diviser pour régner » et il l'applique rigoureusement. Notre grief majeur — et parfaitement fondé contre la vieille caste militaire allemande, c'était qu'elle s'engageait à être *Kadaver gehorsam*, c'est-à-dire à obéir jusqu'à la mort, jusqu'à cette mort à laquelle elle semblait aspirer. Pareil esprit de soumission a été remis en honneur par les communistes et ils ont même aggravé les sanctions qui frappent la désobéissance. La Lubianka est plus sévère que la Bendlerstrasse, un tribunal populaire plus impitoyable qu'un *Ehrengericht*. On ne peut énoncer cette vérité sans provoquer les cris indignés des adeptes du Parti, mais s'il y a secret sur ce point, c'est un secret de Polichinelle.

Il faut bien nous pénétrer de l'idée que l'union du monde occidental sera définitivement compromise si le communisme parvient à nous empêcher de la réaliser aujourd'hui. Les fanatiques ont déjà tenté d'y faire obstacle, en décrétant sans motifs que la civilisation occidentale devait être tenue pour leur ennemie. Nous ne voyons pas pourquoi il en serait ainsi. Mais nous ne pouvons, d'autre part, ni modifier sur ce point le dogme de la nouvelle église, ni admettre que ce dogme puisse nous détourner de la voie que nous a tracée le destin. Maintes batailles ont été réputées « décisives », mais on n'a jamais dénombré les moments décisifs de la politique, en expliquant leurs origines. Le moment actuel est pourtant un de ceux-là, bien qu'on ne puisse le prouver. Le simple abaissement des barrières douanières sera l'événement le plus grave de cette période. Dans notre entreprise de reconstruction morale, politique et économique qui n'est dirigée contre personne, mais a pour objet la défense des plus hautes valeurs de la civilisation chrétienne, la Grande-Bretagne et la France doivent marcher la main dans la main ou se résoudre à descendre la pente, et à prendre congé de l'Histoire.

Voilà ce que je veux dire lorsque je déclare que je sais ce que je veux, et que je suis fermement résolu à l'obtenir. Quand je serai parvenu à mes fins, je pourrai applaudir des deux mains, mieux instruit de l'importance du résultat que nous aurons tous obtenu que je ne l'étais au jour lointain où j'acclamais cette Entente cordiale qui s'est révélée trop imprécise pour nous permettre d'éviter le premier cataclysme, trop faible pour barrer la route au second. Désormais, nous connaissons le moyen de nous préserver d'une troisième catastrophe et si nous ne l'adoptons pas, nous n'aurons à nous en prendre qu'à nous-mêmes.

VANSITTART

(TRADUIT PAR PIERRE MARLY)

ÉTATS-UNIS 1946

FRAGMENTS D'UN JOURNAL

NEW-YORK, 1er *Janvier*. — Chaque année, en ce jour liminaire, je prends, comme Buster Brown, des résolutions : Travailler, travailler, travailler. Refuser les « besognes » pour écrire, non de grands livres (cela ne dépend pas de moi), mais les meilleurs que je sois capable de concevoir. Vivre autant que je le pourrai à la campagne, où la durée des jours est doublée. M'interdire de souffrir de maux imaginaires ou fugitifs, alors que tant d'hommes souffrent de maux réels et affreux. Hors les moments d'action, survoler ce temps et le voir, non comme un instrument aigu de torture morale, mais comme une illusion à décrire. Etre en toutes choses exact et juste... Mais à quoi bon rédiger des résolutions ? Il faut les vivre.

Vers dix heures, Madeleine et Darius Milhaud sont venus me chercher et nous avons été déjeuner à la campagne chez Pierre Claudel. Violaine, grave et sensible, a récité du Vigny. Dominique a déchiffré un morceau que Milhaud avait écrit pour elle : *Bonjour Dominique !* La maison de Pierre et Marion se trouve à deux heures de New-York, isolée du monde extérieur par des bois et des prairies. Sagesse de se retirer ainsi loin de la ville, parmi les arbres et les livres, et d'élever là ses enfants. Charme intime, familial, de cette journée.

Où donc est le bonheur ? disais-je. Infortuné !
Le bonheur, ô mon Dieu, vous me l'avez donné...

Seulement ce qui était vrai au temps de Victor Hugo et l'est encore au temps de Claudel ne le sera plus longtemps si les hommes n'organisent mieux cette planète. Une telle vie suppose autour d'elle une société stable. Violaine, douce Violaine, j'espèce que vous ne vivrez pas dans un siècle trop malheureux.

2 *Janvier*. — Le soir, préparé mes cours de Kansas City, qui vont commencer à la fin de ce mois. Je regretterai cet appartement de New-York, minuscule, mais où rien n'était laid. Sur nos abat-jour, en transparence, les deux maisons roses de la place Royale et les peupliers de

la Dordogne. Le matin, au soleil levant, les tours jaillissantes de New-York, ambrées ou roses, avaient la douceur lumineuse et lisse des murs de Vermeer ou de Guardi. J'aimais ce quartier... L'épicier grec, qui me donnait du chocolat pour mes amis français parce que j'avais écrit un *Byron*; le jeune libraire, nonchalant et cultivé, de la *Chaucer Head Bookshop*, qui préférait les beaux textes aux *best sellers*; le restaurant du *Canari d'Or* où le patron français, M. Robert, avait toujours un coin pour nous; le fleuriste qui, lorsque nous passions devant sa boutique, faisait cadeau à Simone d'une rose ou d'un œillet; le marchand de journaux Klebanoff, qui vendait aussi des livres, des places de théâtre, des cigarettes, des pastilles contre la toux, et qui était notaire public... Mon médecin vivait à un bloc de distance, mon dentiste à trois blocs, mon éditeur à sept. New-York est une très petite ville, où l'on peut faire à pied la plupart des courses utiles.

C'est dans notre cinéma de quartier que j'ai entendu, un jour, la buraliste répondre à une vieille dame qui hésitait à voir *Au grand large* et demandait avec inquiétude :

— Vous êtes sûre qu'il n'y a pas d'atrocités? Pas de crimes? Moi, ces choses-là me rendent malade!

— Madame, c'est un film fait pour vous. Rien de triste ne peut arriver. Ils sont tous morts dès le début... *They are all dead right from the beginning...*

3 *Janvier*. — Ce monde est absurde, disent-ils. Non. Ce monde est; on n'en peut rien affirmer d'autre. Mais : *a)* Il paraît obéir à des lois, et même si elles ne sont que statistiques, il obéit encore à la loi des grands nombres; *b)* Certains éléments du monde, les vivants, cherchent à persévérer dans leur être; ils s'efforcent de remonter le courant d'indifférence qui entraîne la matière inanimée; ils essaient de maintenir leurs différences; *c)* Organes, instincts, raison sont les armes développées pour cette lutte par l'habitude; *d)* L'univers, considéré dans son ensemble, ne pourrait être « raisonnable ». Nous dirions qu'il l'est s'il était réglé de manière à protéger *notre* vie, mais alors il serait absurde au regard d'autres espèces. Le monde « raisonnable » de l'araignée serait le monde absurde de la mouche.

Comment la matière vivante, qui fait partie du monde indifférent et qui semble soumise à ses lois, peut-elle avoir une volonté de différence? L'esprit de l'homme, instrument modelé au cours des siècles par des fonctions définies, ne peut traiter de tels problèmes. Notre vocabulaire abstrait nous donne l'illusion d'une puissance intellectuelle que nous ne posséderons jamais. Parce que nous déplaçons des mots, nous croyons organiser des idées. Mais tout ce qui dépasse l'expérience de l'espèce dépasse aussi le langage.

« Et comment la vie, demandent-ils, échapperait-elle au mécanisme universel? » Mais le mécanisme universel n'est pas un fait d'expérience.

Il y a certaines lois, vraies dans certaines limites de probabilités — et il y a la vie. Telles sont les données ; il les faut accepter. Elles sont contradictoires ? Très bien, elles sont contradictoires. « Ce n'est pas un problème, eût dit Chesterton, c'est un mystère. »

Question cruciale : L'homme peut-il nicher son monde ordonné dans le Grand Tout ? *Réponse :* il l'a fait plusieurs fois au cours de l'histoire, mais l'ordre humain est fragile. Passagers d'une barque dans la tempête, il nous faut toujours être prêts au naufrage. Levez-vous, orages non désirés !

J'aime cette définition de Santayana : « Le fanatique est celui qui redouble ses efforts quand il a oublié ses buts. »

5 *Janvier.* — Longue lettre des Duhamel, qui étaient ici le mois dernier. Leur traversée fut très dure. Le petit bateau norvégien, vernissé, ibsénien, sur lequel je les avais embarqués à Brooklyn, a failli sombrer. Il n'y avait à bord d'autre docteur que Duhamel, qui a dû monter sur le pont pour y faire, sous les vagues, son métier de médecin et sauver des marins à demi morts. Il a eu la joie de les ramener vivants à Cherbourg. Le séjour des Duhamel à New-York avait été pour moi un temps de bonheur. Que de belles choses nous avons vues ensemble : les Corot du *Metropolitan* ; à travers les ogives des Cloîtres, le coucher de soleil sur le fleuve Hudson ; les tapisseries à la Licorne, où Blanche Duhamel reconnaissait l'histoire de la France ; et ce retour dans la brume de Staten Island à New-York, aux côtés du *Vulcania*, qui arrivait d'Europe chargé de soldats exubérants. Kaléidoscope d'images. « Nous avons eu une journée cubiste », me disait Duhamel le soir.

6 *Janvier.* — « Comment se fait-il, demande Einstein dans un texte que je viens de lire, que les mathématiques, produits de l'esprit humain, s'appliquent si admirablement aux objets de l'expérience ? » Et je me demande à mon tour si Einstein n'a pas lu Kant (ce qui est invraisemblable) ou si, l'ayant lu, il estime que Kant n'a pas résolu le problème. « Le pouvoir des mathématiques, écrit un autre savant, réside dans l'élimination de toute pensée inutile et dans une meilleure économie d'opérations mentales. » Voilà une réponse. Le mathématicien ne crée pas un monde nouveau ; il choisit, élimine, simplifie. Quoi d'étonnant si l'armature ressemble à la statue, le plan à la ville ?

8 *Janvier.* — Passé un jour à Philadelphie, où j'ai une belle équipe d'amis parmi les avocats, les juges. Ce lien s'est établi à l'occasion d'une conférence que m'avait demandée la Brandeis Society, et il m'est précieux. Tocqueville avait prévu, il y a plus d'un siècle, la place prépondérante qu'occuperaient un jour aux États-Unis les gens de loi. En 1946, ils forment une société fermée, toute-puissante dans le pays, parce que la clarté de leurs esprits, leur connaissance des textes, leur habileté dialec-

tique les rendent indispensables. La politique, les grandes affaires, certaines Universités, beaucoup de syndicats ouvriers sont ici gouvernés par des hommes de loi. Entre avocats, juges, procureurs, point de cloisons étanches. Un avocat de talent devient juge ; un juge retourne à sa clientèle privée. Il existe en tout ce milieu une coquetterie de subtilité légale. Les décisions de la Cour Suprême sont parfois des chefs-d'œuvre de style et de finesse. On en pourrait composer une anthologie. De grands juges comme Marshall, Holmes, Brandeis, Cardozo sont devenus, dans l'histoire du pays, des personnages aussi importants que les présidents ; plus importants même, car ils ont, en interprétant la Constitution, adapté l'Amérique à un monde nouveau. Mes amis de Philadelphie sont des hommes cultivés ; ils possèdent de belles éditions classiques anglaises et françaises ; ils les aiment et les lisent. Hier, ils parlaient des nouvelles armes (fusées, bombes atomiques) et se demandaient si la rapidité terrifiante de la guerre moderne serait compatible avec les précautions exigées par la Constitution américaine. Le Président ne peut déclarer la guerre qu'avec l'assentiment du Congrès, mais si la victoire devient une question de minutes, comment concilier le devoir de respecter les lois avec celui de sauver le pays ?

« Cas de conscience, dit l'un d'eux. Que doit faire un Président s'il sait que, seule, une décision illégale peut prévenir la destruction de toutes nos grandes villes ? »

« Il ne faut pas, dit un autre, exposer un président à de tels dilemnes. Le Congrès, lorsqu'il n'est pas en session, devrait déléguer ses pouvoirs à un Comité, ou même à un seul homme qui serait le Déclencheur Suprême, l'homme qui pousse le bouton.

» — Votre *Official Buttonpresser* serait plus puissant que le Président ?

» — Non, car ses fonctions seraient limitées... Un autre Martini ? »

10 *Janvier*. — Lu un livre de Sorokin, professeur de sociologie à Harvard : *La crise de notre temps*. La thèse de Sorokin est que notre civilisation n'est pas moribonde, mais en voie de métamorphose, que des crises similaires, en Chine, aux Indes, en Egypte, en Judée, à Rome, se sont jadis dénouées sans catastrophes irrémédiables, que le mal est le symptôme connu, classique, du passage d'une forme de civilisation à une autre.

Selon Sorokin, les hommes ont, au cours des temps historiques, connu trois formes essentielles de civilisation. Il nomme la première d'un nom difficilement traduisible : *idéationnelle*. Telle fut, par exemple, la civilisation du moyen âge dans l'Europe Occidentale. Les valeurs y étaient supra-humaines et absolues. Les hommes vivaient pour préparer leur salut éternel et tenaient la Cité de Dieu pour la plus certaine réalité. La philosophie et la science acceptaient d'être les servantes de la théologie. L'art célébrait la gloire de Dieu et les mystères du culte. Le roi régnait par droit divin ; la famille était indissoluble ; l'économie commandée par

la morale. Les règles étaient respectées et l'égoïsme dominé, parce que la vie terrestre apparaissait comme un pèlerinage transitoire. Tels sont les caractères que l'on retrouve dans l'Inde bouddhiste, dans la Chine taoiste. Toutes ces cultures furent *idéationnelles*, supra-terrestres et absolues.

Pas plus qu'aucune forme de civilisation humaine, les cultures *idéationnelles* ne sont éternelles. Toutes ont péri, après une période prolongée de décadence. Elles donnent naissance d'abord à des périodes de transition que Sorokin nomme civilisations « idéalistes » et qui sont des compromis entre Dieu et Mammon. Puis vient (et l'exemple classique en est la Renaissance) une civilisation sensuelle, ou « sensorielle », en complète réaction contre la civilisation « idéationnelle » et religieuse. Au XVIe siècle, bien que survive une foi, les hommes, pour la plupart, pensent que leur royaume est de ce monde. Le souverain demeure, en théorie, de droit divin ; en fait, il règne par la force, par l'armée permanente, par la ruse. Peu à peu la politique devient relativiste. Pas plus que l'économie, elle n'admet alors de valeurs morales absolues ; elle poursuit le plus grand bonheur terrestre, d'abord d'une élite, puis des masses. L'idée même de vérité se dissout. Rien ne lie plus les hommes. Le divorce détruit la famille. L'art se fait réaliste, naturaliste, satirique. L'artiste ne travaille plus pour la plus grande gloire de Dieu, mais pour s'exprimer, et pour plaire. Dans le vide laissé par l'esprit, la force s'installe. Le malheur est que les civilisations fondées sur la force vont fatalement à la lutte et à la destruction. Après quelques siècles, à son tour, la civilisation « sensorielle » est en état de crise.

Une science divorcée de la morale engendre des moyens de destruction que ne contrôle plus le respect de la personne humaine ; un art de plus en plus sensuel ne croit trouver la vérité que dans la laideur physique et morale. Substitution de la propagande à la recherche du vrai ; intolérable odeur de décadence et d'anarchie ; absence de toute valeur absolue. Que va-t-il donc arriver ? La fin du monde, ou au moins de notre monde ? La destruction de l'humanité annoncée par Wells ? *Dies iræ, Dies illa ?* Ce serait possible si rien ne venait rétablir l'équilibre dans les âmes, mais Sorokin pense que le processus déjà si souvent observé dans l'histoire des hommes peut à nouveau se dérouler. En d'autres termes, l'humanité reviendrait à une culture « idéationnelle ». D'abord, elle traverserait une période de transition (probablement celle que nous vivons), au cours de laquelle un fossé se creuserait entre des cyniques totaux (personnages de Hemingway ou d'Erskine Caldwell) et des néo-mystiques (Huxley, Maritain). Ainsi le *Décaméron* de Boccace coexista jadis avec les derniers ascètes du moyen âge ; ainsi Pétrone fut le contemporain des premiers chrétiens et des stoïques. Nous assisterons (dit Sorokin) à la désintégration finale de la culture sensorielle, qui produira des politiciens, des savants et des artistes de plus en plus médiocres, jusqu'au moment où ce terrifiant manque d'hommes de valeur obligera la société à chercher des dirigeants d'un autre type.

Alors les hommes comprendront à nouveau que le machiavélisme n'est qu'un expédient, que les sociétés ne peuvent devenir des « foires d'empoigne » sans se condamner à la ruine, et que la recherche égoïste du bonheur conduit au malheur universel. Alors des individus, puis des groupes adopteront à nouveau des systèmes de valeurs supra-individuelles et absolues. Ainsi Sorokin ne croit pas plus aux Cassandre qui annoncent la mort de la civilisation qu'aux commis-voyageurs du progrès par la science. Il pense que nous subissons une maladie sociale d'un type connu, que le diagnostic est facile et que la guérison est possible.

Mais non par des remèdes issus des fausses valeurs qui ont été les causes premières de la crise. Sans doute le nationalisme et la propriété privée ont, dit-il, cessé d'être utiles et font probablement aujourd'hui plus de mal que de bien. Sans doute une organisation internationale et une plus juste répartition des biens aideront à la solution. Seulement ces mesures ne peuvent par elles-mêmes arrêter la crise de notre temps parce qu'elles ne vont pas à la racine du mal. En certains pays, ces palliatifs ont été appliqués sans résoudre les problèmes essentiels. L'anxiété subsiste parce que le poison demeure. Et quel est le poison? C'est la croyance à la primauté du monde des sens ; c'est le mépris du Royaume de Dieu.

Nos organes de sens, si imparfaits, ont été pris depuis la Renaissance pour arbitres suprêmes de ce qui est réel et de ce qui ne l'est pas, de ce qui a une valeur et de ce qui n'en a pas. Le résultat est que l'infinie réalité a été réduite à l'un de ses aspects et appauvrie, que les hommes se sont volontairement privés de la grâce divine, et qu'ils ont cessé de respecter la personne vidée de son contenu divin. Que faut-il donc faire? Avant tout, reconnaître la vraie nature de cette crise, qui est une crise de culture. Ensuite, reconnaître que la culture sensorielle et scientifique n'est pas la seule et que le temps est venu pour nous de rendre sa place à l'autre aspect de la nature humaine. L'homme n'est pas seulement un organisme, mais un porteur de valeurs absolues. A ce titre il est sacré, quels que soient son âge, son sexe, sa race, sa couleur, sa nation. Comme disait Kant, « la personne humaine doit être prise comme fin et non comme moyen. » De grands changements sont nécessaires pour que nos sociétés survivent et ils doivent se faire dans le sens du Sermon sur la Montagne.

Crise — Epreuve — Purification — Grâce — Résurrection — tel est, selon Sorokin, le cours normal des grands changements historiques. Nous connaissons aujourd'hui l'épreuve ; essayons de mériter la grâce.

15 *Janvier*. — Longuement parlé avec la fille de Toscanini, belle jeune femme qui, arrivant de Suisse, m'a intéressé en me montrant l'autre face d'une histoire dont la première partie m'avait été racontée par Allan Dulles, chef en Suisse de l'*Office of Strategic Services* (service secret américain). Dulles a négocié la capitulation de l'armée allemande d'Italie.

Au général allemand qui s'était présenté à la frontière, il avait dit :

— Vous n'êtes pas le commandant en chef. Comment puis-je savoir si Kesselring est d'accord avec vous, et que vous aurez le pouvoir de tenir vos promesses ?

— Quelle preuve voulez-vous ?

— Si vous pouvez m'amener ici, libre, Francesco Parri (chef du mouvement de résistance italien), qui est maintenant votre prisonnier à Bologne, je considérerai cela comme une preuve.

— Ce sera fait.

Quelques jours plus tard, Parri arrivait en Suisse, libre.

Et voici maintenant ce que me raconte la fille de Toscanini :

« J'étais en Suisse quand j'ai appris l'arrestation de Parri. Nous avions tous pour lui une admiration et un dévouement sans bornes. Je connaissais M. Dulles. J'ai couru chez lui, le matin de bonne heure ; je l'ai trouvé qui déjeunait ; je lui ai exposé le danger que courait Parri ; je l'ai supplié d'user de tous ses moyens, qui étaient immenses, pour le délivrer... Mais, tandis que je parlais, j'étais stupéfaite de le trouver peu ému. Pouvait-il être à ce point indifférent au sort d'un homme qui avait tant fait pour les Alliés ? Je suis devenue véhémente ; je crois que j'ai pleuré ; j'allais me jeter à ses pieds quand il a souri et m'a dit :

» Vous voudriez voir Parri libre ?

» — Mais oui ! Naturellement ! Plus que tout !

» Dulles a ouvert une porte :

» — Eh bien ! Le voici !

30 *Janvier*. — Arrivé à Kansas City, où je vais passer quelques mois à l'Université. Certains de mes amis de l'Est s'étonnent de me voir choisir, pour y enseigner, une très jeune institution. Mais parce qu'elle est jeune, cette Université est vivante. Son président, Clarence Decker (que tous ses amis appellent Deck) a l'air d'être l'un de ses propres étudiants ; il vit au milieu d'eux, leur ouvre sa maison, bêche et pioche avec eux dans le potager. Les hôtesses de la Cinquième Avenue croient que le Middle West est une jungle, peuplée de Babbitts. C'est faux. Il n'y a pas plus de Babbitts à Kansas City qu'à New-York. La conversation des hommes cultivés y ressemble à ce qu'elle serait dans l'Est. Mais la vie est ici plus tranquille ; on ne bondit pas de cocktail en cocktail ; on a le temps de lire. Henry Haskell, en même temps que ses éditoriaux du *Kansas City Star*, a écrit une *Vie de Cicéron*, que je trouve remarquable parce que l'érudition s'y unit au sens de la vie politique. Je connais dans cette ville une vieille dame américaine, pure de tout snobisme littéraire, qui collectionne pour son plaisir les œuvres de Marcel Schwob, de Gide et de Valéry. Élite ? Bien sûr, mais ne suffit-il pas, pour que l'on y puisse vivre, qu'une ville ait ses *happy few* ?

31 *Janvier*. — Ici, comme dans toute l'Amérique, comme dans toutes les villes du monde, il est difficile, en 1946, de trouver des chambres. L'Université a donc décidé de m'en louer une, dans une maison que lui a léguée un millionnaire, Epperson House, bizarre mélange de châlet normand et de château féodal. On me dit que l'architecte, aujourd'hui mort, était Français. Hélas! Il s'est inspiré, semble-t-il, à la fois de Pierrefonds et de l'Auberge de Guillaume-le-Conquérant, à Dives, puis a entouré le tout d'inutiles murailles surmontées de balustrades Renaissance. Le jardin est beau, animé par des écureuils et des oiseaux, mais la demeure, en ce premier jour, me paraît lugubre. Au centre, une immense galerie aux boiseries de chêne est éclairée par des lustres en fer forgé. Je couche dans l'ancienne cuisine et la salle à manger me sert de cabinet de travail. Deux autres professeurs habitent mon étage : Jay W. Hudson, petit homme actif qui enseigne la philosophie, et Soloveitchek, professeur de civilisation et langue russes, compagnon agréable et bien informé. A l'étage supérieur vivent trente étudiants sud-américains, qui sont, à l'Université, les hôtes du Gouvernement des États-Unis. Politique de bon voisinage et aussi de prestige aérien, car ils suivent des cours techniques qui leur permettront de devenir, dans leurs pays respectifs, des agents de *Pan American Airways*. Si Epperson House était en Écosse, la maison passerait pour hantée. Le soir, toutes lumières éteintes, elle pullule de revenants. Un jardinier, Harry, veille sur nous et m'apporte chaque matin, à sept heures, le *Kansas City Star*. Une négresse, Maxine, fait ma chambre. Elle est fière, travailleuse et ambitieuse :

— Ce que nous voulons, mon mari et moi, dit-elle, c'est mettre six cents dollars de côté. Alors nous achèterons une maison et je resterai chez moi.

— Et combien de temps vous faudra-t-il pour économiser six cents dollars ?

— Trois, quatre ans...

Sancta simplicitas.

1er *Février*. — Je dois faire ici deux cours : le premier, celui du matin, sur l'Art de la Biographie ; le second, cours du soir, sur quelques grands écrivains : un mois sur Balzac, un mois sur Tolstoï, un mois sur Proust, un mois sur Poe. Le cours sur la biographie m'embarrasse. J'ai donné jadis, à Cambridge, quelques conférences sur ce sujet, mais il s'agit ici de soixante leçons! Et j'aurai, parmi mes étudiants, trente « vétérans » (soldats démobilisés) qui seront exigeants. Comment les intéresser? Dans l'armée, quand on leur apprenait à démonter un char ou à naviguer par les étoiles, ils voyaient clairement l'utilité de ces études, mais la biographie!.. Je n'ai que deux moyens de m'en tirer : l'un c'est de leur enseigner non seulement la technique de la biographie, mais celle de la composition et du style ; l'autre, c'est de prendre un certain nombre de biographies comme base d'une étude de l'action et de chercher avec eux

ce que doit être un homme d'État, un grand soldat, un écrivain, un artiste. Au début, je ferai moi-même ces analyses. Ensuite, à chacun de mes étudiants, je demanderai d'écrire un long essai sur un personnage choisi par lui. Ces essais lus en classe, commentés, critiqués, formeront la partie la plus efficace de cet enseignement. Écouter est facile, composer est difficile. Ils apprendront à faire des recherches, à éliminer l'inutile et aussi à parler en public.

2 *Février*. — Ma première classe. J'ai invité mes étudiants à choisir les sujets de leurs essais. Surprise : aucun d'eux ne souhaite écrire sur les grandes figures de leur histoire. Point de *Washington*, de *Jefferson* ou de *Lincoln*. Mais un *Roosevelt* et un *Wilkie*. Deux journalistes : *William Allen White*, *Ernie Pyle*. Des écrivains : *Thomas Wolfe* (deux fois), *Théodore Dreiser*, *Emily Dickinson* (trois fois), *Ernest Hemingway*, *Sandburg*, *T.-S. Eliot*, *Walt Whitman* (trois fois), *Stevenson*, *Swift*, *Sheridan*. Des peintres : *Van Gogh*, *Picasso*, *Benton*. De nombreux chefs syndicalistes : *John L. Lewis*, *Philip Murray*, *William Green*, *Thomas*, *Reuther*. Des capitaines d'industrie : *Hen-J. Kaiser*, *Ford*. Quelques savants : *Newton*, *Einstein* (deux fois), *Pasteur* (le plus connu des Français). Des musiciens : *Chopin*, *Beethoven*, *Schubert*, *Bach*, *Berlioz*, *Gerschwin*, *Toscanini*, *Tchaikowsky*, *Debussy* (trois fois).

12 *Février*. — Ce matin, comme je sortais d'Epperson House pour aller à l'Université, un vieillard sec, à l'air agressif, aspect d'un fermier de Grantwood, m'arrête au milieu de la rue :

— Nous savons tous, n'est-ce pas, m'a-t-il dit, que Dieu est ici avec nous ?

En disant *ici*, il me montrait les jardins et les bois qui nous entouraient.

— Oui... Peut-être... Où voulez-vous en venir ?

— A ceci : que Dieu a créé le monde, ces arbres, cette belle ville, et que les riches ont pris la terre de Dieu pour en faire leurs parcs, de sorte que de pauvres bougres, comme vous et moi, n'ont même pas un trottoir pour y marcher... Il nous faut courir sur la chaussée, au risque de nous faire écraser.

— Mais il y a, lui dis-je, toute la place nécessaire pour faire un large trottoir. Ce n'est pas une question de théologie ; c'est une question de voirie. Parlez-en à votre maire.

— Et cette maison ? continua-t-il d'un air terrible en désignant Epperson House. Il y a au moins quarante chambres là-dedans... Tout cela sans doute pour un seul homme !

— Vous vous trompez. J'habite ici avec deux autres professeurs et plus de trente étudiants. Cette maison appartient à l'Université.

— Elle n'a pas été construite par un millionnaire ?

— Si... Mais en mourant, il l'a donnée à l'Université.

— Il n'était que temps, dit-il. Adieu, frère !

16 *Février.* — Lu Palinurus *(The unquiet grave)*. Palinurus est le pseudonyme de Cyril Connelly, l'Anglais de ce temps qui écrit la meilleure prose. Recueil d'aphorismes. Notes de lecture. Palinurus est un épicurien raisonnable. *And so was Epicure.* Dans sa religion, il n'y a pas de doctrine ; tout y est poésie et doute. Il aime le plaisir et s'étonne d'y trouver parfois le remords. Pourquoi l'homme laisse-t-il une Conscience pourrir, comme un rat mort, dans le Puits de la Connaissance et empoisonner sa courte vie ? Palinurus considère la fuite dans la méditation mystique, solution de Huxley, comme l'aveu d'un échec : « Que penserions-nous de monastères de chiens, de chats ermites, de tigres végétariens ? D'oiseaux qui s'arracheraient les ailes ou de taureaux qui pleureraient de remords ? » Le dogme du Péché originel lui paraît une folie : « Est-ce que les solitaires, les chastes, les ascètes qui ont vécu parmi nous depuis trois mille ans ont jamais fait école ? Est-ce que l'humanité a montré le moindre signe d'une évolution dans leur sens ? Aussi bien que Diogène ou le Stylite, Épicure et Aristippe nous permettent de dominer la Bête... »

Le secret du bonheur selon Palinurus ? Une maison de campagne dans ce qu'il appelle « le cercle magique » et qui est un coin de France allant de la Dordogne au Tarn, en passant par le Lot et l'Aveyron (un fort bon choix), une terrasse, des arbres, une tour pleine de livres comme celle de Montaigne et, au mur, une phrase des *Essais* ; « La liberté et l'oisiveté qui sont mes maîtresses qualités. » Mais Palinurus, plus que Montaigne, connaît l'angoisse (spleen, remords, cafard), mal de notre siècle, et cherche à la vaincre. Il croit qu'un artiste doit fuir la vie publique : « Le pouvoir est essentiellement stupide. » Le seul devoir d'un écrivain est de produire un chef-d'œuvre, c'est-à-dire une œuvre courte, de forme parfaite, qui résistera aux siècles : les *Eglogues* de Virgile, le *Testament* de Villon, les *Fables* de La Fontaine, les *Illuminations* de Rimbaud, le *Don Juan* de Byron : « Ces chefs-d'œuvre contiennent le maximum d'émotion compatible avec un sens classique de la forme... Tous ces écrivains ont en commun un sens de la perfection et une foi dans la dignité de l'homme, combinés avec une tragique intelligence de la condition humaine et de la proximité de l'Abîme... »

Cela est bien dit, Palinurus, mais il faut, pour cultiver notre jardin, arrêter son glissement vers l'Abîme. Or, pas plus que l'Ermite ou le Yogi, vous ne nous y aidez. Nous vous reconduirons donc, couronné de fleurs, jusqu'au seuil de votre Thélème, qui n'a pas sauvé autant d'âmes que Cluny. Nous continuerons à vous lire avec toute la révérence due à votre style, mais nous chercherons quelque maître à penser qui sache unir à votre sagesse celle de Saint-Exupéry et celle de Kipling. Oui, Palinurus, de Kipling. Car il faut vivre.

27 *Février.* — Kansas City. J'observe, dans mon jardin, deux fourmilières voisines et j'imagine leurs luttes d'influences, leurs guerres,

leurs conférences. Les fourmis d'État y doivent évoquer de nombreux précédents historiques :

« C'est, pour la Fourmilière de la Glycine, une nécessité vitale que de contrôler le sentier des pins et, le jour où nous abandonnerions la touffe de primevères, l'avenir de notre communauté serait irrémédiablement compromis... »

A quoi la Fourmilière du Tilleul répond :

« En exigeant la touffe de primevères, nous ne faisons que revenir à la politique traditionnelle des Reines du Tilleul. Quant au sentier des pins, s'il n'est interfourmiliarisé, nous nous trouverons, en temps de guerre, dans la position la plus périlleuse... »

Deux seaux d'eau bouillante termineraient ce débat.

28 *Février*. — Les mots, quand ils sont transplantés, se transforment. Un libéral, au sens américain, n'a pas la même doctrine qu'un libéral anglais. Le libéral américain se définit essentiellement par opposition. Il n'est ni réactionnaire, ni conservateur. Quant au contenu positif du mot, le libéralisme économique en est exclu. Le libéral américain est partisan d'un contrôle étendu de l'État. Il est ferme, en théorie, sur la question de l'égalité des races, mais embarrassé, surtout s'il est du Sud, par les aspects pratiques du problème noir. En politique extérieure, il était, avant et pendant la guerre, hostile au fascisme. Depuis la victoire, les libéraux américains se sont divisés ; certains d'entre eux soutiennent la Russie ; d'autres l'Angleterre, mais la Palestine et l'Inde troublent la conscience de ces derniers. Il y a des libéraux parmi les républicains (Stassen) et parmi les démocrates (Wallace, Pepper). Mais il y a aussi quelques démocrates, et beaucoup de républicains, que haïssent les libéraux. Churchill, adoré des libéraux quand il était leur champion contre le fascisme, est redevenu à leurs yeux « un vieux tory », mais Bevin n'est pas davantage un libéral du type américain. Laski serait plus conforme aux spécifications. Pourquoi ? Parce que... Il ne faut pas trop analyser. Cela se sent, se devine. C'est une question de flair intellectuel. Quand un libéral rencontre un autre libéral, deux répliques suffisent, quelques noms d'amis, quelques écrivains favoris. Ils se sont reconnus. comme oiseaux du même nid et aussitôt se détendent, s'épanouissent.

6 *Mars*. — Un colonel américain du Service de Santé me révèle une curieuse conséquence de la rapidité des transports. Autrefois, un voyage par mer, de l'Argentine ou du Brésil aux États-Unis, durait assez longtemps pour permettre aux maladies contagieuses en incubation d'éclater pendant la traversée. Un examen médical à l'arrivée révélait une fièvre suspecte et permettait de mettre en quarantaine les cas douteux. Mais aujourd'hui l'avion peut amener de Rio, en quarante-huit heures, un passager atteint de fièvre jaune, qui n'en sait rien et qui paraît en parfait état de santé. Dans ces conditions, tous les règlements d'immigration sont

périmés. L'isolationnisme sanitaire devient aussi absurde que l'isolationnisme militaire. Il faudra désormais déceler et combattre les épidémies au lieu d'origine. En d'autres termes, le problème n'est plus un problème des États-Unis, mais des Nations Unies. L'unité du monde est une question de fait. « Un monde où pas de monde. »

8 *Mars.* — Un de mes « vétérans », qui a servi sous les ordres de Patton, raconte que celui-ci, avant le débarquement en Normandie, réunit ses officiers et leur dit : « Si jamais vous vous trouvez dans une très sale situation, faites quelque chose, n'importe quoi. Plus votre décision sera folle, plus elle produira sur l'ennemi un effet de surprise, et c'est la surprise qui gagne les batailles. Donc souvenez-vous de cet axiome : « Dans le péril, agir. » D'ailleurs, quand la bataille aura été gagnée, personne ne pensera plus que la décision était folle et les historiens démontreront que c'était la seule chose à faire. »

Ce qui me rappelle une phrase de Samuel Butler : « Dieu ne peut changer le passé ; les historiens peuvent. »

14 *Mars.* — Ayant fait lire à mes étudiants l'*Education de Henry Adams*, où celui-ci montre que son éducation ne s'est faite ni à l'école, ni à Harvard, mais dans la vie, je leur demande d'écrire quelques pages sur ce thème : « Qu'est-ce qui, pour vous, jusqu'à ce jour, a été un véritable enseignement ? » Le trait frappant, c'est que tous répondent : « Je dois mon éducation à l'armée. » L'un d'eux écrit :

« C'est l'armée qui m'a donné la seule précieuse éducation, celle qui consiste à n'avoir besoin que de soi. Autrefois je vivais dans un monde de fictions. J'aimais la sentimentalité. Maintenant je suis un réaliste. Les ironies de la vie me font rire. J'ai passé du monde des mots au monde des faits, où qui ne tue pas est tué. La guerre m'a montré ce qui est, et contraint à réfléchir sur ce qui devrait être. C'est la guerre, et non le collège, qui m'a fait comprendre l'histoire. C'est le champ de bataille, non le tableau noir, qui m'a appris que de la solution d'un problème de géométrie dépend que je sois, ou ne sois pas, victime d'un barrage d'artillerie. C'est le contact avec la dure réalité qui m'a montré la différence entre un beau roman comme *Guerre et Paix* et la sottise de tel bouquin de propagande. »

Un autre :

« La guerre m'a donné chance de voir beaucoup de peuples divers, sous tous les méridiens. J'ai constaté qu'ils se ressemblent. Ils vivent dans des maisons de styles divers ; ils mangent des nourritures différentes, mais au fond tous aiment, haïssent, et poursuivent en vain le bonheur avec la même folie... Je ne serai plus jamais isolationniste ; j'ai trop vu comment dans le monde tout s'enchaîne. La vie est la meilleure salle de classe. »

— Et pourtant, lui dis-je, vous voici revenu à l'Université, et de votre plein gré.

— Oui, parce que nous savons maintenant qu'il est nécessaire de savoir. »

20 *Mars.* — Je leur ai donné ce sujet de composition : « Vous écrivez votre autobiographie et vous faites le plan d'un chapitre : *Ce que je croyais à vingt ans...* » Excellentes copies, car ils écrivent bien dès qu'ils parlent d'eux. Traits généraux :

a) Presque tous affirment une croyance en Dieu : « Je ne comprends même pas que l'on puisse douter de l'existence d'un Dieu, écrit l'un d'eux. Il suffit de regarder une fleur, un arbre, le ciel pour sentir que le monde est l'œuvre de quelqu'un... » Mais ce qu'est ce « Quelqu'un », peu d'entre eux croient, ou même souhaitent le savoir, hors les catholiques qui, tous, affirment une foi sans réserves dans le dogme de leur religion ;

b) Tous sont heureux et fiers d'être Américains : « J'ai vu les pays d'Europe. Certains sont très beaux et je comprends qu'ils soient fiers de leur histoire, mais aucun n'a notre liberté. Même notre système économique, que je voudrais voir profondément réformé, depuis que j'en ai observé d'autres, je me dis que c'est encore le moins mauvais... » Presque tous se refusent à des allégeances de parti : « Démocrate ou républicain ? Que m'importe ? Je jugerai désormais chaque question et chaque homme suivant ses mérites » ;

c) Beaucoup sont partisans d'une économie planifiée. « Le peuple américain, écrit N***, n'acceptera plus longtemps que quelques familles puissantes gouvernent son économie. » Mais ils ne sont pas moins hostiles à l'action sans contrôle des Unions : « Ce qu'il faut, disent-ils, c'est que le public arbitre les querelles de ces dictatures de droite et de gauche... Nous devons tous nous en mêler... Assez de neutres. Ce sont eux qui nous ont perdus. En Allemagne, vers 1932, il y avait dix millions de nazis et soixante-dix millions de neutres, mais les dix millions de nazis ont été laissés libres de ruiner l'Allemagne et le monde... Nous ne voulons pas de ça chez nous. »

Plusieurs pensent que les Universités devraient être transformées. B***, l'un de mes étudiants favoris, est amer :

« Nous avons été trompés par nos maîtres, dit-il. Qui d'entre eux, en 1939, avait le courage de nous dire qu'il nous faudrait un jour être prêts à mourir pour défendre notre type de vie ? Qui nous a préparés à cette idée ? Personne. On nous a envoyés au combat sans nous avoir clairement expliqué le conflit, et aujourd'hui encore le peuple américain ne comprend pas grand'chose à ce qui se passe dans le monde. Demain, si on ne change pas les méthodes, la génération qui nous suivra étudiera cette guerre comme une suite de dates, de campagnes, et ignorera tout de l'épouvantable élément humain de la guerre. Or, c'est là ce que les éducateurs devraient enseigner. »

21 *Mars.* — M***, professeur à l'Université de Kansas City et arrivé d'Europe au temps des premières persécutions hitlériennes, me dit :

« L'étonnant pour nous, Européens, c'est qu'en Amérique la plupart des jeunes gens sont conservateurs. Ici, dans le Middle West, seule une très petite minorité s'intéresse à des doctrines révolutionnaires. Les autres s'occupent peu des affaires du pays, mais beaucoup de leur collège, des associations dont ils font partie, de cette petite société universitaire qu'ils administrent. L'Européen commence par avoir des idées sur le cosmos, puis revient lentement sur terre et finit par dire comme Gœthe : « Rien de plus ridicule qu'un radical aux cheveux blancs. » Ou comme Voltaire : « Il faut cultiver notre jardin. » L'Américain va du simple au complexe, de son école à la ville, de la ville au pays, du pays à la planète. C'est entre vingt-cinq et trente ans qu'il commence, si telle est sa nature, à travailler activement à la défense des libertés et à la réforme des lois. Toutes les ligues civiques sont fondées et dirigées par des hommes mûrs. Chez nous, ma femme, bonne Européenne, est violemment radicale au sens américain du mot, et à l'affût des injustices. Notre fils, qui a seize ans et a été élevé en Amérique, lui prêche la patience : « Mais » non, maman, dit-il, vous avez tort. Des réformes aussi rapides produi- » raient plus de mal que de bien. Il faut aller doucement... » Dans vingt-cinq ou trente ans, il pensera comme fait sa mère aujourd'hui. »

27 *Avril.* — Visite de Doxie Dexter, jeune femme qui enseigne dans le Kentucky et qui écrit une thèse de doctorat sur mes livres. Tristesse de devenir un sujet de thèse. Papillon épinglé près de son étiquette. Mais Doxie Dexter me plaît. Très simple, culture solide, souci d'objectivité universitaire. Dans sa thèse, elle me décrit comme un conciliateur, ce qui, je l'espère, est vrai, mais aussi comme un optimiste, ce qui n'est plus vrai. J'ai été frappé, en lisant certaines de ses citations, par la confiance que j'avais dans la vie. Je croyais que la bonne volonté triomphe de tout et apaise les méchants. Je sais maintenant qu'elle les encourage, que la bonne foi paraît faiblesse aux durs, que la calomnie est redoutable et que l'innocence n'est pas une garantie de salut temporel. J'ai dit tout cela à Doxie Dexter ; elle a été choquée.

« Je n'aime pas à vous entendre parler ainsi », disait-elle..

Mais je trouvais plaisir à lui chanter cette chanson triste, si peu, oh! si peu américaine.

Dîné chez Henry Haskell avec W***, journaliste qui arrive d'Europe. Il décrit un monde tourmenté, des femmes qui s'évanouissent de faim dans les rues, une immoralité croissante, le fascisme encore menaçant. Il parle aussi des livres sur la guerre : celui d'Ingersoll, *Top Secret*, et celui de Butcher, l'aide de camp d'Eisenhower. Que l'histoire de notre temps sera difficile à écrire! A en croire Ingersoll, Bradley fut le plus grand des stratèges, Eisenhower un aimable agent de transmission,

Montgomery un égocentriste sans génie. Mais si on lit Butcher, Eisenhower passe au premier plan, et je ne doute pas que Montgomery ne trouve des défenseurs, à commencer par lui-même. Où est la vérité? W***, qui a suivi toute la campagne, confirme que les rapports anglo-américains ont été difficiles, mais il admire chez les Anglais la puissance d'invention, l'originalité.

« Ce que les savants anglais ont imaginé pendant cette guerre, dit-il, est prodigieux. Nous, Américains, avons certainement produit et organisé mieux qu'eux. Mais ils ont presque toujours eu les premières idées. »

Je lui cite un mot de lord Rutherford, auquel, au temps où il dirigeait à Cambridge le laboratoire Cavendish, j'avais demandé :

— Comment faites-vous pour former, à Cambridge, tant de Prix Nobel? Comment enseignez-vous les sciences?

— Nous ne les enseignons pas, m'avait-il répondu. Ainsi les esprits gardent leur fraîcheur et quelques génies inventent.

28 *Avril.* — Un long dimanche solitaire et heureux. Travaillé tout le jour, corrigé des copies, écrit un article. A cinq heures est arrivé chez moi le Père Minéry S. J., en uniforme de capitaine de spahis. Il a fait partie de la division Leclerc. Jeune, enthousiaste. Joie de trouver un Français qui a une confiance sans réserves en l'avenir de notre pays et qui veut sincèrement l'union. Qu'elle devient facile lorsque deux interlocuteurs sont de bonne foi! Je lui demande de venir, demain matin, parler à mes étudiants.

29 *Avril.* — Cédé ma chaire au Père Minéry. Il a bien parlé, en anglais, montrant les souffrances des jeunes Français sous l'occupation, mais soulignant ce que les meilleurs d'entre eux y ont gagné : un goût du risque et de l'aventure, un désir (commun, dit-il, à toutes les classes) de réformer la société française, une volonté plus ferme. Les Decker donnent un thé pour lui, en plein air, sur leur terrasse. Les étudiants l'entourent, l'assiègent de questions, surtout les catholiques.

— Vous étiez officier combattant? Et l'Église vous le permettait?

— Bien sûr; tous les prêtres français étaient soldats.

En partant, il me dit combien il a aimé cette atmosphère de jeunesse et de confiance.

9 *Mai.* — Une conférence de ministres des Églises protestantes se tient à notre Université. Les débats sont publics et j'assiste à une séance. Le chanoine B***, épiscopalien, vigoureux et agressif, attaque le monde moderne avec un humour sombre :

« Voulez-vous savoir, dit-il à ses confrères, ce que sont les fidèles devant lesquels vous devez prêcher? Lisez les annonces des magazines. Elles vous diront ce que les lecteurs désirent : être riches, séduisants; paraître ce qu'ils ne sont pas; avoir quelque chose pour rien. Écoutez la

radio. Que demandent les auditeurs? De mauvais calembours; une musique primitive, sensuelle et lugubre; des chansons sentimentales. Ouvrez les romans à succès. Que sont-ils? Un mélange d'infantilisme et de sexualité... Oh! certes, nous avons un pays bien chauffé, bien nourri. Nous élevons, en de confortables collèges, de confortables enfants qui, après un confortable mariage, construiront une confortable maison où ils attendront le moment d'aller, dans un confortable cercueil, vers une confortable tombe. Mais est-ce ainsi que nous sauverons le monde? Est-ce ainsi que nous préparerons à ses redoutables devoirs la nouvelle génération? Qui l'en instruira? Vous me répondrez : la famille, l'école, l'Église... La famille? Mais les parents sont eux-mêmes des enfants. L'école? Elle enseigne, non ce que les enfants devraient apprendre, mais ce qu'ils ont envie d'apprendre. Restent l'Église, les églises... Mais croyez-vous vraiment que nous valions, nous prédicateurs, mieux que ceux pour lesquels nous prêchons?... »

A la sortie, on me présente à l'orateur.

— Vous avez bien du talent, lui dis-je, mais vous êtes décourageant.

— Mais non, dit-il avec bonhomie, mais non... Pas si vous gardez un sens de l'humour.

10 *Mai.* — Parlé avec des ministres de différentes sectes. Ce qui me frappe, c'est leur pessimisme au sujet de l'autorité des églises chrétiennes aux États-Unis.

« Nous perdons chaque année du terrain. A peine 40 p. 100 des enfants reçoivent une éducation religieuse, à peine 20 p. 100 la prennent au sérieux... La Bible reste un *best seller*, mais pas plus que *Forever Amber* ou que *A tree grows in Brooklyn.* »

Je me souviens que, l'an dernier, le président d'un collège où je venais de faire une conférence ayant, après le dîner, suggéré un jeu de *Quizz* (questions) aux professeurs qui se trouvaient à sa table, et l'une des questions étant « Qui était le mari d'Esther? », personne, à part le président et moi, ne connaissait Assuérus! Et j'étais le seul, grâce à Racine, à connaître l'altière Vasthi... Il est vrai que l'on peut fort bien penser sans connaître Assuérus, ni Vasthi.

— Et pourquoi les églises perdent-elles tant de terrain?

— Parce que les masses, dans ce pays, considèrent la religion comme un trait propre à la classe bourgeoise. La plupart de nos ministres sont sans lien avec la classe ouvrière... Et puis il y a la science, qui est devenue une religion, comme la raison l'était à la fin du moyen âge... « Daddy, me demande mon fils âgé de neuf ans, est-ce que la science prouve l'existence de Dieu? » Phrase effrayante! La religion de la raison a rendu jadis la Réforme nécessaire; la religion de la science va rendre une nouvelle Réforme indispensable.

— Est-elle possible? Se prépare-t-elle?

— Certainement. La science, depuis un siècle, se dévore elle-même... Freud s'attaque à l'instrument et prouve que le savant ne peut être objectif ; Marx s'attaque à la science et montre qu'elle se met au service des passions. La physique nucléaire, en déclenchant des forces catastrophiques que la science ne peut plus mater, prouve la nécessité d'une règle morale et supra-humaine, si l'humanité doit continuer. N'en doutez pas. Il y aura une renaissance religieuse. Elle commence déjà en Europe, où elle est essentiellement catholique. Ici, la multiplicité des sectes est un obstacle. Elle jette la confusion dans les esprits... Mais l'union des églises serait un grand pas vers la nouvelle Réforme. Beaucoup d'entre nous y travaillent.

14 *Mai.* — Chaque matin, je vais chercher mon courrier dans la boîte qui m'a été assignée par l'Université. La serrure de sûreté s'ouvre par une combinaison difficile et traîtresse. Je dois m'y reprendre à trois ou quatre fois. C'est le supplice de Tantale. Toute ma vie, j'ai attendu le courrier avec l'espoir, toujours déçu et toujours renaissant, qu'il contiendrait la solution de mes problèmes ; plus que jamais, depuis l'exil, je guette avec une exquise angoisse les lettres de France. Quelle amitié sera, par quelques lignes, renouée ? Quel appel m'arrivera de mon pays qu'enveloppe une brume de mystère ? Quel enfant, ou quelle mère, me diront les joies que leur a données un colis de vêtements ou de vivres ? Longues enveloppes frangées de bleu et de rouge, je sais que vous porterez l'écriture régulière et crénelée de ma femme, et que vous direz : « Finissez vite ce cours et rentrez à Neuilly... » Petites enveloppes jaunes, en papier grumeleux, à l'écriture enfantine, vous venez sans doute d'une école du Périgord ou de Normandie... Mais ce matin, tout de suite, une enveloppe verte attire mon regard. Cette écriture ferme, sans déliés, qui semble percer le papier, on dirait Alain. J'ouvre en hâte... Joie, joie, pleurs de joie... C'est Alain : « A vous de cœur... » Je lis et relis ces quelques lignes marquées de la griffe du vieux lion. Puis la sonnerie retentit ; c'est l'heure du cours, mais, en entrant dans ma classe, je crois voir sur les bancs un jeune homme « qui me ressemble comme un frère » et, par les fenêtres, les tours de ce Rouen qui maintenant porte au flanc une si large blessure.

31 *Mai.* — L'année scolaire s'achève. Examens. Étudiants, étudiantes viennent dans mon bureau me faire leurs adieux. Quel plaisir j'ai eu à voir s'épanouir, au cours de ces mois de travail, quelques belles intelligences ! Darlene Van Biber, charmante fille qui veut être actrice, me dit :

« Vous ne savez pas ce que vous avez fait pour moi en m'ouvrant ce monde de Balzac, de Proust... Toute ma vie en sera transformée. »

Une autre :

« Il y a quelques jours, dans le tramway, je lisais Tolstoï pour préparer votre cours... Une vieille dame, assise à côté de moi, regardait par-dessus

mon épaule. Tout d'un coup, elle a dit : « Cette famille Rostow, n'est-ce pas admirable ? » Nous nous sommes mises à parler de Vera, de Natacha, de Sonia. A la fin, elle m'a invitée à venir chez elle et nous voici devenues très bonnes amies. Tolstoï a fait ce miracle. »

Certains Européens prétendent que l'Amérique « n'a pas de vie spirituelle ». Ah ! que ces jugements tranchants me déplaisent ! Et que celui-là me paraît court ! Que peut-il signifier ? Que nul, sur ce continent, ne s'inquiète de la destinée humaine, des problèmes moraux ? Au contraire, l'inquiétude, le scrupule sont ici dans la plupart des esprits. Mais le voyageur ignore ces masses vivantes et pensantes. Il juge un peuple sur ses plaisirs organisés, médiocres en presque tous pays.

David Peterson, un de mes vétérans, qui écrit avec passion un roman, et même un cycle de romans, vient m'en parler une dernière fois. Je hais départs et séparations. Pourquoi tuer un germe de bonheur ? Epperson House qui, en hiver, m'avait paru si lugubre, devenait au soleil un séjour aimable. Une bibliothèque classique se reformait autour de moi, car, en tous lieux, je m'enveloppe de livres. L'ordonnance du jour était stable. Des amitiés mûrissaient. O'récompense après un long travail ! Faut-il donc, alors que la moisson lève, partir avant de l'engranger ? Il le faut ; je désire plus que tout rentrer en France.

3 *Juin.* — Départ en *Constellation*, à six heures du matin. Deck et Mary se sont levés avant l'aube, pour me conduire dans leur voiture au champ d'aviation. Chicago. New-York. La vie est un songe. Hier mes étudiants, leurs travaux, mes cours remplissaient la vie. L'Université me semblait le centre du monde. Quelques heures de vol, et déjà ce passé si proche pâlit. New-York n'est qu'une escale sur le chemin de la France.

ANDRÉ MAUROIS,
de l'Académie française.

UN SOLDAT
chez les hommes

ROMAN

Première Partie.

I

— Qu'est-ce que vous faites là ? Mais les Boches arrivent ! Voulez-vous donc foutre le camp ! lança l'occupant de la voiture en fuite.

La 301 bourrée de bagages fuyait, et, dans le tournant de la côte, disparaissait, criant sur l'aile. Par la glace arrière, le lieutenant Bussières voyait encore le képi : cinq galons pleins. Etait-il possible qu'il y eût un colonel, un officier pour lancer, même au passage, ordre pareil ?

— Vous avez entendu, l'aspi ?

L' « aspi », aspirant de réserve de la ligne, se contenta de hausser les épaules. Occupé à placer une mitrailleuse, il semblait ne faire aucun cas de l'exemple. On voyait bien qu'il n'appartenait pas à l'Armée, pensa l'officier de carrière.

— Deux balles dans les pneus..., grommela alors celui-ci.

Et, furieux de s'être ainsi ému, il s'épongea. L'orage menaçait. La chaleur était lourde. Au reste, Bussières, lieutenant au 10e dragons, sorti de Saint-Cyr et de Saumur, supportait mal de n'être là qu'en volontaire, et de ne pas avoir le commandement de l'élément retardateur. Après avoir durant huit jours bataillé en retraite avec les débris de son escadron, et perdu sa dernière automitrailleuse de découverte, Bussières était venu s'échouer, lui et ses survivants, sur cette côte du Bois Moulin, tenue par l'aspirant Lemoine et sa section d'infanterie. Pour un réserviste, il était assez étonnant, cet « aspi ». Avec la carte battant sa fesse, la bourguignotte jaune sur ses grandes oreilles décollées — Bussières, en lui-même, l'appelait déjà « l'oreillard » — et sa jumelle de théâtre, il disposait tranquillement son élément retardateur.

— Qu'est-ce que vous faites dans le civil ? lui demanda enfin le cavalier.

1. Ce roman ne met en scène que des personnages imaginaires. Pour ce qui est des faits de guerre les noms d'unités ont été changés et, si le déroulement des évènements est exact, l'action des personnages et des éléments engagés reste elle aussi imaginaire.

L'aspirant Jean Lemoine était instituteur de campagne, à Villejust-en-Gâtinais. Instituteur et « basané » de Saint-Cyr n'étaient guère faits pour s'entendre, pensa Bussières. Mais ce n'était plus le temps des querelles. Il fallait, avec n'importe qui, former la chaîne.

Les premiers sidecars allemands avaient été détruits. On attendait les automitrailleuses, ou les blindés. Or ce fut un autre groupe de fuyards, désarmés, tête nue, qui apparut dans la montée.

Bussières les laissa venir, puis fit un pas vers eux.

— Où allez-vous ?

La vue de l'officier cravache au poing, regard glacé par le monocle, avait de quoi intimider. Les soldats hésitèrent.

— On fout le camp, expliqua pourtant le plus hardi.

C'était, décidément, le mot. Le mot de passe de ces journées.

— Qui vous a donné l'ordre ?

— Le commandant.

— Comment vous a-t-il dit, le commandant ?

— Il nous a dit : c'est fini. Jetez vos armes. Partez.

Impossible de douter qu'il y eût, dans certains cas, ordre donné. Cet ordre de sauve-qui-peut, Bussières lui-même venait de l'entendre, de le recevoir, avec la gifle de la voiture. De la pointe de la cravache, il indiqua la position sous le couvert.

— Par ici... On va vous distribuer des fusils.

Comment oser désobéir au cavalier éperonné, botté, casqué, et qui, campé sur ses jambes arquées et cravache prête à cingler, semblait à lui tout seul devoir arrêter une armée ?

— En voilà sept autres, l'aspi !

Depuis l'aurore, le dragon arrêtait les fuyards. « Où allez-vous ? par ici », et renforçait d'autant l'élément retardateur de l'aspirant. Ainsi, sur les routes de la débâcle, en mille endroits restés obscurs en dehors des grands bastions de résistance, des hommes tinrent alors autour d'un char, de quelques mitrailleuses, ou même d'un simple fusil-mitrailleur. L'orage quotidien de ce mois funeste de juin 40 menaçait encore de crever. Mais il pouvait pleuvoir, sur les blés mûrs couchés par les averses. Les automitrailleuses allemandes pouvaient venir. Car le bouchon était en place.

— On casse la croûte, l'aspi ?

Bussières avait encore de la morgue. Et une boîte de thon à partager avec son compagnon de la journée. Mais l'image de la voiture en fuite l'étouffait :

— Avez-vous jamais entendu parler d'ordre pareil : jetez vos fusils, et foutez le camp ? Un ordre, vous entendez bien, un ordre d'officier !

Non, l'aspirant Lemoine n'avait rien entendu de pareil, même aux pires heures. Pour sa part, il avait reçu de son chef de bataillon du 152 l'ordre normal de « retarder », puis de rejoindre. Mais, quant à décider sur le point de doctrine, à dire si l'ordre de sauve-qui-peut était une hérésie en outre d'une honte, l'aspirant n'avait pas qualité pour le faire. Dans son école de Villejust, en effet, l'instituteur Lemoine n'enseignait pas la chronique des guerres. S'il écartait Arcole et Austerlitz, Saint-Privat et Verdun, que lui restait-il donc à apprendre à ses écoliers ? pensa l'officier de carrière. Mais

Bussières avait déjà trop d'estime pour l'oreillard, et, au lieu de lui dire son fait à propos de son enseignement, il rabâcha :

— Un officier supérieur qui donne cet exemple !

Cette fois, l'aspirant décréta, en toute douceur :

— Armée périmée.

— Vous dites ?

— Je dis : armée périmée. Cadres de fossiles, accentua l'instituteur. Gens de petite routine, perdus dès que leur « théorie » est en faute, que leur « front » est enfoncé et leur liaison coupée, avec le téléphone. On ne leur a pas appris ça. Ils n'attendaient de la guerre que les médailles.

Le cavalier n'était pas fait pour les échanges à froid. Quand il ne s'emportait pas sur le coup, jusqu'à briser son homme — et c'est pourquoi le dossier Bussières était si lourd, malgré le jeune âge du sujet — il se taisait. Quitte à réfléchir tout seul par la suite.

Séparés par quelque gêne, les deux chefs s'en allèrent faire leur ronde. L'ennemi ne donnait plus signe de vie. Pas le moindre bombing. « Bombing » était l'un des mots favoris de Bussières, qui y mettait une nuance de divertissement, de plaisir. La poussière passait au buvard les premières grosses gouttes de l'orage.

— Ceux qui ont lâché ne devaient avoir aucune raison de se battre, reprit l'aspirant.

Il avait une voix de fille. Encore un contraste avec Bussières, dont l'organe rauque faisait dire à sa tante Marie : « Tu as déjà l'asthme des fumeurs ». Mais l'aspirant poursuivait, à sa manière, dont on ne savait si elle était plus insolente qu'ingénue :

— Et vous, mon lieutenant, pour quoi vous battez-vous ?

Bussières aurait voulu dire la vérité, et répondre : « Pour mon pays, pour mon plaisir ». Mais pudeur et caractère l'en empêchaient. Il avait d'ailleurs sur le sujet une boutade toute prête, à laquelle il tenait parce qu'elle choquait les gens.

— Moi ? Pour mes quatre mille balles, fit-il.

L'aspirant ne sembla pas le moins du monde scandalisé. Indifférence, ou, plutôt, don de double vue ?

— Et vous, puis-je savoir pour quoi ? lui retourna alors Bussières, pour se dégager.

Jean Lemoine n'avait, lui, aucun respect humain, ni aucune raison de bluffer :

— Je me bats pour en finir avec la guerre.

— Drôle de bonhomme, cet aspi, confia Bussières après sa ronde au maréchal des logis de son escadron qui avait battu en retraite avec lui, mais qui évitait le contact de la piétaille.

— Il aura été dressé, dans son régiment, accorda le dragon, bien à contre-cœur.

■ ■

Durant son quart, le lieutenant d'active s'était reproché de ne pas avoir relevé, et vertement, le réserviste. Ne suffisait-il pas qu'un Bussières fût haut-le-pied comme il l'était, et en sous-ordre ? Fallait-il encore qu'il laissât insulter la carrière ? Mais il avait eu la consolation d'entendre juste au

moment de fermer l'œil, à point nommé, le réserviste en question admonester une sentinelle fautive avec une bordée d'injures de la meilleure école. L'aspirant méritait indulgence : il n'avait pas perdu son temps, à l'armée, et la position, entre ses mains, était tenue.

D'ailleurs, l'aube pointait à peine, sur un ciel lavé par l'orage nocturne, que déjà l'instituteur Lemoine était à sa besogne de guerrier. Malgré les rafales de mortiers et de mitrailleuses réveillées par le petit jour, l'aspirant, ses grandes oreilles au vent sous la bourguignotte perlée de rosée, allait d'un groupe à l'autre, à découvert. Pour un homme décidé à en finir avec la guerre, c'était une manière assez correcte de le faire, estima définitivement Bussières.

Une autre bande déboucha, débraillée et sans armes. Une dernière fois, le cavalier barra la route :

— Par ici l'abri.

Stupidement, quelques-uns des fuyards crurent que l'officier leur indiquait en effet un abri.

— Mais les blindés sont là ! protestèrent les autres.

Les blindés ? Les blindés eux-mêmes n'allaient pas décider les deux chefs à fuir. Les chars, on les attend et on les tire. Et, s'ils passent quand même, on reste en place, et on les laisse aller crever à bout d'essence, au fond de chaque doigt de gant.

Au lieu des blindés annoncés, ce furent les avions à croix gammée qui piquèrent sur la corne du Bois Moulin, et sur les hommes épouvantés.

— Les avions-sirène !

— Et après ? Couchez-vous, et tirez dessus !

Près du fusil-mitrailleur servi par l'aspirant lui-même, les paniquards purent voir le brutal cavalier debout, sur ses bottes encore luisantes à miracle, et la tête à peine inclinée. Ainsi se démontrait la vanité du hurlement de la sirène.

L'attaque passée, Bussières chercha des yeux son compagnon. Carte en sautoir toujours et jugulaire mise, l'oreillard allait déjà, secouant ses hommes. Si jamais il y avait encore des citations, Bussières le citerait. C'était son droit de témoin, de supérieur, d'aîné. « Belle conduite au feu... », le cavalier imaginait déjà son motif lorsque deux chars allemands, les blindés annoncés, débusquèrent du tournant.

— Les voilà !

— Et puis quoi ?

Flammes des départs de 77. Sous le couvert, geysers de terre mouillée, d'arbres rompus, fumées. Les explosions étouffèrent à la fois le chant d'un coq trompé par le faux tonnerre d'orage, et le cri de l'aspirant Lemoine à son compagnon têtu :

— Mais couchez-vous donc vous aussi, nom de Dieu !

Bussières n'avait pas d'ordre à recevoir d'un inférieur, d'un réserviste. Il suffisait bien qu'il fût là sans commandement. Il se battait, en furieux, à la grenade, avec des imprécations de piétaille écrasée :

— Descendez donc, salauds ! Venez, bande de...

Mais une arrivée l'abattit, au pied du talus de fougères. Le sang ruisselait de son cou.

— Mon verre ? demanda-t-il presque aussitôt.

Privé de son carreau, Bussières était pour ainsi dire aveugle. Monocle remis en place, et malgré le sang qu'il perdait, il parut immédiatement plastronner.

Les blindés, d'ailleurs, reculaient, et faisaient demi-tour. Mais l'heure était venue de décrocher, pour l'aspirant Lemoine. Car il avait tenu le temps prescrit.

— Décrochez !

— Décrochez, et emmenez tout, ordonna lui-même Bussières, qui commençait à tout confondre, au seuil de l'évanouissement.

II

La discussion avait été pénible. Pour en finir, Bussières s'était mis à se raser devant la fenêtre, cependant que Lemoine, avec ses lunettes, et ses grandes oreilles festonnées par les engelures de l'hiver du front lorrain, s'asseyait sur le lit, et prenait des journaux.

Le blessé mettait tout son soin à ne pas toucher sa cicatrice. Blanche et sans bavures, ouvrant droit son sillon à travers la peau pigmentée, celle-ci avait l'air d'une estafilade de sabre. Juste ce qu'il fallait pour signer un visage de reître. « Le Reître », c'était d'ailleurs ainsi que ses camarades de Saint-Cyr avaient tenté de surnommer Bussières. Un jour même, ils avaient caché dans son paquetage un coq, le coq classique, que les reîtres emportaient jadis à dos de mule, en guise de réveille-matin. Mais ils avaient payé cher le baptême. Même avant de porter balafre le personnage de Bussières, monocle, bottes et cravache, appelait pourtant pareil surnom. Tout au plus aurait-il pu chicaner sur le teint. Encore y avait-il eu des reîtres bruns, et aussi basanés que lui.

— Ecœurants, ces journaux ! fit Lemoine, en rejetant les feuilles.

Dans la prairie du château d'Armagnac, partiellement transformé en hôpital temporaire, où Bussières achevait sa convalescence, de jeunes poulains galopaient, la queue haute. Le ronflement d'une batteuse tardive faisait vibrer le ciel gris de chaleur.

— Comme si nous étions finis ! reprit l'aspirant.

Il ne portait plus l'uniforme. Seul le ruban de la Croix de Guerre — Bussières l'avait fait citer, et il avait fait citer Bussières — rappelait le guerrier qu'il avait été. Cependant, la rentrée d'octobre ne devait pas trouver l'instituteur Lemoine dans sa classe de Villejust.

— Alors c'est dit, vous me lâchez, relança-t-il, dès que Bussières en fut à son dernier coup de rasoir.

Le coude à coude du Bois Moulin, de la retraite, n'avait pas pu établir entre eux le tutoiement.

— Pas question de vous lâcher. Ce n'est pas vous qui êtes en jeu. Je vous en prie.

Quelle idée d'en appeler, sur ce sujet, à l'amitié !

L'aspirant sentait la partie perdue. Bien qu'il fût dévasté par la honte et par la rage du vaincu, Bussières était trop discipliné pour briser, et aller poursuivre en dehors de l'obéissance le combat qu'il appelait de tous ses

vœux. Ses réserves d'arguments, de patience, étaient épuisées. Il rinçait son cheveu sec et dur, en soufflant pour ne plus entendre.

Somme toute, se disait-il, l'aspirant, qui s'embarquait pour l'Angleterre, voulait le faire déserter. « Déserter », le seul son du mot pâlissait le soldat. L'oreillard pouvait déserter, lui, il n'entraînait rien avec lui. Il n'appartenait pas à l'Armée.

— Vous êtes libre, vous.

— Mais vous aussi !

— Taisez-vous. Vous n'avez aucun sens de notre devoir.

— Faux devoir. Vous en avez un autre.

— Je n'en ai qu'un : suivre mes chefs.

— Lesquels ?

— Mon colonel.

— Même celui du Bois Moulin ?

■ ■

—« *Même* celui du Bois Moulin ? ». Le tentateur était parti, laissant sa flèche encore vibrante. Bussières, pour se libérer, avait sauté en selle. En plein midi, sur les plages foudroyées d'un Adour retombé à ses basses eaux, « Orageuse » fuyait la mouche et le soleil. Moussant d'écume, flancs haletants, elle devait trouver la main de son cavalier dure. Le Reître ne savait monter qu'en force. Et, maintenant qu'il était seul, et que seuls l'entendaient les peupliers et les saules, il pouvait sacrer à cœur joie. Jour de Dieu ! Sale métier, et sale guerre ! Lui Bussières, il venait de se conduire en lâche. Lui qui n'avait qu'une raison d'être, une soif, le combat, la revanche, il avait refusé, oui refusé, d'aller se battre. Lui que rongeait la honte du vaincu, et qui, le seize juin, avait pleuré, il avait repoussé l'arme qu'on lui offrait. Il se résignait donc lui aussi, comme ceux dont l'acceptation lui donnait la nausée ? Il tendait l'autre joue ? La mesure n'était pas comble ? A un quart d'heure à peine, en lisière des pins, il avait les casques prussiens. La caserne du chef-lieu s'était rendue à trois Boches en sidecar, qui avaient obligé les six cents Français à balayer avant de s'en aller. Salauds ! Il avait dû tout souffrir : l' « Armée » émiettée, emportée, bafouée, des chefs ordonnant le sauve-qui-peut, des hommes détalant, ou, comme ceux qu'il avait fouaillés, attendant les Fritz à la terrasse des bistrots : « Ils ne vous font pas prisonniers, ils vous démobilisent ! » Déshonneur ! S'était-il pourtant assez dit, avait-il crié assez haut que nul homme ne pouvait vivre avec un tel poids sur le cœur ? Et le jour où s'offrait à lui la possibilité de venger ses dieux, sa patrie — car Bussières osait prononcer le mot, dans le tumulte du galop — il renonçait, il liait ses mains. Les chefs qui ordonnaient pareil renoncement, en avaient-ils pesé les suites, eux qui pouvaient tout exiger de l'homme, jusqu'à l'apparence de lâcheté ?

De quoi se fendre la tête sur un écart de la jument, saisie par le ronflement d'un perdreau débusqué. Quant à l'oreillard, comment jamais lui pardonner ? Il avait tout ruiné, à commencer par l'a b c du catéchisme. Si la réserve pouvait donner un chef pareil, inutile d'être d'une famille de soldats, d'avoir le métier dans le sang, de l'apprendre, durant des années. Le sale bonhomme d' « aspi » ! Pourtant, Bussières n'aurait voulu partager la

première étoile de sa Croix de Guerre avec nul autre qu'avec lui. A nul autre il n'aurait confessé l'ordre qu'il avait reçu comme un soufflet du cinq galons en fuite. De nul autre il n'aurait écouté une seconde la leçon, l'appel à l'indiscipline — à la désertion ! — discuté les raisons, accepté l'avertissement. Dans le froissement de branches de la saligue, faisait-il encore autre chose que l'entendre ? « *Même* celui du Bois Moulin ? » insinuait Lemoine. Bussières, qui prétendait ne connaître d'autre devoir que celui de suivre son colonel, aurait-il suivi « *même* celui du Bois Moulin » ? Aurait-il obéi à son sauve-qui-peut ? A cet extrême, le cœur du soldat vacillait. Dans certains cas, il était donc possible de douter, de se refuser. Et, du coup, s'effondrait toute la discipline, rendant à l'homme sa liberté. Comment alors condamner un Lemoine, ou ceux qui imiteraient son exemple ? Car Bussières ne pouvait déjà plus s'abuser. L'église elle-même était entamée, et le schisme se consommait. Eux-mêmes, des officiers de l'active étaient partis, allaient partir. Allait-il donc y avoir deux Armées, deux Drapeaux ? Mal pire encore qu'une blessure, pareille imagination déchirait le soldat. Et il labourait les flancs de sa jument.

— Vous étiez pourtant de la race ! radotait le propriétaire du château, et de la jument « Orageuse », tandis que deux officiers écoutaient la radio.

Le hobereau, ancien chef d'escadrons de hussards, ne cessait pas de s'indigner contre les jeunes, à son sens responsables de la défaite, ni de rappeler les hauts faits de sa génération, la Victoire ruinée. Il avait connu la famille des Bussières et l'évoquait, entre deux geignements de goutteux :

— Pauvre Bussières de 14, s'il avait assisté à ceci ! Je le revois, au Chemin des Dames, avec sa crinière coupée ! Avec ou sans crinière, il les avait secoués, les Boches, lui !

Bussières, d'habitude, supportait les histoires du podagre, qui l'avait choisi pour confident, et l'aidait à ne pas entendre les nouvelles de la radio. Au surplus, le dragon savait gré à son hôte d'avoir une fille habituée à loger le cavalier en manœuvres. Mais, ce jour-là, il avait reçu assez de leçons pour aller encore subir celles du vétéran de la « Grande Guerre ». Il n'y avait qu'à laisser les portraits de famille tranquilles, le Bussières de 14, capitaine au Quinzième Cuir', et qui avait chargé les mitrailleuses bavaroises, ou celui de 70, la terreur des cuirassiers blancs. Sans y être invité par personne, le cadet s'était assez souvent demandé s'il était digne de leur sang, ou s'il portait sa part de responsabilité dans le désastre qui menaçait de rendre vaine la Victoire de 18. Et le débat avec lui-même suffisait.

Le hobereau continuait cependant à vitupérer ceux qui avaient « ramené la France à Sedan ». Mais la voix de la radio cessa, et les deux officiers qui écoutaient revinrent vers la cheminée.

— C'est bien mauvais, pour les Anglais.

— Ils devraient traiter... Ils sont foutus. Comme nous.

Bussières n'aimait déjà pas beaucoup le cheveu bouclé, ni la chemise rose de l'aviateur, accusé de trafiquer avec l'essence. Il l'apostropha :

— Qu'est-ce que vous dites ?

— Que les Anglais sont perdus.

— Et nous avec ?

— Evidemment. Pour nous, c'est fait.

Bussières croisa ses bottes éperonnées sur la table, rentra la nuque :

— Vous croyez ça ?

— Pourquoi ? Vous avez de meilleurs tuyaux, vous ? Votre visite de ce matin, peut-être ?

— Peut-être.

L'aviateur, accoudé à la cheminée morte, eut un demi-rire :

— Des nouvelles de Londres ? L'appel aux armes ?

— Pourquoi pas ?

— Et vous partiriez, vous Bussières ?

— Pourquoi pas moi ?

— Vous, le dernier suppôt de l'Armée ? Laissez-moi rire !

« Perinde ac cadaver », avait ajouté l'aviateur, qui voulait faire croire qu'il avait été élève des Jésuites. Remonté dans sa chambre, Bussières recru se jeta sur son lit. Une autre fois, il aurait corrigé l'insolence, et avec d'autant plus de plaisir qu'il avait été pris en défaut. Mais, au bout de pareille journée, tous ses ressorts étaient brisés. Sous sa fenêtre, une bande de cantonniers de fortune balayait :

— Moi, mon gars, je rentre à *Paris-Soir*, avec le premier train de réfugiés.

— Tu as vu les deux canards que j'ai dégotés ?

— Toi, pour le ravitaillement !

Gens d'Aubervilliers, de Saint-Ouen ou de Belleville, ils étaient venus rouler sur cette côte d'Armagnac. Sous le choc du désastre, la France ainsi s'était vidée, et gisait éparse en foules déroutées, obsédées déjà par le souci de la misère. Où reconnaître son visage, retrouver les traits de son âme ? Tout était désespoir et doute.

III

— Mon lieutenant ?... il est huit heures ! gémit pour la vingtième fois la voix de chèvre du garçon d'étage.

— Qu'est-ce que tu veux, toi ? Ma botte dans la figure ?

Cette fois, Bussières avait entendu.

Le garçon à face d'olive crut plus prudent de s'adresser à l'autre lieutenant, celui qui n'avait même pas eu la force de se coucher, et s'était affalé sur la peau de mouton de sa descente de lit :

— Mon lieutenant, il est huit heures !

Bussières se retourna :

— Huit heures ?... Et tu n'as pas monté le jus ?

— Mais huit heures du soir, mon lieutenant ! Ecoute la cloche du dîner !

La cloche du dîner avait le timbre de ses sœurs de province française. Dans quelle nouvelle Mende Bussières était-il donc tombé ? Etait-ce là l'Afrique, cette cloche de pension de famille, cette mansarde lépreuse qui les avait reçus son camarade et lui, pour leur affectation au 12e Spahis algériens ? Sous le mal aux cheveux, les images, tant bien que mal, ressuscitèrent : le sirocco, la sueur d'Alger, qui perlait même sur les meubles, la rôtissoire du car, le ciel blanc, les aloès saupoudrés de poussière. A Chellala, le bureau du colonel — quarante à l'ombre — et la cuiller qui tintait dans le verre, les palmiers gris, le kiosque à musique, le café-glacier, son pastis aux mouches, les

mêmes carambolages de billes et la même radio qu'à Mende : « Front de l'Est. Les armées allemandes... ». Pour finir, la mansarde de meublé. Et pas même une fille.

Entre le bistrot et la mansarde, il restait pourtant un trou à remplir. Une punaise grimpait sur le papier à fleurs.

— Quand vous aurez tout mis en morceaux !

Réveillé par les jurons, et les coups de botte à la punaise, le compagnon de bordée de Bussières reprit conscience lui aussi, et se hissa sur son lit. Bussières n'arrivait pas à remplir le trou, à rétablir comment les choses s'étaient passées au bistrot où ils étaient allés noyer le cafard d'une telle arrivée. Son compagnon, par contre, se rappela, et revit le colon de Bouïra essuyant son sang avec sa manche :

— Vous l'avez arrangé. Un coup de cravache en travers des lèvres.

— Pourquoi ? Qu'est-ce qu'il avait dit ?

— Que c'était honteux, que nous, les officiers métropolitains, nous boycottions le recrutement de Londres, que nous refusions de nous battre.

— Et il a encaissé

— Vous en avez de bonnes !

Il fallait voir Bussières, cheveu sur l'œil, dépoitraillé, mais botté déjà, et le regard glacé par le monocle, pour comprendre que le colon de Bouïra, lèvres fendues, et saignant jusqu'à l'estomac, n'eût eu d'autre envie que de passer la porte. Le Reître boutonna sa tunique. Ce n'était plus comme au château d'Armagnac. Tout était dans l'ordre, cette fois. Le colon de Bouïra n'avait peut-être pas tout à fait tort, mais le vrai Bussières n'écoutait qu'après coup ses victimes, et commençait par les tuer.

■ ■

La victime étant toutefois d'importance, l'affaire fit du bruit à Chellala, si bien que le colonel se vit obligé d'intervenir. Mais il redoutait sa recrue. « Excellent officier, malheureusement enclin à des violences fâcheuses... », avertissaient en effet les notes du nouveau lieutenant au 12e Spahis Algériens. Du point de vue tenue, le dossier Bussières était lourd, pour un officier aussi jeune, sorti de Saint-Cyr en 1933, et ne promettait guère d'avancement. Il y avait, entre autres, une histoire assez grosse. Bussières avait tiré un coup de revolver dans les pneus d'une voiture de civil qui, après avoir accroché et blessé sa jument, avait pris la fuite. Sa jument préférée ! expliquait encore le coupable. Le colonel du 12e Spahis avait donc chargé de l'affaire le capitaine Valade, qui savait prendre les bagarreurs.

Sec et tordu comme un sarment, le capitaine Valade, lui-même colon des Hauts-Plateaux, mais aussi différent que possible du colon de Bouïra et de sa lippe de maltais, avait eu la chance de plaire à Bussières. La scène se passait d'ailleurs en famille, dans la salle de mess des sous-officiers. Deux ou trois anisettes de préambule avaient mis en sympathie coupable et juge. Réserviste comme Lemoine, le capitaine Valade avait fait campagne au Maroc, où il s'était acquis une renommée de « seigneur ». Autre motif pour en imposer au cadet qui voulait être un vétéran.

— Alors, où m'expédiez-vous, mon capitaine ? interrogea Bussières, qui s'attendait à être envoyé en punition dans quelque bled.

— Nulle part. Vous restez ici, à Chellala. Rien de tel pour calmer le sang.

Suivit la plus paternelle semonce. Bussières aurait voulu avoir été traité ainsi par les préfets d'études qui l'avaient mis à la porte de leurs collèges. Et l'affaire se termina par un déjeuner en tête-à-tête, au « Royal-Kebir » et à la fine.

— Mais qu'êtes-vous diable venu chercher à Chellala ? s'étonnait le capitaine Valade, chauffant son verre dans ses doigts.

Bussières le savait-il ? Jusque-là il avait pu tout raconter à son aîné, avec sa netteté coutumière : ses écoles bousculées, ses garnisons d'avant la guerre, ses frasques, l'enthousiasme qui l'avait saisi en juin 40 lorsqu'il avait été enfin engagé avec son escadron d'automitrailleuses, son désespoir de la retraite — sur le Bois Moulin, il faisait toujours le silence — et tout ce qu'il avait souffert depuis lors, à Lodève et à Mende, dans ses quartiers de dragon d'armistice, où le Boche demandait leurs papiers aux permissionnaires. Mais comment expliquer à son juge le mouvement qui l'avait poussé à demander l'Afrique ? Il avait eu le sentiment absurde qu'il rallierait une part de l'Armée plus libre, moins humiliée, et qu'il se rapprocherait du combat.

— Le cafard. Je crevais, là-bas.

— Vous ne connaissez pas le cafard de Chellala.

— Mais j'aurai des spahis, des guerriers !

— Des guerriers, les spahis ? ironisa le capitaine Valade, comme s'il s'était juré de désespérer le novice. Songez que le 12e ne s'est jamais battu, jamais, depuis la prise de la Smala.

Un chantonnement de spahi au lavage — botté, éperonné, le ceinturon sur le caleçon — et qui figurait à lui seul toute la race de ses frères, entrait par la fenêtre, avec le vent et la poussière des Plateaux.

Pourtant, lorsqu'il se recula dans la fumée de son cigare, et qu'il prit un autre ton, le capitaine Valade rappela l'aspirant Lemoine :

— Ce n'était pas ici qu'il fallait venir, vous comprenez ? Surtout avec un caractère comme le vôtre. Il fallait aller barouder.

— Barouder où ?

Le capitaine eut un geste vague.

Mais que voulait-il dire ? Pourquoi lui-même était-il là ?

IV

Le capitaine Valade était depuis longtemps parti, et s'était retiré sur ses terres des Hauts Plateaux, au milieu de ses Ouled Naïls. Trop compromis, affirmaient certains. Trop loyaliste, maintenaient les autres.

Pour Bussières, les jours traînaient. Nul travail. Quelques galops en selle arabe sur les graviers du champ de manœuvres de Chellala. Refusant bridges et belotes, Bussières vivait aussi isolé de ses camarades français que les officiers indigènes en serouel. Il évitait ainsi les discussions aigres du mess, le constant débat sur lequel il avait pris sa position : celle d'un espoir absurde, entêté. Espoir en quelque événement, quelque miracle qui ramènerait au combat une Armée française unifiée, sauvée du schisme. Il lui arrivait de rester des heures étendu sur son lit à réfléchir — leçon de Lemoine, qu'il n'appelait plus « l'oreillard » — sur les événements et sur lui-même. Cependant que son ordonnance Rabah « vieux saphi, treize ans service ! » frottait

au bouchon de chiendent ses tenues de toile, avec un bruit de robinet, et un chantonnement d'aveugle.

— Si tu continues, je te tue ! menaçait Bussières.

En France, l'ordonnance n'entrait pas ainsi dans votre vie. Sous la garde de Rabah, ce génie familier, le lieutenant ressassait ses idées noires. Pour peu que les choses durassent, resterait-il rien de l'Armée, de l'esprit dans lequel il avait été élevé, et hors duquel il n'y avait pour lui aucune paix ? Entre officiers, les rapports devenaient tellement tendus qu'à chaque instant pouvaient éclater des histoires. Si fort que son être s'y refusât, peut-être Bussières devait-il admettre la possibilité de la victoire allemande, un 1871 définitif, et contre lequel il n'aurait pas lutté de tout son sang. Malgré leurs avatars, les Boches avançaient en effet vers Moscou et vers le Caucase, et le secours anglo-américain, s'il arrivait, arriverait trop tard. Mais la pire souffrance pour Bussières était ce drame de deux Armées, de deux Drapeaux désormais affrontés, que le récent passage à Chellala d'un officier revenu de Syrie avait rendu si présent, douloureux.

La voix de Lemoine n'étant plus là pour l'ébranler, Bussières cependant avait trouvé dans ses réflexions solitaires une certitude de son geste, sinon de soi, qui mettait en paix sa conscience. « Perinde ac cadaver », avait ironisé l'aviateur. Oui, Bussières continuerait, et quoi qu'il arrivât, à obéir comme un cadavre. Comme un mort capable de souffrir, et qui n'espère plus qu'une résurrection de Lazare. Il servirait comme ses pères avaient servi. Heureux, les officiers du temps qui n'exigeait de l'homme aucune réflexion, où un Bussières, cuirassier de l'Impératrice, ou cuirassier de la Troisième République, n'avait qu'à attendre un boute-selle sonné pour tous les régiments.

— Rabah ? approche ici. Raconte-moi ton coup du Bou Gafer, demandait-il en fin de compte au vétéran des campagnes marocaines.

Rien de tel qu'une histoire du Maroc, et de l'Armée intacte et une, même interprétée par Rabah, pour lutter contre le tourment.

■ ■

Car, depuis que Rabah parlait, et même enseignait l'arabe à son maître, celui-ci l'avait pris en amitié. Le vieux spahi avait baroudé pour tout le régiment, et ses souvenirs ravivaient l'humeur guerrière du Reître. Avec ses grandes moustaches noires et cirées, ses joues astiquées, ses yeux brûlants, Rabah exerçait sur son lieutenant un empire nouveau, exigeant, et tendre à sa manière, contre lequel le solitaire, héritier de l'humeur des Bussières solognots, ne se défendait qu'à coups de boutoir : « Ma botte dans le derrière ! Non, je ne te la donnerai pas, ma tunique ! » Rabah ne tenait aucun compte de l'algarade. Il faisait main basse sur la tunique qu'il avait décidé de laver ce jour-là, et filait, sa proie sous le bras. Il fallait que le lieutenant fût d'autant plus immaculé que l'été était plus salissant, avec ses poussières. Pareil soin flattait au demeurant la manie de correction de Bussières, et son goût enfantin de l'uniforme. Ne devait-il pas à Rabah de savoir rouler lui-même sa rezza décorée de l'insigne du régiment, une main de Fatma blanche sur émail bleu et croissant d'or ?

Ce matin-là, malgré l'interdiction de son maître, Rabah avait réussi à s'agenouiller pour lui lacer les houseaux.

— Tu n'as pas encore fini ?

Bussières détestait se faire chausser. Il avait d'ailleurs hâte de connaître la nouvelle recrue affectée à son peloton, et qui promettait d'en rompre la monotonie. « Mauvaise tête. A avoir à l'œil. Récidiviste de rixes de Quartier Réservé et de bars. Deux fois cassé pour ivrognerie et insultes à ses supérieurs... », disaient les notes de l'ex-maréchal des logis Passereau, un nom d'oiseau bien mal placé. L'homme, au reste, avait fait plus que correctement le Maroc de 28 à 34, la campagne de 39-40, et celle de la Syrie. A la lecture de ces notes, Bussières n'avait pu s'empêcher de penser qu'elles rappelaient les siennes. Seul sans doute le privilège du brevet d'officier lui avait valu de ne pas être cassé lui aussi. Considération qui déjà le disposait à l'indulgence.

Le lieutenant passa en revue ses spahis, au dernier rang desquels se tenait la mauvaise tête. Lorsqu'il les inspectait ainsi, il lui arrivait de penser aux écoliers de Villejust à la visite du matin telle que la lui racontait Lemoine, avec une nuance paternelle. Autant de gosses, ces spahis. Quelle différence avec ses cavaliers des garnisons françaises d'avant guerre, pourris à son sens par la politique, et dont il n'avait cessé de se méfier ! Il connaissait leurs histoires puériles, et il y était mêlé. Ben Aïssa « Fils de Jésus » devait venir le trouver le jeudi, jour de la plainte, pour lui demander de le protéger contre son brigadier indigène. L'enfant Mostefa avait une lettre pour ses parents à lui dicter. Il fallait avoir l'œil sur cet innocent, à qui sa cousine, la Naïliat du Quartier Réservé, aurait fait faire des bêtises. Le long et triste Ben Zian, qui devait jouer un rôle de seigneur dans la fête du lendemain, espérait que le lieutenant consentirait à lui prêter son burnous en poil de chameau. Moktar réclamait toujours sa permission de quinze jours, pour le grand voyage à ses tentes. Quant à Ahmed, le sang-mêlé, il avait encore l'histoire du portefeuille sur la conscience.

— Qu'est-ce que c'est que cette tenue ?

Bussières était brusquement tombé sur l'ex-maréchal des logis Passereau, barbe de plusieurs jours, gandoura maculée de cambouis. Sans laisser au rebelle le temps de se défendre, le lieutenant se tourna vers le sous-officier indigène :

— Tu entends, il n'a pas de rasoir. Tu me le passeras au boussadi.

Au boussadi, au couteau indigène : l'affront.

Le lendemain, l'ex-maréchal des logis Passereau se présentait rasé jusqu'au sang. De ce jour-là devait dater sa soumission, son culte pour son lieutenant, et son dévouement malheureux.

V

Rabah et Passereau étaient maintenant séparés par la jalousie. Si bien que Bussières avait dû calmer les commérages du spahi :

— Tais-toi. Tu n'est plus bon que pour user ton fond de serouel sur un petit banc de chaouch.

Rabah ne pensait plus guère, en effet, qu'à obtenir pour sa retraite un poste de planton, et comptait sur son maître, lequel se laissait faire en bougonnant.

Passereau, en revanche, avec son poil roux, son bec de rapace, était incontestablement un guerrier. Et un type de vieux soldat. En 1939, des cam-

pagnes comme celles du Tafilalelt, du Sarrho, et du Grand Atlas consacraient déjà leur vétéran. Le Landais, ancien braconnier et contrebandier engagé aux chasseurs d'Afrique, que ce fût au Maroc, en France ou en Syrie, avait guerroyé pour le plaisir et pour la solde, et perdu ses galons en gagnant palmes et étoiles. Mais la retraite de juin 40 ne lui avait laissé d'autre souvenir que celui d'un sale baroud, tandis que la campagne de Syrie excitait encore son bagout. Peu lui importait, à lui, l'uniforme de l'adversaire. Bussières l'enviait. Là était le soudard. Cependant, racontant les exploits des bushmen australiens d'en face, Passereau prononçait « bochemen », sans doute pour y trouver une arrière-saveur de Fritz.

Passereau avait promis au lieutenant de ne plus boire, ou d'essayer. Le lieutenant, en échange de ce serment dont il savait mieux que personne le mérite, avait juré à Passereau de le mener avec lui au baroud. Quel baroud ? En lui-même, Bussières désespérait de plus en plus. Certes, les Allemands paraissaient arrêtés sur la Volga et sur le Nil. Mais ils tenaient de tels gages que l'effort anglo-saxon, à son sens, arriverait trop tard, et serait vain. Les « excités » du mess donnaient pourtant comme imminent le débarquement en Europe, et l'orage éclatait au moindre prétexte. Aussi Bussières accueillit-il avec soulagement le départ en manœuvres du peloton. Du même coup, il arrachait aux tentations du Quartier Réservé son nouveau fidèle, beaucoup trop enclin à y céder.

Dans le bled où il avait pris ses cantonnements, le lieutenant trouva d'abord une diversion à ses peines. Rabah faisait fonctions de majordome. Trois brigadiers formaient la cour. Ben Aïssa « Fils de Jésus », Mostefa et ses grosses lèvres boudeuses, l'interminable et lugubre Ben Zian, Moktar, toujours en quête de permissions, et même Ahmed, le sang-mêlé, soignaient les trois chevaux du maître, et frottaient la maison. Quant à Passereau, ce n'était pas pour rien qu'il était fils du pays landais. Il allait au marché, et tenait la poêle. Puis, il accompagnait son lieutenant à la chasse. Mais bien qu'il eût laissé derrière lui journaux, radio, et disputes de mess, l'officier ne tarda pas à retomber à ses obsessions. Il avait décidé que Lemoine, « l'aspi », avec sa carte, sa jumelle du Bois Moulin, ses oreilles au vent sous le plat à barbe d' « It's a long way », avait combattu à Bir Hakeim. Depuis lors, il vivait sous le poids du remords. Soldat, que faisait-il, lui qui aurait dû se battre ? En vain essayait-il de réagir, de tuer les journées à la chasse aux canards, sur le chott, avec Passereau et « Perdrix », sa petite chienne cocker. A l'heure de la sieste, il écoutait un moment Passereau, qui lui racontait comment il piégeait l'ortolan ou chassait la palombe, ou comment, au trot de son demi-sang attelé, il semait douaniers et gendarmes, dans son temps de contrebandier d'armagnac, ou encore comment il avait tenu son pari de sauter les vaches landaises aux courses de Samadet et d'Aire-sur-Adour. Mais le vieux soldat picaresque parlait encore que son lieutenant ne l'entendait plus.

■ ■

Le cœur de l'officier était ailleurs, dans un pays qu'habitaient des fantômes exigeants : des Bussières sous la cuirasse, un aspirant en bourguignotte jaune, et même le hobereau podagre en tenue bleu ciel de hussards et, peut-être, un capitaine Valade — et qui tous demandaient raison. « A la

façon d'un cadavre », l'excuse n'avait plus l'air de satisfaire même les Bussières d'antan. Elle faisait aussi le désespoir d'une fille, qui était bien la première à avoir trouvé grâce auprès du solitaire. Car jamais celui-ci n'avait voulu frayer avec les jeunes filles que sa tante Marie s'obstinait à lui présenter, dans sa propriété de Touraine, aux vacances. Mais Régine était un garçon.

Régine, Régine Guillaume, était la fille du colon maître du bled. Celui-ci tenait table ouverte, et l'officier en prétendues manœuvres — au vrai, le peloton était au vert — ne s'était fait aucun scrupule de l'aider à vider sa cave. A quoi donc auraient servi les civils, s'ils n'avaient eu les militaires à traiter ? Bien plus, les spahis ayant piétiné de jeunes vignes, Régine avait eu l'idée malencontreuse d'aller dès le début se plaindre au lieutenant, et celui-ci l'avait rabrouée : tout était permis au guerrier, au soudard. Bien que le mot ne convînt qu'à un Passereau, Bussières l'avait adopté pour lui-même. Il évitait ainsi « reître » et sa couleur teutonne. Pourquoi donc le soudard aurait-il protégé bourgeois de France ou colons, leurs avaricieuses fortunes, s'il n'y avait trouvé quelque compensation ? Le plaisir d'indigner aidant, ce plaisir auquel il ne savait pas résister, le cavalier avait parlé comme l'homme des dragonnades.

Mais son avantage avait été de courte durée. Un soudard, un guerrier ? n'avait pas tardé à répliquer la jeune fille. Un guerrier avait autre chose à faire qu'à dragonner. La Huitième Armée écrasait Rommel à El Alamein. Ceux de Bir-Hakeim auraient été heureux de voir d'autres Français venir à leur rescousse. Stalingrad avait définitivement tenu, et l'Allemand allait être contraint à la retraite. Les Anglais et les Américains aimeraient voir d'autres Français que ceux des Forces Libres reprendre le combat à côté d'eux. Quelques entretiens durement menés par Régine, et Bussières avait été acculé, réduit à se défendre à coups de boutoir maladroits. Le temps était révolu de l'obéissance passive, ne cessait de lui répéter l'amazone. Comment, l'immobilité du cadavre ? Il fallait vivre. Comment, la servitude du soldat ? Il fallait servir, mais servir la France, et il n'y avait pas deux manières de la servir.

Chaque jour, avec une foi de pythonisse, Régine annonçait maintenant au prétendu « soudard » le débarquement imminent des Alliés. Avec elle, on avait la sensation que l'événement était possible, prochain même. Bussières avait beau garder son scepticisme à l'égard des messages personnels, ces contes de soleil et de lune « deux fois », il lui arrivait de croire que la jeune fille avait des renseignements, et peut-être un rôle qui expliquaient à la fois son ton informé et sa véhémence de zélatrice.

Le Jour des Morts, après la messe, ils eurent une discussion encore plus vive. Régine le pressa jusque dans ses derniers retranchements. Elle parlait comme les Prophètes :

— Le temps est proche. Qu'allez-vous faire ?

Le « soudard » ne pourrait plus s'en tenir à sa politique de la tête sous l'aile. Dans un sens ou dans l'autre, il lui faudrait agir. L'officier cependant maintint sa position, son article de foi.

— Alors, si votre colonel résiste, vous vous battrez ?

— Je me battrai.

— Du côté des Allemands ?

Toute la nuit, Bussières fut la proie des vaincus de 70 qui réclamaient vengeance, des vainqueurs de 18, des soldats de Verdun, des morts de la retraite de 40, et des hommes de Bir-Hakeim, qu'il voyait dans ses rêves combattre sous les rafales de vent de sable.

VI

Il reviendra et ne la verra pas
Laisse-le s'enivrer dans la khaïma
Qu'Allah maudisse Satan
Allah inal Chitan...

lançait à voix aiguë l'improvisateur, à la pointe du peloton en marche. Sur la piste de guerre, les burnous rouges reprenaient en chœur le refrain : Ben Aïssa « Fils de Jésus », Mostefa aux grosses lèvres enfantines, et le long et triste Ben Zian, et Moktar — adieu les permissions ! — et Ahmed le métis. Le spahi cousu d'amulettes contre le mal, contre la mort, avait sellé son cheval barbe, gris ou bai, jeté son burnous sur sa selle, noué en arrière les besaces, en avant, la musette de cuir, la musette de toile, fixé le mousqueton, le sabre. Et, coiffé de la rezza, les cartouchières sahariennes par-dessus le manteau d'hiver, avec son lieutenant, il était parti pour les combats, et le Paradis des guerriers.

« Allah inal Chitan !

En queue du peloton, la gesba, la flûte indigène, répliquait de son chant nasillard, dans le martèlement de fers des sabots et des sabres. Sur son barbe « Horan », malicieux, et d'un noir luisant, Bussières, képi bleu ciel, le genou replié, emmenait sa troupe, et se laissait porter par le plaisir dont il avait désespéré, le plaisir du départ en guerre de Marlborough la conscience tranquille, et par l'éternelle musique du cliquetis d'armes et d'étriers, le motif aigu de la gesba, le Chant du Régiment en route.

« Allah inal...

Allah est grand, et c'est le Seigneur. En cadence, les sabots frappaient le caillou, et lui arrachaient des éclairs bleus, dans l'air d'orage. En avant du peloton bai, un autre peloton dansait, chevaux gris, selles rouges, cavaliers jaunes, sur un ciel cuivré, sulfureux, qui avivait les couleurs et les sons.

— Il va encore pleuvoir, grognait le vétérinaire, qui quittait à regret son atelier de bricoleur-amateur de radio —. Comme si un régiment de spahis ne devrait pas être motorisé, à l'heure actuelle !

Mais Bussières n'entendait pas la voix chagrine. Au pas gentil d' « Horan », qui secouait de joie sa crinière, et qui aurait cabriolé sous un poids moins lourd, il rentrait enfin dans la guerre, il était rendu à son destin. Sa démission était finie. L'événement l'avait d'ailleurs dispensé de choisir à l'instant crucial, et de pousser comme il l'eût fait l'obéissance du soldat jusqu'à son terme. Rappelé d'urgence à Chellala, il y avait appris la nouvelle inouïe du débarquement des Américains, auquel il n'avait jamais réussi à croire. La traversée de l'Océan par une pareille armada relevait en effet du miracle. Mais ce miracle nouait le drame. Pour délivrer et justifier Bussières, il en avait fallu cependant un second, celui du revirement de son colonel. Ainsi va le sort du soldat, remis entre les mains du chef. Après avoir annoncé

qu'il « résisterait », le colonel du 12e Spahis, ayant reçu la visite du général, avait proclamé qu'il marchait avec les Alliés.

Jour inoubliable pour Bussières. Il rentrait dans la guerre française, légitime. Son rêve absurde, entêté, se réalisait donc, au bout du compte. A nouveau, après des temps de cauchemar, il n'y avait plus qu'une Armée, un Drapeau. L'histoire continuait. La joie d'ailleurs, avait couru la ville. La poudre avait parlé, la poudre de la fantasia, et les filles endimanchées étaient tombées sur le branlebas de départ.

« Allah inal Chitan !

chantait déjà la flûte du spahi, scandée par les battements de mains et les cris. Une fois de plus, Passereau avait jeté par-dessus bord sa promesse. La patrouille l'avait ramassé ivre-mort, et Bussières l'avait menacé de le laisser à Chellala, les fers aux pieds. Passereau avait supplié : les fers, peu lui importait, mais à la condition de suivre. L'enfant Mostefa en revanche, la rezza en désordre, le serouel défait sur les souliers délacés, sans houseaux — appareil du spahi malade — avait tenté d'apitoyer son lieutenant. Sans doute aurait-il préféré rester auprès de sa cousine, la Naïliat, ou mieux, rentrer dans ses tentes. Pour la première fois, dans son for intérieur, Bussières avait admis ce mouvement d'enfant. Cependant, Rabah préparait la cantine, battait le manteau d'hiver mangé aux mites. « C'est qu'il pleuvra, là-bas ! », et, chantonnant, imaginait le ruban vert et jaune qui le récompenserait de la campagne, et décorerait à souhait sa tunique de retraité. A lui aussi, le lieutenant avait été près de lui pardonner, dans l'excès de sa propre joie.

« Allah inal...

Les paumes, maintenant, rythmaient la marche des spahis. La flûte reprenait le refrain, qui allait durer des heures. Rabah calmait son cheval de la main, et regrettait pour sa fierté que son chef ne chevauchât pas un beau syrien, avec un tapis de selle doré. « Perdrix », la petite cocker, galopait, oreilles battantes. Mécontent de ne pouvoir marcher près de son lieutenant comme ce nègre de Rabah, avec ses yeux de caramel et ses moustaches au Lion Noir, Passereau poussait son barbe écrasé de musettes et de besaces, et, revivant ses départs marocains en colonne, rêvait de chapardage et de baroud.

■ ■

Ainsi, hommes, chevaux et muletières, le 12e Spahis fit ses premières étapes, tout comme un régiment de l'autre siècle. Puis, une espèce de train de Far West le prit à son bord. Ensuite, ce fut, à nouveau, la route des nomades. Le chant recommença. Echo de la gesba, tintement des gourmettes, martèlement de fers.

— Que nous ne soyons pas motorisés, c'est un scandale ! protestait le vétérinaire, tendant la main aux premières gouttes d'une autre averse.

Bussières ne l'entendait toujours pas. Pas plus qu'il ne sentait à son pied la blessure de l'étrivière. « Horan » allait, de son pas de chèvre alourdie, balançant les pensées sommaires de son maître. Celui-ci ne se demandait pas où allait le régiment, quel rôle l'attendait. Plus que jamais, Bussières allait mettre son point d'honneur, son humeur d' « officier subalterne », à ne savoir, ne croire que ce qu'il voyait de ses yeux, dans le champ de son peloton. De son escadron, tout au plus. Le bruit pourtant courait que Leclerc

se préparait à attaquer de ses bases du Tchad, afin de joindre son action à celle de Montgomery poursuivant Rommel en déroute.

Chant de gesba, tintement de fourreaux de sabre.

Redevenu l'éternel cavalier, Bussières n'apercevait que la queue des chevaux d'avant-garde, les burnous rouges, et les casques kaki que venaient de coiffer les spahis. Car la pluie, pluie d'hiver, se faisait pesante. Par intervalles, le peloton mettait pied à terre, et les hommes continuaient, tirant leurs chevaux par la bride : Rabah et Passereau, Ben Aïssa « Fils de Jésus », Mostefa enfin consolé. Ben Zian, Moktar, Ahmed, et les sans-nom, les S.N.P., chair et esprit candides de spahis. Lorsqu'ils se remettaient en selle, l'improvisateur reprenait sa strophe. Tant qu'il ne s'agirait que de rire à ses saillies, de chanter avec l'accompagnement de la gesba, et de tendre les mains au feu de l'étape en buvant le café pilé à la crosse du mousqueton et passé dans les chèches, tant qu'il ne serait question que de conter et d'écouter autour de la flamme des histoires de spahis, des histoires d'enfants : « J'ai vu Mohamed sur la route... », les choses iraient à merveille.

Mais lorsqu'éclateraient les coups de feu, les vétérans ne seraient pas de trop. Sous la pluie, dans le martèlement de fers, le cliquetis mouillé des sabres et des gourmettes, Bussières songeait à l'éternel retard français, l'éternelle surprise. Le régiment rappelait la cavalerie de l'Isly. Lui-même, l'officier revenait en arrière. En 40, lorsqu'il avait été engagé vers la Somme, il disposait d'automitrailleuses de découverte. Maintenant, il renouait avec ses aïeux des portraits. Non content de recouper leur trace, il reprenait leurs armes de leurs mains. Leurs armes archaïques, et frappées d'impuissance.

Mais, l'averse passée, le soleil luisait à nouveau sur les casques. Passereau sifflait un air de merle, tandis que continuait le chant du régiment, le chant inépuisable.

VII

Un régiment pareil, régiment de musée, aurait dû charger dans une fusillade de fantasia, et dégager au sabre, à travers cailloux et buissons. Or, il pourrissait sans monter en ligne, dans les creux d'oued, entre les eaux jaunes qui dévalaient des crêtes, et les averses qui crevaient, sans aucune éclaircie pour le spahi et son éternelle lessive. Finis les chants, et la musique de la gesba. Le régiment parti pour la libération, la reconquête de la France, aurait à commencer — le jour où il commencerait — par le flanc ruisselant et gris du djebel, par les nuages qui avaient des plaintes de corbeaux. A la même date, les hommes de Leclerc commençaient bien par les dunes des Edeyens, aussi nombreuses que les vagues, et ceux de Bir-Hakeim, par la route sans merci du désert lybique, semée de mines à chaque pas.

Mostefa traînait, avec un air malade. Les pluies éprouvent l'homme des Hauts Plateaux. Mais le mal de l'enfant Mostefa datait surtout du passage de l'ambulance qui avait pris le gué près de lui tandis qu'il lavait. Quelqu'un gémissait sous la bâche, et le sous-officier qui avait fait le tour de la camionnette avait dit au conducteur :

— Il n'en a plus pour longtemps, va.

Quoi qu'il en fût, Passereau ne parlait plus que de dresser ce petit Mos-

tefa. Le vétéran était de mauvais poil. Quand donc monterait-on en ligne? Carottes et navets, l'ordinaire à lui seul était fait pour mettre un homme à plat. Mais Passereau avait d'autres raisons d'humeur. Il avait compté que la vie en campagne resserrerait encore les liens entre lui et son chef. Or c'était au profit de ce vieux singe de Rabah que jouait le coudoiement des bivouacs. Dans le désert de jour du Déluge, impossible d'aller à la chasse avec le lieutenant, ou de lui cuisiner un poulet chapardé. Rabah se chargeait du café, qu'il réussissait malheureusement à merveille. Il avait monté près de celle de l'officier sa guitoune de majordome, où Ben Aïssa « Fils de Jésus », Moktar et Ben Zian s'affairaient à décrotter les houseaux du maître, à peigner les oreilles de « Perdrix », à repriser et à laver. Quant à lui, l'ancien contrebandier landais n'avait pas une âme de lavandière. Il devait attendre à l'écart l'inspection du lieutenant, qui goûtait le café des clans. Pas une goutte d'armagnac pour le tenter. Ni même le prétexte d'une lettre à lui faire écrire, comme ce tire-au-flanc de Mostefa, qui avec ses éternels « Tu es mon père », arrivait à ses fins, dictant à l'officier d'interminables missives pour ses parents, oncles et voisins. Et même pour sa Naïliat !

Mais un autre personnage, et autrement à craindre, était venu s'interposer entre Passereau et son chef. Par l'un de ces miracles que permettaient les mutations, le cantonnement avait, en effet, vu réapparaître le syrien gris, la tunique rouge, le visage tanné du capitaine Valade, descendu de ses Hauts Plateaux après un détour par Alger. Le jour d'après, Valade était redevenu le chef d'escadron de Bussières, pour la plus grande joie de celui-ci. L'explication, entre eux, avait été courte. Le capitaine Valade travaillait en liaison avec les Anglais, et de longue date. Mais il avait senti le loyalisme aveugle de Bussières, et c'était pourquoi, le jour de la semonce, il s'était gardé de le presser et d'essayer de le gagner. Tout au plus s'était-il laissé aller à lui dire qu'avec un caractère pareil, il aurait dû aller se battre. Contre le Boche, évidemment. La confidence de Valade n'était pas pour gêner Bussières, averti par l'exemple de « l'aspi », et par les transes encore présentes de son propre débat. Débat auquel l'officier loyaliste admettait que d'autres aient pu donner une autre issue. Bien plus, ayant eu pour son compte personnel la satisfaction de l'obéissance, cette stérile récompense du soldat, Bussières était tout prêt à reconnaître aux exilés les avantages exceptionnels de commandement, de carrière, qu'avait pu leur valoir leur combat volontaire. L'essentiel à ses yeux était que l'unité fût sauvée, l'unité de l'Armée, aussi nécessaire que celle de la Patrie, et à laquelle il aurait consenti tous les sacrifices. Aussi allait-il rester délibérément sourd à la dissension persistante venue du schisme et des politiques affrontées.

Un ancien, un « seigneur » de la guerre, un homme fraternel à écouter, à suivre, tel était le don que le jeune officier — car Bussières avait beau se bluffer lui-même, et grisonner précocement, il n'était pas encore un vétéran — telle était la grâce que le cadet allait connaître avec Valade, et qui l'empêcherait de confesser jamais un autre chef. Lieutenant, capitaine, leurs guitounes voisinaient dans la caillasse de l'oued, leur chevaux à l'attache rongeaient de conserve leurs oliviers. Bussières passait des heures sous la tente de Valade, « Perdrix », roulée en boule sur ses pieds, et, la nuit, on voyait leurs silhouettes découpées par la lumière, et engagées dans un interminable entretien, dont les pipes comblaient les trous.

— Le capitaine ne vous a pas dit quand on montera ? demandait Passereau, réveillé par la jalousie. Si ça continue, je déserte.

— Tu feras comme les copains.

Le régiment, il est vrai, pourrissait. La pluie de l'hiver tunisien — qui serait plus tard la pluie d'Italie, après avoir passé la mer — n'allait plus cesser de tomber, dégoulinant des casques, détrempant manteaux et paquetages, décolorant les filalis, et transformant en blocs de rouille les sabres du temps passé. Si jamais venait le jour de la charge, les « Cavaliers du Désert » ne pourraient même plus dégainer, eux que les journaux d'Amérique représentaient galopant lame haute, ou défilés au flanc de leurs chevaux arabes, comme des Djiguites de carroussel. Ils lavaient, essayaient de faire sécher leurs lessives, et regrettaient leurs Naïliat, leur café maure. Les lettres que leur lisait le lieutenant, « leur père », toutes ponctuées par les bonjours « Tu as le bonjour de Zoubida, de Cherifa, de Djemila... » leur mettaient la mort dans l'âme. Et « Horan » maigrissait, avec les chevaux gris du peloton.

■ ■

— Tu n'as pas fini de grogner ? Tu montes en ligne maintenant.

Etait-ce vrai ? Il avait couru tellement de bruits, depuis qu'on traînait sous la pluie la misère. La bride à la saignée du coude, et tirant son cheval barbe, Passereau cheminait sous l'averse, en queue du peloton, depuis des heures. Par un chien de temps pareil, si on n'allait pas au baroud, il aurait été mieux le nez dans la laine sous sa guitoune. Certes, les patrouilleurs de pointe, le mousqueton au poing, et debout sur leurs étriers, prenaient des airs de fantasia. Mais la pluie cessait, dissipée par un clair de lune de Rois Mages, bien fait pour rassurer et réjouir l'homme en route. « Perdrix » aurait pu voir le lièvre. Les cavaliers se remettaient en selle, et, déjà, la gesba préludait aux chants. Etait-ce une façon sérieuse de monter en ligne ? grognait le vétéran des colonnes de l'Atlas.

Cependant, inspiré par la lune tranquille, l'improvisateur, cette nuit-là, se surpassait, brodant, aux rires des spahis, sur le thème du cavalier trompé, et malheureux de toutes parts. Celui-ci, en effet, surprenait en flagrant délit sa première femme, et il courait se plaindre au brigadier. Résultat — avec imitation de la voix du brigadier :

« Tu auras deux jours ».

« Tu auras deux jours de boîte ! », reprenait le chœur ravi.

L'infortuné surprenait sa seconde femme, et allait, cette fois, trouver son lieutenant.

« Tu auras huit jours ».

« Tu auras huit jours de boîte ! », reprenait le chœur transporté, car l'improvisateur imitait la voix enrouée du lieutenant, son képi en arrière des jours de colère.

L'innocent surprenait enfin sa troisième femme, et se décidait à monter jusqu'au colonel. Mais, à ce coup, c'était le comble :

« Tu auras quinze jours ».

« Tu auras quinze jours de boîte ! », hurlait le chœur surexcité des spahis.

Cheminant sous la lune, « Perdrix », dans les pattes d' « Horan », Bussières s'amusait de leur joie enfantine. De quoi s'inquiéter, par cette clarté

de plein jour ? Pour sa montée en ligne, le régiment avait une bien belle nuit.

Lorsque le peloton fut arrivé à destination, au haut du col, les spahis allumèrent leurs feux. Passereau emmena trois hommes en patrouille. Autour des gamelles où chauffait déjà l'eau, les spahis accroupis tendirent à la flamme leurs mains gelées sur les brides, et, dans l'attente du café brûlant, poursuivirent leurs bavardages. La guerre était encore loin. Pour la plupart d'entre eux, qu'était d'ailleurs la guerre ? On ne la voit qu'au premier mort.

La lune venait d'être mangée par un nuage à tête de renard — et le superstitieux Rabah devait le répéter bien des fois — lorsqu'un tac-tac-tac de mitrailleuse creva l'obscurité, avec un grand jaillissement de mouches lumineuses. Au même instant, quelqu'un cria :

— Vous êtes cinglés ! Les Fritz sont là !

C'était la liaison d'une compagnie de tirailleurs en position sur la droite. Le peloton s'était jeté sur les avant-postes allemands. Là aussi, on recommençait : éternelle surprise d'une troupe mal éclairée, et lancée dans un piège. Mais déjà, sacrant contre les brevetés et leurs ordres à la machine — bande de ronds-de-cuir ! — Bussières ramassait ses hommes.

Gamelles renversées avec des sifflements de braises échaudées, feux éteints, chevaux reculés, les spahis, après quelques instants de flottement, édifièrent leurs abris de pierres sèches, le premier fusil-mitrailleur riposta. Nulle joie plus forte pour l'officier que d'aller ainsi de groupe en groupe, raffermissant ses fils, et les rassurant à la voix « ne te presse pas, petit !. là», réglant lui-même ses rafales et animant son peloton en ligne comme un bâtiment au combat. Pour son pays, pour son plaisir, il rentrait enfin dans la guerre. Il était rendu à son devoir, à sa passion.

Le Fritz n'insista pas. Quelques instants plus tard, Passereau ramenait sa patrouille, annonçant :

— J'ai un tué.

— Mostefa ! fit quelqu'un.

— Mostefa ? interrogea Bussières, saisi.

Passereau n'avait pas dit au lieutenant qu'il emmenait Mostefa.

— Tu n'avais pas vu que c'était un gosse ?

A la lueur de sa lampe de poche, Bussières reconnut, en effet, le front, les grosses lèvres enfantines du gamin tout près de pleurer qui l'avait supplié au départ de Chellala.

VIII

Parce que Passereau avait voulu faire de l'enfant Mostefa un homme, celui-ci descendait, empaqueté et noyé d'eau, vers le lit d'oued où il aurait sa tombe. Impossible d'enterrer quelqu'un, dans le caillou. Enveloppés de leurs burnous, Bussières et Valade regardaient le mulet, accompagné par le bruit du torrent, dévaler la pente sous la pluie.

— La vraie brute, ce Passereau. Emmener en patrouille un homme qui n'avait jamais vu le feu, murmura Bussières.

— Ils en sont à peu près tous là.

— Mais Mostefa était un gosse.

— Croyez-vous qu'ils ne le soient pas tous ?

— Je sais bien.

Bussières essaya de sortir sa pipe, et de l'allumer à l'abri de son capuchon. Puis, secouant l'allumette :

— Il n'y avait qu'à les laisser chez eux.

— Et qui aurait fait la guerre ?

— Les guerriers : vous, moi... Passereau.

— Et puis ?

— Ceux qui ont une idée en tête.

Bussières pensait à « l'aspi ».

— Il n'y avait qu'à les laisser à leurs jardins, leur café maure, répéta-t-il.

Bussières se rappelait la parole de Lemoine : une mort d'homme ne pouvait se justifier que par un sacrifice consenti. Aussi l'événement éveillait-il en lui un sentiment nouveau, et proche de la peine. Où était son impassibilité de soldat ?

Depuis la prise de contact, plus de feux, plus de chants, plus de modulations de la gesba. Nul ne voulait mourir. Si les mitrailleuses allemandes faisaient trêve, le hurlement du vent reprenait, nuit et jour, avec les rafales de neige, les averses, le grondement des eaux précipitées. Les petits chevaux si joyeux dépérissaient sur pied, et poussaient un poil de misère. Sous les burnous, les hommes avaient des masques de fiévreux. Que faisait-on ? Bien que Bussières le mît en doute, l'état-major avait pourtant l'air de comprendre et de savoir où étaient les avant-gardes américaines. Jumelle en main, comme dans une scène de bataille, les brevetés groupés autour du marabout du colonel, dans le lit d'oued où pourrissaient les premiers morts, observaient en effet le djebel, ses nuages. Des estafettes au galop sautaient à terre, et saluaient, plis à bout de bras.

— Vous croyez que les Américains sont à Tunis, vous ? L'os est trop dur pour l'oncle Sam. Au lieu de descendre sur Kairouan, c'est nous qui serons attaqués. Vous verrez ce que je vous dis, prophétisait le capitaine Valade, qui avait épousé contre les Yankees le parti-pris des Britanniques.

Bussières goûtait sa rudesse, son amitié et se plaisait à vivre auprès de lui, dans l'isolement de l'étroit secteur de falaise confié à la garde de l'escadron. Il ne se séparait de lui, le soir venu, que pour aller faire sa ronde, en compagnie de « Perdrix », toujours trempée jusqu'aux oreilles. Après quoi, il rejoignait le fidèle Rabah, en train de ressasser ses terreurs : heureusement que les Boches ne bougeaient pas, la nuit.

— Avec des Chleuhs devant nous, nous nous réveillerions le couteau dans le cou.

Son café avalé, le lieutenant réintégrait le trou de sable entre deux pierres qu'il partageait avec Rabah, et qui, marqué par un buisson, ressemblait assez à une tombe. Mais, au contraire d'une tombe, il conservait la chaleur de la vie. Avec un soin tendre, le « vieux spahis treize ans service » en avait tapissé le fond de feutres de selle. Après avoir fait sa vaisselle, soigné « Horan » et sa propre monture à l'attache, Rabah venait enfin s'étendre à côté de son chef, et rabattait sur eux couverture et toile de tente. A présent, il pouvait pleuvoir. « Perdrix » leur faisait une bouillotte chaude. Par un chemin inattendu, Bussières connaissait ainsi le soin maternel dont son enfance avait été privée. Drôle d'histoire. Avec cette habitude douillette, et son absurde chagrin pour Mostefa, était-il en train de mollir ?

La jalousie empêchait Passereau de dormir. N'était-ce pas lui qui aurait

dû partager le trou de sable du lieutenant, plutôt que ce singe à moustaches de Rabah, qui ne savait parler de rien ? On verrait, le jour du baroud. Le lieutenant verrait de quoi était capable « la vraie brute ».

■ ■

Les Allemands durent entendre le vœu du vétéran. Eux qui avaient jusque-là respecté la trêve de la neige en train de dévorer manteaux déteints, selles, fourreaux de sabre, ils se lancèrent à l'attaque peu après l'aube avec des hurlements de loups.

— Les salauds ! jurait Bussières, renforçant ses hommes à coups de gueule.

Surpris à l'heure du café, et de la première prière, les novices Ouled Naïl et Larba fléchirent sous le choc. Dans le caillou, rezzas et burnous rouges s'effondraient. N'était-ce pas Ben Aïssa « Fils de Jésus » qui se retournait derrière sa murette, et jetait ce cri de bête terrassée ? Inutile de s'appeler « Fils de Jésus », inutiles, les amulettes. Rabah l'avait bien dit, lui qui avait vu tomber près de lui, au Sarrho, son compagnon aimé, celui qu'il tenait par la main, et qui se croyait protégé par ses charmes. Après le petit Mostefa, Ben Aïssa : deux dépouilles qu'au temps humain les pleureuses auraient lamentées.

Mais Bussières n'avait plus le loisir de penser à la mort de l'homme. Les rafales de la surprise, le hurlement de forêt des Germains l'avaient rendu à son métier. Les mortiers commençaient à donner, et il aurait voulu se débarrasser de « Perdrix », qui se réfugiait dans ses jambes. Il lui fallait tenir en main les jeunes, ramener le groupe de Ben Aïssa, qui avait cédé, et découvrait sa gauche.

Le capitaine Valade, entre deux arrivées de mortiers, apparut. Craignait-il un fléchissement du peloton ?

— Mon capitaine ?

— Inutile de faire casser du monde. Vous protégerez le repli.

Déjà, se replier !

Plus tard, questionné sur cette journée qui lui avait valu sa seconde étoile, motif « a couvert le repli au fusil-mitrailleur, sous la pression de forces supérieures... », Bussières devait répondre :

— C'était le filon. Le danger était en tête, à la place du capitaine.

Valade assurait en tête le repli, après avoir sauvé deux pelotons menacés de rupture. Fusil-mitrailleur en main, sous les rafales de mortiers, Bussières se battait en serre-file, décrochant de buisson en buisson, après le dernier de ses groupes. Comble de joie, il obéissait à un chef qu'il s'était donné, il protégeait ses enfants Ouled Naïls, il abattait les bêtes grises et coupait leur clameur, ce hurlement de forêt qui avait terrifié Moktar. A chaque bond, il retrouvait auprès de lui les yeux d'épagneul de Rabah, aussi fidèle que « Perdrix », et son fusil avare et sûr de vieux spahi.

Ce n'était pas encore ce jour-là que Passereau récupérerait ses galons. Il se bagarrait dans les cactus, et hors de vue. La chance n'était jamais que pour Rabah, qui pouvait suivre le lieutenant comme son ange.

IX

De même qu'il n'y avait plus, pour Rabah et pour Passereau, qu'un seul chef, le lieutenant, de même il n'y avait plus pour Bussières qu'un supérieur, un guerrier. Valade avait beau venir de la réserve, en rompant pour ne pas faire casser son escadron, il avait donné sa mesure de chef. Dès le surlendemain, il faisait au demeurant coup double en réoccupant de lui-même la crête, au moment où l'état-major montait une magnifique opération à cette fin. Tant pis pour les ordres flambants ! Valade se débrouillait seul, et le temps pressait, ainsi qu'il l'avait toujours annoncé. Car, loin d'être acculés dans Tunis par les Américains, comme le prétendaient certains, les Allemands menaçaient au contraire de forcer les passages de la montagne, et de venir couper la rocade de la vallée nord-sud au couchant du djebel.

La prise d'armes eut pourtant lieu, à la sauvette, dans la clairière d'oliviers. Les couleurs étaient en haillons, comme les escadrons : le bleu, un serouel de tenue orientale, le blanc, la dernière serviette de Bussières, le rouge, la ceinture de Mostefa, qui n'en aurait jamais plus besoin.

— Pressons, pressons, faisait le capitaine Valade.

Passereau au présentez-armes regarda l'étoile s'accrocher à la poitrine du lieutenant, cependant que le chef d'escadrons lisait la citation, un œil sur les nuages plombés d'où pouvaient plonger les junkers.

« Perdrix », la petite cocker qui avait en vain cherché son maître de genou en genou, durant toute la prise d'armes, le découvrit enfin, et, sautant à son bras, lui mordilla le gant. Elle venait de flairer l'approche du troupeau de moutons des goumiers marocains, poussé par un pasteur descendu du Sirwha. La harde des chevaux frissonnait sous les oliviers, et, lui-même, la nuit d'avant, Rabah avait difficilement trouvé le sommeil. Les goumiers qui arrivaient, avec leur silence d'oiseaux nocturnes, n'étaient-ce pas les chleuhs qui le guettaient, dans les nuits du Sarrho, et qui avaient mutilé son compagnon aimé ?

■ ■

De l'autre côté du djebel, vers l'Orient, la grande attaque allemande que Valade n'avait cessé de prédire, la vraie, se préparait. Le capitaine aurait voulu obtenir des renseignements, faire des prisonniers susceptibles de lui apprendre quelque chose des intentions du commandement ennemi. On savait qu'au pied du djebel, l'obscurité venue, des voitures allemandes passaient, feux éteints. On avait entendu leurs moteurs. Et Bussières avait décidé de tenter lui-même le coup de main, et d'en faire au capitaine la surprise.

Cette nuit-là, il emmenait donc avec lui Rabah, Passereau et Ben Zian. Inutile pour eux de prendre un accoutrement de pirates de grand chemin. A force de traîner sur le djebel décharné, par le vent, les averses, et le ruissellement des eaux saumâtres, ils étaient autant l'un que l'autre loqueteux, sous leurs tenues délavées, pourrissantes, déchirées aux lances des cactus. Rabah cependant déplorait que le lieutenant se salît dans ce coup de main, qui n'était pas affaire d'officier. Passereau au contraire se réjouissait de l'occasion inespérée : par cette nuit, si belle pour le lièvre, peut-être le lieutenant verrait-il de quoi était capable « la vraie brute ». La petite troupe

dévala les rochers. Seule, à un moment donné, une dégringolade de pierres arracha à Bussières un juron. Un mouton de goumiers, sans doute, souffla Rabah, cependant que Passereau, sans mot dire, assujettissait son soulier coupable du faux pas. Que n'avait-il ses espadrilles d'autrefois ! Bussières, qui souffrait d'un commencement de bronchite, retenait ses quintes de toux.

La zone d'alarme franchie, les quatre hommes atteignirent en quelques bonds la piste.

— Donne le filin, toi. Prends l'autre bout, et tire.

L'idée était de Passereau. C'était ainsi qu'il arrêtait, dans son temps de contrebandier, les gendarmes qui lui donnaient la chasse, en forêt. Aidé de Ben Zian, il tendit d'un olivier à l'autre, en biseau, le filin qui allait barrer la piste, et envoyer dans la caillasse la première voiture qui passerait. Puis les quatre hommes s'embusquèrent, des deux côtés. Mais l'attente fut longue. L'ennemi avait-il été alerté ? Chassés par le vent du djebel, des nuages bas éclipsaient la lune, la quittaient, et c'était pourtant elle qui semblait poursuivre une route rapide vers les positions de la crête, roulant sur elles quelque malheur. Etant en expédition clandestine, le lieutenant allait se résigner à donner l'ordre du retour lorsque Passereau, avec son œil de braconnier, annonça la proie. Une Mercédès glacée, et luisant à la lune, et qui avait l'air de chercher, dans les cactus et le caillou, l'enseigne lumineuse d'une boîte de nuit, apparut, ralentit — heureusement pour elle — et dérapa tout le long du fil, avec un cri.

— Haut les mains !

Sous le rayon de lune, entre les ombres des oliviers, les quatre spahis avaient surgi, mousqueton et revolver au poing. Les deux occupants de la voiture descendirent. Le chauffeur, qui vérifia machinalement son levier de vitesses. Un officier, qui s'avança vers Bussières, et qui semblait sa réplique vivante : comme lui de haute stature, corseté, monoclé, mais, à la différence du spahi, flambant neuf de la visière à ses bottes vernies.

Surpris sans doute lui-même, le prisonnier interrogea :

— Officier français ?

— Il me semble, grogna Bussières.

Dans leurs monocles affrontés jouait le même reflet de lune.

— Capitaine Bergmann, fit l'Allemand.

— En route.

Avant d'obéir, le capitaine allemand tira un revolver de sa poche :

— Vous ne m'avez pas fouillé.

— Je ne fouille pas un officier, répliqua Bussières, écartant juste à temps le zélé Passereau, qui n'avait pas son égal comme vide-gousset, et n'aurait pas été fâché de monnayer un peu sa réussite de piégeur.

Le hobereau habillé pour le soir s'engagea donc dans la caillasse et les buissons, en regardant où il mettait ses bottes miroitantes. Il expliqua, comme s'il dérangeait quelqu'un, qu'il arrivait droit de Berlin, par avion, et faisait dans la Mercédès sa première visite au front de Tunisie.

— Vous ne montiez pas au Concours Hippique de Spa ? demanda-t-il à Bussières, après un silence.

— Moi ? Pas du tout.

— Vous n'êtes pas des C.H.I. ?

— Je regrette.

Visiblement, le junker ne voulait pas admettre que Bussières, avec son air, ne fût pas un cavalier des Concours Hippiques Internationaux, un de ses pairs. Il ignorait combien son insistance pouvait être désagréable au spahi. Pour Bussières, en effet, un équitant n'était pas un guerrier.

Marchant derrière « sa prise », Passereau restait dans le saisissement. Quelle ressemblance entre les deux officiers ! Le lieutenant paraissait s'être dédoublé.

X

Certes, Bussières devait se dire qu'il y allait en partie de sa faute. S'il avait obligé Passereau à garder ses distances, pareille chose ne lui serait pas arrivée. Mais, dans les derniers jours, il avait laissé le vieux soldat prendre avec lui des libertés qu'excusait la camaraderie de la campagne. Aussi ne devait-il pas s'étonner que Passereau, dans la chaleur du succès fêté par un bon coup de fine — rien de tel pour guérir le rhume du lieutenant — lui eût répété :

— Il vous a pris pour un copain, le Fritz ! C'était à s'y tromper, avec la lune.

Dès le matin, Bussières demanda à Rabah, qui arrivait avec son café, et se brûlait les doigts :

— Tu trouves, toi, que je ressemble à l'Allemand ?

— Oh non, mon lieutenant. Il est trop laid.

Rabah savait ce qu'il fallait dire et ne pas dire.

Que son air fût d'un reître, bottes, monocle, estafilade, Bussières s'y était résigné. Qu'il eût une humeur et des violences de soudard, il l'acceptait encore, et, si on le poussait, s'en faisait gloire. Mais pour rien au monde, maintenant qu'il avait connu un aspirant Lemoine, un capitaine Valade, il n'aurait voulu voir revivre le surnom, la trouvaille de ses anciens camarades d'école.

— Comment veux-tu que le café te fasse du bien, si tu te remets à fumer ? lui fit Rabah. Tu aurais dû prendre la quinine.

A peine le vieux spahi « treize ans service, et quatorze ans bientôt » venait-il de ranger sa vaisselle que l'estafette fut là, tout essoufflée par la montée dans les rochers, et l'émotion de la nouvelle :

— Les Panther, mon lieutenant !

L'officier se redressa.

Les Panther ? Le prisonnier n'avait donc pas bluffé lorsqu'il avait répondu à Valade qu'un Panther, remplaçant sa Mercédès, viendrait le prendre le lendemain. Si invraisemblable que fût la nouvelle — et le capitaine Valade n'était pas allé aussi loin dans ses prédictions — les grands chars allemands étaient là. Pis encore : après avoir forcé le col nord, et pris à revers le djebel, descendant par la vallée nord-sud, la ligne de rocade, ils menaçaient déjà de faire tomber toute la défense. On entendait d'ailleurs, entre les rafales du vent, un grondement qu'on aurait pu prendre pour celui d'une escadrille dans les nuages.

Des Panther dans l'oued tunisien, comme dans la steppe du Don ? Bouclant son ceinturon de revolver, Bussières se félicita du coup de froid que l'avant-veille encore, à l'instigation de Valade, il avait jeté sur le P. C. du colonel,

sa bête noire : « Je vous dis que les Fritz ne sont pas encore au bout de leur rouleau, et qu'il faut s'attendre, même ici, aux plus grandes surprises ».

— Bussières, mon vieux, vous avez le mauvais coin, fit le capitaine Valade, pour tout adieu.

Tandis que le capitaine restait sur la position du djebel avec les autres pelotons, l'ordre était pour Bussières de se porter immédiatement sur le point l'appui qui, au pied des pentes de l'ouest, barrait la piste de rocade et le lit d'oued. Passereau chargeait son fusil-mitrailleur. Rabah prenait en main « Horan », efflanqué, et poil sous le ventre. Pour arrêter des Panther, l'officier de spahis emménait son cheval.

Bussières alluma sa pipe :

— C'est aujourd'hui ton jour, Rabah. La Médaille Militaire, pour ta tunique de chaouch, de sale mendiant de chaouch.

Mais Rabah ne répondit pas comme il l'aurait fait tout autre jour, avec le rire de ses dents gâtées, de ses yeux de caramel. On entendait trop, maintenant, le grondement des grands fauves. « Horan » tremblait, tirant sur la bride « Perdrix », la petite cocker, condamnée à voir partir son maître seul, gémissait, dans la hauteur du djebel gris.

■ ■

— Dites donc, mais elles m'ont tout l'air de passer l'oued, les Panthères jaunes ? Ce sont des hippopotames, ma parole ! s'écria le lieutenant d'artillerie qui, avec ses grosses lunettes d'écaille, rappelait quelque peu « l'aspi ».

— On dirait.

L'oued coulait pourtant assez fort, avec ces orages, et déjà de nouveaux éclairs flambaient sur l'horizon bas. Le point d'appui, 75 à nous et 37 américains, était léger. Avec les fusils-mitrailleurs et les mousquetons des spahis, on recommençait à peu près juin 40. C'était ainsi. Cependant, les Panther aimaient mieux passer l'oued, et déborder par l'autre rive.

Bussières avait mis en place son peloton, homme par homme. Dans les premiers combats, autour de Passereau, de Rabah, de Ben Zian, les spahis s'étaient raffermis. Mais maintenant qu'ils étaient terrés derrière leurs pierres, et que l'obscurité venait, l'officier ne les voyait plus. En vain se répétait-il l'aphorisme qu'il avait en commun avec Lemoine : les chars, on les mouche, et, s'ils passent quand même, on les laisse passer et aller crever au fond de leur doigt de gant, à bout d'essence. Un absurde souci l'obséda : celui du froid de l'oued, qui faisait siffler ses bronches. Puis il pensa qu'heureusement « Perdrix » était restée là-haut, avec Valade. Sinon, il aurait dû encore s'occuper d'elle.

Sur l'écran noir de l'ouest, zébré de fulgurations bleues et d'une pluie d'étoiles, et soulevé par les coups de mine des explosions — huit heures, il était huit heures au cadran lumineux de sa montre de poignet — Bussières vit le Panther de tête surgir d'une crête de pierres, doucement, avec une prudence de bête. La pièce de 88 tendit la première son cou, chercha, dans l'éblouissement jaune. Le nez suivit. Le ventre se hissa, et ploya sur la crête. Reptation de monstre du déluge. Avec les grondements, les éclats de tonnerres et de chaînes, les éclairs, les ténèbres, l'odeur de soufre et de brûlé, l'apparition était difficilement supportable. Bussières s'écrasa contre

la terre, bras ouverts. Il aurait voulu la pénétrer, s'y confondre. Puis, il se surprit à appeler :

— Rabah ? pour s'assurer au moins d'une présence, dans cette descente d'Apocalypse.

Mais le vieux spahi ne répondit pas. Il avait lâché son mousqueton pour crisper les mains sur ses amulettes. Un éclair, qui devait venir des autres mondes, déchirait le ciel, y traçant l'arbre de Satan. Une foudre encore inconnue allait suivre, à laquelle aucun homme ne survivrait. Une autre bête dressa le cou. Dans la fraction de seconde qui précéda le tonnerre monstrueux, Rabah perçut le tremblement de « Horan » secouant étriers et fourreau de sabre. Et ce fut un fracas de fin du monde : foudre, averse de grêle, vrombissements, éclatements, explosions qui soulevaient la terre près de s'entr'ouvrir, et de tout entraîner à l'abime.

— Et bien, mon vieux ?

Les bons yeux soumis se rouvrirent un instant, juste pour recevoir le feu de Bengale éblouissant, le soleil bleu qui succédait au cataclysme, et cherchait les morts et les terrifiés.

— Ce n'est rien. Ne bouge pas. Le toubib arrive.

Le toubib était au haut de la nuit, sur le djebel.

Les Panther avaient tout écrasé, et fuyaient sous le faux soleil. Haché par une rafale de mitrailleuse, Rabah « vieux spahi, treize ans service, et quatorze bientôt » revenait à lui, léchant sa moustache mouillée. A la vue de son lieutenant, ses yeux à jamais soumis s'éclairèrent.

— Il vient le toubib. Passereau le ramène.

Pour la première fois, Bussières éprouvait l'angoisse des mains impuissantes à retenir la vie.

— Ne bouge pas.

Le besoin de leurrer, d'aider à l'illusion de l'agonie :

— Tu vas l'avoir, cette fois, ta Médaille Militaire. Pour ta tunique de chaouch... de sale fainéant de chaouch.

Mais la tête de Rabah retomba, et s'étira, comme celle d'un chien mourant, sur le caillou.

XI

Bussières avait beau essayer de croire qu'un goumier serait mort autrement, heureux de s'en aller au ciel des guerriers, et récitant la chehada le doigt levé, jamais plus il ne répéterait : « Un tué ? Qui s'en aperçoit ? C'est le jeu. » Rabah mort avait fait en lui le désert. D'ailleurs, le peloton était détruit, ou disparu, les Ben Zian, les Moktar, les Ahmed, les sans-nom. Seul restait Passereau, qui, pour échapper, avait dû retrouver son instinct de chasseur nocturne. Et les deux rescapés remontaient à la position du djebel.

— Tu verras, toi, si tu me lâches encore !

Cette fois, Passereau faillit se laisser prendre au ton d'humeur. En vain avait-il tenu dans son coin jusqu'à l'écrasement de son groupe. Il était écrit que le lieutenant ne verrait jamais ses prouesses de baroudeur. Peut-être même son chef tenait-il Passereau pour responsable de la mort du pauvre

« Horan », touché par un éclat d'obus. Le vétéran ne devait jamais savoir la joie qu'il avait donnée au lieutenant en montrant le nez entre deux cailloux, comme la vipère à cornes.

Bussières était toujours sauvé par ses colères. Dans la remontée des rochers, son impuissance contre la masse des Panther, la perte de son effectif, le sentiment d'être voué à une perpétuelle défaite, lui inspiraient à présent une rage noire, en quête d'une victime assez énorme : brevetés des états-majors fossilisés dans leurs routines, professeurs de tactique ou de stratégie toujours en retard d'une guerre, toujours surpris, puissances irresponsables, radios, presses bourreuses de crânes, égoïsme d'alliés qui ne considéraient le combattant français ou Ouled Naïl que comme chair à baïonnette. La « furia », ce mot mettait Bussières hors de lui.

— J'en ai ma claque ! Je démissionnerai. Ou j'irai prendre du service en face ! jura-t-il à Valade dès qu'ils se furent retrouvés.

En face, là où les hommes étaient soutenus par des Panther.

— Une minute, fit Valade. Vous allez les avoir vous aussi, vos Panther... Voyez-les !

Et tandis que « Perdrix » accourait, folle de joie, il passa sa jumelle à Bussières, la seule jumelle de l'escadron. Sous le poudroiement d'un soleil d'Austerlitz, les chars américains — enfin ! — contre-attaquaient les Panther jaunes, au fond de la vallée, par grandes vagues alignées. Suivis de leurs sillages de poussière dorée, les Sherman, dans le contre-jour, avaient l'air de destroyers déployés à la mer. Mais, dès les premières ripostes des Panther dispersés, et embossés dans les rochers, on les vit virer de bord, et, poursuivis par les 88 et par leurs geysers de poussière, s'évanouir à nouveau dans le poudroiement du soleil, et s'en aller comme ils étaient venus.

Valade avait repris la jumelle à Bussières.

— Nous sommes faits.

■ ■

A nouveau, le hurlement forestier des Germains, si dépaysé dans ce bled décharné, et rongé à présent par un soleil acide, à nouveau le hurlement de loups avait saisi dès l'aube les groupes de combat laissés sur les pentes de l'est, les sacrifiés de la pierraille. La corvée descendue à l'oued avait été massacrée dans la gorge. De l'eau, pour Dieu ! suppliaient déjà les blessés. La soif allait ajouter au supplice. Képi en tête, et en bras de chemise, les fantassins gris vert couronnaient les rochers comme des mouflons, et déjà tournaient les positions du sud.

Impossible de décrocher plein ouest. Le capitaine Valade décida d'essayer de gagner l'ancien P. C. du colonel, le marabout où abordaient les estafettes à la Detaille. Le Reître ne cessait plus d'invectiver : Dieu, les Saints, le Corps d'Armée, et l'Amérique. Le demi-tour des escadrons de chars yankees — qui n'avait pas été sans réjouir le cœur pro-anglais de Valade — avait porté au comble sa fureur de lieutenant sans troupes. « Officier haut-le-pied », avait osé plaisanter Passereau, dans sa joie de remplacer Rabah, et de rester avec son maître en tête-à-tête. Qu'était-il advenu de Ben Zian, de Moktar, d'Ahmed, et des sans-nom ? Tués ou prisonniers ? Bussières et Passereau représentaient le peloton des morts.

Pour hurler comme ils le faisaient — et « Perdrix » en aurait pleuré — les assaillants avaient dû boire toute la nuit.

— Comme les Bochemen en Syrie... et comme le petit Passereau s'il s'en tire ! apprécia cependant le Landais, se laissant couler d'un rocher avec sa souplesse de chat.

Sous les rafales, et le feu d'artifice des balles traçantes, le décrochage était pénible. Autour du capitaine Valade, cinq ou six hommes étaient déjà tombés. Cependant, malgré les imprécations du capitaine, un maréchal des logis indigène s'obstinait à sauver la machine à écrire, comme il l'eût fait d'une valise pleine d'or.

Valade, qui venait de prendre son fusil-mitrailleur à un mourant, s'obstinait à rejoindre le marabout dont la blancheur luisait parmi les oliviers, avec une fraîcheur de source de salut. Mais il fallait, pour y arriver, franchir, sous les mouches lumineuses, et les flocons de poussière grise de la mort, une succession de rides caillouteuses.

L'homme aux chargeurs, à son tour, tomba.

— A vous la munition, Bussières !

Le lieutenant sans homme, redevenu simple soldat, et livré au seul mouvement d'obéir, ramassa la munition, et suivit dans son bond le capitaine.

— Allez, mon vieux !

Pour répondre à pareil appel, Bussières eût entrepris les combats de Pollux. Mais il n'y avait, dans cette éternelle défaite, qu'à fuir, qu'à passer une à une les rides de cailloux écornées par les balles, et leurs laisses de sable semées des algues des cadavres. Et à faire face, de loin en loin, pour riposter, et clouer sur place la poursuite. Au moment d'aborder une autre ride, le Reître s'aplatissait, reins rompus, ruisselant de sueur, tandis que Passereau exécutait son plat ventre en souplesse. Bussières balançait la munition pardessus le pli de cailloux, puis, ramassant une fois de plus ses grands os, sa raideur, bondissait, suivi de « Perdrix ». Il formait maintenant, avec son capitaine, une paire, où les galons ne comptaient plus.

— Ça va ? interrogeait Valade, nez dans le sable, avant de remettre en batterie.

— Ça va.

Dialogue des cordées de montagne. Mais, ici, la mort n'attendait pas dans le bâillement. Elle hurlait, elle cinglait les pierres avec des gerbes d'étincelles, elle cherchait, elle cernait ses proies. Valade balayait le terrain en arrière. Bussières passait les chargeurs. Jamais encore il n'avait connu pareil calme. Il était content d'avoir vieilli. Davantage ; le sentiment né en lui sous la ruée des Panther se confirmait à chaque bond, sous la giclée des balles traçantes : il survivrait à toutes les blessures.

— On voit que les Américains sont à Tunis ! plaisanta Valade, au moment où il allait enfin atteindre la lisière argentée par le vent, et au plein de la fusillade.

Sa machine à écrire au poing, le maréchal des logis indigène qui s'était acharné à sauver la distributrice de papiers, s'abattit, et resta le front dans les pierres. Passereau voulut arracher à la griffe du mort la machine.

— Laisse-la lui. Il n'y a plus d'ordres !

Comme si le capitaine Valade avait jamais fait taper un de ses ordres !

XII

— Je vous dis que c'est le genou, pas plus.

Contre le mur du marabout, à l'endroit même où les estafettes sautant à terre, quelques jours à peine plus tôt, attachaient encore la bride de leurs chevaux, le capitaine blessé continuait à assurer son commandement. Le cercle se refermait. Cependant le dernier bulletin de la radio, que le vent avait fait voler au pied du mur, annonçait : « Les blindés de la Huitième Armée aux portes de Tripoli... La conquête du Fezzan achevée par la colonne Leclerc... Encerclement de R'at... »

— Mon vieux, il faut aller voir jusqu'à Si Saïd, fit Valade, dès que sa jambe fut bandée.

Valade, s'il réussissait à échapper, voulait emmener tout son monde, ou ce qui en restait par là-haut. Pour retourner « voir » jusqu'à Si Saïd, à une bonne lieue dans le nord, rien de tel qu'un lieutenant haut-le-pied, dont ne dépendaient plus d'autres vies que la sienne. Déjà Bussières avait empoigné un petit barbe pommelé, en train de ronger un olivier de ses dents jaunes, et, sautant en selle, le déchirait de l'éperon. « Perdrix » s'élançait elle aussi.

— Tenez la chienne !

Au moment où le cavalier crevait le rideau d'oliviers, un souffle de naseaux, un galop serré le rejoignit. Sans même se retourner, Bussières avait reconnu l'homme :

— Qui t'a appelé, toi ?

Mais s'il n'avait pas encore reconquis ses galons, Passereau avait déjà gagné la partie en trois manches : le coup de main nocturne, la charge des panthères jaunes, enfin, le décrochage de la journée, et l'instant approchait où il serait cité de la main de son maître. Et celui-ci ne se sentait plus le cœur de le chasser.

Les deux spahis menèrent donc leur course insensée, botte à botte. La belle fantasia ! Il n'y manquait que l'envolée des burnous rouges, et la frénésie de la poudre. « Aller voir s'il y avait du monde à Si Saïd » n'avait pas l'allure d'une charge de Gravelotte. Mais dégager au revolver 92 et au galop, dans la pierraille, sous le feu des chasseurs de montagne bavarois, n'en déplût aux Panther et à leurs artilleries de haut bord, pouvait encore consoler le cavalier, le survivant d'une lignée. Quand à Passereau, droit sur ses étriers, hurlant, il avait enfin la sensation éperdue de couvrir de son corps son chef, son compagnon. C'était de son côté qu'arrivaient les départs, les étoiles filantes. Tant que Passereau galoperait, serait debout avec ses cris, rien ne pourrait arriver à son maître.

Les Bavarois ne durent pas oublier de longtemps cette charge à tombeau ouvert, incompréhensible, des deux Arabes.

— Personne à Si Saïd, mon capitaine. Le groupe aura filé par le petit bois, rapporta au retour Bussières, avec le claquement de talons obligé.

Une rafale de mortiers écrasa la murette blanche où s'étaient ramassées les mouches.

— Personne à Si Saïd, répéta l'éclaireur.

— Bon. Alors, vous allez décrocher.

Valade entendait-il que, pour son compte, il allait rester là, à attendre

la nouvelle bordée des mortiers, leur écrasement mou ? Avec le corps de Rabah, avec ceux de Mostefa, de Ben Aïssa « Fils de Jésus », des autres, Bussières avait assez perdu de lui-même sur cette Montagne des Oliviers. Si mince que fût la chance de rompre le cercle avec le poids mort d'un blessé, il n'allait pas encore abandonner son chef, son chef unique, le laisser finir, drap et chairs, contre les oliviers éclaboussés, comme le spahi noir mêlé au tronc rompu du seuil, et déjà couvert de fourmis.

— A nous deux, Passereau. Tu y es ?... Et va doucement, vieille brute !

A eux deux, ils enlevèrent le blessé, dont le pied s'était retourné, et que la douleur fit tomber en syncope. Déjà des salves de mitraillette fouillaient les feuillages. Une levée de pierres qui menait à une tête de ravin, et de là, à un champ d'éboulis, leur permit de fuir.

Depuis la chevauchée des houblonnières de Morsbronn, où, son casque emporté, le cuirassier de l'Impératrice avait continué la charge tête nue, était-ce le destin des Bussières de battre en retraite, Sedans de 70, de 14, de 40, et de recommencer les Moskowas ? Après avoir remis à l'ambulance le blessé, Bussières regardait la vallée qui recueillait l'exode, et le désespoir lui brisait à nouveau les bras. En vain, près de lui, un officier d'artillerie essayait-il de se justifier, lui et ceux qui fuyaient. Les unités dont les débris venaient battre le pied de la falaise, fourragères, arabas, affûts d'artillerie, et qui s'étaient battues avec des moyens de misère contre les avions et les chars, avaient, disait-il, empêché l'ennemi de passer la frontière, de marcher sur Bône et Alger. Grâce à leur sacrifice, la Huitième Armée, les troupes de Leclerc avaient pu brûler les étapes, atteindre Tripoli.

C'était la vérité. Mais jamais les pensées du Reître ne se portaient à l'échelle des opérations et des manœuvres des stratèges. Il se consumait, en homme du rang, dans la fatigue, la sueur, la poussière de la journée, et ne voyait que les débris de l'unité qui avait fait son univers. Où était le beau régiment parti de Chellala au son de la gesba, à la conquête des trophées ? Où les spahis aux burnous rouges, leurs casques d'or, et leurs bais, leurs gris pommelés ? Ce qui restait du troupeau des chevaux barbes avait été sauvé et emmené vers l'ouest par le vétérinaire amateur de radio. Le berger des goumiers, qui lui-même ramenait ses moutons et son âne, avait vu l'officier au milieu du feu, galopant la cravache haute, et poussant devant lui la harde, crinières et longues queues au vent. Mais les hommes ? Démontés, haillonneux, et pourris par l'hiver, les survivants s'étaient abattus derrière les buissons, camp de nomades harassés.

— Tu t'es regardé ? Ce que tu peux être dégueulasse !

Passereau jeta, de haut en bas, un regard sur ses loques de chemineau, sur ses pieds bandés pour la route dans la pierraille, et qui saignaient. Mais le ton du lieutenant avait bien changé depuis le jour où il avait apostrophé la mauvaise tête en présence du peloton. Maintenant, le lieutenant avait tout perdu, lui aussi. Il avait, lui aussi, une barbe de trois jours, et s'il avait été passé en revue par l'un de ses chefs, il aurait été bon pour le boussadi, le couteau arabe.

Le règne de Passereau commençait. Comme l'heure était là, à sa grande

fierté, il installa le lieutenant pour « le dîner ». Un flacon de vin chapardé, une aile de poulet, quel miracle dans cette journée ! L'aile de poulet avait son histoire :

— Elle était à l'adjudant qui s'était planqué dans la tranchée du marabout. Il aura levé le bras trop haut pour la manger. La tranchée n'avait pas quarante centimètres, vous pensez !

L'adjudant avait eu le bras emporté en essayant de dévorer son aile de poulet. Et Passereau avait raflé le morceau.

Lorsqu'il eut fini son repas, Bussières, resté seul, chercha machinalement « Perdrix », pour lui jeter l'os de poulet. Mais « Perdrix » non plus n'était plus de ce monde. Elle avait disparu nez au sol, dans la direction du gué où était tombé Rabah.

La nuit venait. Passereau dégringola des rochers :

— Mon lieutenant, vous pouvez monter vous coucher.

— Qu'est-ce que tu racontes ?

— Venez.

La surprise valait cet accent de triomphe. La falaise était forée d'alvéoles naturelles, auxquelles menait un sentier de chèvre, vrai chemin de contrebandier, et qui s'étageaient au-dessus du lit de la vallée. Passereau avait choisi la mieux abritée, protégée du vent par un pan de rocher. Quelle bénédiction s'il était tombé, cette nuit-là, un beau déluge, qui eût fait goûter au lieutenant le miracle de son fidèle ! Mais une lune de mai montait du lac des oliviers.

Sur le sol de la petite grotte, Passereau avait disposé un lit d'herbes sèches. Il battit son briquet, alluma un bout de chandelle, qu'il avait fauché Dieu sait où.

— Et voici le journal du soir !

Enfoncé, le pauvre Rabah ! Le journal datait déjà d'une bonne semaine, mais enfin, c'était un journal. Puis ce fut la tasse de café servi brûlant, et qui allait empêcher Bussières de dormir. La lune pleine visitait le columbarium, cherchant les âmes. Le vent des oliviers portait la plainte des blessés.

XIII

Prise d'armes au quartier de Chellala.

Spahis alignés en muraille comme si la mort n'y avait pas multiplié ses trous, lames de sabres revenues à la lumière du soleil comme si elles n'avaient pas été mangées par la rouille, burnous rouges ressuscités comme s'ils n'avaient pas pourri à la pluie du djebel tunisien, Bussières maintenant souffrait de cette parade désuète, démentie par la misère injuste, le sang de l'homme en vain versé.

« Ouvrez le ban ! »

Les mots restaient, les voix de polygone. Mais le frémissement des chevaux n'était plus là pour y répondre. Le temps de la cavalerie était révolu.

« ...Officier de race, entraîneur d'hommes. Sous un feu violent, après avoir protégé le décrochage de l'escadron, a mené à travers les lignes ennemies une reconnaissance à cheval digne des traditions de l'arme... »

De qui s'agissait-il, dans la buée de soleil qui avait, autant que les brumes,

ses fantômes ? Du cavalier mort ? Bussières se sentait absent, inaccessible. La main du colonel cependant le toucha, fit effort pour agrafer la palme au drap de sa tunique rouge.

A la gauche de son lieutenant, Passereau, ses nouveaux galons de brigadier sur la manche, attendait lui aussi son étoile pour la chevauchée de Si Saïd. A ce sujet, il agitait une pensée qu'il n'aurait confiée à personne. Il avait eu son casque troué dans cette charge : une balle venue de la gauche, et qui, si elle n'avait pas été ainsi amortie, déviée, aurait peut-être été frapper le lieutenant. «...A sauvé son lieutenant... » tel eût été, peut-être, le motif juste de l'étoile de Passereau.

Quant à Rabah, il recevait, à titre posthume, son ruban vert et jaune pour sa tunique de chaouch.

Fin de parade, fin d'un monde. Dans sa chambre toute bourdonnante de mouches — Rabah n'était plus là pour prendre la précaution de fermer les volets — Bussières délaçait ses houseaux en soufflant. L'asthme des fumeurs, aurait dit la tante Marie. Comme le pauvre Rabah l'avait exaspéré, avec sa manie de le déchausser ! Maintenant, l'officier eût payé cher pour voir à nouveau la rezza penchée, la pointe de la moustache au cirage du vieux spahi agenouillé, pour entendre sa voix fidèle : « Ça, il va falloir laver la tunique, tu es plein de poussière, mon lieutenant ! » Vide de la chambre morte, du deuil, de la morne fin de campagne, Bussières sentait le coup de vent de la tristesse. Rabah ne se lèverait plus de son trou de sable, ni Mostefa, ni ben Aïssa « Fils de Jésus », ni les autres. Et Valade, si vivant, ne serait jamais plus qu'un infirme.

Ainsi finissait le Chant des Spahis.

■ ■

Mais il ne s'agissait que de tourner la page, et Bussières avait prévenu :

— Je déserte !

Si bien que le nouveau colonel du 12e avait craint un moment la tuile. Savait-on jamais, avec un caractère aussi violent ? Depuis qu'il était rentré à Chellala, le lieutenant Bussières avait eu assez d'histoires. Presque autant que sa tête brûlée de Passereau, qui révolutionnait le Quartier Réservé. Bussières cependant n'avait déserté que le régiment, abandonnant spahis et cavalerie montée pour aller faire un stage de chars dans une unité américaine cantonnée aux environs d'Oran. Mécano, il était devenu mécano, et se plaisait à ce paradoxe, lorsqu'il arrivait au garage, et signait comme un ouvrier. Assez de chevaux d'armes, de sabres et de muletières, et de combats au mousqueton contre les 88 des Panther. Assez de décrochages et de retraites, et de campements de désastre, sur la Loire ou dans le djebel. La guerre ne devait plus être menée par des revenants de Gravelotte ou de l'Isly, derrière étendards et trompettes. Lemoine avait raison, il fallait d'autres moyens et d'autres hommes. C'est sur un char que le nouveau Bussières galoperait la France délivrée. Peut-être son compagnon de Si Saïd serait-il encore à ses côtés. Car, sur les instances de Passereau, Bussières s'était arrangé pour lui faire faire son apprentissage de conducteur de Sherman.

Le temps du stage passa. Vint le jour où, comme son chef, l'ancien contrebandier allait recevoir ses nouvelles armes, celles du cavalier blindé. Ce

soir-là, soir de semaine anglaise, on aurait pu voir les deux hommes de Si Saïd au bistrot de la rue d'Arzew. Au monocle près, on eût dit de deux camarades d'atelier en train de tuer le temps avant le cinéma, contre le zinc. En réalité, Passereau venait de prendre une semonce dont il devait se souvenir. Malgré tous ses serments, il avait eu la veille une bagarre avec les « Amerloques », et, après l'avoir quelque peu assommé, la M. P. l'avait bouclé. Son lieutenant était encore intervenu. Mais c'était la dernière fois. Une autre saoulerie, et il l'abandonnait à son sort, lui et ses galons de brigadier regagnés à Si Saïd.

— Oui, mon lieutenant.

— Comment, oui mon lieutenant ?

— Je dis que je ne recommencerai pas... Mais alors, il faut me sortir d'ici.

Bussières était sur le point d'embarquer pour l'Angleterre, où il allait rejoindre une unité de la Division Leclerc. Le bateau, le *Roi des Bermudes*, était déjà à quai. Or il n'avait pas été question de Passereau. Le lieutenant parla du détachement cantonné pour l'embarquement dans les anciennes écuries des casernes d'Eckmühl. Les partants allaient, dès le lundi, toucher la tenue américaine, l'équipement.

Passereau en avait la bouche sèche.

— Et toi, tu l'as touché ? interrogea tout à trac Bussières, après avoir vidé son verre.

Que comprendre ?

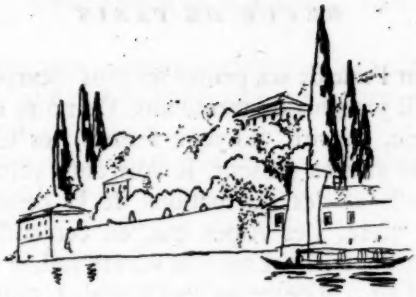
— Alors tu ne viens pas avec moi ?

Une seconde encore, le vétéran douta. L'humeur de son lieutenant lui avait réservé trop de douches, et la plus froide n'était pas si loin.

— Mais c'est bien la dernière fois que je t'emmène !

JOSEPH PEYRÉ

(*A suivre.*)



UNE JOURNÉE DE MA VIE

Ce qui va suivre est le récit d'une journée d'un individualiste impénitent, telle que j'en ai vécu dix mois par an depuis trente années et ne pourrai sans doute guère plus en vivre de semblables dorénavant.

La lumière matinale est tamisée de manière à ne pas m'éblouir, mais seulement à me saluer discrètement, car la veille au soir j'ai pu me coucher tard : aussi, mon lit est-il placé de telle sorte que le jour y arrive obliquement à travers un léger rideau de vitrage ; c'est faire injure aux dieux que de prolonger artificiellement la nuit par des rideaux sombres et épais. A peine levé, mon premier regard est pour la fenêtre. Je suis redevable à mon père de pouvoir jouir de cette matinée et je ne manque pas de lui en rendre grâce. Prendre conscience des raisons de notre bonheur avant qu'elles ne commencent de nous manquer, c'est être doublement heureux, et quel bonheur peut être plus sûr que celui qui vient d'un corps dispos ? Qu'importent les plus belles idées du monde à celui dont la digestion a été mauvaise ? Lorsque j'embrasse, de mon regard de myope, la vaste étendue qui s'étale devant ma fenêtre, je n'en perçois pas d'abord tous les détails, mais je ne ressens que plus fortement, pendant quelques instants, la splendeur répandue devant moi. Puis, je mets mes lunettes, et je retrouve les contours et les couleurs de mon horizon familier. Je les détaille. Même si le temps est maussade, je suis de bonne humeur, en pensant que la pluie sera bienfaisante pour le jardin. Le paysage qui s'encadre dans ma fenêtre est à la vérité magnifique : notre maison se dresse à flanc de montagne au-dessus du lac Majeur qui miroite au loin, en contre-bas, creusé de baies vertes et bleues. Une chaîne onduleuse de montagnes le borde à l'est, au sud et à l'ouest. Au nord, la montagne

est à pic ; et c'est sur l'une de ses pentes les plus escarpées que nous avons bâti notre maison, il y a plus de trente ans. De notre montagne, je peux, tant je l'ai regardée, décrire, les yeux fermés, les creux et les saillies, et à mesure que les années passent, je vois dans cette concordance des mouvements naturels et des fluctuations de la pensée, l'une des exigences de l'art de vivre. Les Alpes qui, en cet endroit, s'infléchissent vers la plaine lombarde, bornent ma vue vers le sud, si bien que je ne puis qu'imaginer, sans la voir, la descente vers la plaine, tout à fait à la manière dont j'imagine la descente vers la mort. Me réveiller chaque matin en Suisse, a été pour moi l'une des principales conditions d'une vie heureuse. Pouvoir regarder vers l'Italie invisible, mais toute proche sur l'autre versant de l'horizon, me prouve que l'Europe que j'aime continue d'exister.

En bas, sur la terrasse, le grand lévrier est déjà levé et regarde vers ma fenêtre. Nous avons chuchoté la veille au soir un mot à son oreille et, en balayant de sa queue le marbre de la terrasse, il a semblé nous dire : « Dormez tranquilles, je suis là. Je veille sur vous ». Et c'est une assurance précieuse, car la maison et le jardin sont loin de toute habitation. L'appel d'un être qui pourrait me crier de la voix claire du matin : « Comment allez-vous ? » gâterait toute ma journée. Je ne fais exception que pour la voix de ma femme, qui sait comment il faut me prendre. Quant à la cuisinière et au jardinier, ils sont chez nous depuis de longues années, connaissent nos habitudes et ne nous dérangent jamais le matin. Depuis trente ans, jamais aucun visage étranger ne s'est montré aux heures matinales dans notre jardin à demi-sauvage : pas de facteur, pas de laitier, pas de garçon boulanger. Personne ne peut franchir la vieille porte de fer forgé qui ferme l'étroite brèche ouverte dans le granit. Aucune auto ne peut s'en approcher : le garage est à cent mètres plus loin, caché dans la forêt. Cette demeure enchantée de la montagne possède d'ailleurs tous les perfectionnements électriques, et pour le reste, le jardinier va tous les matins en auto à Ascona, le village le plus proche, d'où il rapporte ce dont nous avons besoin. Il est interdit à la poste de m'appeler au téléphone plus d'une fois par jour. Tout travail intellectuel est en effet compromis, toute matinée irrémédiablement gâchée quand la journée, au lieu de s'ouvrir par un message de la nature, commence par un message des hommes. Quelqu'un qui commence sa journée en écoutant la radio et en lisant les journaux est certainement devenu, au bout de trente ans, un être assez différent de celui qui commence la sienne par un tour dans son jardin, sans se demander ce qui s'est passé la veille en Afrique, ni ce que ses amis ou ses ennemis ont pu lui écrire.

Lorsque je regarde en bas de l'escalier, j'aperçois à l'extrémité du hall, au centre de la table, le grand panier de fruits. Le spectacle de ce panier, dans la lumière du matin, est un des plus beaux présents de la nature, et comme un gage de la bonté, de la saveur, de la tendresse des choses. Si, d'aventure, une orange a roulé à côté du panier, comme dans un

tableau de Véronèse, mon contentement est encore plus vif, et il m'arrive parfois d'en placer une moi-même à côté du panier, en imaginant qu'elle y a roulé toute seule.

En flânant dehors, je constate que le soleil matinal s'éloigne d'un jour à l'autre vers le nord, au-dessus de la couronne des montagnes. Je sais le nom des villages qui s'éclairent les premiers. Plus le soleil se lève tôt, plus il luit haut dans le ciel, plus je m'assombris : c'est que bien plus que les journées brèves, je redoute les journées longues, qu'il me faudra voir décroître...

Evénements de la matinée : dans la petite ou dans la grande volière, les oiseaux jasent. De temps à autre, il nous arrive d'en trouver un gisant, mort, sur le sol, et nous gardons longtemps son souvenir. Ma femme interroge les hortensias : où en sont-ils ce matin? C'est elle qui les a plantés et elle se penche vers eux, sa petite houe à la main. Tandis qu'elle remue la terre, ses boucles blanches se déroulent et recouvrent son front, tout comme faisaient autrefois ses boucles brunes.

Il n'est pas temps encore de prendre le petit déjeuner, qui est habituellement servi sur la table de pierre, sous le gros marronnnier. Comme j'entends jouir de ce jardin, bien plus que le cultiver, je me borne à cueillir ses fleurs, ou bien j'arrose. J'en use ici comme avec mes livres : je ne me soucie pas d'assembler d'abord une masse de faits ou de fleurs, avec le dessein de les ordonner plus tard. Tout au contraire, je cueille — et toujours l'un après l'autre — plusieurs bouquets destinés à des vases déterminés du hall. Au printemps, il m'arrive parfois de passer une heure tout entière à en remplir une douzaine, un bouquet n'étant, selon moi, achevé que lorsqu'il a trouvé son vase. Ainsi en va-t-il de beaucoup de femmes. Bien entendu, il survient souvent de petites catastrophes : ce sont les chiens qui ont encore écrasé quelque chose. Pourtant, vivre sans chiens me paraît aussi inconcevable que vivre sans fruits ou sans musique. Leur joie de vivre, leur goût du jeu, la gratitude qu'ils nous témoignent, leur don d'observation, leur indulgence font d'eux les compagnons, toujours neufs, de chacun de nos pas. Tout cela sans un mot. Pouvoir s'entretenir, tout au long de l'année, avec une créature qui vous comprend et ne peut vous répondre, est-il rien de plus touchant? Lorsque nous perdons l'un de nos chiens, du fait de l'âge ou par accident, nous nous posons parfois cette question : « Combien de personnes avons-nous connues, dont la mort nous a pareillement affectés? » et nous n'en trouvons toujours que fort peu. Dans un coin éloigné du parc, les noms des chiens que nous avons perdus sont gravés sur une plaque de marbre. Au cours des dernières années, deux d'entre eux m'ont fourni l'occasion de nombreux rapprochements avec les humains. Lincoln, le grand chien de chasse, était bien la créature la plus affectueuse que j'aie jamais rencontrée. Il mourut au moment où ma femme revint seule d'un long voyage, ne pouvant supposer que j'allais revenir moi-même quelques semaines plus tard. Il ne vivait que pour moi, et crut m'avoir définiti-

vement perdu. Congo, un loulou de Poméranie noir, qui ne quittait pas ma femme, était le plus élégant de tous nos chiens et tenait davantage d'un être humain que d'un animal. Il comprenait tout sans jamais rien demander. Je les ai décrits tous deux dans une de mes nouvelles.

Les chats, qui vivent d'une vie personnelle et ne deviennent jamais des amis, il faut les regarder comme des tableaux, comme des taches de couleur sur des coussins roses, ou au coin du feu, ou bien encore comme un spectacle, lorsque, sous un buisson de lauriers, ils guettent de petits oiseaux et qu'on les chasse avec humeur. Dans cette jungle qui leur paraît fantastique, les combats entre animaux offrent une image toujours nouvelle des événements du monde extérieur.

Du bois de marronniers, nous avons fait un parc, qui est en train de redevenir de lui-même un bois. Au-dessus de nous, la montagne étage ses pentes coupées de petites terrasses, au bas desquelles l'eau des torrents ruisselle en douces cascades. Sous ce climat, semblable à celui de la Californie — si riche en pluie et en pluie seulement — poussent aussi les mêmes essences d'arbres, et le laurier, que j'ai appris à aimer à l'égal d'un enfant, y tient une place de choix. Il y en a un que j'ai planté moi-même voici trente-cinq ans. Aujourd'hui, ma femme ne manque pas de me dire, lorsqu'elle le voit se charger de fruits bleu-sombre : « Tenez, voilà vos droits d'auteur ».

Le jardin, dont la description exigerait à elle seule tout un livre, et que j'ai dépeint dans un poème, est le véritable centre de notre vie. La maison n'est en quelque sorte qu'un îlot — mais vivant et orné — dans ce jardin. Il est divisé par deux ou trois terrasses superposées, tout au long d'une pente escarpée. A travers une grande pergola de roses, le panorama du lac et des montagnes se découpe en plusieurs « vues » fragmentées. Comme le granit abonde en ces lieux — et sa présence n'est pas sans influer sur le comportement de l'âme — les montants de la pergola sont de granit, moins onéreux ici que le bois, et qui donne à l'ensemble une solide armature. Le fait de ne pouvoir déambuler sous cette voûte qu'à deux de front incline à la discussion philosophique, mais la promenade en rond finit par entraîner, du moins je le crains, un certain relâchement de l'attention. Parfois, j'aperçois au bout de la pergola ma femme qui se penche au-dessus du précipice pour cueillir les premières violettes. Plus avant dans le bois, où croissent, dans une pénombre délicieuse, des lauriers-cerises, des cyprès et le lierre antique, se dresse, sur un large socle de granit, un buste de Beethoven en bronze verdi. Ceux qui viennent dans cet endroit, pour la première fois, en éprouvent généralement un choc.

Chaque matin, on prend un nouveau départ dans la vie, et c'est le plus beau moment du jour. Tout ce qui croît contribue au bonheur de l'homme, et lorsque, parfois, des arbustes ont été cassés, ou que le vent des Alpes a courbé un mimosa, ou qu'un massif d'asphodèles a été piétiné, je dois me référer à la sagesse légendaire pour consoler ma femme.

Ce n'est que plus tard que je procède à ma toilette. Les gens qui sautent de leur lit, se précipitent sous la douche, chantent, déjeunent et écoutent la radio peuvent être heureux à leur manière. Quant à moi, une douce transition entre les ombres du sommeil et l'éclat du jour me convient mieux et me paraît plus propice à faciliter la formation des idées. Si, d'aventure, il me vient une idée à ce moment, c'est toujours pendant que je me rase, et lorsque je me suis coupé, ma femme me demande : « Avez-vous eu une idée ce matin ? »

Mon cabinet de travail est situé à l'extrémité ouest de la maison, là où on ne peut entendre ni bruit de cuisine, ni bruit d'enfants. On impose aux enfants de ne pas se montrer dans l'arrière-jardin, mais cette règle est perpétuellement enfreinte. A mesure que grandissait notre maison, c'est-à-dire lentement, suivant le rythme de ma production littéraire, mon cabinet de travail reculait vers le bout de la maison. Au cours des quinze dernières années, il a fini par atteindre une limite, au delà de laquelle il ne peut reculer davantage. C'est une grande pièce, peu meublée, éclairée par de vastes baies en ogives, d'où l'on aperçoit, au premier plan, des cyprès et plus loin le lac et les montagnes. A son extrémité, une petite porte vitrée ouvre sur un patio où, parmi les tables et les fûts de colonnes en granit, se dresse une petite réplique en bronze d'une statue de Verrochio. C'est là que vivent les pigeons ; je les vois et les entends sans cesse. En effet, comme j'ai coutume de leur lancer du grain, ils se rassemblent à tout instant auprès de mon cabinet.

Aux murs sont accrochés deux tableaux très évocateurs, qui figurent l'un et l'autre des métamorphoses de dieux antiques ; ce sont des reproductions de tableaux, dont les originaux sont à Venise et à Vienne : l'*Ariane* du Tintoret et la *Io* du Corrège. Ces figures de jeunes hommes et de jeunes femmes, qui pourraient être frères et sœurs, symbolisent toute la beauté, toute la jeunesse, tout l'amour du monde, vieux idéaux qui n'ont pas encore perdu tout leur sens et auxquels je reste fidèle, dans cet âge où la caricature triomphe.

Au-dessus de la porte vitrée se trouve un buste de Gœthe, dans son âge mûr, et plus haut, gravé en lettres grecques sur la corniche, on lit le texte des cinq préceptes fondamentaux de la philosophie orphique, où se résume la sagesse du poète. Sur un autre mur, dans la pénombre, est encadrée une page du manuscrit original de *Faust*, qu'il faut approcher de la lumière pour y découvrir les coups de crayon de l'auteur. Je ne possède pas d'autres autographes, ne collectionnant rien, si ce n'est les êtres humains. Dans mon cabinet, il n'y a que deux fauteuils, car la disposition de la pièce se prête à de subtils dialogues. Sur une étagère de granit, quelques objets en cristal. Sur la table de style Renaissance, que j'ai rapportée de Rome, se dresse un énorme éléphant d'ébonite, avec qui je converse souvent et où s'installent les enfants de deux ou trois ans qui viennent me voir. J'ai aussi deux vieux cabinets suisses, dans lesquels je range mes papiers. A terre, un tapis bleu pâle que j'ai rapporté de

Damas et qui, après trente ans, est passablement usé. Le grand nombre de ses bordures — pas moins de quatorze — fait que le motif central est relativement petit. La pièce entière est de ton bleu et blanc. Dans toute la maison, on ne trouverait pas trace de rouge, pas même sur le papier des murs. Pas de livres dans mon cabinet ; ils sont tous rangés dans la bibliothèque. Simplement, sur une étagère à six rayons, mes propres livres en diverses langues étrangères, soit plus de trois cents éditions différentes. Ce sont mes enfants, qui me regardent de leur coin...

Tout à l'heure, le jardinier entrera sans doute dans mon cabinet et déposera près de ma table deux gros paquets, car tout ce dont j'ai besoin pour travailler me vient de Zurich. Il n'y a guère qu'en Suisse et aux Etats-Unis qu'on peut se faire envoyer, avec une parfaite sécurité, des livres par la poste. Aussi n'ai-je jamais, de ma vie, travaillé dans une bibliothèque, mais toujours à la campagne, loin de tous les groupements, et les livres sont toujours venus jusqu'à moi. Ne pouvant supporter d'avoir des livres autour de moi lorsque j'écris, je me précipite sur ceux que j'ai reçus et, le plus vite possible, tout en lisant, je prends note en sténographie de ce qui peut m'être utile.

Certains de ces livres de fond sont dépouillés, pour mon compte, par ma femme. Je ne peux me servir de ce qu'on appelle communément un « secrétaire », c'est-à-dire de quelqu'un qui ne sait jamais discerner l'important de l'accessoire, ni dénicher l'indication précieuse enfouie parfois dans un court renvoi en bas de page. Un artiste ne peut recevoir d'aide effective que d'un esprit doué et cultivé. Ma femme a été et est encore mon unique collaboratrice, c'est-à-dire, à bien des égards, beaucoup plus qu'une secrétaire. Sans elle, je n'aurais jamais commencé ni fini un livre. Je n'en publierai aucun sans le soumettre d'abord à sa critique. Pour un artiste, il n'est pas de plus précieux conseil que ceux d'une femme intelligente, qui conserve son sens critique tout en comprenant les intentions de l'auteur. Peut-être écrirai-je un jour l'histoire de cette collaboration mouvementée, qui compose une véritable comédie. Mais l'homme doit être seul pour écrire, pour peindre ou pour composer : on n'invite personne quand on fait l'amour. Qu'il écrive dans une maison remplie d'objets d'art ou dans cette cellule de moine qu'est, dans les temps modernes, une chambre d'hôtel, c'est tout un : une pièce agréablement ornée n'a rien à voir avec l'inspiration, mais simplement avec le goût. Au centre de ma table presque vide, et soigneusement rangée, un vase de cristal doré est réservé aux seuls lauriers, car je me persuade qu'ils favorisent souvent l'inspiration. Devant ce vase, j'ai toujours le portrait de mon héros. Pendant un temps, ce fut une petite carte du Nil. Lorsque, veillant encore un amour qui finit, je sens poindre déjà l'aurore d'un nouvel amour, il arrive que le portrait soit celui du héros de mon prochain livre. Ledit « héros » est l'objet des railleries de toute ma famille. Ma belle-mère s'approche souvent de ma table et me dit : « Dites-moi, est-il enfin mort ? »

Un énorme clou de fer, fabriqué à la main, tel qu'on en voit dans les crucifixions des vieux maîtres — et certainement vieux de trois siècles — portant toutes les marques d'un noble travail d'artisan, est posé sur mon manuscrit ; je ne m'en sépare jamais, même en voyage. Je l'ai toujours à côté de moi lorsque j'écris : il est mêlé à un romanesque épisode de notre jeunesse dans la forêt proche, ce qui fait de lui un objet irremplaçable. Pendant que j'écris je n'ai, auprès de moi, que l'unique cahier où sont consignées mes notes : comment peut-on, en effet, commencer à écrire si l'on ne sait pas d'avance ce que l'on va dire, ou si l'on n'a pas toutes ses sources rassemblées sous la main ? Ainsi, un portraitiste doit avoir sous les yeux son modèle, sa palette et son esquisse.

Survient le coup de gong qui annonce le déjeuner. La plupart du temps, il me dérange. Cependant, si je suis dans un mauvais jour, que rien n'a marché, que j'ai tout raturé, j'attends secrètement l'annonce du repas : elle me délivre. Mais lorsque je suis profondément absorbé dans ma tâche, le bruit du gong qui résonne sur la terrasse, assez fort pour pouvoir être entendu dans toute la maison, rompt brutalement le fil de ma pensée. Alors, il m'arrive de crier qu'on ne m'attende pas.

Si l'on a ouvert la grande porte vitrée qui sépare le hall du jardin, la table de la salle à manger ovale se trouve presque dehors. Comme je tiens que le vin et la musique sont des présents du soir, des heures de délassement et de rêverie, nous ne buvons pas de vin à déjeuner, sauf si nous avons des invités. Tous les mets sont préparés aussi soigneusement que possible, simples mais parfaits. Lors même que le menu ne comprend qu'un simple plat de campagne, il doit être écrit sur une petite tablette noire, afin que je sache comment gouverner mon appétit. Notre table est toujours l'objet de soins attentifs. Quel que soit le jour, elle resplendit comme un tableau : verreries, porcelaines, rien de ce que nous possédons de mieux n'est trop beau pour orner la table quotidienne. Pourquoi attendre des invités avant de me réjouir du spectacle de jolies choses ? Pourquoi ne pas l'offrir aux regards des êtres les meilleurs que je connaisse, en même temps qu'aux miens ? On trouve souvent, dans la chambre d'un peintre montmartrois, plus de goût que dans un palace : c'est que là règne le sentiment du beau, et ici triomphe l'argent. Je goûte l'instant où je vois le visage de ma vieille belle-mère, encore droite comme un cierge et qui semble me dire, avec un accent de reproche léger : « Pourquoi êtes-vous encore en retard ? » Elle vit avec nous depuis vingt ans et égaye la maison de son humeur d'Écossaise ironique. Ma femme arrive du jardin dans sa blouse du matin. Les enfants et les chiens complètent ce tableau domestique.

Le courrier m'attend. C'est à ce moment que j'ai envie de savoir ce qu'il m'apporte, et je chagrine ma femme en laissant refroidir un délicieux soufflé. Je devine généralement, en regardant l'enveloppe, le contenu des lettres et, comme elles sont le plus souvent décevantes, je me félicite de ne pas avoir gâché mon travail de la matinée en lisant plus

tôt celles des deux éditeurs m'annonçant qu'ils ne pourront me payer avant six mois. Des lettres de lecteurs me prodiguent toutes sortes de conseils ; d'autres contiennent des critiques parfois intéressantes ; enfin, voici les coupures de presse, objets des railleries de ma femme, qui les appelle les « papiers de gloire ». Je les lis parce qu'elles me renseignent sur ma situation à l'étranger. Comme je n'ai jamais recueilli de conseils profitables de mes confrères, et qu'isolé dans ma vie campagnarde, je n'ai jamais appartenu à aucun groupement littéraire, ni à aucun journal, j'attends plus d'un lecteur inconnu que des professionnels, et j'ai un moment de vraie joie lorsque, d'un endroit quelconque du globe, me parvient un témoignage de compréhension profonde. Depuis trente ans, j'ai lu avec plus d'intérêt des lettres — surtout celles qui contenaient des critiques — que des articles de critique proprement dits, parce que les premières jaillissent d'une impulsion spontanée des lecteurs, tandis que les autres sont le produit de la routine professionnelle. Les lettres les plus instructives me sont venues d'Amérique.

Les écritures inconnues sur certaines enveloppes sont immédiatement analysées, et les enfants bâtissent des hypothèses sur la personne des expéditeurs. Ma femme est très experte en matière de graphologie, tandis que moi, ce sont les visages que j'ai passé ma vie à étudier et dont j'ai fait la matière même de mes ouvrages. Lorsqu'une discussion s'élève au sujet de l'identité d'un de nos correspondants, la signature de la lettre nous départage. Généralement, c'est moi qui me suis trompé, jugeant les écritures comme je fais les personnes, c'est-à-dire avec une bienveillance excessive. Ma femme, avec son sens critique éveillé, est toujours plus près de la vérité, et je ne voudrais pas qu'il en soit autrement.

Il nous arrive parfois, à nous les vieux philosophes, d'être ravis par la belle écriture de certains de nos plus récents amis. De temps à autre, je reçois une lettre d'un grand de ce monde : je me plais alors à m'imaginer que je suis un homme de la Renaissance, un portraitiste de Ferrare ou de Venise, et nous tous de rire. C'est qu'avec les grands, il faut en user comme font de nos jours en Afrique les chasseurs avec le gros gibier : les uns ni les autres, nous ne chassons plus avec des fusils, mais avec des appareils photographiques. Aussi, je me garde de tirer sur les grands fauves. Je les étudie et, en me référant aux exemples de l'ancien temps, je m'instruis à la fois sur le présent et le passé. Parfois, de Paris ou de Londres, survient, à l'improviste, une invitation de l'un des grands fauves. La question se pose alors : faut-il rompre, pendant quelque temps, avec la vie des champs et partir — le lundi suivant par exemple — ou bien un philosophe ne doit-il pas savoir s'éprouver soi-même, résister à la séduction du gain et à l'appel de la renommée ?

On pèse le pour et le contre. Finalement, on aide la balance à pencher d'un côté ou de l'autre, suivant que l'on est ou non en humeur de voyage.

Autrefois, je cédais toujours. J'estimais que la vie à la campagne exige

des diversions. On bouclait les valises. Toute la maison s'affairait. Bref, je partais, puis je revenais, épuisé. Si ma femme n'avait pas été si peu accessible à la tentation, j'aurais gaspillé, à courir le vaste monde, plus de temps encore que je n'ai fait. Or, le prix qu'il faut payer quelques heures intéressantes est toujours trop élevé. Si même j'étais assuré de rencontrer, dans leurs diverses capitales, les chefs politiques et spirituels du monde contemporain, je sais aujourd'hui que ces rencontres ne vaudraient pas une paisible journée d'été passée dans notre jardin. Je me suis défait de mes anciennes illusions à cet égard, mais trop tard.

Entre temps, quelqu'un, à table, m'a annoncé les nouvelles, recueillies à la radio ou puisées dans les journaux du matin. Cela se produit en général au moment où, assis sur les degrés de la terrasse, nous prenons le café turc que ma femme vient de nous apporter. La tradition du café turc a été établie par mon père, il y a environ soixante ans, lorsqu'il nous rapporta de Turquie une certaine variété de café, rare à l'époque, avec l'appareil spécial pour le préparer. Ce café doit être servi dans de petites tasses appropriées et brûlant. L'appareil doit être disposé sur un plateau oriental, sans nappe de papier qui gâcherait tout. Si je me soumets quotidiennement à ces rites particuliers, c'est que, chaque jour aussi, je m'émerveille des présents de la vie et que j'ai décidé de considérer chacune des bonnes choses qu'elle recèle, non pas comme des satisfactions qui nous sont dues, mais comme autant de grâces qui nous sont faites. Aussi bien, est-ce là tout le secret de l'art de vivre.

Les deux fâcheux trouble-fête du monde moderne, à savoir la T.S.F. et le téléphone, ne sont pas admis chez nous quand ils le désirent, mais seulement quand c'est nous qui le désirons. Une voix étrangère qui déchire brutalement le silence, une réponse qu'on entend de la pièce voisine suffisent à rompre le fil d'une conversation, si aisée et familière soit-elle. L'indiscrétion avec laquelle la radio s'introduit dans notre vie quotidienne, nous gratifiant parfois même de musique au moment le plus inopportun, simplement parce que quelqu'un a poussé un bouton de gauche à droite, voilà, à mon avis, de quoi rendre l'existence positivement intolérable.

Quant au téléphone, tout est pour le mieux lorsque la cuisinière prend la communication. Mais s'il n'y a personne pour le faire, je laisse l'ennemi invisible sonner pendant quelques minutes. Après quoi, il se lasse, et je suis assuré de n'avoir rien perdu. En effet, il est de règle, au téléphone, que votre interlocuteur a toujours quelque chose à vous demander, ne fût-ce que de bavarder avec vous. J'ai constaté, par expérience, que jamais, jusqu'à présent, celui dont l'appel est venu me déranger ne m'a fait part de quoi que ce soit d'agréable ou d'utile.

Lorsque j'ai envie d'écouter les nouvelles, mon fils tourne le bouton de la radio au moment et dans le sens voulus. Quant au geste miraculeux qui, en tournant le bouton dans le sens contraire, réduit toutes les voix au silence, il n'est pas moins magique que le capuchon qui déro-

bait Siegfried au regard des hommes. L'un, comme l'autre, protègent la solitude.

Dans l'après-midi, je travaille toujours pendant quelques heures. Une dactylographe vient deux fois par semaine et s'installe dans son propre bureau, ce qui revient à dire qu'elle demeure pour moi invisible. Elle trouve dans une corbeille le texte sténographié des réponses aux lettres que j'ai reçues. Mes manuscrits lui parviennent, d'autre part, en fascicules de vingt à trente feuillets, que le jardinier lui apporte chaque matin au village. Elle les déchiffre et en rapporte le texte dactylographié. Les questions urgentes sont facilement réglées par des télégrammes dont on téléphone le texte à la poste. Je rémunère ces services d'autant plus volontiers que j'apprécie fort le fluide magique qui permet un échange rapide de questions et de réponses, et met en communication avec le vaste monde un homme perdu au milieu des bois. Les employés du télégraphe de la petite ville voisine connaissent ma profession. Un jour que j'avais une discussion avec un éditeur allemand, qui finalement m'informa par télégramme qu'au lieu de me payer il allait venir régler sur place notre différend, ils m'annoncèrent, avant même de me lire au téléphone le texte du télégramme : « Docteur, voilà maintenant qu'il vien lui-même de Berlin ».

Lorsqu'arrive l'été, nous allons généralement, au cours de l'après-midi, faire une promenade en auto dans l'une des vallées des environs ou, une à deux fois par semaine, en canot automobile sur le lac. Parfois, nous nous rendons à la petite ville de Locarno, où le barbier, l'électricien, le pâtissier, le médecin et le notaire sont de vieux et bons amis à nous. Mais, le plus souvent, nous passons l'après-midi de la façon la plus idyllique, au milieu de nos enfants et de nos animaux familiers. Les chiens, tout à coup, se mettent à aboyer. Nous tressaillons, puis nous voyons apparaître dans le jardin le visage d'un ami, accompagné par un de nos voisins ou par quelque personne parlant le patois du pays... et nous voilà lancés dans une bonne causerie.

Lorsque nous allons en promenade, c'est là où la campagne nous appelle. La campagne du Tessin, que j'ai maintes fois décrite, tire son charme d'un effet de contraste entre la région lacustre, fertile, riche en arbres fruitiers et la région des vallées, rude et sauvage. A l'éclat d'un univers que dore le soleil succèdent les ombres des pentes rocailleuses, et je compare volontiers l'impression produite par ces oppositions naturelles aux effets de clair-obscur de Rembrandt. Pénétré par la solitude de ces grandes vallées à population clairsemée et par l'atmosphère de silencieuse austérité qui enveloppe ces villages d'aspect romantique, le voyageur y trouve un adoucissement dans l'aménité native, le caractère expansif des habitants de la région du lac.

On ne ressent pas moins fortement l'opposition qui existe entre la région du Nord et celle du Sud. Si l'on monte des bords du lac jusqu'au passage du Saint-Gothard — ce qui demande deux heures d'auto — et

que, jetant le regard en arrière, on voit succéder la végétation alpestre à celle de la Méditerranée, on a l'impression de revivre la création du monde. L'escarpement des murailles rocheuses et l'abondance des pluies ont fait du sud de la Suisse la région des cascades par excellence. Où qu'on laisse sa voiture, on peut, au cours de brèves promenades à pied, faire la découverte de sites magnifiques. Le caractère des habitants de cette rive du lac, dont j'ai déjà parlé et auprès de qui nous avons passé notre vie, rend possible, entre maîtres et serviteurs, une sorte d'existence patriarcale devenue rare dans notre siècle. Nous avons vécu avec les familles de trois générations successives, et nous avons toujours entretenu avec elles les relations les plus amicales. Dans notre maison, je passe volontiers, de temps à autre, quelques heures à la cuisine, et j'y ai certainement enrichi ma connaissance des caractères. La fidélité de ces braves gens m'a consolé de l'amertume que m'ont laissée certaines amitiés. C'est que la solitude de cette vie campagnarde — à quoi je suis redevable de tant de choses — n'a pas été sans valoir quelques déceptions à un tempérament aussi vivant et expansif que le mien : j'ai constaté que je m'étais généralement fait une opinion trop favorable des rares personnes que j'ai reçues à demeure, et que j'avais été mal compris, sinon exploité par elles. Aussi, lorsqu'au cours de ces dernières années vécues en Amérique, j'évoque le moment de notre retour, c'est surtout aux habitants du pays et au plaisir que j'aurai à les retrouver que je songe. Il est étonnant de voir à quel point le destin, après avoir mis les hommes à l'épreuve, se charge de vérifier dans la suite des jours, et bien plus qu'ils ne le souhaiteraient, les cruelles vérités qu'ils n'avaient fait d'abord que pressentir.

Dans notre jeunesse, comblée et unie, nous avions, obéissant à un sentiment que je ne puis m'expliquer, fait inscrire dans le granit, au fronton de la porte d'entrée : « In tristitia hilares, in hilarite tristes » (gais dans la tristesse, tristes dans la gaîté).

D'habitude, je ne travaille plus le soir, sans qu'il s'agisse là d'une règle absolue : en effet, il est de mauvais jours où l'on cherche vainement à se mettre en train, et d'autres où l'on travaille quatorze heures d'affilée. Mais j'ai, en principe, renoncé depuis près de quinze ans au travail du soir. Ma femme sait que j'attache plus de prix au soin qu'elle apporte à s'habiller pour moi qu'à celui qu'elle prend pour nos hôtes. Dans le décor ordinaire de nos jours, les bougies de la table de salle à manger, la robe de la maîtresse de maison, un simple vase de cristal, jouent un rôle très important. Quant aux opinions de mes hôtes, au fond je ne m'en soucie pas. Je ne leur demande que d'être gais et bienveillants. Peu m'importe qu'une femme dise des bêtises, si je regarde avec plaisir sa silhouette au coin du feu. Je préfère un « réactionnaire » qui a du tact et de l'humour à un homme qui soutient mes propres idées avec de mauvaises manières. Sous ce rapport, les gens de lettres sont difficilement supportables, les musiciens sont plus candides, la compagnie des voyageurs et des chercheurs est toujours stimulante pour l'esprit.

Nous recevons la visite de gens de tous les pays. Mais j'ai décidé qu'à l'avenir, seuls, les Suisses et les Autrichiens pourraient parler l'allemand chez moi. Parfois, lorsque se trouvent assemblés des représentants de six nations différentes, je m'efforce de les amener à s'exprimer tous dans la même langue. Mais c'est en vain : il règne invariablement une confusion digne de la Tour de Babel.

Avant la guerre, nous donnions, de temps à autre, des fêtes qui commençaient à midi, se poursuivaient par un programme de musique et se terminaient tard dans la nuit. En pareil cas, les femmes et moi nous sommes toujours débordés. Je vais à la cuisine, où je gêne le service, et je vois les yeux de la cuisinière me supplier de ne pas ajouter au désordre. Mais il me faut bien résoudre la question des vins, veiller à leur température, installer la table sur le prolongement de la terrasse en surplomb du lac, à l'abri du velum de soie dorée, ce qui me prend la moitié de la matinée. Ensuite, il y a plus de travail encore sur la terrasse ; nous faisons appel à toutes les ressources de la maison en vieux pichets, bronzes et objets de toute sorte pour figurer un tableau du Titien. Les invités ne soupçonnent généralement rien de nos intentions, mais nous n'avons travaillé que pour notre satisfaction personnelle, et ma femme ne manque pas de me dire, avant l'arrivée de nos hôtes : « Quel dommage de penser que, dans quelques heures, tout cela n'existera plus ! »

Comme je ne puis supporter qu'une pièce soit en désordre, tenant, avec Gœthe, que mieux vaut une injustice qu'un désordre, cette manie m'enlève la moitié du plaisir que me procurent nos fêtes. Je suis sans cesse en train de ranger sur les pas de nos invités et de nos serviteurs ; tyrannisé par ce souci de l'ordre dans tous les actes de mon existence, je dois convenir que je perds la moitié de mon temps à me préparer à vivre.

Lorsque les derniers invités s'en vont, nous les accompagnons jusqu'à leurs voitures. Ils nous disent adieu et s'enfoncent dans la nuit. Alors, tandis que nous revenons vers la maison, nous goûtons un moment délicieux ; mais le spectacle du champ de bataille qu'offrent ces grandes pièces abandonnées nous consterne à tel point que, même s'il est déjà trois heures du matin, nous essayons de les remettre en ordre. La pensée que nos serviteurs auront, le lendemain matin, à réparer ce désastre nous est intolérable et nous sacrifions une demi-heure de plus.

D'autres fois, nous nous asseyons, à deux ou à trois, au coin de notre feu, où nous brûlons notre propre bois. Lorsque les enfants étaient tout jeunes, ils s'amusaient à y faire rôtir des châtaignes et sautaient de joie lorsqu'elles crépitaient dans les flammes. Dans la bibliothèque, il y a des journaux et des revues, et je souffre quand je les vois en désordre. Les enfants s'étendent par terre et feuillettent des livres illustrés. Je m'intéresse tout particulièrement à la reliure des livres, et je passe une partie de mon temps à les ranger suivant leur format et leur couleur. Obligé de lire beaucoup de livres de fond et, d'autre part, très friand d'études sur la nature, je ne lis guère de romans. Les seuls écrivains dont

les œuvres soient toujours à portée de ma main sont Gœthe et Nietzsche.

Quelquefois, enfin, nous éteignons les lumières dans toutes les pièces du rez-de-chaussée et nous nous installons dans la petite chambre de ma femme, seuls tous deux, avec une bouteille de vin de Bordeaux ; nous parlons sans fin des gens et des choses que nous avons vus. Ces conversations sont pour moi l'équivalent des exercices auxquels s'astreint quotidiennement un violoniste. C'est en étudiant les visages et les caractères de mes amis, de mes ennemis, bref de mes contemporains, que je me maintiens en état de comprendre et de restituer des figures historiques, comme si elles étaient vivantes. L'invité qui quitte notre toit ne se doute pas à quel point il a été observé.

Depuis trente ans, nous n'avons que rarement passé une soirée sans musique. Comme je n'admets pas que l'on m'impose un programme, je préfère le phonographe à la radio. Certes, je n'ignore pas que la musique y perd un peu de sa couleur, mais est-ce que je ne mange pas des dattes de conserve parce qu'il serait trop long, trop compliqué d'aller les manger au désert de Lybie, où, fraîchement cueillies du palmier, elles ont certainement meilleur goût ? En réalité, les concerts sont faits pour les gens qui ne sont pas musiciens et qui veulent voir, sans se soucier de ce qu'ils vont jouer, un soliste ou un chef d'orchestre. A eux, l'ennui du déplacement, du vestiaire, du bavardage, du parfum outrageux de la dame qui est devant eux ; à eux les applaudissements des Philistins et les insupportables « bis ». Tout cela ne leur importe guère, non plus que la gesticulation de cet homme qui leur tourne le dos et bat l'air de ses bras : ce qu'ils adorent, c'est voir et être vus. L'orchestre invisible, utilisé autrefois par Wagner, est vraiment l'orchestre idéal, surtout pour des gens comme nous, qui ne nous extasions pas devant les vedettes, qui refusons d'accorder aux virtuoses une importance exagérée, qui pensons qu'aujourd'hui, où l'on obtient couramment des exécutions parfaites, les unes et les autres se valent dans quatre-vingts pour cent des cas.

Moi, je m'étends sur le divan, auprès du phonographe ; je règle l'éclairage de la pièce, je choisis mes disques et mon heure, et je joue, l'un après l'autre, les morceaux que j'aime, tout en dégustant à petites gorgées mon Sauterne qui s'accorde si bien à la musique de Chopin. La satisfaction d'être presque seul, de pouvoir déterminer moi-même l'éclairage, la position de mon corps, la durée du programme, tel le roi Louis II de Bavière, à l'abri des bruits du monde extérieur, a pour moi tant de prix que je m'accommode fort bien de cette musique de conserve, comme je fais des dattes privées de quelques-uns des parfums du désert.

Les plus belles soirées sont celles de notre quatuor. Nous n'invitons en principe personne à ces soirées, parce que nous tenons que la musique n'est pas un jeu de société. Lorsque, trois minutes après la fin de l'*Opus* 127 de Beethoven, j'entends quelqu'un discuter de politique, je deviens grossier. On ne peut, en réalité, convier à de semblables réunions que les rares personnes dont la vie est dédiée à la musique. Le dîner qui suit est

toujours une petite fête, où le vin joue un rôle important. Les connaisseurs analysent la salade préparée par l'hôtesse, ou bien nous discutons les mérites de la truite du lac et de sa sauce, comme on faisait, quelques instants plus tôt de ceux d'un motif de Brahms.

Nous jouons d'abord pendant une heure, puis nous nous restaurons pendant deux. Nous nous racontons, les uns aux autres, des anecdotes sur les musiciens et, à dix heures, détendus et réconfortés, le quatuor recommence à jouer.

Certains jours, nous décidons que Wagner s'est disqualifié pour n'avoir pas — Dieu nous pardonne! — écrit de la « musique pure ». Mais d'autres fois, nous sommes plus éclectiques et nous passons des Champs-Elysées de la musique classique aux jardins d'essai des compositeurs modernes.

Pendant les entr'actes, nous nous asseyons sur la terrasse qui surplombe le lac, et où on n'allume jamais la lumière, puisque les étoiles nous dispensent leur propre clarté. Ma femme les connaît ; elle sait certains de leurs secrets et, comme l'a dit un jour l'un de nos amis, elle les « appelle par leur petit nom ». C'est l'heure qui porte aux confidences, et peut-être cette soirée qui commence verra-t-elle, entre deux de nos hôtes étendus sur de longs fauteuils, jaillir l'étincelle. La musique et les étoiles, la campagne montagneuse et sauvage et ce jardin de rêve ont déjà fait éclore plus d'une idylle.

Lorsque le jour s'achève, un nouveau monde surgit, avec son décor de lampes et d'accessoires divers, sa fraîcheur, ses portes closes, et l'on repart sur de nouveaux frais. Mais, pour que la fête puisse se poursuivre dans son décor nocturne, il faut que nos hôtes habitent dans le voisinage. Tandis que s'apaise la rumeur du monde, il semble que la nuit ne finira jamais et que l'on pourra veiller indéfiniment. J'aime les nuits d'été : je ne sais rien de plus beau au monde. L'air est encore tout imprégné de la bienfaisante chaleur du soleil, et la nuit nous enveloppe déjà d'une ombre romantique, à travers laquelle nous percevons des bruits nouveaux, tel le murmure du torrent, que nous n'entendons pas dans la journée et qui descend en cascade vers le lac, loin de la maison. La pensée semble se dissoudre : elle perd de son acuité, mais gagne de la profondeur. Des vers nous viennent à l'esprit, que le jour nous avait refusés. La nuit d'été nous délivre des servitudes de la logique et libère notre sensibilité. La gaîté elle-même prend des résonances nouvelles, comme si elle fleurissait dans un monde différent. Nous nous sentons devenir pareils à ces dieux dont les âmes palpitent dans les étoiles.

EMIL LUDWIG

(TRADUCTION P. ET S. DE LA BAUME)

FAILLITE DU DIRIGISME

Ce n'est pas sans hésitation que nous avons choisi ce titre, car nous tenons à éviter les querelles de mots dans lesquelles notre pays s'est si dangereusement enlisé. Or les simplifications auxquelles se réduisent les discussions qui passionnent l'opinion sont tellement rudimentaires que l'on en arrive à prétendre que les planistes ont été les premiers à découvrir la nécessité de l'organisation réfléchie, qu'ignorait, paraît-il, une économie dite libérale dont on nous fait croire qu'elle était basée sur l'indifférence à toute direction concertée. On a honte d'être obligé de rétablir des vérités qui devraient être élémentaires. Une grande entreprise, et même une moyenne, quoique à une échelle plus réduite, exige de ses dirigeants et de ses cadres des prévisions, des plans, des études techniques, des prospections commerciales, des prises de contact, des préoccupations immédiates et des vues lointaines sans lesquelles aucun succès n'est possible. C'est une vue caricaturale des choses que de prétendre que l'équipement électrique de la France par exemple, ou la construction de son réseau de voies ferrées, s'est fait de façon anarchique. Les usines ne naissent pas suivant les hasards d'une imagination déréglée. Pas plus que le Maroc n'a réalisé son magnifique essor sans que toutes les volontés qui opéraient ensemble n'aient été coordonnées, réglées, hiérarchisées. A vrai dire, l'économie exige dans sa direction une continuité et une perpétuelle mise au point, dont l'existence est prouvée par son épanouissement, alors qu'il serait difficile de prétendre que les pouvoirs politiques possèdent ces mêmes caractéristiques.

Le dirigisme n'a pas, bien loin de là, le monopole des plans préétablis et des programmes de longue haleine. Ce qu'il possède en propre, c'est exclusivement la substitution d'une direction étatique, de forme anonyme et bureaucratique, à la liberté d'entreprise, avec ce que celle-ci suppose d'initiative et de responsabilité personnelles. Telle est la véritable originalité d'un système qui dissimule des objectifs rarement avoués et des procédés impopulaires derrière un vocable qui fait illusion, mais qu'il n'a pas le droit d'accaparer. Il faudrait être insensé pour prétendre que les choses iraient toutes seules dans un monde sans direction et, en tout cas, s'il existe des utopistes assez attardés pour rêver d'une anarchie se suffisant à elle-même, ce n'est pas ici que leurs idées trouveront un écho.

On ne pourrait certes pas encore dire que le dirigisme étatique a fait faillite en France, si cela devait signifier qu'il a disparu. Nous en sommes, hélas, bien éloignés. Mais, par contre, l'expérience qui en a été et qui en est toujours faite est concluante. Les faits témoignent de la nocivité d'un régime qui a la plus grosse part de responsabilité dans les difficultés supplémentaires au milieu desquelles se débat notre pays. Et, par ailleurs, de nombreuses mesures viennent d'être prises qui montrent que les principes commencent à céder devant les réalités, ce qui est la constatation la plus élogieuse que l'on puisse faire de la politique d'un Gouvernement, celui-ci ayant congénitalement l'habitude paresseuse et commode de préférer les dogmes aux vérités concrètes.

■ ■

La façon dont s'est posé pendant tout l'été le problème de la viande en France mérite d'être exemplaire. Il suffisait de parcourir les campagnes pour admirer l'abondance des troupeaux : bœufs, vaches et veaux semblaient, dans leurs pâturages, l'heureuse image de la paix revenue et de la disette écartée ; le chef de la principale organisation agricole déclarait que, dans peu de mois, la quantité de viande offerte dépasserait les possibilités de consommation du pays... Cependant les villes ne recevaient rien ; leurs étals restaient vides ; et les Parisiens, pendant plusieurs mois, ne mangeaient pas un gramme de viande en échange de leurs tickets. Ministres, commissions, inspecteurs, contrôleurs et préfets s'agitaient, parlaient et menaçaient. L'ombre même du bourreau jouait sa partie dans ce ballet moderne. Mais les cabas des ménagères étaient toujours aussi vides, tandis que bœufs, vaches et veaux continuaient à rêver, les yeux mi-clos dans la chaleur, savourant cette nouvelle douceur de vivre que leur ménageaient les dieux terrestres. Cette extraordinaire incapacité des Pouvoirs publics juge un système et vient apporter une confirmation, dont à vrai dire on se serait bien passé, aux conclusions que l'on pouvait tirer de l'histoire de la carte de pain en automne 1945. Les situations étaient fort différentes, et même opposées, mais les histoires se ressemblent, et c'est ce qui fait la saveur du rapprochement, par la parfaite antinomie que l'on constate, dans chaque cas, entre les données du problèmes et la solution qui lui a été apportée. Ce n'est pas tout de prétendre diriger, car cela est à la portée de quiconque détient le pouvoir. Et, après tout, le pilote qui conduit son navire droit sur l'écueil l'a, lui aussi, dirigé. L'essentiel est de donner la bonne direction ou de ne pas empêcher qu'elle soit prise. Nous n'arrivons pas à nous persuader qu'il soit si difficile de permettre à chaque Français d'avoir du pain, du vin et de la viande. Que l'on soit réduit à boire de la piquette en Gironde, à manger du pain noir en Limagne et à ouvrir des boîtes de conserves américaines à Paris, c'est une constatation stupéfiante. Il y a là des données immédiates qu'il ne faut pas laisser sophistiquer par des polémiques d'allure scientifico-économique. Ces problèmes sont d'une telle simplicité, au regard de ce que le moindre entrepreneur ou commerçant fait chaque jour, que le fait de les avoir rendus insolubles constitue une manifestation fondamentale d'impuissance à laquelle il est de l'intérêt vital de notre pays de mettre fin.

La fixation autoritaire des prix et son corollaire, le développement systématique du rationnement, sont parfaitement explicables en période de

guerre. Ils correspondent alors à la suspension, provisoire mais totale, de la liberté individuelle. L'objectif normal d'une société, qui est d'organiser le mieux être de tous ses membres, s'éclipse, en effet, pour faire place à la seule volonté de sauvegarder l'indépendance nationale, tout le reste étant sacrifié. On comprend que de telles contraintes ne puissent être levées en un jour, mais on ne comprend pas qu'un pareil régime doive être conservé au delà des circonstances qui l'ont fait naître, sauf s'il constituait un progrès, ce que ses défenseurs prétendent. Et c'est pourquoi il faut mettre en pleine lumière les méfaits inhérents à un système arbitraire qui veut, après s'être justifié sous le couvert des séquelles de la guerre, s'installer de façon durable et se substituer à ce qu'on appelle l'économie de marché, dans laquelle les prix résultent d'une adaptation, d'ailleurs contrôlée et dirigée, de l'offre et de la demande.

Quoique les esprits chimériques n'aiment pas s'abaisser jusqu'à ces contingences mesquines, nous devons constater les vices, d'apparence médiocre mais de portée incalculable, que recèle la direction arbitraire des marchés. La mise en carte généralisée de tous les membres d'une nation bouleverse les conditions de la vie. Au moment même où l'on proclame les droits des citoyens, on prépare des catégories nouvelles de véritables parias. Un homme privé de sa carte de pain n'aurait plus qu'à mourir ; une erreur dans l'enregistrement d'une demande ou d'un nom empêche un enfant d'être vêtu ; perdre ses tickets équivaut à perdre son sang... Des conséquences aussi extravagantes sont en général évitées, mais ce n'est pas à l'éloge du système, bien au contraire ; c'est parce que l'ingéniosité ou la duplicité humaine se glisse dans les interstices d'un réseau absurde ; de fait, les cartes, les tickets et les bons sont imprimés et distribués dans un désordre attristant mais inévitable. Toutes les polices du monde traquent les falsificateurs de billets de banque et n'y arrivent pas. Jugez ce qu'il en est pour les milliards de bouts de papier qu'il faut mettre en circulation pour assurer les échanges en système dirigiste. Dès l'instant où des cartes de ravitaillement sont volées ou vendues (et c'est quotidien), le régime s'effondre ; un homme ne vaut plus par son intelligence et par ses titres, mais par le nombre de cartes dont il dispose ou par ses relations avec les contrefacteurs. Comme nous mettons beaucoup de temps à nous adapter, l'opinion ne comprend pas encore l'asservissement effrayant, et absurde dans l'artificiel, que représenterait, en se perfectionnant, l'étatisme économique.

L'arbitraire dans la distribution entraîne le favoritisme et la corruption. Malgré leur discrétion, les journaux sont remplis d'arrestations et de poursuites. Il est évident que tant que les hommes seront ce qu'ils sont, ils ne pourront pas tous résister aux faciles tentations de détourner à leur profit l'autorité que l'on confère aux moins dignes d'entre eux. Dès qu'il faut une autorisation pour le moindre geste, un trafic discret d'influences s'amorce spontanément. L'apposition d'un cachet qui permettra une opération fructueuse ne sera jamais payée trop cher par son bénéficiaire. Non pas que l'Administration française ne soit restée, dans son immense majorité, d'une louable honnêteté, mais c'est le reste d'un système ancien que les mœurs nouvelles n'ont pas encore eu le temps de pénétrer. Le système nouveau est intrinsèquement générateur de fraudes ; il en suffit d'un petit nombre pour désarticuler son efficacité, de sorte que, immanquablement, on voit progresser

à la fois le désordre dans la vie économique et l'immoralité dans la vie publique, cette immoralité que tout le monde déplore, mais qui naît infailliblement dans un régime où la rémunération régulière d'une fonction est insignifiante à côté des dessous de table qu'elle peut rapporter.

Enfin, il faut noter la quasi-impossibilité où l'on est de connaître par des voies scientifiques ce que l'empirisme dirigé des marchés discerne au contraire facilement. Chacun sait que les statistiques disent tout ce que l'on veut. Le plus récent rapport de la C.G.T. déclare que « les évaluations pratiquées par les organismes officiels sont fatalement inexactes, car ces organismes manquent incontestablement d'un nombre suffisant de fonctionnaires compétents, susceptibles d'effectuer les enquêtes sur place ». On ne peut pas condamner plus définitivement le dirigisme bureaucratique. Nous sommes déjà submergés de services parasitaires, des milliers de logements sont occupés par des bureaux plus ou moins planifiés, et cela ne suffit pas ! Faudra-t-il que trente-neuf millions d'ingénieurs éminents et probes épluchent la comptabilité de quelques travailleurs égarés pour dresser enfin des plans conformes à la réalité, et devront-ils chacun disposer d'un avion particulier, à l'image des nouvelles inspectrices chargées récemment d'aller partout détecter les infractions au ravitaillement et superviser (ou survoler) une police surchargée ? En vérité, il ne faut pas tant d'efforts, ni d'imagination, ni d'avions pour que la terre de France continue, comme par le passé, à nourrir et à vêtir ses habitants... Mais on n'y arrivera pas en accumulant les fausses cartes d'alimentation, les faux tickets, les faux bons, les fausses déclarations, tout ce flot de papiers émanant d'officines aussi louches que celles qui répandent les faux billets de banque, les fausses cartes d'identité et les fausses cartes d'électeur. N'est-il pas caractéristique qu'il faille périodiquement réviser les listes, tellement les doubles emplois les submergent vite ? On passe son temps à estampiller, échanger, valider ou renouveler des cartes ; et malgré tout, la réalité continue à fuir à travers toutes les mailles de ce réseau fragile.

■ ■

Le régime étatique conduit au blocage de l'économie, et le seul remède qu'il trouve à cet engorgement est l'inflation, c'est-à-dire — si l'on ose rapprocher ces mots — le dirigisme désordonné de la monnaie.

L'esprit le moins réfléchi devrait être frappé de la tromperie que constitue une hausse de salaires lorsqu'elle est accompagnée d'une hausse des prix. Le problème du pouvoir d'achat se pose périodiquement, et cette périodicité même prouve la vanité des mesures adoptées. Nous n'arrivons pas à comprendre la satisfaction qu'est censé constituer le doublement nominal d'une rémunération si tous les produits que l'on achète doublent parallèlement, réserve faite de la difficulté qu'éprouvent les responsables d'une erreur à la reconnaître. Mais nous comprenons parfaitement, et nous approuvons, le mécontentement des hommes qui constatent que leur travail n'arrive pas à les faire vivre dignement.

La question précise qui se pose, dans l'état actuel de notre économie, est de savoir si une hausse de salaires peut être effectuée sans entraîner une hausse de prix. Cette question est double.

L'aveugle dirigisme qui nous a ligotés a conduit à des fixations de salaires quasi uniformes, ce qui est regrettable mais tolérable, et à des fixations de prix

qui, étant autoritaires et d'une extrême variété, ont fatalement abouti à des inégalités scandaleuses. Dans de nombreuses branches d'activité, la production ne paie pas ; le prix de revient, compte tenu des améliorations d'outillage nécessaires, est inférieur au prix de vente et, dans ce secteur, une hausse de salaires entraîne inévitablement une hausse des prix de vente. L'Etat a cherché depuis des années à dissocier ces éléments en attribuant des subventions, ce qui est la plus grossière erreur qu'il soit possible de commettre. Dans ces secteurs, en effet, la puissance publique, refusant d'ouvrir les yeux à la réalité, fait attribuer à celui qui produit une richesse une rémunération supérieure, de moitié par exemple, à la valeur légale reconnue à cette richesse. Prenons le cas d'un individu consommant exactement sa production qui est supposée lui suffire pour vivre ; c'est là une hypothèse moyenne normale, compte tenu des échanges qu'amène la division du travail, l'ensemble de la nation vivant obligatoirement avec l'ensemble de sa production. Cet individu recevrait donc 3, mais n'aurait à payer que 2 pour acheter l'intégralité de ce qu'il a fabriqué. Son employeur lui ayant payé un salaire de 3 et n'encaissant que 2 comme prix de vente, doit recevoir 1 de l'Etat afin de continuer son étrange industrie. L'Etat, ayant besoin de se procurer une ressource égale à sa subvention, s'adresse précisément à l'ouvrier pour lui emprunter cette somme de 1 qui est restée disponible entre ses mains ; mais comme, à côté des circuits contrôlés, il est vraisemblable qu'un marché libre se sera institué, l'homme qui a touché 3 et dépensé 2 pour obtenir la contrepartie exacte de son apport à la collectivité, utilisera ce reste de 1 à acheter divers objets, et notamment ceux que son entrepreneur sera toujours contraint de mettre en circulation au prix de 2, mais que les intermédiaires marrons revendront 5 ou 6. L'Etat, ne trouvant donc pas immédiatement de prêteur, sera réduit à créer de la monnaie nouvelle à concurrence de 1. Ainsi l'individu considéré aura retiré de la collectivité plus qu'il ne lui a apporté, créant un appel évident et irrésistible à la hausse des prix, et l'Etat se sera engagé dans le cycle inflationniste qui alimente cette hausse. Tel est le processus dirigiste qui s'est développé dans une partie de notre vie économique.

Dans d'autres branches d'activité, au contraire, le mécanisme des barèmes compliqués et arbitraires conduit à la fixation de prix largement excessifs. Il existe en France des entreprises réalisant, à l'ombre, sous la protection, avec l'appui du dirigisme, des bénéfices indéfendables. Ces bénéfices proviennent précisément du « superpouvoir d'achat » de 1, imprudemment créé, lequel, cherchant à s'employer, provoque des hausses latérales massives. Il est incontestable que, dans ce secteur, le salaire peut être augmenté sans que le prix de vente soit accru, et même il doit l'être pour donner au salarié un pouvoir d'achat égal à l'apport que son détenteur fait à la communauté. Au total, le rapport prix de vente-salaire ne s'analyse donc pas de la même façon dans tous les cas, et il est aussi faux de dire que la hausse des salaires doit toujours être répercutée sur le prix de vente que de dire qu'elle doit toujours être absorbée par les bénéfices ; comme il est par ailleurs extraordinaire de voir affirmer tranquillement par certain doctrinaire que « dans la conception marxiste les variations des salaires sont sans influence directe sur les prix, ces variations n'affectant nullement la valeur des marchandises ». Il ne dépend malheureusement pas d'une « conception » d'influer sur un

mécanisme qui lui est étranger. La vérité est que le jeu de tous les prix est radicalement faussé par un interventionnisme minutieux et aveugle qui, ici, met les entreprises en faillite et, là, leur ménage de scandaleux profits, disparate que la moindre liberté du marché aplanirait rapidement.

Au surplus, la question salaire-prix se présente sous un second aspect. Admettons, par une hypothèse résolument optimiste, que dans de nombreux cas le prix de vente puisse ne pas être affecté par la hausse interne du prix de revient accru par la hausse du salaire. Dans ces conditions, l'ouvrier (ce mot étant pris au sens large de collaborateur quelconque participant à la production) fait à la communauté un apport supposé fixe, puisqu'il est représenté par un même produit dont le prix n'augmente pas, mais il va personnellement jouir d'un pouvoir d'achat accru et il cherchera à s'en servir. La pression qu'il va exercer sur l'ensemble du marché risque de déterminer une hausse des prix, de nature toute différente, qui tiendra à un accroissement de la demande en face de la masse des produits offerts. Si cette dernière est inchangée, la hausse sera immanquable et le supplément reconnu à l'ouvrier viendra alors se perdre, sans efficacité réelle pour lui, dans la tourbière des marchés occultes où il aura simplement servi à alimenter l'accroissement des gains illicites qui y sont pratiqués. Il convient donc, avant de répondre à la seconde question posée, d'examiner la capacité actuelle productrice du pays.

Il est incontestable que la production française s'est notablement accrue en 1946, et qu'elle approche de son niveau d'avant-guerre. L'activité de la sidérurgie représentait, en juin, 63 p. 100 de celle de 1938 ; celle des textiles représentait 91 p. 100 ; l'industrie du verre était même à 111 p. 100. D'autre part, pendant le premier semestre de 1946, nous avons importé 15,2 millions de tonnes et exporté seulement 4,4. Cet excès considérable d'importation (qui nous a coûté une sortie nette de 73 milliards de francs) a dû compenser notre insuffisance de production, de sorte que notre pays devrait retrouver un rythme d'existence à peu près régulier. Mais on ne s'en aperçoit guère, car, et c'est ici que le drame recommence, le marché normal ne reçoit pas ce qu'il devrait. Les usines du Nord traitent 150 000 tonnes de cotonnades, mais 20 000 seulement sont mises à la disposition du public par les voies régulières, le reste étant affecté à des priorités, aux services publics ou semi-publics et à l'exportation. La production des pneus atteint 91 p. 100 de celle de 1938, mais les usagers n'en profitent pas. L'histoire récente de l'essence s'inscrit dans ce répertoire des mystères de l'économie étatique : en juin 1946 nous avons importé 78 p. 100 des quantités de 1938 ; on estime que 40 p. 100 des voitures qui existaient alors ont disparu ou sont inutilisables ; on croit rêver en constatant que chaque Français pourrait circuler plus qu'avant la guerre, mais, en effet, ce n'est qu'un rêve... L'institution de la carte de tabac illustre avec une particulière netteté ce processus, devenu banal par sa répétition ; on égalise les besoins des Français alors qu'il y a des gens que la fumée des voisins incommode, et d'autres qui préféreraient se priver de journaux plutôt que de cigarettes ; tous, femmes comprises, sont entraînés dans le même circuit, grâce à quoi une quantité de tabac suffisante pour les besoins réels du pays est insuffisante par rapport aux répartitions uniformes que l'on décide, l'équilibre se rétablissant par une dérivation massive au profit du marché noir, à moins que l'on ne songe à exiger que, pour obtenir

des cigarettes, il faille faire la preuve que l'on fume (déclaration sous la foi du serment ; deux témoins patentés ; preuve par la couleur du médius droit, avec exception pour les gauchers, etc. ; ne souriez pas, c'est dans cette direction que se fait, en matière de dirigisme, ce qu'on est convenu d'appeler un progrès). Ainsi, dans tous les domaines, la distribution dirigiste conduit au même résultat : la pénurie, mais évidemment au bénéfice des marchés latéraux qu'elle engendre avec une accablante fécondité.

Le problème salaires-prix est donc vraisemblablement, grâce à la reprise de la production, susceptible d'une solution moyenne consistant à hausser les salaires avec une répercussion faible sur les prix, mais à la condition essentielle que la production soit tout entière vendue au prix nouveau (la légère hausse moyenne de celui-ci absorbant les hausses de salaires où cela est indispensable), et surtout que la production soit intégralement achetée par les consommateurs à ce même prix nouveau unique (lequel serait certainement inférieur au prix moyen résultant actuellement, pour les consommateurs, du prix officiel bas et du prix occulte élevé). Encore, pour ne pas se laisser taxer d'optimisme, ne fait-on pas entrer dans cet ajustement l'éventualité d'une baisse des prix, car le public est devenu sceptique à son égard ; il est pourtant certain que de nombreuses conditions sont actuellement remplies pour déclencher une baisse sérieuse pouvant s'étendre par contagion ; si la crainte de l'inflation n'amenait une rétention des ventes, et si l'Administration ne bloquait pas inutilement l'industrie et le commerce, on assisterait certainement à une baisse notable de la plupart des prix.

Mais le dirigisme n'a cure de ces considérations qui ont trait à la nature des choses et il s'irrite des obstacles qui s'accumulent devant lui, sans qu'il consente à reconnaître que c'est lui qui les crée. Il est vrai qu'il dispose pour les surmonter, ou du moins pour s'imaginer qu'il les surmonte, du pouvoir maléfique de créer de la monnaie. Nous avons assez entendu répéter qu'il fallait diriger le crédit, diriger la monnaie. On peut espérer aujourd'hui que chacun voit ce que cela veut dire : le dirigisme est, par essence, inflationniste, et l'inflation tue la monnaie. Que nous soyons en pleine inflation, ce n'est pas niable. Le marché monétaire est fort bien tenu en mains, et la technique produit le maximum des effets dont elle est susceptible pour contrôler un mouvement par ailleurs irrésistible. Sorties d'or, vente d'actifs étrangers, utilisation d'emprunts extérieurs sont autant de moyens de grossir ses achats sans les payer, ou en les payant par des aliénations définitives du capital antérieur. Économiquement parlant, cette utilisation, à des fins de consommation, des ressources qui ne proviennent pas d'une élaboration présente joue le même rôle que la création gratuite de pouvoir d'achat sur le marché intérieur au bénéfice de l'Etat. Or ce dernier, en 1946, dépensera 402 milliards de plus que ses ressources normales, et il se les procurera par des moyens de trésorerie dont certains sont de l'inflation pure. La conséquence est inéluctable. En mars 1945 la circulation des billets atteignait 549 milliards, et les dépôts dans les banques s'élevaient à 263 milliards, ce qui faisait que le total des disponibilités monétaires était de 812 milliards ; un an après, en mars 1946, les chiffres correspondants étaient de 613 et 476, de sorte que le total de la monnaie fiduciaire ou scripturale en circulation atteignait 1.089 milliards.

On ne peut plus s'étonner dans ces conditions de la hausse des prix que

nous constatons. Le plus remarquable est encore de voir la facilité avec laquelle on supporte les relèvements de tarifs pour les services publics ou dans les entreprises nationalisées. Nous n'avons cessé de considérer les nationalisations sous l'aspect de l'intérêt public, celui-ci exigeant le service le meilleur pour le plus bas prix. Chacun peut faire son compte aujourd'hui et voir s'il a gagné à l'opération. On annonce un relèvement des tarifs de chemins de fer, et celui du métro ne semble pas devoir tarder. On ne pourra cependant pas dire qu'en toutes ces matières la cause en soit l'excès du profit capitaliste. Et tous les prix ont suivi, suivent ou suivront, depuis celui des lettres à celui des journaux, du lait, du pain ou du tabac. Nous avouons ne pas découvrir le profit du public, ni celui de l'employé, ni celui de l'ouvrier dans ce déclenchement de hausses se courant l'une après l'autre, toutes étant dominées par l'affaiblissement du franc qui les excuse ou les explique. Cette instabilité générale nous paraît funeste à tous ; nous croyons que toute la partie de l'augmentation des salaires qui a été absorbée par la hausse des prix est le cadeau le plus empoisonné que l'on pouvait faire aux travailleurs. A supposer même que la baisse des prix n'ait pas pu être obtenue, il valait mieux maintenir les prix et hausser lentement les salaires de façon à accroître régulièrement le pouvoir d'achat de leurs détenteurs. Il fallait surtout prendre bien soin de ne déterminer aucune hausse des prix qui fasse de l'ensemble de l'opération une lamentable duperie.

■ ■

Tel est cependant le milieu malsain dans lequel a respiré notre économie et dont elle commence à se délivrer. Tel est aussi le prix douloureux dont nous payons les erreurs que nous aurions souhaité voir éviter à notre pays. C'est une conclusion insuffisante que de se dire que les choses auraient pu aller beaucoup plus mal, ce qui d'ailleurs est vrai. Nous préférons une autre raison d'espérer qui est la constatation, se faisant jour un peu partout, qu'il est temps de se méfier des faiseurs de plans. Un pays, pour travailler et prendre le goût de l'activité créatrice, ne peut pas être impunément ligoté par une réglementation que rien ne justifie plus ; car ce n'est pas une justification que de maintenir des privilèges exorbitants au bénéfice de certains, qui s'en réjouissent sans oser le dire, et d'autres, qui sont parfaitement conscients des avantages incomparables qu'elle leur vaut, le tout étant obtenu au détriment de la masse des travailleurs, des producteurs, des retraités, des épargnants, également victimes d'une tyrannie anonyme et irresponsable.

ED. GISCARD D'ESTAING

FEMMES DE MALTE

L'auteur des pages qu'on va lire, Francis Gérard, était, au cours de la guerre, officier au Service de renseignements de l'Etat-major britannique de Malte. On sait que l'île de Malte fut l'enjeu de combats acharnés. Les puissances de l'Axe savaient fort bien qu'elle représentait le poste d'observation n° 1 de l'Angleterre en Méditerranée. C'est grâce aux photographies fournies par les avions de Malte que les Anglais, en effet, purent remporter la victoire de Tarente. Exemple choisi parmi beaucoup d'autres. La vaillante escadrille de la R.A.F. basée à Malte ne cessa de fournir aux Alliés des informations d'une importance capitale. Aussi l'aviation allemande s'acharna-t-elle contre la petite île. En 1942, au cours de certaines journées, Malte connut des bombardements de vingt-deux heures. Les raids succédaient aux raids. Le 20 avril 1942, trois cents avions de bombardement quittèrent la Sicile pour attaquer Malte. En trente-six heures, un seul objectif de l'île reçut près d'un millier de tonnes de bombes. Compte tenu de la dimension de l'île, les bombardements dont elle fut l'objet furent en moyenne cent soixante fois plus puissants que ceux qui touchèrent l'Angleterre pendant les semaines tragiques de 1940. Pour lutter, la garnison de Malte ne disposa pendant longtemps que d'une seule escadrille de chasse dont les appareils appartenaient à des types d'avant-guerre. Les Spitfire étaient tous employés en Angleterre. Il s'agissait avant tout de sauver la métropole. On ne s'étonnera pas d'apprendre que, dans ces conditions, à un raid de cent dix bombardiers et cent chasseurs allemands, Malte n'ait pu opposer un jour que sept chasseurs. Par contre, l'île était dotée d'une excellente artillerie anti aérienne. On jugera de son efficacité, en apprenant qu'au cours de la guerre elle détruisit plus de mille avions allemands et italiens.

La violence de la lutte ne s'explique pas seulement par l'importance de l'île de Malte considérée comme un observatoire, mais aussi par sa valeur stratégique. Les sous-marins anglais basés à Malte coûtèrent aux flottes de l'Axe plus d'un demi-million de tonnes de navires. Les bombardiers de Malte jetèrent un million de tonnes d'explosifs sur les objectifs ennemis. On estime que si Malte n'avait pas « tenu » — et attaqué — le Proche-Orient eût été perdu pour l'Angleterre et Rommel eût réussi son attaque contre l'Egypte.

Tout cela explique suffisamment la violence de ces incessants combats au cours desquels les constructions, les villages, les villes de l'île furent détruits jour après jour par les avions de l'Axe. Les pertes en hommes furent également considérables, ce qui ne paraîtra pas surprenant si l'on songe que les sirènes annonçant l'alerte eurent l'occasion de retentir six mille fois. Dans cet enfer, nos alliés anglais surent conserver intacte leur admirable faculté d' « encaisser » et la population maltaise tout entière les égala en courage. Les femmes elles-mêmes firent preuve d'une intrépidité stupéfiante, ainsi qu'en témoigne le récit de Francis Gérard, récit où, comme on le verra, l'humour et l'émotion sont heureusement dosés, ainsi qu'il est de règle chez nos amis anglais.

(N.D.L.R.)

UNE PLACE DE CHOIX

Elle semblait fraîche, malgré la chaleur. La toile blanche seyait à son teint bronzé, à ses yeux sombres et mettait en valeur ses cheveux noirs et légers. Sa bouche formait une étonnante tache de couleur : elle usait d'un rouge très vif. Les jambes minces, elle appuyait son bloc-notes sur ses genoux croisés.

Je fixai ma secrétaire, essayant de concentrer mon attention sur la lettre à dicter. Mon esprit refusait d'obéir. Il faisait trop chaud. En outre, inconsciemment, j'attendais...

Marie-Louise m'examina à son tour, de ses yeux d'obsidienne sombres et impénétrables. Mon visage sans doute ne l'intéressait pas, son regard s'écarta. Je me mis à étudier son profil net, barré du grand nez de sa race. Tout à coup sa figure s'anima. « Le drapeau rouge est hissé, Major Gerard », dit-elle tranquillement.

Je me tournai vers la fenêtre ouverte et j'aperçus, par-dessus les toits plats de La Valette, la tour du Palais du Gouverneur. Flottant mollement dans l'air léger, le sinistre morceau d'étamine rouge « danger imminent » lançait une joyeuse note de couleur dans l'azur d'un ciel sans nuages.

Le signal d'alarme n'avait pas retenti dans les bureaux à côté ; je pressai un bouton sur ma table ; une cloche sonna, suivie peu après par le bruit de pas hâtifs : ceux de mes employés qui le désiraient descendaient à l'abri. Ils devaient se presser ; soixante-quinze marches jusqu'au rez-de-chaussée, puis trente-neuf encore pour gagner la cave.

Je décrochai le téléphone du quartier-général et tournai la manivelle.

— L'état-major général, s'il vous plaît. L'état-major général ? L'officier de service ?

— L'officier de service.

Je reconnus la voix de l'homme qui me répondait, de la chambre des opérations combinées, à soixante pieds sous terre.

— Peter ? Ici Francis. Quel est le programme ?

— Ils arrivent, répondit le capitaine Read-Davis, une grosse formation. Des Junkers 87 suivis de 88. A votre place, je ferais descendre mes gens.

— Où sont-ils en ce moment ?

— Trente approchent du Grand Port. Quarante-cinq autres sont à dix milles au nord et quelques autres encore se préparent à quitter la Sicile.

— Avons-nous quelque chose en l'air ?

— Neuf Hurricanes.

— Mon Dieu ! Merci, Peter, je vous téléphonerai plus tard.

Je raccrochai. Marie-Louise me regarda avec ironie, tandis que j'allumais une cigarette.

— C'est une grosse affaire, lui dis-je, voulez-vous descendre?

Elle prit un air inquiet.

— Je vous en prie, Major Gerard, puis-je rester ici?

Je la considérai curieusement et m'étonnai une fois de plus.

Une femme petite, menue, aux extrémités fines et élégantes. Elle avait de la race, une fierté touchante et un joli port de tête. Elle me rappela les femmes que Winterhalter peignait si bien et je me souvins qu'elle avait du sang français. Pourtant elle était Maltaise, avec tout le courage maltais.

Les portes battantes s'ouvrirent et Steve se glissa dans la pièce. Sur le le papier, le capitaine D.R. Stephens, mon second. En fait, Steve tout simplement.

Il remplissait d'un mélange bizarre le bout de tuyau qu'il qualifiait de pipe. Ce qu'il fumait, seul Steve et peut-être le caporal infirmier (un de ses amis assurément) auraient pu le dire.

Eclairé par une longue expérience, je lui tendis une boîte d'allumettes. Il feignit la surprise.

— Oh... merci, Francis. Quel est le programme?

— Soixante-quinze avions et d'autres annoncés. Merci, rendez-moi la boîte.

Je sauvais mes allumettes et allais à la fenêtre.

Il était midi. Le chaud soleil de la Méditerranée brillait sur la capitale de l'île. De ma place, à l'étage supérieur du palais qui jadis abrita Napoléon, je voyais La Valette s'étaler à mes pieds. Sur ma droite, à courte distance, le bassin du Grand Port. Au delà un désert chaotique de pierres et de sable blanchâtre, tout ce qui restait d'un des lieux les plus peuplés du monde : les villes martyres de Senglea, Cospicua et Vittoriosa.

Un convoi continuait d'arriver. Comme je regardais, un vieux pétrolier démantelé, les tôles de sa proue déchiquetées, une partie de sa superstructure arrachée, traces de l'épreuve subie, tournait la pointe Ricasoli pour entrer dans le port. Il avait été touché et durement, mais on ne sait comment, par la grâce de Dieu et grâce au courage de son commandant et de son équipage, il avait réussi à poursuivre sa route.

— Pauvre vieux, il a reçu une raclée, s'exclama Steve à mon côté.

Un ronflement soudain perça le ciel et les neuf Hurricanes passèrent au ras des toits, en direction de Pawla.

— C'est tout ce que nous avons? demanda Steve. J'inclinai la tête. Pauvres diables! C'est du suicide pur et simple. Et nos chasseurs du dernier modèle balaient perpétuellement le nord de la France. Sans parler d'innombrables Spitfires.

— Steve, lui reprochai-je avec une gravité moqueuse, sachons remercier Dieu de ce que nous avons.

— Vous voulez dire de ce que nous allons recevoir, si j'en juge par le programme, corrigea-t-il avec une amère ironie.

Le convoi, une partie du moins, avait réussi à passer, mais la bataille n'était qu'en partie gagnée, nous ne le savions que trop.

A l'aurore, une charmante voix de la B.B.C. avait annoncé à un monde satisfait qu'un nouveau convoi était arrivé à Malte. C'était un fait apparemment. Un camouflet de plus pour Hitler, son « valet haillonneux » et leur *Mare Nostrum*. Malheureusement, ce n'était que la moitié de la vérité. Il fallait encore décharger les bateaux et ceci sous le nez de la Luftwaffe, dont les bases étaient à moins de vingt minutes.

— Qu'est-ce qui se passe? demande une voix à la porte, tandis que Bobbie Burns apparaissait.

Long comme un jour sans pain, brun au point de paraître basané, un nez comme celui de Jack Doyle, mais beaucoup d'humour dans sa laide et agréable figure. Sa voix faisait la moitié de son charme. Il avait de l'esprit et un sens aigu du comique. Il était mon plus grand réconfort au cours de ces heures où le rire seul réussit à défendre la raison.

Je lui exposai le programme et il sifflota.

— *Ceci*, je pense, dit-il en désignant le Grand Port et ses navires.

— Rien d'autre.

Nous attendîmes. Ciel bleu, mer bleue, également calmes. Tout était tranquille, les rues désertes — et pour cause. Malte entière semblait sommeiller dans la chaleur de midi.

Pour quelqu'un qui eût été transporté sur un tapis magique de Brooklyn ou de Buenos-Ayres, il aurait semblé incroyable que ce silence fût l'accalmie qui précède la tempête.

Mais nous, nous savions. Ce n'était pas la première fois. Nous souhaitions presque que cela commençât. L'attente est toujours pénible.

— Ils vont sortir du soleil, dit Steve en connaisseur, se penchant à la fenêtre et regardant solennellement l'astre, jusqu'à ce que ses yeux se remplissent de larmes.

— Vous vous trompez, dit Bobbie.

Le grondement lointain d'un canon ponctua sa remarque. Nous fixâmes le point qu'il désignait. Haut, haut dans le ciel, une tache brune et sale était soudain apparue, troublant l'azur impeccable. Puis un second canon parla. Et un autre encore. Comme atteinte de petite vérole, la voûte céleste fut soudain marquée de traînées de fumée.

— Au-dessus de la baie de Saint-Paul, dis-je vaguement, je pense que *c'est* le Grand Port.

— Sans aucun doute, répliqua Steve, secouant sa pipe dans la rue vide.

— Regardez, les voici. Bobbie nous les montrait : un, deux, cinq, six, huit, douze, quinze ; il comptait avec monotonie.

— Oh, puis-je voir? s'écria Marie-Louise.

Nous lui fîmes place. Je l'observais du coin de l'œil. Le visage qu'elle tendait vers la menace grandissante était ardent. Nulle crainte. De l'exci-

tation simplement. Les yeux sombres bordés de cils noirs étaient animés. Son aspect gracile me frappa de nouveau, elle était petite — comme son île.

Nous entendions maintenant le ronronnement régulier des moteurs allemands. Une fois encore, j'éprouvai un malaise soudain au creux de l'estomac ; pour un instant seulement. On s'habituait ; Dieu merci ! Les raids se succédaient jour et nuit. La réponse des canons était plus forte. Tout à coup, la batterie lourde de Spinola, non loin de Saint-Julien, où j'habitais, ouvrit le feu.

— Voyez-vous les Messerschmidt ?

Tourbillonnant comme des moustiques au-dessus des bombardiers, nous apercevions les chasseurs ennemis. Des canons de plus en plus nombreux se joignaient au chœur toujours croissant.

— Regardez, l'avion pique, cria Steve.

— Pique, vous voulez rire, hurla Bobbie, il est touché. Oh, joli !

Un des Junkers 87 s'était soudain détaché de la formation et tombait ; un instant, il sembla reprendre son équilibre, hésiter. La minute d'après, une lueur orange apparut dans le fuselage.

— Il brûle, dis-je.

— C'est épatant, rugit Steve.

Marie-Louise battit des mains et tourna vers nous un visage rayonnant, heureuse comme un enfant à qui l'on vient de faire un cadeau.

Le Stuka fonçait vers le sol, traçant dans le ciel un terrible sillon. Deux points blancs apparurent au milieu de la fumée. Petits, ronds et charmants, ils brillaient sous le soleil. L'équipage avait sauté en parachute.

Le chœur des canons ne cessait de s'intensifier ; l'air frémissait du hurlement rauque du barrage du Grand Port. Le ciel était constellé d'éclats d'obus. On aurait dit que rien ne pouvait plus vivre dans cet enfer, qui avait soudain pris la place d'un ciel d'été serein. Cependant les Stukas arrivaient encore, acharnés à détruire ces vaillants navires dont le précieux chargement signifiait vie et résistance pour Malte assiégée.

Steve, près de moi, hurlait des mots incompréhensibles. Je secouais la tête, incapable d'entendre. Il montra du doigt les avions et ouvrit la bouche. Je fis un signe d'assentiment. « Ils piquent ».

La menace était proche. Tous les quatre nous fixâmes le bombardier de tête. Marie-Louise me saisit le bras. Sur le moment, je ne m'en aperçus pas. Le Stuka venait droit dans notre direction. Son objectif, en tenant compte de la trajectoire des bombes, n'était qu'à deux cents mètres de nous. Je regrettai soudain de n'avoir pas eu la sagesse — ou le courage — de descendre à l'abri.

A la terrifiante cacophonie de l'artillerie lourde s'ajoutait maintenant l'aboiement saccadé des Bofors. Les canons de marine, les Oerlikons joignaient leur bégaiement au terrible crescendo de sons. Le hurlement sauvage des bombardiers en piqué semblait un trille aigu que soutenaient les voix de basse de leurs adversaires. Puis un sifflement horrible, le

bruit sinistre des bombes, vint compléter la gamme de cette effroyable symphonie, accompagné du murmure infernal des canons Bren et Lewis.

Le bruit était devenu une masse vivante, une souffrance physique, qui jouait sans merci de nos nerfs frémissants. C'était affreux, insupportable et superbe.

Cette petite île encaissait tout ce que l'aviation de Gœring pouvait lui envoyer et, avec ses canons, elle rendait coup pour coup. Se démenant comme des démons, les artilleurs, ces vrais héros de la défense de Malte, l'artillerie royale et l'artillerie royale maltaise, tendaient dans le ciel un solide rideau d'acier pour sauver les navires. C'était un duel entre le simple chef de batterie et ses hommes et le maréchal de l'air Kesselring, assisté par toute une flotte aérienne allemande.

Bobbie me saisit par l'épaule et pointa un doigt tremblant. Indication inutile. A travers le Grand Port, nous avions senti la déflagration.

Une série de bombes dépassant l'objectif s'écrasaient sur Senglea, déjà trente fois atteinte, soufflant la fine poussière de la ville en ruines. De grands nuages montèrent du sol, taches de couleur inattendues, brunes, noires, grises, sépia, jaunes, oranges, ardoise et blanches. Sur le fond d'azur inchangé, ces nuages dessinaient des motifs perpétuellement variés que soulignait le rouge éclatant des balles traçantes des Bofors. La peur s'était enfuie, faisant place à l'admiration. J'étais pétrifié, ensorcelé par la terrible beauté de cette destruction par l'homme de l'homme et de ses œuvres.

Je fus arraché à mon demi-enchantement par un bruit tout proche. Un Junker 87 passa en hurlant presque au ras du toit, à moins de cinquante mètres de la fenêtre où nous étions groupés. Nous vîmes les bombes partir pour leur plongeon. Pas de doute sur leur objectif : le vieux cargo qui fumait dans le Grand Port, face au fort Saint-Angelo.

Nous regardâmes, respirant à peine. Le tonnerre d'une explosion et le bateau-citerne disparut derrière une gerbe d'eau. Ce fut étrange : une minute avant il était là, maintenant il n'y avait plus qu'un rideau liquide, jailli du port.

Nous savions toute l'importance de cette cargaison d'essence d'avion, destinée à la R.A.F. ; aussi les quelques secondes qui s'écoulèrent avant qu'il resurgît au travers de l'éclatement des bombes, indemne, invaincu, son canon défiant ses assaillants, nous parurent un siècle.

Marie-Louise trépignait à mon côté. Avec stupeur, elle découvrit qu'elle tenait mon poignet. Malgré ces événements dramatiques, elle sembla soudain troublée et s'écarta.

— Oh, regardez, Major Gerard.

Je ne pouvais l'entendre, mais je lus sur ses lèvres. Je fixai de nouveau le « champ de bataille ». Le Stuka qui avait attaqué le pétrolier cherchait à reprendre de la hauteur, au-dessus de Rinella. Nous crûmes qu'il allait toucher l'un des grands mâts de T.S.F. qui poignardaient le ciel.

Il volait bas, se défilant vers le nord, en direction de la Sicile, cherchant à atteindre le terrain sûr... qu'en fait il ne devait jamais plus voir.

Sortant du soleil, parfaitement manœuvré par l'officier qui dirigeait les opérations combinées, à soixante pieds sous la solide masse rocheuse de La Valette, apparaissait un petit point noir. Il approchait. C'était un Hurricane. Il était suivi d'autres. Fondant comme des faucons, les appareils de la Royal Air Force se préparaient à tuer.

Je connaissais le nombre des chasseurs d'escorte allemands qui volaient en plein ciel et je m'étonnais une fois de plus, tandis que les pilotes franchissaient la fumée du barrage. Qu'importait à ces jeunes hommes de Grande-Bretagne et des nations sœurs? Ils n'avaient pas pensé à leur infériorité numérique pendant la bataille d'Angleterre; aujourd'hui, ils ne se souciaient pas davantage de leur vie dans la lutte pour Malte. Pilotant des appareils dont le nom même rappelle le gémissement du vent le long des carlingues, les chasseurs arrivaient et frappaient comme des archanges vengeurs.

Nous trépignions tous d'agitation. Bobbie s'était accroché à Marie-Louise. Steve bégayait, gesticulant et riant. Je criais du plus haut de ma ma voix : « Taïaut, taïaut, taïaut, taïaut, taïaut ! ».

Nous entendîmes le premier crépitement des huit mitrailleuses. L'aile droite du Stuka se détacha. L'avion se retourna et commença de tomber. Nous hurlâmes de joie. Le bombardier s'enfonça dans la mer, quelque part au large de Ricasoli.

D'autres Junkers 87 reprenaient de la hauteur, lâchant des bombes qui tombèrent inoffensives dans l'eau ou s'écrasèrent sur les rochers. Comme ils s'éloignaient, les Hurricanes bondirent sur eux. Un des Junkers prit feu et plongea, torche flamboyante.

Le sourire de Steve lui coupait presque le visage. La Luftwaffe s'enfuyait, tandis que la Royal Air Force s'acharnait sur elle et l'écrasait.

La première attaque était passée. Nous nous écartâmes de la fenêtre. Nous allumâmes tous trois une cigarette.

— Eh bien, voilà, dit Steve. Nous pourrions peut-être travailler.

— Avez-vous oublié les 88? demanda Bobbie.

— Il y en a quarante-cinq, ajoutai-je, si le programme n'a pas changé.

Je décrochai le téléphone du quartier-général et l'instant d'après j'interrogeai Peter Read-Davis.

— Que s'est-il passé, Peter? J'en ai vu descendre trois.

— Sept en tout jusqu'ici. Nous attendons encore les rapports. Les artilleurs en ont abattu un au-dessus de Naxar, à l'arrivée. Un autre près de Manoel. Les chasseurs ont fait le reste. Nous avons perdu un Hurricane, mais le pilote est sauf.

— Des dégâts?

— On ne parle pas de bateaux atteints. Des bombes sur le Grand Port. Trois villes : La Marsa, Pawla, La Valette.

— Où?

— Près du ferry.

— Plutôt mal visé.

— Il a eu peur du barrage sans doute. Vos gens sont encore à l'abri? Le prochain lot arrive. Trente environ. Quelques-uns ont fait demi-tour. Ce sont des 88.

— Merci.

Je raccrochai et transmis les renseignements à ceux qui m'entouraient.

Marie-Louise quitta la pièce pour prendre quelques papiers dans le bureau à côté.

— Je me demande si j'ai le temps? murmura tout haut Bobbie. J'aurais horreur de mourir au lavabo.

L'éclatement soudain du canon lui répondit. Il me regarda avec un air d'anxiété feinte, puis haussa les épaules.

— Francis, dit-il avec résignation, j'ai lu jadis dans la théorie qu'on doit courir tranquillement les risques de la guerre.

Il disparut au moment où ma secrétaire revenait. La sonnerie du téléphone retentit. Marie-Louise et moi jouâmes à deviner d'où venait l'appel. Je gagnai du premier coup en décrochant le « Central » et je reconnus la voix de Greta. Greta, c'était Mrs Wingrave Tench. Son mari était le chef de la censure et je vivais chez eux à cette époque, à la baie Saint-Julien.

— Franco, cher, dit Greta de cette voix ennuyée qu'elle avait toujours au téléphone, Gravy n'est pas dans son bureau et je ne peux l'atteindre. Croyez-vous que vous pourriez...

Le reste se perdit, car la tempête reprenait au dehors. Les 88 arrivaient et recevaient un accueil bien maltais.

— Je ne vous entends pas, hurlai-je dans le récepteur.

Faiblement, très faiblement, je perçus :

— Je regrette, Franco, je pensais que c'était fini. Voulez-vous apporter la viande ce soir? Je leur ai dit de vous l'envoyer au bureau. Maintenant descendez à l'abri.

— C'est entendu. Je veux dire que j'apporterai...

Elle avait raccroché.

— Rappelez-moi de prendre la viande ce soir, hurlai-je dans l'oreille de ma secrétaire.

Elle fit un signe d'assentiment et prit note.

Les Junkers 88 qui passaient maintenant sur nos têtes transportaient une charge plus grande que les avions en piqué, et le nombre de bombes qui pleuvaient était terrifiant. Une énorme explosion toute proche ébranla le bâtiment et j'entendis un fracas de vitres quelque part dans les bureaux.

Je sortis en courant. Roland Demarco bondissait de son antre.

— C'est dans la salle des dactylos, cria-t-il.

Je le suivis. Trois des employées étaient là. L'une d'elle avait un peu peur, mais le sourire de Miss Ripart eût fait honneur à un dentiste et la petite Rizzo semblait parfaitement à l'aise.

Partout du verre cassé, les tables mêmes en étaient couvertes.

— Une petite bombe, Major Gerard, dit Miss Pipart, voyez.

Elle me mena à la fenêtre brisée.

A cent mètres environ, au milieu des toits alignés entre nous et l'énorme masse du « Château », une colonne de fumée et de poussière s'élevait encore dans l'air.

— Très près vraiment, vous auriez dû descendre à l'abri.

— Nous allions déjeuner, expliqua simplement la petite Rizzo.

Je la regardai. Elle avait dix-huit ans et sans doute le solide appétit de la jeunesse. Je fixai la table : à l'un des bouts, un modeste festin avait été préparé ; il n'était plus qu'un innommable *pot-pourri* de victuailles gâtées et de débris de verre.

Je savais ce que cette perte signifiait pour elles. Je savais qu'elles apportaient leur déjeuner afin de ménager leurs maigres ressources. Je savais que, si elles voulaient apaiser leur faim, il leur faudrait plonger dans leurs bourses à moitié vides pour acheter... eh bien pour acheter ce qu'elles pourraient trouver à La Valette : un gâteau au fromage ; peut-être quelques gaufres. Cependant elles ne se plaignaient pas d'avoir faim, ni de devoir reprendre le travail après un simple « en cas ». Lorsqu'elles rentreraient chez elles, il n'y aurait pas de viande, très peu de pain et sans doute pas de lait. Pourtant aucune récrimination, leurs aspirations étaient réduites à l'essentiel : survivre. Mais ces petites n'étaient pas seulement honnêtes et raisonnables, elles étaient aussi vives, gaies, pleines de bonne volonté ; je me sentis envahi de tendresse.

L'attaque diminuait et je retournai dans mon bureau. Steve et Bobbie avaient disparu. J'étais de nouveau seul avec ma secrétaire. J'allai à la fenêtre et regardai une fois de plus au delà des toits de La Valette.

Le ciel se nettoyait, les nuages sales n'étaient plus que de faibles taches. Au même moment, le drapeau rouge glissa le long du mât, au-dessus du palais.

— Ils s'en vont, dis-je négligemment. Le drapeau rouge est amené. Appelez Peter et demandez-lui ce qui est arrivé.

Un instant après Marie-Louise parlait au capitaine Read-Davis.

— Pas de navires atteints ? Oh, magnifique, fit-elle. Où ? A Saint-Julien ?

Je me tournai.

— Saint-Julien ?

Elle raccrocha. « Oui ». Ses yeux étaient anxieux. Comme moi, elle habitait Saint-Julien et sa mère avec elle.

J'appelai le Central et demandai un numéro.

— Allo, Greta ? Tout va bien ?

— Allo, Franco ? Ça été assez désagréable. Ils sont arrivés comme je vous parlais de la viande, un peu précipitamment. Le pauvre Hammy, (Hamilton le chat) a été tout surpris. Il est sous le lit de Gravy pour le moment et fait sa tête des alertes.

— Où les bombes sont-elles tombées ?

— Dans la mer et les terrains vagues le long de l'avenue du Sacré-Cœur.

Je fis un signe de tête encourageant à Marie-Louise.

— Suzan va bien?

— Oui, elle est encore dans l'abri. Au revoir.

La sirène donnant le signal de fin d'alerte retentit comme je m'asseyais à mon bureau. Ma secrétaire prit une chaise à son tour, son bloc-notes sur les genoux. Elle paraissait très tranquille.

— Où en étais-je, lui dis-je?

— Vous commenciez une lettre au directeur des postes : « Cher Monsieur Camilleri ».

Sa voix était tout à fait calme et assurée. Je repris ma dictée.

***

« VOUS VENEZ D'ENTENDRE »

J'ai rencontré et apprécié Lewis Galea, l'avocat général, bien avant d'avoir le privilège d'être présenté à sa femme. Elle était de caractère réservé et sortait peu, bien qu'elle s'occupât beaucoup d'œuvres, à sa manière efficace et tranquille.

J'essayais alors de développer le programme de la radiodiffusion et j'avais arraché un de mes amis, Bobbie Burns, à son travail au quartier-général de l'artillerie. C'est à cette occasion que j'entrai en rapport avec Mrs Galea. Bobbie, avec mon approbation, avait préparé une série d'émissions pour le « front intérieur », plus spécialement consacrées aux femmes. Vous imaginez le thème : les aliments qu'on pouvait se procurer, la manière la plus économique de les cuire ; des conseils sur la façon de « joindre les deux bouts » quand vous n'avez que l'un en main et pouvez à peine toucher l'autre ; comment « mettre en commun » veut dire « économiser » et ainsi de suite. Nous désirions que quelqu'un ayant une certaine situation dans l'île présentât brillamment le sujet. Nous ne voulions pas d'une Anglaise. Nous sentions que ce devait être une Maltaise. Je ne sais qui, Joseph Pace ou Hugh Burns, suggéra Mrs Lewis Galea. Je demandai à Bobbie de lui écrire aussitôt, la priant d'être assez aimable pour venir au bureau. J'étais trop malin pour lui dire de but en blanc ce que je voulais. Elle était, je le savais, si timide et réservée qu'elle n'aurait pas accepté.

Quand Bobbie l'introduisit, je me sentis embarrassé, ce qui m'arrive très rarement. Une grande timidité en même temps qu'une bienveillance absolue émanaient d'elle et je fus confus. J'insiste sur cette timidité, qui paraît contraster si étrangement avec les qualités qu'elle allait montrer.

Oh! non, elle ne pouvait pas faire cela. Elle s'arrêterait court devant le micro, elle n'aimait pas à parler, que ce fût en public ou devant un auditoire invisible. Elle n'avait jamais fait une allocution ou rien de ce genre et ne saurait par où commencer. En outre, il y avait d'autres dames qui conviendraient mieux.

Bobbie et moi prîmes largement notre souffle et plongeâmes, bien décidés à vanter Mrs Galea à Mrs Galea. Bobbie débuta, à toute vapeur. Il usa de son agréable voix et quand le moment me parut propice, je le relevai et essayai de tous mes charmes. La bataille pour vaincre la timidité de notre visiteuse fut rude, mais nous triomphâmes. Mrs Galea, avec une légère répugnance, accepta enfin.

Il vaut mieux que j'écrive l'histoire de sa première émission, telle qu'elle me fut racontée quelques jours plus tard par Bobbie.

— Bonjour, mon vieux, dit Bobbie, entrant dans mon bureau un matin.

— Comment s'est passée l'émission de Mrs Galea? Je pense qu'elle n'a pas eu lieu avec ce maudit raid.

— Vous vous trompez, répliqua Bobbie, elle l'a faite.

— Cette timide petite créature?

Il fit oui de la tête.

— Cette timide petite créature!... Elle fut absolument stupéfiante. Il y avait eu une attaque exceptionnellement forte, le soir précédent, sur la région de La Valette et du Grand Port. Le studio où l'allocution était prononcée se trouvait dans une partie de la ville qui avait déjà beaucoup souffert. Il n'était absolument pas protégé, il était au rez-de-chaussée d'un immeuble ordinaire. Cela n'avait rien à voir avec les studios souterrains de la B.B.C. pendant le « blitz ». C'était une des difficultés que nous avions à surmonter lorsque nous faisions venir les gens pour parler à la radio. Nous n'avions aucune protection à leur offrir et les heures d'émission, malheureusement, coïncidaient avec les assauts nocturnes. Peut-être pensez-vous que ces émissions représentaient, dans ces conditions, une simple perte de temps? Ce n'est pas exact. Les gens qui n'étaient pas dans la zone menacée par l'attaque pouvaient désirer écouter et il fallait qu'ils fussent servis.

— Oui, stupéfiante, continua Bobbie, s'emparant d'une de mes cigarettes. Puis-je? Merci beaucoup, Francis. Quand j'arrivai aux bureaux de la Radiodiffusion, ce garçon, comment s'appelle-t-il donc, n'était pas encore là et je trouvai Mrs Galea dans la rue. Je me confondis en excuses, mais son attitude suggérait que c'était sa propre faute à elle, plutôt que la nôtre. Pour finir, nous entrâmes. Je l'emmenai dans le bureau, je lui montrai le micro et ainsi de suite.

— Etait-elle nerveuse? demandai-je.

— Très, oui. J'avais peur qu'elle ne restât court. Une minute avant de l'installer au micro, cette damnée sirène retentit. Je lui demandai si elle préférait abandonner et gagner un abri, mais elle me dit que non, que ça n'avait pas d'importance. Je n'étais pas trop satisfait. Cependant,

je n'y pouvais rien. J'annonçai donc que c'était la première émission d'une nouvelle série de causeries et que Mrs Lewis Galea l'inaugurait

— La canonnade avait-elle commencé?

— Elle venait de commencer. Je lui demandai de nouveau si tout allait bien et elle dit que oui. Je me sentais un peu honteux de la laisser poursuivre, mais que pouvais-je faire? L'émission avait été annoncée dans la presse. Je fermai la porte de la pièce et me rendis dans la salle de contrôle pour écouter. Elle débuta avec un peu d'hésitation, une visible défiance d'elle. Elle avait à peine prononcé une demi-douzaine de phrases que la foudre tomba.

Ils avaient dû arriver de tous les coins de l'horizon. Ça dégringolait partout. Le claquement des Bofors m'empêchait presque d'entendre la voix dans le haut-parleur. Après le premier grand coup, sa voix sembla se raffermir et, à partir de ce moment, elle lut sa causerie comme un vétéran de la radio, sans un tremblement, sans un soupçon d'hésitation. Bien que l'enfer se déchaînât autour d'elle, elle continua, de sa voix tranquille, à résoudre les petits problèmes ménagers, et à donner des conseils de cuisine. Derrière la vitre du studio, j'assure que je tremblais presque. Quand elle eut fini, je rentrai dans la salle d'émission pour dire : « Vous venez d'entendre... » Alors, elle se tourna vers moi et me demanda : « Etait-ce bien? » Pas un mot de ce damné raid et des bombes qui avaient éclaté si près d'elle. Je vous le dis, Francis, elle n'avait pas été troublée le moins du monde.

C'est tout. Elle n'avait pas été troublée le moins du monde.

PANACHE

C'était une grande fille mince, très, très blonde. Elle était Anglaise et fort jeune. Au temps de sa grand-mère, elle aurait été une beauté classée. Dans le monde d'aujourd'hui, elle était une femme à la mode. Son nom était Patricia.

Elle flottait à travers le clair-obscur des jours désespérés de Malte; son air de calme hauteur faisait du Berkeley autre chose qu'un vague souvenir, pour ceux d'entre nous qui se souciaient de tels souvenirs. Elle était *svelte*, *soignée*, *chic*. Elle était mariée et son jeune mari — riche, vous savez — était en garnison dans l'île. Il était artilleur.

Son *maquillage* était étudié, soigné, superbe. Elle était toujours tirée à quatre épingles. Ses yeux bruns et ses cheveux si blonds formaient un contraste frappant. Elle avait l'habitude, tout à fait charmante en elle-même, de plisser les paupières dans un sourire lorsqu'elle vous abordait. Ce *trait* délicieux laisserait sa trace avec le temps.

Quand personne n'était capable de trouver de tissu dans l'île, elle s'arrangeait toujours pour apparaître avec quelque chose de neuf. Même ses chapeaux — ridiculement gais, de tendres petits morceaux de niai-

serie féminine — étaient *à la mode* de Londres et de New-York, car elle étudiait, avec goût et passion, les exemplaires de *Vogue* et du *Harpers' Bazar*, envoyés d'Angleterre dans cette forteresse de première ligne où elle vivait.

Sa maison, qui était proche de la mienne, était pour elle un cadre des plus convenables ; elle l'avait décorée et meublée avec soin. Elle avait le sens du décor — du moment qu'elle était en scène.

Elle lisait les livres qu'il fallait lire (quand elle pouvait les trouver), connaissait ou discutait (même remarque) les gens bien. Elle était *du monde*. Au milieu de la poussière et de la dévastation grandissante de Malte sous le feu, elle apportait la touche de couleur soudaine et inattendue d'un martin-pêcheur volant au-dessus d'une rivière, le soir, au crépuscule ; elle glissait un éclat momentané dans la grisaille de la routine journalière.

On dit que l'habit fait l'homme ; les robes de Patricia, en tout cas, galvanisaient le public masculin. L'effet était le même auprès des femmes. Quand il y avait une réunion, elles demandaient à l'avance : « Pat y sera-t-elle ? » Si la réponse était affirmative, elles faisaient un effort spécial. Presque toujours son élégance l'emportait, mais cela n'avait pas d'importance. Elle maintenait le niveau et dans des circonstances où les femmes auraient été excusables d'oublier un peu les sollicitations de la coquetterie, elle se montrait exigeante. Aussi, bon gré mal gré, contraignait-elle les autres femmes à l'imiter. C'était une bonne chose. Elle soutenait le moral. Elle avait vingt-deux ans.

Alors que les autres personnes ne cessaient de parler des bombardements et épiaient les lèvres de leurs interlocuteurs pour placer un mot, elle vous accueillait avec cette brillante vivacité et cette grâce de jeune poulain qui étaient la moitié de son charme :

— N'est-ce pas vraiment *infernal*, Fouancis ?

Oui, elle avait même des difficultés avec ses *r*. Elle avait tout pour elle, cette fille.

— Qu'est-ce qui est *infernal ?*

— Vous connaissez ma robe... (déferlait alors un flot d'éloquence descriptive proprement féminine dont je ne me souviens plus). Eh bien, j'avais fait faire pour l'accompagner un adorable chapeau et j'avais besoin d'un peu de ruban assorti. Ce matin, je suis allée à la boutique où je l'avais acheté et, mon cher (ici son regard témoignait d'une indicible horreur), la boutique avait été anéantie la nuit dernière. Elle était la seule dans toute l'île à avoir du ruban. N'est-ce pas *infernal ?*

Je dois l'avouer, cette charmante femme m'amusait. Elle me faisait le plus grand bien. Une telle sincérité, au milieu du fracas mugissant dans lequel nous vivions, était bonne à rencontrer.

Elle n'avait pas moins peur que nous et elle avait sa manière à elle de garder la tête haute. Si sa ferme lèvre supérieure était joliment peinte, c'était encore une lèvre supérieure qui ne tremblait pas.

Le noir de son crayon à sourcils, la teinte éclatante de son rouge à lèvres, la douce suggestion de l'ombre de ses yeux, telles étaient ses « couleurs » ; elle les avait clouées au mât et il aurait fallu bien autre chose qu'une flotte aérienne allemande pour l'obliger à les amener.

Un jour un de ses amis lui dit :

— Mais Pat, ma chère, n'avez-vous pas peur toute seule, dans votre petite maison, la nuit ? Il y a eu beaucoup de bombes tout autour de vous.

— Mais si j'ai peur. Je suis simplement terrifiée.

— Que faites-vous ?

— Eh bien, dit Pat simplement, quand les choses vont vraiment mal et que j'ai par trop peur, je me lève et je m'assois devant mon miroir, j'enlève ma crème et je me maquille. Je suis obligée de me concentrer quand je le fais...

C'est ainsi qu'elle trompait sa peur. Après tout, pourquoi pas ? Un Chinois eût compris cette manière de sauver la face, au sens propre du mot.

Cette image peut ne pas vous séduire ; pour moi, elle était étrangement touchante. Cette petite maison de la baie Saint-Julien, blottie sous le ciel, de minuit, au travers duquel les doigts blancs des projecteurs erraient lentement, à la recherche des bandits bourdonnants. Le soudain et hargneux sifflement des bombes, suivi du choc affreux et du tonnerre de l'explosion... Et dans cette petite maison, seule, complètement absorbée par son maquillage, une grande fille mince assise devant le miroir qui, à tout instant, pouvait refléter non plus sa jeune beauté, mais le sinistre visage de la mort.

Pat, où que vous soyez, je vous salue, car, malgré votre folie, vous auriez pu vous installer auprès de Cyrano de Bergerac et répéter son cri fameux : « *C'est mon panache* ».

UNE BEAUTÉ CRAINTIVE

Quand je louai ma petite maison de Saint-Julien à Roger Strickland, je demandai à Greta de me chercher une gouvernante. Elle m'offrit Lucy, qui avait été femme de chambre à Pembroke House pendant plusieurs années. Lucy me connaissait et paraissait désireuse de venir. Elle ne se piquait pas d'être une cuisinière, mais sa cuisine était tout à fait suffisante pour le célibataire que j'étais. Je m'installai donc et Lucy Zammit entra à mon service. C'était la première fois que j'étais chez moi depuis que j'avais quitté l'Angleterre. Bien que Gravy et Greta eussent été la bonté même et m'eussent nommé membre honoraire de la famille Tench, c'était agréable d'avoir de nouveau une maison à moi.

Je me heurtai bientôt à de sérieuses difficultés du fait des raids de nuit. Lucy refusait le jouer le jeu. Elle n'aimait pas les attaques aériennes et le disait. Elle jugeait — très raisonnablement — que le mieux, lorsqu'un raid commençait, était de se terrer et de ne plus bouger jusqu'à ce qu'il

fût terminé. Elle habitait à cent mètres environ, à la porte d'un abri dans le rocher. Elle avait l'habitude de s'y retirer quand l'alerte sonnait.

Tout cela était très gentil, mais je ne prenais que deux repas à la maison, le petit déjeuner et le dîner. Après une journée au bureau, je voulais pouvoir rentrer chez moi et dîner en paix, ou du moins feindre de croire que rien d'extraordinaire ne se passait. Comme il y avait des raids pratiquement chaque soir, vous ne pouviez vous occuper d'eux tout le temps. Ou bien il aurait fallu renoncer à dîner. J'avais donc besoin d'une domestique qui demeurât à la maison, fît la cuisine et servît mon repas, sans tenir compte des bêtises qui pouvaient se déchaîner au-dessus de nos têtes.

Je l'expliquai à Lucy, et elle comprit parfaitement mon point de vue, comme j'avais compris le sien. Nous décidâmes de nous séparer tout en restant les meilleurs amis du monde et, en fait, ce fut Lucy elle-même qui me fournit sa remplaçante. Carmela Zammit (qui n'était pas sa parente) faisait extrêmement bien la cuisine ; elle ressemblait à la reine des gitanes, sur les distributeurs automatiques de bonne aventure, et déclarait dédaigner absolument le maréchal d'empire Hermann Gœring, le général d'aviation Albert von Kesselring, la Luftwaffe, la Regia Aéronautica et tout leur vacarme. Je dis au revoir à Lucy — nous gardâmes cependant le contact par l'intermédiaire du blanchisseur — et Carmela prit la suite.

Notre début fut un triomphe. Le premier soir, il y eut un raid très violent. Carmela ne battit pas des paupières et m'offrit un repas digne de Gargantua, composé de plats innombrables dont chacun m'aurait nourri pendant une semaine. Inutile de dire que c'était à l'époque où nous avions encore du ravitaillement. De plus, elle servit tranquillement à table, n'augmentant l'effroyable fracas du raid que d'un discret son d'assiettes et d'une respiration légèrement haletante. Je souris en moi-même. La situation se présentait bien.

C'était une créature silencieuse, à la différence de Lucy qui avait l'habitude de venir me parler pendant les repas, généralement de la Famille royale dont elle n'avait jamais vu aucun membre. Elle s'apitoyait sur le Roi et ses vastes responsabilités. « Pauvre homme, tant de choses doivent le tourmenter, notre Roi. Oui vraiment. » Carmela, au contraire, n'ouvrait jamais la bouche. Elle était étrangement renfermée. Je n'osais lui adresser la parole que pour les ordres indispensables. Une fois, comme le tumulte était un peu plus assourdissant que d'ordinaire, je lui fis compliment de son calme ; elle répondit de sa voix habituelle, douce et polie, avec une expression d'intense dédain pour l'ennemi. Après cela, je renonçai à toute tentative de conversation.

Sa cuisine et l'accomplissement de ses devoirs essentiels continuant d'être impeccables, j'essayai d'organiser un petit dîner. J'invitai Jack et Leslie Tyler. Si quelque chose ne marchait pas, ils ne froisseraient pas de m'avoir servi de cobayes. Cependant tout alla bien, à cela près qu'une bombe tomba dans le jardin.

Je devins plus ambitieux et projetai un dîner important. Je résolus d'inviter Greta et Melita à venir arranger des fleurs. Je me procurai de la glace. (Il me restait quelques bouteilles). Oui, et j'inviterais... C'est dans cette atmosphère d'agréables projets que Carmela fit éclater sa bombe. Je ne pus la comprendre au début. Son anglais avait toujours été assez approximatif — sauf quand il s'agissait d'exprimer son opinion sur les ennemis du Roi. Ses explications paraissaient très compliquées, je devais n'avoir pas saisi un mot, il me semblait qu'elle parlait d'une souris...

Quand le flot de paroles, si extraordinaire chez cette personne silencieuse et placide, eut été ramené de l'inondation au simple jet, puis à la goutte, avec cependant le leitmotiv perpétuel de la souris, je réussis à placer un mot.

Je compris enfin. Carmela m'annonçait son intention de quitter mon service. Elle disait, « je vous en prie, signor, il y a une souris ». Elle s'en allait.

Je savais bien qu'il y avait une souris. Elle en avait vaguement parlé déjà. J'avais même, je me souviens, un peu pensé demander à Greta d'apporter Hammy un soir, pour organiser une petite chasse au fauve, mais je n'avais pas attaché mon esprit à cette souris. Quoi, Dieu me damne, je l'avais même vue et... Seigneur! Je l'avais nourrie! J'évitai de regarder Carmela. C'était quelques soirs plus tôt, j'étais rentré tard et j'étais allé dans la salle à manger, à la recherche d'une bouteille d'eau gazeuse. La souris était là, visiblement très effrayée ; je coupais sa ligne de retraite. C'était, je la vois encore, un pauvre petit être, maigre et insuffisamment nourri. Naturellement je lui avais donné quelque chose. Et maintenant Carmela, cette brune amazone, cette Ajax femelle qui défiait les orages du ciel et des hommes, allait tout abandonner à cause de cette petite bête craintive? Pourtant c'est bien ce qui se passa. Du courage elle en avait mais aussi une sensibilité féminine ingouvernable.

Elle partit. Lucy revint et je connus de nouveau de longs intervalles entre les différents plats de mes dîners.

LA FEMME DES CAVERNES

Un lien commun unissait peut-être toutes les femmes de Malte : une complète inconscience de leur propre héroïsme. Je ne l'appréciai pleinement qu'à mon retour en Angleterre. Ce fut par comparaison que je compris leur grandeur d'âme.

Je vais avancer une affirmation qui sera sans doute mal accueillie. *Ces* femmes, les femmes de Malte — Maltaises ou Anglaises — firent plus que les femmes d'Angleterre. Je ne dis pas que les femmes de ce pays n'auraient pas montré le même courage. Je dis qu'elles n'en eurent pas l'occasion.

Les raids de Londres, de Coventry, de Bristol et des autres villes

bombardées étaient intenses, sur le moment presque intolérables, mais ils ne durèrent que quelques semaines. Les femmes de Malte les supportèrent pendant deux ans, vingt-quatre mois, *plus de cent semaines*. Au cours de ces deux années, il y eut cinq mois d'*attaques incessantes* de jour et de nuit. Pas de repos pour elles. Aucun lieu où il fût possible de se réfugier — en Angleterre, les femmes pouvaient quitter les villes, ne fût-ce que pour une nuit — dans la douce certitude de ne pas être dérangées. Elles vivaient avec le danger, angoissées pour les leurs et pour elles-mêmes, anxieuses pour leurs maisons ; elles vainquirent la terreur et continuèrent d'aller à leur bureau ou d'accomplir leurs devoirs domestiques. Pendant ces longs mois d'épreuve, elles ne faiblirent jamais et jamais ne perdirent courage. Elles montrèrent, du début à la fin, un courage comparable à celui de la sœur de Scipion, celle qui fut la mère des Gracques.

Mais ce n'est pas par ces exemples isolés, choisis au hasard, que je veux terminer ce petit hommage aux femmes de Malte. Entre toutes, la vraie héroïne fut la Femme de la Caverne.

Sinistrée, avec seulement quelques pauvres restes de biens, cette femme, cette fille de pauvres se terra dans sa caverne natale, avec la sauvage détermination de sauver sa vie et celle de ses enfants. Dans le flanc des falaises, dans le grand ravin, dans les innombrables tunnels, terriers et cavernes, cette femme, et des milliers d'autres comme elle, reconstitua son foyer. Le destin la poussait sous terre ; elle retourna à l'existence des troglodytes, pour continuer de vivre.

Elle et ses enfants habitèrent et vécurent dans ces cavernes. Parfois ils pouvaient éclairer ces sombres refuges ; le plus souvent, il n'y avait aucune possibilité de se procurer de la lumière.

Et pourtant, dans ces cavernes, ils vécurent *heureux* et leurs enfants ne cessèrent pas de chanter.

Dans ces conditions primitives, les vieilles gens atteignirent la fin du grand voyage, reçurent les Derniers Sacrements et moururent.

Dans la caverne aussi, incomparable geste de défi à la crainte et à la mort, dons de l'ennemi, la femme mit au monde son enfant.

Au premier abord, on peut être tenté de plaindre cette femme ; elle vivait dans des conditions misérables et traversa son temps d'épreuve dans une atmosphère qu'on a toute raison de considérer comme affreuse. Mais il y a un autre point de vue. La femme de la caverne de Malte qui accouchait ainsi se conformait à un auguste exemple. Nous n'avons pas besoin de la plaindre, ni elle ni son enfant, car le rocher de Malte rappelait étrangement la grotte qui fut autrefois une étable à Bethléem : en cela du moins, la Femme de la Caverne suivait exactement les pas charmants de la Mère de Dieu.

FRANCIS GERARD

(TRADUCTION DE FRANÇOISE DE BERNARDY)

SUR QUELQUES INÉDITS DE J.-J. ROUSSEAU

VESTIGES

(Fragments inédits de J.-J. Rousseau)

Un grand écrivain laisse toujours après lui bien des pages irrévélées, projets, ébauches, vestiges d'idées ou de songes dont le passage ne l'a retenu qu'un moment. Notre légèreté dédaigne parfois ces chétives reliques ; nous les tenons pour superflues. Ce qui partit de certaines plumes et du battement de certains cœurs n'est pourtant jamais négligeable ; et il n'est pas entièrement sûr qu'un texte abandonné l'ait été parce que son auteur avait lui-même cessé de s'y plaire.

Les œuvres posthumes de Jean-Jacques ont été mises au jour peu à peu ; les plus gros manuscrits ont paru les premiers. Sous la Restauration, le père d'Alfred de Musset en publia d'autres ; sous le Second Empire, Streckeisen-Moultou, d'autres encore. La Correspondance du Citoyen n'a pas fini de nous livrer ses secrets. Et voici d'abord deux petits textes inédits, deux feuillets sans titre, sans pagination, qui sont aujourd'hui conservés parmi les documents de Neuchâtel (Bibl. de la Ville, ms. 7872) :

I

« *La plupart des hommes, mon cher Paulin, murmurent contre la nature qui leur a donné des jours si bornés et contre le temps qui court avec une telle rapidité qu'à l'exception d'un très petit nombre, tous les autres passent leur vie à se préparer à vivre. Et ces plaintes ne sont pas seulement, comme on le pense, celles du peuple, des esprits populaires ; on a vu même de grands hommes oser les répéter. L'art est long, disent les médecins, et la vie est courte, et Aristote fait à la nature un reproche peu convenable à un sage lorsqu'il l'accuse d'avoir prodigué des siècles de vie à de vils animaux, tandis que l'homme, destiné à de grandes choses, voit sa course bornée à un si petit nombre d'années. Il ne devrait pas dire : nous avons peu de temps, mais : nous en perdons beaucoup ; car nous trouverions notre vie assez longue pour faire de grandes choses si nous la savions bien employer. Mais en la passant dans le luxe et l'oisiveté sans en faire aucun usage utile, il n'est guère étonnant qu'avant d'apercevoir sa durée, nous nous sentions à sa fin.*

» *Notre vie est trop courte, il est vrai, non par la faute de la nature, mais par la nôtre ; et c'est un bien dont nous sommes plus prodigues que pauvres. Une sage économie sait conserver et faire valoir un fonds modique, tandis que des richesses immenses périssent entre les mains d'un dissipateur. Il en est de même de l'emploi du temps, et celui qui nous est accordé suffit à beau-*

coup de choses pour quiconque en sait bien user. Pourquoi donc nous plaindre de la nature? Sachons profiter de la vie et nous la trouverons assez longue. »

2

« *Que m'as-tu dit, jeune homme? Que je suis alarmé pour toi! Que je te plains! Tu crains d'aimer? Tu aimes donc, et cette crainte ne vient jamais qu'après le mal. La première atteinte de l'amour séduit plus qu'elle n'effraie; sans examiner ce qu'on sent, on s'y livre; plus ces transports sont doux, moins on cherche à les connaître, de peur d'être obligé de les vaincre après les avoir connus.*

» *Ainsi tu ne peux te rendre compte à toi-même de l'état de ton cœur, il ne craint ni n'espère, il est inquiet; ta naïve innocence voudrait s'éclairer sur les vrais sentiments; tu viens consulter un ami de la vérité à qui les passions ne sont pas inconnues; tu ne crains pas de troubler son repos pour assurer le tien. Jeune insensé, que me demandes-tu? Faut-il m'égarer pour te conduire et réchauffer mon sang à demi glacé par des images dangereuses qu'on ne contemple jamais impunément? Hélas, je le sens trop! En recherchant leurs traits effacés par l'âge, j'en renouvelle en moi l'impression charmante, et, pour exaucer tes vœux indiscrets, je cède peut-être à mon penchant plus qu'à ton importunité. Profite au moins du danger que tu me fais courir, et deviens sage par mon expérience... Je fus heureux. O mon enfant, j'aimais, et mon bonheur commençait où finissaient mes plaisirs...* »

*
* *

Si le premier de ces écrits n'est pas une traduction que mon ignorance n'a pas su reconnaître, nous nous trouverions ici en présence d'instructions morales destinées par Jean-Jacques, non point, je suppose, à tel compagnon véritable, mais à tous les adolescents. Et le second texte serait de la même veine. Deux lambeaux, les seuls sans doute qui subsistent, d'un dessein auquel Jean-Jacques renonça. Probablement avant l'*Emile*, comme ces *Lettres*, entreprises d'abord à l'intention de Sophie d'Houdetot, qui se souciait peu de les lire, et dont plusieurs fragments disjoints passeront dans le *Vicaire Savoyard*.

Depuis 1749, Jean-Jacques ne veut plus rien écrire qui ne serve. Le don qu'il a reçu, il pense qu'un devoir y est associé. Dans un monde, autour, apostat, il croit, de toute la force de son âme, qu'il est désigné nommément pour une tâche de rappel à l'ordre. Ne pas « tromper sa destination »! Ce qu'il a, quant à lui, le bonheur de voir avec une netteté d'évidence — que nous sommes embarqués et qu'une seule chose est nécessaire, et que la vie comporte un sens, et que nous avons en nous quelqu'un à faire, une certaine créature désirante, encore informe, mais appelée, un être qui est le plus profond nous-même et qu'il s'agit d'édifier pour l'apporter, pour le donner, quelqu'un que Dieu connaît et qui connaît Dieu — tout cela, le dire, le redire, à temps et à contre-temps, le crier à son siècle, à tous les hommes qui se perdent dans les ténèbres et le malheur. Se racheter aussi, parce qu'il a longtemps trahi et qu'il a derrière lui de sombres années pendant lesquelles il a vendu son âme.

Et si même cette feuille volante où s'est posée sa main ne nous offre rien

d'autre que l'adaptation de quelque texte ancien, il est déjà significatif que Jean-Jacques ait choisi ce texte-là justement, où la question majeure est posée : le temps, notre temps, cette durée à nous impartie, ce délai stipulé, ces heures que nous gaspillons.

Des hésitations, des retouches apparaissent çà et là, et l'on y saisit Rousseau attentif aux structures sonores, au nombre de sa prose, aux assonances. Cet homme, qui soutient que « le Français n'a pas d'accent », je vois peu d'écrivains chez nous plus sensibles que lui, sans le savoir, aux rythmes toniques de la langue. Comme Pascal, comme Bossuet, il sait le mystérieux pouvoir que confère à la pensée le style, et il n'en méprise pas l'appoint. Je ne veux pas alourdir d'une scansion d'école et de gloses pédantes les exemples qui se proposent ici à nous ; que leur relevé nous suffise. Première rédaction : « La plupart des hommes, mon cher Paulin, *se plaignent* de la nature qui leur a donné *une vie si courte* » ; retouche ; « ...murmurent contre la nature qui leur a donné des jours si bornés » ; et plus loin, texte primitif : « il n'est *pas* étonnant *que nous nous sentions à sa fin avant que de nous être aperçus de sa course* » ; correction : « il n'est guère étonnant qu'avant d'apercevoir sa durée, nous nous sentions à sa fin ».

Le second fragment est d'un ton beaucoup plus personnel, et qui nous atteint davantage. Et l'on devine aisément, je crois, la raison pour laquelle Jean-Jacques s'est interrompu. C'est la même qui retiendra sa plume, violemment, au moment où les *Lettres à Sara* l'entraîneront de nouveau là où il sait trop qu'il ne doit plus aller. La puissance des « images dangereuses » est extrême ; la complaisance aux souvenirs est un acheminement au péché. Pour avoir ouvertes toutes grandes les portes de son âme, en 1756, aux prestiges d'un amour rêvé, Jean-Jacques est tombé, en 1757, dans la noire aventure brûlante d'une passion qui n'était, hélas, plus un songe. Au seuil de la vieillesse encore, à cinquante-sept ans, parce qu'il vient d'écrire le neuvième livre des *Confessions*, qu'emplit la présence de Sophie, Jean-Jacques se retrouve vulnérable devant le sourire de Rose de Berthier.

On n'en finit pas de se battre avec ses désirs. Une fois de plus, Rousseau s'est à lui-même tendu un piège ; il feint de conseiller un jeune homme, et c'est une occasion qu'il se procure de revivre en esprit les délices interdites. Mais il est moins prompt à présent à se donner exprès le change. Il intervient. Coup d'arrêt ; coup de force. Un homme qui parvient à dire non aux sollicitations de la chair et du cœur, parce qu'il ne faut pas y céder, parce que désormais c'est le mal, dans les livres cela se voit ; mais dans la vie ? Jean-Jacques est tout de même devenu cet homme-là, que ni Chateaubriand, ni Verlaine, ni tant d'autres n'ont jamais pu constituer.

II

Après la mort de Jean-Jacques, parut à Genève, dans l'édition de ses *Œuvres complètes* (1781-1783), un petit écrit de quelques pages intitulé *Lettres à Sara*. Quatre lettres, d'inégale longueur, la dernière beaucoup plus ample que les trois autres. Les *Lettres à Sara* figurent depuis lors dans toutes les éditions des *Œuvres complètes* de Rousseau. On les a même, il y a peu d'années, réimprimées, avec *la Reine Fantasque*, dans un beau volume que connaissent les bibliophiles. Mais point d'études à leur sujet, pas même un article nulle part ; rien qui nous éclaire sur ce qu'elles furent, les circonstances de leur composition, leur genèse, leur sens. Elles demeurent énigmatiques.

*
* *

« Tu lis dans mon cœur, jeune Sara ; tu m'as pénétré, je le sais, je le sens. » C'est un homme de « cinquante ans » qui écrit à une jeune fille ; elle a « trente ans de moins » que lui. Il l'aime. Six mois déjà qu'il l'a rencontrée ; « six mois que mes yeux et mon cœur dévorent tes charmes », et la honte l'emplit avec la douleur. Triste « soupirant à cheveux gris », risible « barbon », que peut-il espérer jamais ? Il a passé l'âge où l'amour est permis. Si le monde savait son secret, que de moqueries, quelle huée sur cet « amant d'un demi-siècle » ! Sara est libre, il est vrai ; mais toute la vie est devant elle... Ton devoir est de résister à toutes forces. Si l'âme est impuissante à n'aimer plus, t'immobiliser du moins, endurer, ne rien dire. Et que gagnerais-tu à parler ? Il a tenu bon pendant des semaines, mais l'heure vient où il n'en peut plus. Il avoue. Il se persuade qu'il le peut bien puisqu'en dépit de ses efforts, Sara l'a percé à jour dans son désir et sa souffrance.

Et c'est un nouveau roman, on dirait, que Jean-Jacques commence ; une autre *Héloïse*, et qui s'ouvre par une déclaration sans espoir comme s'ouvrait le livre entrepris pendant l'été de 1756. Une seconde histoire, assombrie. Saint-Preux n'a plus vingt ans, mais cinquante, et ce qui le sépare de celle qu'il aime, ce n'est plus la distance sociale, c'est l'abîme, le terrible abîme des années. Sara a-t-elle lu la lettre ? On l'avait glissée dans un livre qu'elle paraissait en train de lire. Oui, elle l'a lue, il en jurerait. Mais elle continue à feindre de tout ignorer. Elle s'amuse. Cela lui plaît sans doute de voir à sa merci cet homme bouleversé ! Il ne lui fournira pas, qu'elle le sache, l'avantage de le tourner en dérision. Il lui a jeté cet aveu parce que son cœur éclatait ; mais s'il a perdu, à cause d'elle, la raison, il lui reste encore assez de fierté pour n'aller point verser de larmes et s'abattre à ses pieds et se conduire, ah ! tellement en vain ! comme l'enfant naïf qu'il n'est plus.

Beaux discours, propos grandioses, en un seul instant oubliés. Il a revu Sara ; elle n'a point détourné de lui son visage ; elle l'a regardé face à face avec ses yeux purs, et tout de suite, dans l'emportement sans mesure de ce trouble qui le ravage, tout de suite il est tombé à genoux ; il a mis sa tête contre elle pour qu'elle ne le vît pas pleurer. Comme elle lui parle doucement ! Comme elle voudrait le consoler ! Non, certes, elle n'a pas envie, ni l'idée même de se moquer de sa faiblesse ; ni l'ombre d'un mépris non plus. Elle voit bien qu'il est malheureux et qu'il ne sait plus que faire et qu'il étouffe. Elle essuie sur cette face levée vers elle comme vers la vie ces pauvres larmes ruisselantes.

Il s'est repris. Il lui écrit maintenant, sans doute à peine l'a-t-il quittée. Il la bénit ; il la vénère ; il ne lui demandera jamais rien ; qu'elle l'aide seulement, comme elle l'a fait pendant ces « deux heures » inouïes ! Il dit qu'il n'a plus honte de l'aimer, et qu'au contraire, il veut la chérir encore plus, encore mieux ; qu'il garde au fond de son cœur chacune des paroles qu'elle a prononcées ; qu'il s'écartera de sa route, éclairé quand même à présent pour toujours par cette grande lumière qu'elle a mise en lui ; qu'il lui faut ne plus la revoir, parce qu'il serait sans courage ; qu'il se bornera à lui écrire ; et puis non, même pas, il ne doit plus lui écrire ; il doit s'effacer tout à fait ; oui, le silence dès maintenant, et à jamais : « je te dis adieu pour la vie ».

Les *Lettres à Sara* s'arrêtent là. Voici bien, parmi les papiers de Jean-Jacques, ce manuscrit calligraphié avec une application admirable et qu'a

reproduit fidèlement l'édition. Pourtant ce n'était pas tout. Après la quatrième lettre, qui s'achevait sur cet adieu, une autre lettre encore : la promesse rompue, l'adieu révoqué, l'homme que consumait cet amour impossible reprenant la plume à nouveau. C'est qu'il y a deux manuscrits des *Lettres à Sara* à la bibliothèque de Neuchâtel : la copie et l'original ; et l'original en dit plus long que la copie. Sur ces feuillets pleins de ratures où Jean-Jacques a jeté d'une main nerveuse et comme hâtive (l'écriture est aigüe, serrée) ce que lui soufflait la dictée intérieure, voici que s'ébauche sous nos yeux une cinquième lettre à Sara (Neuch. 7.883A) :

« *Non, il n'y a point de paix sur la terre puisque mon cœur n'en jouit pas. Ce n'est pas ta faute, chère Sara, c'est la mienne, ou plutôt celle du sort qui mit si loin de moi le seul bien qui pouvait me rendre heureux. Hélas, ce bien n'était la possession ni de ton cœur ni de ta personne. Je te le jure, et tu dois m'en croire. Mon imagination te laisse toujours trop loin de mon espérance pour t'exposer jamais à mes désirs. Ma passion, ma passion fatale, ne m'aveugle jamais sur ce point ; elle m'égarait sans me séduire et je me laissais entraîner par sa seule force sans voir aucun but qui pût m'attirer. Le comble de mes vœux était que tu visses ma folie et qu'elle n'excitât pas tes mépris. Tu la connus, tu me plaignis, tu me consolas ; j'étais content, je le serais toujours si cet état si doux pouvait durer toute ma vie ; si tu pouvais n'aimer rien et te laisser adorer en silence, je passerais mes jours dans cette occupation délicieuse sans rien désirer, sans rien apercevoir au delà ; mais je jouis de ma passion sans pouvoir t'en donner aucune.*

» *Chère Sara, mon cœur est plein, le tien est vide ; il ne peut l'être longtemps, et ce n'est pas moi qui peux le remplir. Tu aimeras, Sara, si déjà tu n'aimes. Voilà le tourment qui m'est réservé et que la certitude de l'éprouver un jour me fait déjà sentir d'avance. J'ai trop su me rendre justice pour ne pas me soumettre à mon sort, mais je ne puis penser sans mourir que le tien dépendra d'un autre. Non, mon désespoir n'est pas de n'être point aimé, mais qu'un autre doive l'être. Qu'il ait mon cœur et je lui pardonne ; mais qui saura t'aimer comme moi ?* »

*
* *

Qu'est-ce donc que cet écrit mystérieux ? Jean-Jacques avait adjoint à sa copie la note suivante : « On comprendra sans peine comment une espèce de défi a pu faire écrire ces quatre lettres. On demandait si un amant d'un demi-siècle pouvait ne pas faire rire. Il m'a semblé qu'on pouvait se laisser surprendre à tout âge ; qu'un barbon pouvait même écrire jusqu'à quatre lettres d'amour et intéresser encore les honnêtes gens, mais qu'il ne pouvait aller jusqu'à six sans se déshonorer. Je n'ai pas besoin de dire ici mes raisons ; on peut les sentir en lisant ces lettres ; après leur lecture, on en jugera. » Une « espèce de défi » ? « On demandait... » ? Serait-ce, comme propose L.-J. Courtois dans sa *Chronologie critique* (p. 125), au château des Luxembourg qu'on se mit un jour à parler des amants trop vieux pour n'être point ridicules ? Cependant Corneille en avait introduit au moins un dans son théâtre, et nul n'avait songé à le trouver comique. *Le Barbon amoureux*, dit, sur le manuscrit de la copie, un titre que Jean-Jacques avait inscrit d'abord et qu'il a ensuite effacé ; les mots sont narquois en effet et font penser à quelque farce. A-t-il voulu donner le change, par sa note au moins, et s'arranger de telle sorte que nul ne pût, lisant ces pages, supposer qu'elles fussent autre chose qu'un jeu ?

Toujours est-il qu'il a écrit ces lettres d'où s'élève la même flamme qu'on

voit brûler dans l'*Héloïse*. Un prétexte qu'il a saisi ? C'est possible. Je ne crois point à un visage concret, humain, sous ce nom biblique de Sara ; je ne crois point à un amour pour telle femme vivante ; mais je crois à quelque chose ici qui ne serait pas loin de ressembler à la *Confession délirante* de ce René si pareil par plus d'un côté au promeneur de Montmorency. Les *Lettres à Sara* existaient en 1765 ; la correspondance de Rousseau en témoigne ; elles sont du même temps que *Pygmalion*, qui date de 1762. En 1762, Jean-Jacques a cinquante ans tout juste.

Depuis le grand drame de l'année 57, il sait ce que c'est que la passion. Il a décidé que c'était fini, qu'il ne céderait plus. Mais le cœur appelle toujours, et l'âge même, qui défait le corps, n'ôte point sa force à ce cri, au fond de nous intarissable, vers l'autre cœur et l'autre chair. Du moins en songe revivre encore cette aventure, dont le plus pénétrant délice se compose d'un déchirement ! C'est mal, il le sait, même en rêve ; et il se souvient de l'*Héloïse* et de cette femme tout à coup sous ses pas suscitée par les prestiges de son désir. Tais-toi, allons ; pose cette plume. Ce qui est écrit est écrit, mais cesse, renonce, il le faut.

III

Voici enfin, provenant toujours des manuscrits de Neuchâtel, sur un cahier, au coin d'une page (7.885, p. 180), après la transcription d'une lettre de Diderot, ces lignes que l'éditeur de la *Correspondance* a oublié de reproduire :

« *Ici paraît à plein, dans Diderot et dans ses complices, le projet formé de m'éloigner pour exécuter leur complot plus à l'aise ; projet qui n'a eu son accomplissement que cinq ans après par le Décret, à l'aide des puissances qu'ils ont intéressées dans le complot. Peut-on imaginer une bêtise pareille à la mienne ? Il n'y a pas six mois que j'aperçois le but de toutes ces manœuvres extraordinaires auxquelles, en me consumant depuis treize ans d'y penser et repenser, je n'ai jamais rien compris jusqu'ici.* »

Le « complot » ! Deux fois dans ces huit lignes le mot fameux, le mot-signe, le tic irrécusable ; une fois de plus, sous nos yeux, la preuve de la manie dont Jean-Jacques est la proie ; le voilà, tel quel, en pleine crise, l'homme du délire obsidional.

*
* *

« ...en me consumant *depuis treize ans* d'y penser » ; la lettre de Diderot que ce commentaire accompagne est du mois d'octobre 1757 ; le commentaire, par conséquent, doit être de 1770. Jean-Jacques a cinquante-huit ans. Il aborde la rédaction du neuvième livre de ses *Confessions*, où il va conter « la grande révolution de [sa] destinée », « la catastrophe qui partagea ma vie — dit-il — en deux parties si différentes ».

Il a mis pas mal de temps à comprendre que quelque chose autour de lui se développait, d'étrange, de nombreux et de grave. Le Rousseau qu'on nous représente comme *le défiant* par excellence, incroyable, au contraire, ce qu'il lui a fallu d'années pour accueillir cette évidence : qu'on le haïssait. En 1757, la guerre sourde contre lui est commencée depuis bientôt six ans ; il n'en sait rien, il ne s'en doute même pas. Quand il a vu Grimm, au mois de novembre de cette année-là, lui signifier qu'il le tenait pour un monstre et qu'il en avertirait l'univers, il a pris cette grande colère de l'Allemand pour l'explosion seulement d'une vieille hargne, d'une longue jalousie chez ce fat. Diderot qui l'abandonne l'année suivante, Diderot l'ancien ami si

cher qui s'associe maintenant à ses détracteurs, cette navrante volte-face, Jean-Jacques la met au compte d'un manque de caractère chez le « philosophe » ; il imagine Diderot, le « bon et trop facile Diderot », comme il dit, subjugué par Grimm, se laissant aller à des bavardages, ne mesurant pas lui-même la gravité de son action et à quel point il est affreux de trahir le secret dont on vous a fait dépositaire. Jean-Jacques ne sait pas, et il ignorera jusqu'au bout de sa vie ce que Diderot, positivement et minutieusement, a exécuté contre lui : il croit à une indiscrétion, coupable mais non criminelle, et il s'agit d'une délation délibérée et meurtrière. Jean-Jacques ne connaîtra jamais l'existence du journal de Grimm, sa clandestine et très efficace feuille bimensuelle, la *Correspondance littéraire*, acharnée à lui porter dans l'ombre des coups de griffes ou des coups de couteau. Ici même, dans les lignes que nous publions, une contre-sens radical : Jean-Jacques se figure qu'il a « compris » enfin ; on l'entend pousser ce cri amer : j'y suis ! Enfin m'apparaît « à plein » la « manœuvre » et son but ! Eh non ! Il se trompe encore ; il part sur une fausse piste ; docile au leurre qu'on lui a proposé, il persiste à croire qu'on cherchait alors par tous les moyens à l' « éloigner ». Le plan de Grimm et de Diderot, nous le connaissons à présent. Ils ne désiraient point « éloigner » Rousseau ; l'important n'était pas, pour eux, que Rousseau fût ici ou là ; c'était qu'on pût le perdre, une bonne fois, dans l'opinion des honnêtes gens, lui casser les reins, faire taire cet intolérable gêneur.

« J'ai beaucoup ri, dans un temps, de la conspiration holbachique », écrivait Flaubert à Louise Colet, le 20 juin 1853. Flaubert ne rit plus. Il lui a suffi de regarder les choses d'un peu plus près, avec un peu plus d'attention. Rousseau « dérangeait » juge-t-il. On ne saurait mieux dire. Mais ce malheureux se déchirera l'âme, pendant vingt ans, à tenter de comprendre pourquoi on l'exècre. (« Ce que je veux, ce qui m'est dû, c'est qu'on m'apprenne enfin quels sont mes crimes » ; à madame de Saint-Haon, 23 mai 1776 ; et combien d'autres lettres semblables !). Dix ans après la mort de Jean-Jacques, le *Journal de Paris* déclarera (7 septembre 1788) : Rousseau a pu sans doute, dans son désarroi d'homme traqué, « s'exagérer le nombre » de ses ennemis, il ne s'est point exagéré « la violence de la haine qui les animait ».

*
* *

Pas si fou, non, le petit texte ici-présent, et qui gisait, inconnu, depuis que Jean-Jacques l'avait tracé, un jour d'hiver, à Monquin, il y a de cela cent soixante-quinze ans. Pas si fou, parce que, s'il se trompe sur le dessein tactique de Grimm et de Diderot, en 1757, il ne se trompe pas sur un point autrement sérieux : le Décret, l'acte du Parlement de Paris, en juin 1762, qui, après l'*Emile*, décrète Jean-Jacques « de prise de corps ». Il faudra bien qu'un jour ou l'autre ce mystère-là soit éclairci. J'ai de bonnes raisons de penser qu'alors on s'apercevra de l'exactitude singulière, de la parfaite lucidité des propos que voici : « ...à l'aide des puissances qu'ils ont intéressées » dans leur entreprise. Quelles puissances ? Le Parlement et la Sorbonne ; un beau coup de maître, en vérité.

« Au fou ! », ce cri contre Jean-Jacques a commencé de retentir à peine Jean-Jacques eut-il publié ses premiers ouvrages. Le 29 août 1757, déjà, Voltaire demande en ricanant à d'Alembert « comment vont les organes pensants de M. Rousseau » ; c'est que Jean-Jacques a écrit l'an passé sa *Lettre sur la Providence*, et que, dès lors, il est marqué : Nazaréen ! Il est fou, telle est la consigne, le mot d'ordre ; « fou comme Pascal », ainsi que l'écrivent Servan, Dusaulx.

Certes, il « dérange » ; Diderot constatait, jubilant : « Il pleut des bombes dans la maison du Seigneur ! » ; Proyart enregistrait « cette scène cent fois répétée : d'un prêtre appelé au chevet d'un moribond illustre et demandant un crucifix qu'on cherchait en vain dans tout l'hôtel ; il fallait qu'un laquais courût chez l'artisan du voisinage » ; le travail marchait, comme on voit, à merveille ; « le monde se déniaise furieusement », note Voltaire avec un frisson de joie (5 avril 1765) ; Grimm annonce comme imminente la chute enfin de « la boutique », l'immonde boutique chrétienne avec « sa mythologie basse et ignoble » (15 janvier 1763) ; évacué, enfin, le « Pendu » ! (Voltaire à d'Alembert, 18 octobre 1760) ; au président Hénault qui lui dit : « Vous ne détruirez pas le christianisme », « c'est ce que nous verrons », répond Voltaire (20 juin 1760) ; « serait-il possible que cinq ou six hommes de mérite qui s'entendront ne réussissent pas, après les exemples que nous avons de douze faquins qui ont réussi ? » (24 juillet 1760). Et voilà ce Rousseau soudain à la traverse, « rebelle aux nouveaux oracles » (*Dial.* II), qui s'entête à croire en Dieu, qui parle du Christ avec respect, avec amour, et qui ose écrire de l'*Evangile*, en février 1758 : « Le plus sublime de tous les livres, qui me console et qui m'instruit tous les jours »...

Qu'il se taise ! Qu'on ne l'entende plus ! « Il a pour lui les dévots », signale avec rage Diderot, le 18 juillet 1762 ; et Voltaire : il fait « un tort » irréparable à « la philosophie ! » (2 janvier 1765). Contre Rousseau, tout sera bon, car il y va du sort de la Cause ; ils sont du côté de Bayle (« notre père », comme dit Voltaire à d'Alembert, 2 octobre 1764), du côté de Julien, du côté d'Hérode ; Jean-Jacques est du côté de Pascal, d'Augustin et de Jésus-Christ. La voilà, la raison très simple et flamboyante de cette vaste haine des philosophes contre Jean-Jacques, de cette chasse à l'homme qu'ils mènent contre lui. Le monde, écrit Pascal « conçoit une haine mortelle contre la vérité qui le reprend [...], il désirerait de l'anéantir, et, ne pouvant la détruire en elle-même, il la détruit autant qu'il peut dans sa conscience et dans celle des autres » — et dans la personne de ses témoins.

HENRI GUILLEMIN

LA RECONSTITUTION

DE LA

MARINE MARCHANDE

La marine marchande française a été presque aux deux tiers détruite par la guerre. Or, une marine marchande puissante est, pour un pays qui occupe la position géographique de la France, la condition de son indépendance politique et économique. L'opinion publique sait que la victoire aurait pu changer de camp lors des deux dernières guerres mondiales si, par une riposte appropriée, les ravages de la guerre maritime n'avaient pu être arrêtés à temps par les Alliés. Elle sait aujourd'hui par expérience que la pénurie de tonnage est un des facteurs qui agissent sur l'approvisionnement d'un pays, d'abord parce qu'on ne dispose réellement que de son propre tonnage, ensuite, parce que la location de navires étrangers, outre qu'elle échappe à notre seule volonté, entraîne des dépenses en monnaies étrangères qui peuvent avoir sur notre économie, en certaines périodes, des répercussions dangereuses.

L'opinion publique se pose donc diverses questions. Comment allons-nous relever notre marine marchande de ses ruines ? Pourrons-nous reprendre notre place sur nos trafics traditionnels ? Qu'est devenu notre personnel navigant pendant la tourmente et comment son sort est-il assuré ? L'industrie des transports maritimes peut-elle être nationalisée ?

■ ■

Le problème de la reconstitution de la flotte de commerce est assurément celui qui domine présentement et qui dominera pendant plusieurs années encore tous les autres. Au moment de la libération du territoire, l'outillage de notre industrie des transports maritimes était, nous l'avons dit, presque aux deux tiers détruit. Il est aisé de comprendre pourquoi la marine marchande a subi des dommages de guerre plus graves qu'aucune autre branche de l'économie. Le navire de commerce, potentiel de guerre et cible de première importance, n'attend pas, comme l'usine, son sort, dans les lieux géographiques de son activité d'avant-guerre. Il est envoyé au danger sur les points où son action est la plus précieuse pour les besoins de la guerre et où se concentrent pour cela même les moyens de destruction de l'ennemi. Le navire est donc comme le fantassin qui combat en première ligne.

Mais dans les unités de la flotte de commerce, il y a plus de morts que de blessés. La torpille ou la bombe, quand elle atteint son but, détruit

presque à coup sûr le navire. L'usine bombardée garde son infrastructure et, sauf exception rare, des éléments de ses bâtiments et de son outillage. Le navire sombre.

Si l'on ajoute à cela que l'on a pu entreprendre, même pendant la guerre, la reconstruction ou la réparation de l'usine et qu'il n'a pas pu en être de même pour le navire, on comprendra que les dommages de notre marine marchande aient eu une importance exceptionnelle. Ils ont atteint à la fois les navires de la France libre qui ont concouru à la victoire et les unités sur lesquelles l'ennemi avait mis la main, dans les ports de la Méditerranée, après le débarquement en Afrique du Nord, pour reconquérir la Tunisie.

Le bilan de nos pertes est impressionnant. En tenant compte des unités remises en état depuis la libération et des achats de navires qui entrent dans le cadre de la reconstitution de la flotte, notre marine marchande dépasse, à l'heure actuelle, 1 300 000 tonneaux de jauge brute. Il s'agit de la porter aux trois millions de tonneaux que comptait notre flotte d'avant-guerre, sans oublier qu'en 1932 notre flotte avait atteint trois millions et demi de tonneaux. Les chiffres que nous venons d'indiquer ne suffisent pas à mesurer l'effort de reconstruction qui s'impose à nous. A côté de la réparation des dommages subis pendant la guerre, il faut compter sur la nécessité parallèle de renouveler les éléments du tonnage à flot qui sont, comme on dit « à bout de bord » par suite d'une vétusté qu'à hâtée encore le service intensif de guerre.

Le problème de la reconstitution de la flotte de commerce est complexe. Il met en jeu des facteurs techniques, financiers, commerciaux qui s'enchevêtrent les uns avec les autres. Nous allons essayer d'en donner une idée.

Une flotte de commerce est au service d'un trafic où l'élément national et l'élément international tiennent, nous le verrons plus loin, une importance variable suivant les pays. Notre flotte doit être reconstituée en fonction du trafic de demain. Or, que sera ce trafic ? Il y a là une inconnue qui peut tenir en suspens certains éléments du plan de reconstruction. L'armateur de navires charbonniers, par exemple, n'a-t-il pas quelques raisons d'être perplexe tant qu'il ne saura pas si, et dans quelle mesure, le trafic d'exportation des charbons anglais se rétablira ? Mais la réalisation du programme de reconstruction ne peut se faire que par paliers, et sa durée même doit permettre aux intéressés de se procurer des éléments d'appréciation importants.

Le facteur technique est sans doute celui dont la mise au point est le plus avancée. L'armement français a fait un gros effort de « standardisation ». Renonçant à une pratique qui consistait à donner presque à chaque navire des caractéristiques différentes, en vue de la recherche du mieux, les armateurs se sont mis d'accord sur des prototypes de navires permettant une construction en série avec les avantages que celle-ci comporte. Mais le programme mis au point, sa réalisation se heurte à une autre difficulté. Il s'agit de placer les commandes dans les chantiers de construction.

Les chantiers français, qui ont tout naturellement la préférence, sont limités par leur capacité normale de production et par les difficultés d'approvisionnement inhérentes aux circonstances. D'un autre côté, les commandes à l'étranger sont limitées par nos crédits en monnaies étrangères et, pendant un certain temps encore, par le nombre de cales disponibles.

On aperçoit les difficultés que doivent surmonter ceux qui ont la responsabilité de refaire rapidement notre flotte sans compromettre notre monnaie.

Le financement de la reconstitution de la flotte dépend à la fois de l'Etat et des armateurs sinistrés. L'Etat doit assurer à ceux-ci la compensation des dommages de guerre et mettre à leur disposition un organisme de crédit à long terme à base hypothécaire. L'armateur doit faire apport de ses amortissements ainsi que de ses provisions, pour peu que la législation fiscale les épargne. A ces ressources s'ajouteront celles qu'il pourra tirer de son crédit propre. Il ne faudra pas moins que la conjugaison de toutes ces ressources pour financer une dépense de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards. Il s'en faut de beaucoup que ce dispositif multiple soit au point. Si le régime des dommages maritimes de guerre est régi par le contrat même de réquisition, ses modalités d'application essentielles ne sont pas encore déterminées. L'organisation du crédit maritime à long terme a cessé de fonctionner en 1939 et les projets tendant à sa réorganisation n'ont pas encore pris corps. Le régime fiscal des provisions constituées par les armateurs en vue de la reconstitution de la flotte est encore en suspens. Il y a, dans le domaine du financement de cette reconstitution, des lacunes inexplicables et qui risquent, si elles ne sont pas comblées rapidement, de s'ajouter aux difficultés trop nombreuses déjà, qui tiennent aux faits.

Ce n'est pas à dire que l'œuvre de la reconstitution de la flotte n'ait pas reçu un commencement d'exécution. Outre la remise en état des navires renfloués, outre l'attribution d'un faible tonnage provenant de la flotte de commerce allemande, un assez grand nombre de commandes ont été passées aux chantiers français et aux chantiers étrangers, et quelques navires de qualité ont été achetés à l'étranger.

Il nous faut ici distinguer parmi les achats de navires d'occasion entre ceux qui peuvent réellement prendre place dans notre flotte en tant qu'élément de reconstitution et ceux qui n'ont qu'une valeur d'utilisation très limitée dans le temps : nous voulons parler des « Liberty ships ». Le Gouvernement français a négocié à Washington l'achat d'environ 75 Liberty ships, d'un tonnage global de plus de 500 000 tonneaux de jauge brute. Une controverse s'est fait jour dans la presse au sujet de cette opération. D'aucuns additionnent ce tonnage avec celui que nous avions à la veille de l'accord franco-américain ; d'autres jugent sévèrement l'opération et redoutent ses suites. Il est un point sur lequel tout le monde devrait être d'accord : les « Liberty ships » ne sauraient être considérés comme un élément de reconstitution de notre flotte. L'absence de qualité de leur construction qui limite leur durée d'existence à quelques années, leur gros tonnage, leur faible vitesse, diverses autres particularités font qu'ils ne sont appropriés à nos besoins ni techniquement, ni commercialement. Il faut, pour assurer un trafic, des navires adaptés à la nature des marchandises comme aux ports desservis. Le tonnage, la vitesse et toutes les autres particularités sont déterminés en fonction du rendement le plus grand et le plus économique. Or, les « Liberty ships » ne conviennent qu'à un petit nombre de catégories de marchandises transportées par cargaisons complètes, entre des ports à fort tirant d'eau.

Il ne semble pas que ceux qui ont négocié cet accord aient eu en vue autre chose que de réaliser une économie de devises étrangères sur le montant des

frets que, faute d'avoir acheté ce tonnage, nous aurions dû payer aux pavillons étrangers pour transporter les divers éléments du programme d'importation couvert par l'accord franco-américain. Dans cette hypothèse, le prix de ces navires, amorti sur un petit nombre d'années, serait inférieur aux dépenses que nous aurions eu à faire en dollars pour payer le transport des marchandises dont ils assureront l'acheminement. Au terme de leur utilisation, à un moment où la reconstitution de la flotte en navires bien adaptés sera déjà avancée, les « Liberty ships » disparaîtraient de la scène. Entre temps, ils auront porté notre pavillon sur les océans et permis l'embarquement de nos marins en demi-chômage.

L'avenir seul dira si cette conception n'a pas été trop optimiste. Les frets qui ont servi de base aux calculs ne baisseront-ils pas dans des proportions imprévues ? Les calculs ne seront-ils pas également faussés par le coût des réparations et l'importance des immobilisations ? En d'autres termes, l'opération ne se révélera-t-elle pas comme déficitaire, et la « liquidation » des « Liberty » au terme de leur utilisation ne soulèvera-t-elle pas en outre des problèmes fort délicats ? Il serait présomptueux de prendre parti dès aujourd'hui.

Il reste que ceux qui sont responsables de la reconstitution de notre flotte ne doivent pas faire entrer ce tonnage en ligne de compte dans leur programme et que leur effort doit rester tout entier tendu vers la construction et l'achat de navires de qualité adaptés aux trafics auxquels ils sont destinés.

■ ■

Nous n'avons fait qu'indiquer plus haut cette idée élémentaire qu'une flotte doit être conçue en fonction du trafic à assurer. La guerre mondiale a profondément bouleversé à la fois les trafics et les flottes de commerce. Un équilibre nouveau va se créer. Nous allons essayer ici de dégager quelles peuvent être, sur l'aliment de notre flotte, les répercussions de divers facteurs nouveaux.

Et d'abord, en quoi consiste le trafic de la flotte française ?

On peut classer les pays maritimes en trois catégories principales. Il est des pays, comme la Norvège, dont la flotte dépasse tellement les besoins nationaux qu'elle dessert principalement le trafic des autres pays. Il est d'autres pays, comme l'Angleterre, dont la flotte prend une part assez équilibrée dans son propre trafic et dans le trafic des autres pays. Il en est enfin, comme la France, dont la flotte est principalement basée sur le trafic national ou plutôt impérial, car on peut dire que les principaux points d'appui de notre commerce, avant la guerre, étaient les échanges entre la Métropole et ses territoires d'outre-mer. C'est ainsi que nous transportions en 1938 sous notre pavillon 96,65 p. 100 du trafic impérial à l'exportation et 69,70 p. 100 à l'importation et que notre participation à l'ensemble des transports par mer au départ ou à destination de nos ports s'élevait respectivement à 53,51 p. 100 et 40,77 p. 100. Nous avions transporté sous notre pavillon 3 944 402 tonnes à l'exportation et 13 653 565 tonnes à l'importation.

La guerre a bouleversé toutes les économies nationales. Quelles peuvent être les répercussions de ces bouleversements sur notre trafic ?

Deux faits doivent être considérés : l'évolution des trafics d'une part, l'evolution des moyens de transport d'autre part. Il est aisé, en effet, d'imaginer

que, même si le trafic restait immuable, l'augmentation du tonnage mondial accentuerait la concurrence et réagirait sur l'activité de chaque flotte de commerce.

Examinons tout d'abord, parmi les bouleversements auxquels nous avons fait allusion, ceux qui ont affecté le tonnage marchand. Le fait essentiel, dans ce domaine est que la marine marchande des Etats-Unis s'est accrue dans des proportions considérables alors que la flotte de commerce des autres pays a subi d'importantes réductions. Voici quelques chiffres :

	Tonnage de jauge brute	
	En 1939	En 1946
Etats-Unis	8.600.000	36.100.000
Grande-Bretagne	18.000.000	14.000.000
Japon	5.200.000	1.500.000
Norvège	4.500.000	2.800.000
Allemagne	3.900.000	1.000.000
Italie	3.200.000	300.000
France	2.700.000	1.100.000
Hollande	2.700.000	1.500.000
Total mondial	60.600.000	69.300.000

A notre sens, on ne doit pas donner à ces chiffres leur signification intrinsèque. La flotte des Etats-Unis, gonflée de navires de fabrication de guerre, va se réduire considérablement. Les flottes des autres pays révéleront d'année en année les efforts faits pour réparer les pertes de guerre. Un équilibre s'instituera qui laissera sans doute un gain de tonnage aux Etats-Unis, mais rétablira la situation des vieilles nations maritimes traditionnelles habituées à serrer de près le prix de revient et servies par des populations côtières orientées vers le métier de la mer. Sans doute sont-ce les nations vaincues — Allemagne et Japon en particulier — qui feront les frais des pertes de trafic qui alimenteront l'excédent net de la flotte mondiale.

Il est à penser que la physionomie du trafic mondial portera la trace profonde de la guerre mondiale. Négligeons les transports exceptionnels qui, présentement comme au lendemain de la précédente guerre, correspondent à une situation de détresse. Il s'agit d'importer coûte que coûte des produits alimentaires, du charbon, des engrais, des machines, en un mot de quoi permettre aux populations de vivre et de travailler.

La guerre laisse derrière elle, dans les pays vainqueurs ou vaincus — à l'exception du continent américain — des ruines immenses. Chaque pays s'ingénie à réduire au minimum ses importations pour limiter ses sorties de devises. Quand l'ère de la disette et de la ruine sera passée, chaque pays continuera sans doute de réglementer son commerce extérieur et ses paiements internationaux. Chaque pays cherchera à se rendre aussi indépendant que possible de l'étranger et favorisera les cultures et les productions qui concourront à ce résultat. Il s'ensuivra nécessairement une réduction des échanges. Cette tendance s'était déjà manifestée au lendemain de la guerre

de 1914 et s'est accentuée au cours de la guerre qui vient de se terminer. Les pays riches ont entrepris des fabrications nouvelles pour remplacer les importations en provenance des pays qui, du fait de la guerre, ne pouvaient plus les leur fournir. Les pays pauvres ou isolés ont agi de même pour des mobiles divers. Il est à craindre que ces tendances se perpétuent malgré les efforts faits pour remonter le courant. Les accords de Bretton Woods parviendront-ils à dominer certaines réalités économiques ou politiques ? Il ne nous paraît pas que cette orientation doive se modifier demain, et le trafic maritime risque de porter longtemps encore la marque des économies fermées ou exsangues.

Quelle que soit d'ailleurs la consistance des échanges par mer, un transporteur nouveau va concourir à son partage. L'aviation commerciale, qui était à ses débuts avant la guerre, prendra désormais au navire des éléments importants des courants de passagers et de marchandises.

Ces diverses remarques ne sont pas spéciales à l'armement français. Elles portent sur le trafic maritime en général. Mais la France a, dans cette matière, un problème propre. Nous avons vu que la flotte française avait ses principaux points d'appui sur son domaine impérial. Celles de ses lignes qui n'y ont pas leur terminus ou n'y font pas escale sont rares. Nous avons vu que notre flotte avait presque l'exclusivité des transports de la Métropole vers les territoires d'outre-mer. Nous avons également constaté la part importante prise par notre pavillon dans le trafic en provenance des ports de l'Empire. Cette position privilégiée tenait sans doute pour partie au monopole du pavillon national dans les relations avec l'Algérie et aux mesures préférentielles dont bénéficiaient nos navires dans nos protectorats et aux facilités qui leur étaient données pour le transport de certaines denrées coloniales. Mais, en réalité, la forte implantation de nos lignes dans les ports de notre domaine d'outre-mer tenait aux relations étroites de la Métropole avec les territoires soumis à son contrôle. L'unité monétaire et l'action de la Métropole sur l'organisation administrative, économique, sociale, formaient un tout qui garantissait sinon juridiquement du moins en fait une position privilégiée au pavillon national. Nous ne voulons pas croire que l'évolution, que la guerre a précipitée, vers une indépendance progressive des divers pays de l'Empire fera perdre au pavillon français le fruit de longs efforts. Mais lorsque la Métropole a été isolée, ses territoires d'outre-mer ont été amenés à créer de nouveaux débouchés et à rechercher de nouveaux fournisseurs en même temps qu'ils recouraient à de nouveaux transporteurs. Que restera-t-il de ces habitudes nouvelles ? Dans quelle mesure l'évolution vers l'indépendance retentira-t-elle sur le commerce extérieur de la France d'outre-mer ? Dans quelle mesure aussi la tendance à l'industrialisation de certains de ces pays n'entraînera-t-elle pas la suppression de certains courants de trafic ? Il est difficile de répondre dès maintenant à ces différentes questions, mais il est certain que les trafics traditionnels entre la France et les différentes parties de l'Empire subiront des modifications dont on peut d'ores et déjà penser qu'elles ne seront pas favorables au pavillon national.

Les remarques que nous venons de faire sur l'évolution du trafic mondial, puis sur le trafic intéressant plus particulièrement le pavillon français, nous conduisent à cette conclusion que, d'une part, sur le plan mondial, une flotte plus nombreuse qu'avant la guerre entrera en concurrence pour

le partage d'un trafic plus faible, que, d'autre part, le trafic impérial qui, traditionnellement, était l'appui principal du pavillon français, ne présentera sans doute plus pour lui la même sécurité.

■ ■

On ne saurait examiner le problème de la reconstitution de notre flotte, ni chercher à entrevoir son avenir sans aborder la question des gens de mer.

On sait qu'à la veille de la guerre, sur un effectif de 73 000 inscrits maritimes, la marine de commerce en employait plus de 30 000, parmi lesquels les états-majors du pont et de la machine représentaient environ le quart.

Les diverses phases de la guerre ont réservé aux gens de mer des fortunes diverses, les répartissant, généralement au hasard, entre la vie périlleuse et dure de la navigation marchande en temps de guerre, menacée à tout moment par le danger aérien et sous-marin, ou le chômage démoralisant lorsque les Allemands, après avoir mis la main sur les 600 000 tonneaux de navires qui se trouvaient, en novembre 1942, dans les ports de la Méditerranée, débarquèrent les équipages.

Il est aisé d'imaginer que la destruction d'une grande partie de notre flotte a posé et pose encore, malgré les récupérations de tonnage, des problèmes difficiles en ce qui concerne l'emploi des professionnels de la navigation de commerce. Dès le mois de novembre 1942, la nécessité était apparue de conserver à la marine marchande les effectifs qui lui seraient nécessaires le jour de sa reconstruction. Les armateurs ont donc, à ce moment, pris l'initiative de créer, avec le concours de l'Etat, un régime de chômage qui permettait à chaque entreprise de veiller sur le sort des principaux éléments de son personnel navigant inemployé. Dans le même temps, l'Administration avait, en tirant argument du fait que la flotte était réquisitionnée, fait assimiler, pour leur éviter le service du travail obligatoire, les marins aux fonctionnaires et, par un artifice qui s'est révélé opérant, les marins en chômage aux marins embarqués. De sorte que le personnel navigant, comme d'ailleurs, et pour les mêmes raisons, le personnel employé des entreprises de navigation, a, sauf quelques rares exceptions, échappé au « peignage ».

En 1945, l'Administration a généralisé l'aide au chômage inauguré par les armateurs et lui a donné un caractère réglementaire, les frais continuent à être répartis entre l'Etat et les armateurs. Aux termes de cette réglementation, les marins — membres des états-majors et des personnels subalternes — embarquent pendant six mois. En attendant un nouvel embarquement, ils bénéficient d'une rémunération qui est plus voisine du salaire que de l'indemnité de chômage. Les équipages sont désignés par l'Administration sur la proposition de l'armateur. Mais cette proposition doit porter sur des hommes enregistrés sur un fichier tenu par l'Administration centrale de la marine marchande. Une disposition récente vient de limiter encore le choix de l'armateur, dans ce sens que toutes les fois que, pour une catégorie de personnel, des inscrits maritimes figureront depuis plus de trois mois au fichier central, l'homme à embarquer sera désigné par son ordre d'inscription.

Cette réglementation a un caractère provisoire. Elle est liée à la durée juridique de l'état de guerre et a comme contre-partie l'obligation pour les marins de répondre à l'appel qui leur est adressé.

Les tendances que révèle cette réglementation marquent un des traits qui caractérisent l'évolution de l'état d'esprit et du sort du personnel navigant. Cette évolution, qui se manifeste depuis de longues années déjà, s'est précipitée au cours de la guerre qui vient de se terminer.

La règle fondamentale inscrite dès l'origine dans le Code de commerce est que le capitaine choisit son équipage. Il n'est pas à démontrer que l' « expédition maritime » n'est pas comparable à un travail d'usine, qu'entre le chef qui commande cette expédition et ses subordonnés sur un navire qui, une fois le port quitté, est loin de tout, il doit y avoir des relations de confiance et d'autorité que seul peut assurer le choix du capitaine du navire, voire celui du capitaine d'armement de l'entreprise. C'est cette règle fondamentale que la réglementation temporaire à laquelle nous avons fait allusion a battue en brèche. Si l'on ne revient pas promptement à un principe qui prévaut dans toutes les marines marchandes du monde, on risque de porter une atteinte irréparable à l'autorité du capitaine, c'est-à-dire à la discipline, au rendement et à l'entretien du navire, à sa sécurité même.

Il en est de même de la disposition qui organise un roulement de six mois entre les équipages. L'équipage qui sait que son embarquement sur tel ou tel navire est momentané ne s'y attache pas. Il n'a plus son capitaine, son navire, sa compagnie. Il est le marin anonyme que le sort enverra demain sur un autre navire. A quoi bon se faire remarquer par son travail puisqu'il ne peut plus en être tenu compte et que la négligence est sans sanction ? Où est le temps où les tribunaux faisaient grief à un armateur d'avoir changé à la fin d'un voyage plusieurs chauffeurs à la fois et retenaient ce fait comme un élément de responsabilité dans un sinistre ?

Ceux qui ont pris la responsabilité de déroger, même momentanément, à des règles qui sont, quelle que soit l'évolution sociale, à la base des rapports entre le navire et les gens de mer, n'ont sans doute pas calculé la portée de leurs décisions.

Il n'est pas dans notre pensée de considérer comme immuables toutes les traditions qui ont caractérisé le sort des gens de mer au siècle dernier et au début de ce siècle.

Il y a une évolution régulière et normale en matière de discipline, de rémunération et, comme on dit maintenant, de sécurité sociale.

Le Code disciplinaire et pénal de la marine marchande, dont Camille Pelletan disait, aux environs de 1900, qu'il était un boulet attaché aux pieds des marins, a été revisé, d'accord avec eux, en 1926. En fait, il est rarement appliqué, et l'Administration ferme les yeux quand un équipage décide de ne pas quitter le port sous prétexte qu'il y a des élections le dimanche suivant. La discipline n'a plus à être ce qu'elle devait être sur un grand voilier, mais elle doit tout de même être différente de ce qu'elle est dans un atelier.

En réalité, toute la politique des organisations syndicales tend à assimiler le marin à l'ouvrier à terre. Il s'agit d'un postulat idéologique. Le marin doit avoir le bénéfice des mêmes lois sociales et les mêmes rémunérations. Quand la loi de 48 heures, puis celle de 40 heures ont été instituées, elles ont été (cette dernière momentanément) étendues à la marine marchande. On sait très bien qu'on ne peut pas faire 40 heures par semaine à bord, qu'on serait d'ailleurs bien en peine de ses loisirs. Mais les camarades de terre ont les 40 heures et cela permet de faire payer les heures supplémentaires qui cor-

respondent à la différence entre l'horaire théorique et celui qui correspond au service réel du travail à bord.

En matière de salaires, les organisations syndicales réclamaient jusqu'ici la parité avec les professions s'exerçant à terre. Elles demandent aujourd'hui la parité avec le salaire international, en monnaie or, tout en trouvant naturel d'avoir une durée de travail inférieure à la norme internationale.

■ ■

Le regard très rapide que nous avons jeté successivement sur les questions ayant trait au matériel, au personnel et au trafic de notre marine marchande a suffi, croyons-nous, à montrer les principales difficultés qu'il convient de surmonter pour reconstituer notre flotte et lui trouver un aliment.

Nombre des observations que nous avons été amenés à faire ne sont pas spéciales à la marine marchande française. Il y a, généralement, une solidarité entre les divers pavillons, à des degrés divers, dans les bons et les mauvais jours.

Mais le « climat » où s'élabore en France la reconstitution de notre flotte et la reprise de son activité est loin de favoriser les efforts et les initiatives qui sont les principaux éléments de succès de cette œuvre de longue haleine.

La première constatation que nous pouvons faire à cet égard est que le régime actuel auquel est soumise la marine marchande française est exactement le même que celui qui lui a été imposé pendant toute la guerre. La flotte de commerce reste entièrement réquisitionnée. Un armateur ne peut ni acheter, ni faire construire, ni affréter un navire. Nous avons vu qu'il ne pouvait même pas constituer librement l'équipage de ses propres navires. Or, depuis le 2 mars dernier, la flotte britannique et les flottes scandinaves, pour ne parler que de celles-là, ont repris partiellement leur liberté. A la réquisition a succédé un régime très souple de contrôle. L'industrie des transports maritimes dans le monde s'achemine vers la liberté, par degrés, prudemment. En dehors de nos frontières, les gouvernements concilient les servitudes publiques qui subsistent avec l'utilisation maximum de l'expérience et de l'initiative des hommes de métier. Croit-on qu'en présence d'un programme de transport imposé par la puissance publique, l'armateur n'est pas le meilleur exécutant, celui qui sait tirer du tonnage en service le parti le plus efficace et le plus économique ? Croit-on qu'il est de l'intérêt général de réduire plus longtemps le rôle des armateurs à celui de régisseurs ? Croit-on qu'il est opportun de freiner plus longtemps ce besoin d'initiative et d'activité qui se perd actuellement à transmettre des instructions et à remplir des imprimés ? Les Pouvoirs publics ne peuvent pas ne pas reconnaître qu'une flotte de près de 1 500 000 tonneaux de jauge ne peut pas être exploitée d'une manière convenable par une Direction administrative dont on se plaît, d'ailleurs, à reconnaître les mérites. Ce qui était indispensable pendant la guerre est aujourd'hui une hérésie.

Mais quelle est la raison de cet état de choses ? Il ne semble pas douteux que le Gouvernement ait lié dans son esprit la déréquisition des navires des armements libres avec la question de la nationalisation partielle, qui a été soulevée.

Et ceci nous amène à parler de cette épée de Damoclès qui est suspendue depuis la libération sur les destinées de l'industrie des Transports maritimes.

Il est impossible de se mettre d'accord entre partisans ou adversaires de la nationalisation lorsque les uns se placent sur le terrain politique et les autres sur le terrain économique.

Nous comprenons fort bien, sans le partager, le point de vue de ceux qui veulent introduire la nationalisation dans les différentes branches de l'économie comme on introduit des charges de dynamite dans le tronc d'un vieil arbre que l'on veut détruire.

Nous savons que d'autres partisans de la nationalisation s'imaginent de bonne foi qu'elle rendra prospères ou plus prospères les grandes industries, pour le plus grand bien de la collectivité.

C'est à leurs réflexions que nous livrons les quelques remarques qui suivent.

Ce qui frappe le plus, même le profane, c'est la contradiction qui existe dans les faits et jusque dans les termes entre l'idée de nationalisation et le caractère international de l'industrie des transports maritimes. Il semble, en effet, que la première condition de l'expérience qu'est la nationalisation, c'est le fait, pour une industrie, d'exercer son activité sur le territoire.

Or, l'industrie des transports maritimes est précisément la seule industrie qui s'exerce hors des frontières. On ne peut même pas trouver de comparaison dans l'aviation marchande. L'utilisation des aéroports suppose un accord du pays intéressé, alors que les ports sont traditionnellement ouverts à la navigation de tous les pavillons.

Le Gouvernement français n'est pas maître de fermer ses ports à la navigation étrangère. Il s'ensuit que la nationalisation des entreprises de navigation conduirait à interdire aux Français de faire ce que les étrangers pourraient continuer à faire. On a fait observer à juste raison que le jour où on interdirait à un armateur français d'assurer avec des capitaux privés et sous la forme commerciale une ligne entre Bordeaux et Dakar ou entre Le Havre et Londres, on n'empêcherait pas, par là même, un armateur étranger d'établir une ligne entre Londres et Le Havre ou entre Dakar et Bordeaux. En somme, les armateurs français se bornent à réclamer le traitement de la nation la plus favorisée !

Une constatation d'un autre ordre devrait également donner à réfléchir. La Grande-Bretagne est traditionnellement, et de par sa position géographique, la grande nation maritime. Les dernières élections ont porté au pouvoir, avec une large majorité et, par suite, une grande liberté d'action, un gouvernement socialiste. Ce gouvernement a un programme de nationalisation. Mais il a expressément déclaré qu'il n'entendait pas proposer la nationalisation de la marine marchande.

La position ainsi prise en Grande-Bretagne montre à l'évidence que ceux mêmes qui, politiquement, seraient enclins à nationaliser certaines branches de l'industrie tiennent compte des réalités.

Parmi celles-ci, il y a le souvenir des expériences de nationalisation tentées partiellement, dans le passé, par certains pays maritimes. On a pu déplorer la brièveté de ces expériences. Mais cette brièveté est précisément due à l'importance du déficit budgétaire qu'elles entraînaient. Sommes-nous en état de tenter cette aventure financière ?

Des critiques ont souvent été adressées avant la guerre à la marine marchande française à propos des concours budgétaires qui lui étaient nécessaires. Le bon renom de l'industrie des transports maritimes en a largement pâti. Mais on serait injuste si l'on oubliait que, pour l'armement libre, les crédits budgétaires ne sont que l'équivalent de la protection douanière dont bénéficient les autres industries. La marine marchande exerçant son activité en dehors du territoire ne peut être protégée contre la concurrence étrangère par des droits de douane. Seul un concours budgétaire peut équilibrer les prix de revient. C'est le contribuable qui supporte la charge du crédit budgétaire et c'est le consommateur qui subit les conséquences de la protection douanière. Comme il y a identité entre le contribuable et le consommateur, on aperçoit aisément que la protection de la marine marchande n'a que le tort d'être plus apparente que celle des autres industries.

On ne peut qu'être surpris de voir les partisans de la nationalisation se poser en défenseurs des finances publiques. L'expérience de l'exploitation du tonnage sous la Direction de l'Administration des Transports maritimes depuis que la guerre est terminée donne une idée de ce que serait le rendement de notre flotte si elle était nationalisée. Il n'est pas plus raisonnable de prétendre que la reconstitution de la flotte devant incomber partiellement à l'Etat responsable de la réparation des dommages de guerre, il y a là une occasion toute trouvée pour constituer la flotte d'Etat. Il ne semble pas très logique de faire fi, à l'heure où les finances publiques sont dangereusement déficitaires, des concours financiers privés. Le navire a une valeur internationale. C'est dire que, sur un marché financier saturé de fonds publics, les appels au crédit que pourrait faire l'industrie des transports maritimes seraient sans doute accueillis avec faveur.

La cause nous paraît entendue sans qu'il soit nécessaire de faire prévoir quelles pourraient être les réactions d'ordre politique et économique des puissances maritimes attachées au régime de l'exploitation privée contre une marine marchande nationalisée qui ferait figure, dans une économie mondiale libre, de concurrent luttant avec des armes considérées comme déloyales, puisqu'il entrerait dans le jeu avec les deniers de l'Etat.

Nous nous sommes étendus sur la menace de nationalisation qui pèse sur une partie, non définie, de la marine marchande française parce que les décisions à intervenir dans ce domaine auront sur son avenir un effet déterminant.

Il est aisé de se rendre compte que la reconstitution de la flotte et la reprise de son activité ne dépendent pas seulement des facteurs matériels que nous avons essayé de définir. Les facteurs psychologiques ont leur part, qui est loin d'être négligeable. Or, il faut bien reconnaître que l'armement français est, à tous égards, placé dans les conditions les plus fâcheuses pour aborder un avenir déjà difficile en soi.

Une sage politique maritime, à l'heure actuelle, consisterait à chercher à résoudre les difficultés que les circonstances ont fait surgir, sans en ajouter de nouvelles.

JACQUES MARCHEGAY

SILENCES

à Denise Bourdet.

On en est à la moitié du dîner.

Florence arrive. Florence, chien fou, grande fille aux grands gestes, aux jupes voletantes, aux longues, longues, longues jambes, avec des bas toujours si fins qu'on se demande si ce sont vraiment ses bas ou sa chair mate de fausse blonde, Florence avec sa tête de jeune guerrier et ses cheveux courts qu'elle secoue continuellement pour dégager son front, Florence la folle, la grande Florence...

M. Dejonchère ne s'est pas arrêté de manger, il a regardé l'horloge, mais il n'a rien dit. Florence a suivi la direction de son regard, puis elle a jeté un coup d'œil à son poignet, mais elle n'a rien dit non plus. Elle s'assied et déplie sa serviette en attendant qu'Ernestine ait rapporté la soupière.

Le coup du bracelet-montre a fait sensation. Madame Dejonchère fixe son mari. Elle est certaine qu'il a vu, mais puisqu'il n'a pas fait d'observation, elle n'en fera pas davantage et, selon la tactique qui lui est habituelle, elle se contente de ne pas perdre de vue le poignet de sa fille pendant que celle-ci se sert, porte la cuiller à sa bouche, etc., le poignet auquel, chacun en est certain, à midi, il n'y avait rien, et où, maintenant, brille, scintille, éclate cette petite montre en or, neuve, dont il semble que le minuscule tic tac résonne à travers toute la salle à manger.

Germaine, la fille aînée, n'a pas bronché. Non qu'elle n'ait rien remarqué, au contraire, elle voit mieux, et peut-être plus vite que les autres. Seulement, elle a horreur de tout ce qui ressemble à l'expression d'un sentiment et surtout, elle respecte prudemment l'indépendance de sa sœur ou de son frère.

Et voilà que, justement, M. Dejonchère parle de ce frère :

— Où est Georges?

Madame Dejonchère se tourne alternativement vers ses enfants. Florence lève les épaules en signe d'ignorance. Germaine hausse les sourcils.

La servante vient à peine de regagner sa cuisine, la soupière à la main, que Georges fait irruption.

A lui, personne ne demande où il était.

Furieuse, la vieille bonne grommelle que c'est pire qu'à l'hôtel, qu'il faudra bientôt faire autant de services qu'il y a de personnes dans la maison, qu'on n'a jamais vu ça — en fait, on le voit depuis tantôt quatre ou cinq ans que les enfants sont en âge de sortir, c'est-à-dire de rentrer quand ça leur chante.

On parle. De rien. Pour rien. On ne parle à personne. On parle à tout le monde. Chacun pour soi, dans le vide. Chacun est seul ici, seul avec les autres.

Et le dîner s'achève. Comme il a commencé : en escalier. Albert a fini le premier. Il quitte la table aussitôt, pressé de retourner à sa chère paix.

Madame Dejonchère prolonge l'épluchage de sa pomme pour attendre les enfants.

Deux fois, Florence a regardé l'heure à son poignet. La première fois, sa mère est devenue rose d'émotion. La deuxième, elle a cherché longuement, quêté un appui, un soutien quelconque dans les regards de Germaine et de Georges qui, naturellement, contemplent avec un intérêt particulier, l'un la salière, l'autre le coin supérieur droit de la fenêtre. Découragée, madame Dejonchère pousse un énorme soupir, mais personne ne lui demande pourquoi elle soupire. Du côté d'Albert, aucun secours à attendre : il demeure l'oreille collée à la rosace de sa T.S.F., le cou tordu, la tête en avant ; il ne fait pas marcher le poste plus fort parce qu'il sait que cela agace tout le monde ; en revanche, il ne faut pas l'arracher à sa manie. De temps à autre, il tourne des boutons et recommence, cherchant inlassablement, sur toutes les ondes, dans tous les azimuths, en provenance de tous les pays, communiqués officiels, bulletins d'information, commentaires des nouvelles...

A l'autre bout de la pièce, la mère et les enfants s'obstinent à mettre bout à bout des phrases qui ne se répondent pas, des répliques qu'on croirait découpées dans des dialogues différents.

Florence, à son tour, se lève, vient s'arrêter devant son père, attrape au passage dans son sac à courroie qu'elle a accroché au dossier d'une chaise un paquet de gauloises, en allume une, rejette la fumée par le nez, se laisse tomber dans le grand fauteuil de cuir, les jambes haut-croisées, la jupe écossaise relevée sur le poli du genou : à la fois hardie et innocente, féminine et garçonnière : tout Florence est dans ce faux abandon et cette véritable indifférence ; il est aussi dans le geste sûr de la main qui va chercher et ramène la cigarette à la bouche...

Sans en avoir l'air, sans tourner la tête, sans presque bouger le cou — le front, les sourcils et les paupières froncés par la fumée de son mégot qui se consume en charbonnant et lui brûle le coin de la bouche — Albert considère sa fille, celle dont, en secret, il est le plus fier.

Germaine qui, de la classe enfantine au Concours général, a toujours été la première en tout — pour l'instant, elle prépare l'agrégation : elle l'aura ; elle a tout — Germaine l'épate, mais Florence, c'est autre chose : elle lui plaît. Bien sûr, il ne parvient pas à s'expliquer quelle part il a eue à la fabrication de cette espèce d'amazone...

L'amazone l'observe, il détourne les yeux.

Par moments, comme ce soir, il lui dirait bien, s'il osait, des gentillesses, mais il craint cette espèce d'ironie qui le désarçonne, le ton dont elle lan-

cera : « Ce cher père... » avec une sorte de mépris cordial et entendu. Alors il est préférable de se taire n'est-ce pas ?

D'ailleurs voici les autres.

Madame Dejonchère, qui n'y tient plus, demande à la cantonade l'heure qu'il est. Tous répondent à la fois, sauf Florence qui n'a même pas consulté sa montre et qui, l'œil au loin, continue à fumer.

Du coup, madame Dejonchère file à la cuisine. Elle va s'en prendre à la vieille bonne, aux casseroles ternies, à n'importe quoi.

Georges s'est jeté sur le vieux canapé rouge.

Georges, depuis qu'il est arrivé, n'a pas encore desserré les dents. Il fait la tête.

Plus jeune que ses sœurs, il ne détesterait pas, dans ces cas-là, qu'on lui posât des questions, qu'on s'intéressât à lui : à vrai dire, il fait la tête, une première fois pour une raison qu'il est seul à connaître, une deuxième fois pour qu'on s'enquière des causes de sa mauvaise humeur et, une troisième fois, parce qu'on ne lui a rien demandé. Mais Germaine et Florence se soucient peu de marquer à quelqu'un de la maison un intérêt qui, un jour, pourrait se retourner contre elles. Il boude ? Qu'il boude ! On connaît Georges. Ça se terminera par une explosion à propos de n'importe quoi. C'est mieux ainsi. Tout vaut mieux qu'une explication.

La sonnerie du téléphone.

— Florence, c'est pour toi.

Le téléphone est dans l'entrée, mais la cloison est mince et Florence parle fort. Comme par hasard, Germaine et Georges, subitement d'accord, se sont mis à parler eux aussi et ensemble. Pas assez haut pour couvrir la voix de leur sœur. Comme par hasard aussi, madame Dejonchère est revenue dans la salle à manger, l'endroit d'où l'on entend le mieux ce qui se dit dans le couloir. Il est d'abord question d'un rendez-vous, du Racing, de *Chez Albert*, puis d'un James et d'un Patrice, ensuite d'une certaine Mimi Quelquechose. Enfin, soudain, la voix change, le ton devient autre, on a dû, au bout du fil, passer l'appareil à quelqu'un pour qui Florence consent à se mettre en frais ...de confusion :

— ... Elle est très jolie, vous savez. Exactement celle dont j'avais envie : comment l'avez-vous deviné ?

...de sentiment aussi :

— Je la regarde sans arrêt. Je ne me suis jamais autant intéressée à l'heure qu'il est !

...et même d'émotion :

— ... Et ce qui me fait surtout plaisir... c'est que ce soit vous qui me l'ayez offerte...

Le monologue continue ainsi avec des silences, des pauses, des blancs et, de loin en loin, une phrase un peu moins distincte.

Madame Dejonchère s'énerve, malade de ne pas saisir tous les mots, effarée par ceux qu'elle attrape au vol, prise entre son envie d'éclaircir cette affaire, et la peur...

Peur des réponses audacieuses que certaines questions risquent d'entraîner, peur du regard qui tantôt juge et tantôt relègue, peur de cette absence de timidité des jeunes d'à présent, si peu conforme à ce qu'on a appris soi-même jadis, et dans la vie, peur de tout ce qu'on ne comprend pas — goûts

élans, manières — et dont on se demande parfois : « Au fond, est-ce que ce n'est pas nous qui avons tort de ne pas comprendre?... »

Elle sait bien, la pauvre dame, que, de face, elle n'obtiendra rien, alors, à la façon de la vague qui monte, avance avec précaution, marque un arrêt sur le bord, contourne l'obstacle, le lèche, revient en arrière et recommence, jamais découragée, elle reprend la question autrement : de même qu'on doit, depuis je ne sais combien de mois, quitter la rue du Cardinal-Lemoine et que madame Dejonchère rend compte périodiquement des appartements qu'elle a visités aux quatre coins de Paris, de même, à des intervalles variables, quelqu'une des bonnes personnes qu'elle rencontre chez ses vieilles amies, vient lui proposer un parti pour l'une des demoiselles Dejonchère. Et, précisément, cet après-midi, on lui a cité un garçon qui serait exactement ce qu'il faut à Florence. Alors, madame Dejonchère s'adresse... à Germaine :

— Crois-tu que M. Watteau, le fils du collègue de ton père, pourrait plaire à ta sœur, tu sais, Jacques Watteau, ce grand jeune homme qui est venu ici, un dimanche après-midi?... Madame Mas m'a dit aujourd'hui que Florence avait fait une grosse impression sur lui. Il est très bien, ce garçon. Il paraît qu'on vient de lui proposer une situation à la direction des Pétroles Jupiter... ou des Huiles Lesieur, je ne me rappelle pas très bien. Est-ce que tu penses que ça intéresserait ta sœur que je lui en parle?

Penchée sur un point de tricot dont elle ne sort pas, Germaine ne lève même pas la tête et, d'une voix douce :

— Comment veux-tu que je le sache?

Sa mère retient mal un mouvement de contrariété. Elle est sur le point de lâcher la phrase classique : « Comme tu me réponds, ma petite fille... » Mais elle sent que cela n'arrangera rien. Elle se veut diplomate. Elle cherche un moyen d'amadouer cette enfant sur laquelle elle désespère de jamais avoir prise. Elle hésite, tandis que le coup de téléphone continue de l'autre côté du mur. Elle regarde par-dessus l'épaule de Germaine, se penche, se redresse; déjà à plusieurs reprises, elle a failli lui toucher le bras; chaque fois, quelque chose l'a retenue. A la fin, pourtant, elle se décide :

— Mais non, mon petit : tu tricotes deux mailles à l'endroit, tu passes ta laine comme si c'était un point à l'envers et tu...

Calmement, la jeune fille a déposé son ouvrage :

— Écoute, maman, si je voulais que tu m'aides, tu ne crois pas que je te le demanderais?

Et elle reprend le tricot.

Dire que les gens — tous les gens — répètent à l'envi à madame Dejonchère qu'une fille ne peut pas ressembler davantage à sa mère que Germaine ne ressemble à la sienne! Et c'est vrai. Potelées toutes deux, presque dodues, brunes à faire peur, sinon noiraudes, avec les mêmes cheveux crépus, les mêmes yeux couleur de terre, la même démarche un peu dansante... Mais au moral, mais dans la façon d'être : madame Dejonchère, elle, est toujours si avenante, si reconnaissante de ce qu'on fait pour elle...

Allons! pour l'instant, elle n'est que désemparée. Si elle veut essayer de savoir quelque chose avant que Florence rentre, il faut qu'elle fasse taire tout ce qui lui vient aux lèvres, et qu'elle reprenne l'entretien comme si de rien n'était.

Crac! ça y est : voilà que, dans l'entrée, on a raccroché le téléphone. Vite...

— Mais, alors, mon chéri, à propos de ta sœur, tu sais peut-être... enfin, je veux dire... as-tu l'impression qu'elle m'écoutera? Crois-tu, par exemple, qu'elle s'intéresse à quelqu'un d'autre?

— Pourquoi ne lui poses-tu pas la question à elle? La voilà justement.

Mal à l'aise, madame Dejonchère ne dit mot.

— Tu avais besoin de moi, maman?

— Non, c'est-à-dire oui, enfin ça ne fait rien.

Florence se contenterait volontiers de cette réponse, mais Georges qui est vraiment de fort mauvais crin, pour se décharger de ce qui l'embête, fait ce qu'il peut pour embêter les autres.

Et il peut beaucoup dans le genre, Georges.

— Figure-toi, ma chère, que notre noble mère est en train de manœuvrer finement pour essayer de savoir si tu n'as pas un petit ami...

— Georges!

— ... Parce qu'elle a l'intention d'essayer de pousser a candidature du long et boutonneux Jacques Watteau...

— Georges, enfin, vas-tu te taire!

— ... que tes charmes ont ravi et qui se propose de devenir ton époux...

— Georges, si tu me laissais parler à ta sœur... Je suis assez grande!...

— ... J'ajoute qu'on ne sait pas au juste si la situation qu'on lui fera sent le gaz oil ou le savon de Marseille...

— Georges, pour la dernière fois, je te prie de te taire...

— ... mais, rassure-toi, ma sœur chérie, ce qui est certain, c'est que ce bon jeune homme imitera son papa et qu'il s'élèvera lentement et honnêtement à une situation de 7 ou 8 000 francs par mois — qu'il atteindra vers la soixantaine, quand il t'aura doté d'une ou deux paires d'enfants. T'as de l'avenir, ma vieille!

— Georges!

Mais le cri de sa mère s'est perdu dans le fracas de la porte de la salle à manger qu'il a claquée derrière lui.

Florence, c'est le mouvement et l'allure; Germaine, c'est la régularité dans la réussite, l'intelligence universitaire; Georges, c'est l'argent. Il n'en gagne point encore, mais ceux qui l'entourent sentent qu'il en aura. On découvre déjà en lui cette espèce d'assurance terrible, cette science innée de ce qu'il faut faire et de ce qu'il ne faut pas faire pour être riche. Semblable à certains docteurs qui diagnostiquent à coup sûr de quoi et quand mourront les gens qu'ils voient, Georges, qui finit seulement de passer péniblement ses bachots, affirme : « Celui-ci réussira dans les affaires... Cet autre se cassera les reins » et quelque chose dit qu'il ne se trompe pas. Cette certitude lui donne le droit de mépriser les gagne-petit, les pauvres ou les fonctionnaires honorables et pleins de savoir — comme le père Watteau et comme... son père à lui, Georges.

Lorsque ce front buté où frisent de petits cheveux drus comme le poil des jeunes taureaux, se couvre d'un nuage brun, lorsque ce jeune garçon prend son air de mauvaise bête, Albert Dejonchère, malgré ses grosses moustaches de Gaulois, ses petites veinules violettes éclatées aux pommettes, sa longue carrière probe, sa rosette rouge et son titre d'inspecteur général des Eaux et du Génie rural, malgré les : « Mon cher ami » dont le bombardent à tout bout de champ le directeur général et le ministre, malgré les compli-

ments dont ils le couvrent, et qu'il rapporte avec une sincérité si évidente que sa femme craint toujours que les enfants ne prennent cette simplicité pour de la crédulité — Albert Dejonchère donc, tel qu'il est, se sent un peu honteux de n'avoir pas su devenir autre chose. Parfois, au ministère, dans son travail, il se dit bien, songeant à la considération que lui témoignent ses subordonnés, ses pairs et ses supérieurs :

— Enfin, ce n'est tout de même pas si mal...

Mais, s'examinant mieux, se voulant sincère, ou s'il se retrouve en face de ce potache peu brillant, son fils, il ne peut pas ne pas s'avouer que cette valeur technique, cette respectabilité, cette estime générale ne remplacent pas l'argent.

Alors, comme ce soir, il fait le gros dos et, dans le silence qui suit la sortie de Georges, tout en tiraillant sa moustache, il remâche son inquiétude.

Pour un étranger, en cet instant, Albert Dejonchère serait seulement un monsieur qui écoute la radio; en fait, il s'interroge : il voudrait être sûr qu'il a eu raison d'être un brave homme, que, s'il avait su mener sa barque autrement, Georges aurait trouvé d'autres raisons de lui en vouloir... et que Florence se serait tout de même fait offrir un bracelet-montre de valeur par un monsieur dont nul ici n'ose lui demander le nom.

Vieille habitude d'angoisse jamais exprimée que les ans qui passent, les poils blancs qui se multiplient, les douleurs et la vieillesse qui vient — le temps des conséquences — n'atténuent pas. Mais M. Dejonchère, sous ses apparences d'homme seulement soucieux de sa petite tranquillité personnelle, M. Dejonchère, qui n'a jamais fait part de ses scrupules à qui que ce soit M. Dejonchère, depuis ses toutes premières années de lycée, et même avant : lorsqu'il n'était qu'un enfant dans les jupons de sa mère, a toujours été ainsi ; il y aura bientôt soixante années qu'il se demande à tout propos s'il a bien fait ce qu'il devait, si ce qu'il prend pour son devoir n'en est pas que l'apparence, s'il est dans la justice et la vérité, s'il ne s'est pas trompé en choisissant telle voie, souvent la plus difficile, et, de cette anxiété qui durera autant que lui, personne ne se doute.

Comment s'en douterait-on? Madame Dejonchère, encore secouée d'indignation, s'approche de son mari, et, à voix contenue :

— Albert, tu as entendu le ton que prend ton fils pour nous parler?

Mais lui, l'oreille plus que jamais tendue vers son poste :

— Chut, tais-toi donc!... Tu vois bien que j'ai Moscou!

JEAN-JACQUES GAUTIER

LE PROBLÈME algérien

Lorsque, à la fin du mois de décembre 1945, fut abordée, à l'Assemblée Constituante, la discussion du Budget de l'Algérie tel que l'avaient voté les Assemblées financières, la plupart des députés quittèrent la salle des séances, et la discussion eut lieu devant quelques parlementaires perdus dans l'hémicycle... Ainsi se manifestait, une fois de plus, l'indifférence de la plupart des représentants de la Métropole pour un territoire dont l'importance saute pourtant aux yeux des moins clairvoyants. Après avoir créé un Empire qui forme un ensemble à la fois riche et varié, il arrive à la France de paraître s'en désintéresser et d'agir comme si elle ne comprenait pas de quoi est fait son avenir de puissance mondiale.

Or, en ce qui concerne l'Algérie particulièrement, toute indifférence est coupable ; et il serait au contraire du devoir de tout Français de la bien connaître, ainsi que le Maroc et la Tunisie, la France ayant joué dans ces trois pays un rôle capital que nulle puissance étrangère ne songe à contester.

Le touriste et l'artiste sont peut-être attirés davantage par des centres comme Rabat, Marrakech, Tunis ou Sousse qui ont gardé plus de pittoresque oriental. Ils s'intéressent moins aux villes algériennes qui, elles, se sont rapidement européanisées, sans que les urbanistes se soient jamais préoccupés des problèmes essentiels qu'un Lyautey fit résoudre avec une si grande intelligence dans les médinas et les quartiers modernes.

Celui qui a étudié les grandes cités d'Algérie, les villages de colonisation et les douars du Centre et du Sud comprend assez vite quelques-uns des éléments importants du problème algérien. Il voit qu'il existe en ce pays une population européenne, surtout française, qui a largement contribué à lui donner son aspect actuel. Tel village de la Mitidja, tel autre du Chéliff ou même des Hauts Plateaux laisse, par son type de maisons, une impression bourguignonne, ou normande, ou provençale. Qui ne se souvient de ces sous-préfectures d'Algérie qui ont la nonchalance de certaines sous-préfectures méridionales, jusques et y compris le kiosque à musique ?

L'influence européenne a donc modelé de façon profonde la terre algérienne ; l'œuvre des colons y a été magnifique dans ces étapes glorieuses que le grand géographe Emile-Félix Gautier a racontées en un beau livre : *Un siècle de colonisation* [1], dont on ne saurait trop recommander la lecture.

De cette vérité, tous les Français d'Algérie sont convaincus ; ils ont cons-

1. Paru en 1930 à Paris, chez Alcan.

cience du rôle qu'ils ont joué et qu'ils sont appelés à jouer en Afrique du Nord. Mais ils savent aussi que désormais se posent des problèmes nouveaux, qu'il va falloir résoudre dans un avenir prochain.

■ ■

Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, mit brusquement l'Algérie en face de responsabilités auxquelles elle n'était nullement préparée. Pendant les journées dramatiques de juin 1940, il y avait eu dans certaines sphères dirigeantes militaires et civiles une volonté bien nette de continuer la lutte. Mais cette volonté n'avait pas résisté aux ordres venus de Vichy, et, pendant plus de deux ans, l'Algérie avait mené une existence incertaine, ignorant la tragédie de l'occupation et ne connaissant que les contre-coups de la voracité des commissions d'armistice.

Ce furent quelques groupes de Français de la Métropole et de Français d'Algérie qui assurèrent le succès du débarquement à Alger et provoquèrent ainsi la rapide adhésion de toute l'Afrique du Nord à la cause alliée. Mais les premiers moments d'enthousiasme passés, surgirent les difficultés. Elles venaient surtout de l'équipement rudimentaire de l'Algérie sur le plan industriel. Entretenir des armées était un problème compliqué sur un territoire qui avait des voies de communication peu nombreuses, situées dans les zones côtières, et, par conséquent, passablement exposées. On s'apercevait brusquement de l'erreur fondamentale qui avait été commise au cours de la période précédente, lorsqu'on avait négligé le développement industriel de l'Algérie et des pays voisins.

D'autre part, la situation alimentaire et économique devint rapidement assez précaire ; les Français venus de Londres et de Washington, qui eurent à souffrir des conséquences de cet état de choses, en furent quelque peu déçus ; comme furent, de leur côté, assez peu satisfaits les Français d'Algérie qui se sentirent traités parfois d'assez cavalière façon. Il se créa ainsi, pendant de longs mois, un climat d'incompréhension qu'il ne faut pas oublier lorsqu'on veut saisir la portée des diverses réactions qu'il a malheureusement provoquées.

Il est d'autres éléments d'appréciation qu'il est bon de ne pas ignorer. En premier lieu l'unanimité avec laquelle l'Algérie entière répondit à l'ordre de mobilisation générale ; car il y eut, dès la fin de 1942, mobilisation générale, ce que l'on ne vit nullement en France en 1944. Les chiffres sont là, qui indiquent l'importance des sacrifices faits par l'Algérie : 17 p. 100 des Européens, 1 1/2 p. 100 des Musulmans formèrent cette armée qui contribua à la reconquête de la Tunisie, puis se battit en Italie, en France et enfin sur les rives du Rhin et du Danube. La population européenne fut, on le voit, particulièrement atteinte par ces dures campagnes, et, comme on peut s'en douter, ce sont les cadres mêmes de l'Algérie qui ont souffert : beaucoup de futurs ingénieurs, de futurs agriculteurs ou industriels sont tombés, et ils manquent maintenant qu'il faut reconstruire un pays dont la structure a été fortement ébranlée depuis 1942.

Autre fait qui n'a pas manqué d'avoir des conséquences assez inattendues : le Gouvernement provisoire (qui porta d'abord le titre de *Comité Français de la Libération Nationale*), installé à Alger, capitale provisoire de la France, avait à s'occuper surtout de l'Afrique française. Les divers com-

missariats qui administraient les territoires allant de Tunis au Congo étaient amenés à se superposer aux gouverneurs ou résidents généraux ; et en Algérie même, il arrivait qu'il y eût confusion de pouvoirs, ce qui ne facilitait nullement la bonne marche des services et des affaires. Certains métropolitains avaient, au bout de quelques semaines, des idées bien arrêtées sur une Afrique du Nord dont ils ne connaissaient rien avant 1942. J'en ai entendu, pour ma part, affirmer doctoralement que les Français d'Algérie n'avaient fait que bien peu de choses en faveur de la population musulmane. C'est ainsi que se sont créées des légendes pernicieuses et que l'on a répandu, sur l'œuvre que nous avons réalisée en Algérie et dont nous devons être fiers, un certain nombre de contre-vérités.

Le résultat a été un malaise certain, qu'est venue compliquer la crise du ravitaillement, particulièrement aiguë au cours de ces dernières années. C'est au milieu de ces difficultés, d'ordre matériel et d'ordre moral, que se sont développées des revendications politiques sur lesquelles l'accord est loin de se faire. Les divers partis se livrent à des discussions véhémentes, et les étrangers qui nous regardent sont quelque peu étonnés de l'ampleur qu'atteignent certaines polémiques. Les événements pénibles qui se sont déroulés en mai 1945 dans le Constantinois ont bien montré la nature du problème politique, avec ses incidences religieuses et économiques. Il n'est pas douteux qu'actuellement l'Algérie subit le contre-coup de propagandes de toute nature, que le mythe du panarabisme y exerce son influence et que l'on retrouve un peu partout les souvenirs des promesses faciles que faisaient les agents hitlériens. A cela il faut ajouter certains propos tenus par les Alliés (sans mauvaises intentions, certes), mais qui n'ont pas contribué à éclaircir l'atmosphère.

De ces quelques constatations, il ressort que le problème politique est particulièrement délicat à résoudre, qu'une opinion qui n'était guère divisée avant 1939 l'est passablement aujourd'hui, et qu'en définitive il importe d'être très prudents lorsqu'il s'agit de prendre des décisions dont les répercussions peuvent être graves. On a pris l'habitude, semble-t-il, de diriger de Paris les destinées de l'Algérie, sans guère se préoccuper des manières de voir et de penser des Algériens eux-mêmes. Or, je ne sais plus quel gouverneur général disait qu'il n'est pas de pays plus difficile à gouverner que l'Algérie. Ceux qui offrent à ce pays des remèdes simplistes en matière d'électoralisme feront bien de méditer cet aphorisme dont nul ne peut contester la pertinence.

■ ■

Au surplus, il y a des problèmes économiques et sociaux, dont l'importance semble dépasser celle des problèmes politiques. Je ne sais si le fellah algérien se soucie de voter, mais je sais que ce qui le préoccupe avant tout, c'est le pain et la semoule de tous les jours. Or, il est des régions où, actuellement, il n'a ni l'un ni l'autre. Et c'est là qu'est le drame. Depuis de nombreux mois, la situation alimentaire de l'Algérie n'est vraiment pas brillante. Si dans les villes on mange de la viande, c'est parce que dans les campagnes on ne peut nourrir le cheptel. Devant une disette de cette ampleur, l'Administration s'est révélée impuissante, et l'on se demande ce qui serait arrivé si la Métropole n'avait pas obtenu des Etats-Unis d'Amérique des

importations massives de céréales et de denrées alimentaires. On s'est retrouvé dans la même situation tragique qu'en 1921, avec une population encore plus fatiguée, plus anémiée qu'il y a un quart de siècle.

Les esprits superficiels s'inquiètent de savoir comment il est possible qu'un pays qui passait pour être un grenier ait pu ainsi, brusquement, se trouver aux bords de l'abîme. C'est d'abord que la guerre a apporté un grand bouleversement dans les conditions naturelles du développement de l'agriculture algérienne. De 1940 à 1942, de fréquentes ponctions étaient faites sur les stocks de vivres par les Germano-Italiens ; après le débarquement, les Alliés n'ont pas, de leur côté, ignoré les ressources du pays ; ils en ont pris leur part, et la population civile a connu, au cours des trois dernières années, un rationnement sévère accompagné d'ailleurs d'une extension progressive du marché noir.

De très mauvaises conditions atmosphériques firent, en outre, de l'année 1945 une des plus calamiteuses qu'ait connues l'Algérie. Elles venaient s'ajouter aux conséquences terribles des invasions de sauterelles, que l'on n'avait pas connues depuis de très nombreuses années, et qui avaient répandu la désolation dans bien des régions. Les résultats furent ceux que l'on pouvait attendre : récoltes minimes, qui, en bien des endroits, suffirent à peine aux ensemencements nécessaires pour la récolte de l'année suivante.

Ce pays de blé et d'élevage vient donc de subir une crise agricole des plus graves ; il est loin d'en être sorti, et il se demande maintenant, avec une certaine anxiété, comment il pourra ravitailler demain une population qui ne cesse d'augmenter. Chaque année, en effet, on compte environ 150 à 200 000 habitants de plus ; c'est d'ailleurs un des titres de gloire de notre pays que la population musulmane, qui était stationnaire avant 1830, ait presque triplé depuis un siècle : conséquence d'une politique humaine et généreuse, qui a su développer l'hygiène et l'assistance. Mais cette augmentation ininterrompue pose des problèmes qu'on imagine aisément. Pourra-t-on arriver, dans cinq ans, à nourrir le million d'êtres humains dont l'Algérie se sera accrue ?

Il faudra évidemment assurer le développement d'une agriculture qui, en 1939, suffisait aux besoins du pays, mais qui ne peut déjà plus y suffire. Quelle était, avant la seconde guerre mondiale, la production moyenne annuelle des céréales en Algérie ? Elle oscillait entre 20 et 24 millions de quintaux. Il est clair qu'on devra s'ingénier à arriver à un rendement supérieur. Mais notons tout de suite que presque les trois quarts des terres à blé ou à orge sont la propriété des Musulmans : on estime qu'ils ensemencent environ 2 500 000 hectares. Il les cultivent toujours selon les mêmes procédés, quelque peu archaïques, sans que s'augmente jamais l'importance de leur récolte, celle-ci restant à peu près invariable et ne dépassant guère le chiffre de 15 millions de quintaux. Au contraire, les agriculteurs français d'Algérie ont, dans l'espace de trente années, presque doublé leur production, qui atteignait 10 millions en 1939.

Ces quelques chiffres appellent une conclusion, c'est qu'il importe d'obtenir des terres cultivées par les Musulmans un rendement qui se rapproche de celui des propriétés européennes. Ce sera le seul moyen d'assurer aux masses algériennes un ravitaillement qui soit à peu près conforme à leurs besoins. Il ne faut cependant pas se dissimuler que ce ne sera pas chose

facile, tellement les fellahs sont attachés à leurs procédés de culture traditionnels.

Comment expliquer dès lors qu'il y ait, chez certains, une propension à bouleverser le régime de la propriété en Algérie et à dépecer de grands domaines pour les distribuer à des agriculteurs musulmans ? L'idée est peut-être généreuse ; mais du point de vue économique, elle est pleine de dangers. Des terres dont le rendement est magnifique grâce aux méthodes modernes de culture européenne, peut-on songer raisonnablement à les transférer, même en partie, à ceux qui restent attachés à des usages séculaires, d'une productivité tellement inférieure ? Avant toutes choses, il importe de donner au paysan musulman cette lente éducation qui le familiarisera peu à peu avec des procédés auxquels, jusqu'à présent, il s'habitue difficilement. On ne voit pas très bien l'intérêt qu'il y aurait à enlever à la colonisation européenne ces terres auxquelles elle assure une culture intensive, et qu'elle a d'ailleurs souvent conquises elle-même. C'est là que de nombreux paysans, venus de France, ont sacrifié sans compter, avec abnégation, leurs vies en même temps que leurs capitaux. Est-il besoin de rappeler ici, encore une fois, l'épopée des défricheurs de « l'infecte Mitidja », transformée, grâce à leur énergie indomptable, en un nouveau Languedoc ?

On oublie, en vérité, trop aisément aujourd'hui, lorsqu'on parle de l'Algérie, les bienfaits sur lesquels il n'y avait qu'un concert de louanges au Congrès international de la Colonisation en 1930. Si la viticulture algérienne est aujourd'hui une des mieux organisées qui soient, si les agrumes sont devenus un autre élément important de la prospérité de l'Algérie, le mérite n'en revient-il pas aux puissantes individualités qui, avec une hardiesse tout américaine, ont risqué capitaux et avenir dans des entreprises qui, à l'origine, pouvaient sembler terriblement téméraires ? Lorsqu'on fera, un jour, l'histoire de cette colonisation sur laquelle E.-F. Gautier a donné tant d'aperçus lumineux, on verra la place qu'y occupent des pionniers d'une rare audace.

Par un phénomène assez curieux, c'est surtout l'initiative privée qui a créé des sources de richesse devant une administration souvent sceptique, et c'est ce qui explique le tempérament des agriculteurs algériens, qui sont, sur ce point, assez différents de ceux de France. Il y a chez les uns et chez les autres le même amour de la terre, mais il y a aussi en Algérie cette âpreté et, il faut bien le dire, cet égoïsme qui viennent de la difficulté vaincue. Ils veulent sans cesse aller de l'avant et créer de nouvelles richesses : c'est en cela qu'il y a quelque chose d'américain dans leur ardent esprit d'initiative.

Grâce à eux, la viticulture a pris un essor que nul ne pouvait soupçonner il y a une quarantaine d'années : car, ne l'oublions pas, le développement économique de l'Algérie ne date guère que d'un demi-siècle, et ce sont deux générations de travailleurs patients et obstinés qui l'ont assuré. Que la vigne joue un rôle essentiel dans l'économie algérienne, on le comprend aisément, quand on sait que sa culture a l'avantage d'occuper des ouvriers pendant toute l'année : on compte un ouvrier par hectare, c'est-à-dire à peu près 340 000 actuellement ce qui représente plus de 2 milliards de francs de salaires, régulièrement payés. En outre, l'hectare de vigne a besoin de quatre fois plus de main-d'œuvre qu'un hectare de blé et paie dix fois plus d'impôts.

Mais il y a une crise de la viticulture comme il y a une crise des céréales, et elle affecte aujourd'hui une certaine gravité. L'excédent actuel de 9 millions d'hectolitres vient de ce que la rupture, puis la précarité des relations avec la Métropole ont énormément restreint la consommation qui, pendant plusieurs années, n'a été que locale. Lorsque cet excédent sera résorbé, on aura à résoudre le problème du dépérissement des vignobles qui, certainement, se sera encore accentué. Quelques chiffres permettront de se faire une idée d'une décadence assez préoccupante : il n'y a plus aujourd'hui que 340 000 hectares cultivés en vignes, au lieu de 398 000 en 1938 ; et le rendement à l'hectare n'est que de 26 hectolitres (au lieu de 53 il y a sept ans). C'est une sérieuse diminution de richesse pour l'Algérie, qui ne récolte plus maintenant que 10 millions d'hectolitres, alors qu'on obtenait en 1938 un total de 21 millions. Il y a à cette régression bien des raisons : la difficulté de trouver de la main-d'œuvre, le manque d'engrais et la pénurie des produits qui permettent de combattre les maladies de la vigne.

Il faudra donc revigorer la viticulture d'Algérie, si on veut qu'elle retrouve dans l'économie de ce pays la place essentielle qu'elle avait autrefois. Œuvre de longue haleine, car on estime à 120 000 francs la somme nécessaire pour reconstituer un hectare de vigne : c'est donc l'investissement d'une vingtaine de milliards qu'exige l'opération dans son ensemble.

■ ■

Certaines autres cultures, comme celle des oranges et des citrons, ont beau se développer en Algérie, ce sont les céréales et la vigne qui continueront à être la base même d'une économie qui restera, à n'en pas douter, avant tout agricole. Et on devra, dans ce domaine, encourager l'esprit d'initiative, au lieu de le brimer, comme on a trop tendance à le faire, en conformité avec certaines conceptions d'économie dirigée qui ne sont guère de mise dans un pays neuf et vivant.

Mais voici que se posent d'autres problèmes non moins urgents : ce sont ceux qui concernent l'industrialisation de l'Algérie. Il apparaît aujourd'hui absolument nécessaire de donner à ce pays cet équipement qui lui a fait tellement défaut lorsqu'il est devenu une des principales bases d'attaque de l'Europe méridionale. Les Alliés furent alors étonnés de ne trouver à peu près rien de ce qui était nécessaire au fonctionnement des services de l'arrière. Il fallut improviser, faire feu de tout bois ; mais au moins a-t-on acquis la conviction qu'à l'avenir l'Algérie ne pourra se passer du minimum industriel qui lui permettra, le moment venu, de parer au plus pressé.

Si d'ailleurs il a fallu tant attendre pour que l'on établisse un programme d'ensemble, ce n'est nullement l'Algérie qui en est responsable. Beaucoup de bons esprits avaient déjà signalé souvent la nécessité de faire œuvre constructive dans le domaine industriel, et on peut dire que les bases en avaient été jetées par l'édification des grands barrages entrepris depuis une vingtaine d'années. Ce fut une politique à larges vues, dont la conséquence était l'essor rapide de l'énergie hydro-électrique ; et grâce aux Délégations financières, on passa très vite à la réalisation d'un plan grandiose qui aura les plus heureuses incidences sur la vie du pays.

L'autonomie financière — voulue en 1900 par Laferrière — a ainsi permis à l'Algérie d'aller de l'avant, et on n'a pas assez rendu justice à ces Conseils

économiques dont les initiatives contribuèrent largement au développement du pays. Il y a mieux : c'est du jour où furent créées les Délégations que l'on vit s'accroître le potentiel de l'Algérie. Quarante années d'efforts lui donnèrent la prospérité qui était la sienne avant 1939. Ces Assemblées, qui eurent longtemps le mérite de ne s'occuper que de problèmes techniques, avaient fini par donner l'impression de défendre volontiers les mêmes intérêts. Il était nécessaire de les réformer et de les rajeunir. A-t-on bien fait de les remplacer par une Délégation des Conseils Généraux d'Algérie ? C'est une autre question. Ce que l'on peut dire, c'est que cette solution ne peut être que provisoire, et qu'il faudra un jour donner à l'Algérie le Grand Conseil qui saura vraiment l'administrer.

Mais les nouveaux venus feront bien de ne pas renier les principes hardis qui inspirèrent les délégués financiers, dont l'action permit de moderniser l'équipement agricole de l'Algérie. Ils avaient même eu l'idée d'amorcer la politique d'industrialisation. Ils s'étaient malheureusement trouvés en face d'une volonté bien arrêtée de la Métropole qui tenait à ce que ne fût pas concurrencée l'industrie de France.

Aujourd'hui, il semble que cette hostilité soit beaucoup moins vive, et, en tout cas, on compte déjà de sérieuses réalisations dans le domaine de la cimenterie, de la verrerie, et même de la métallurgie. Ce qui est, après tout, normal, étant donné la richesse du pays en matières premières. On sent que le mouvement est d'ores et déjà bien amorcé, et il est significatif que M. Châtaigneau ait prévu pour « les industriels en mesure de faire concourir leur technique et leurs capitaux à l'exécution du plan », « des dégrèvements fiscaux et des facilités de crédit ».

Un pays qui était, jusqu'ici, exclusivement agricole, va donc essayer de subvenir à certains de ses besoins par une industrialisation progressive, afin d'éviter le poids d'importations particulièrement lourd en ces périodes de change élevé.

■ ■

Mais il faudra longtemps avant que se réalisent ces vastes programmes dont nous venons d'esquisser les lignes essentielles. Rien ne pourra être fait d'important tant que durera la crise des transports qui, actuellement, paralyse bien des initiatives. La situation des chemins de fer n'est pas brillante ; quant à celle des services de navigation, elle est presque alarmante. Plus de trois ans et demi après la libération de l'Algérie et deux ans après celle de la France, il n'y a, pour assurer la liaison maritime entre Marseille et Alger ou Oran, que peu, trop peu de bateaux. Nous n'ignorons pas, certes, que l'état de notre flotte est précaire ; mais va-t-on laisser cette situation se prolonger longtemps encore ? Il y a des solutions — au moins provisoires — que l'opinion publique réclame et qui s'imposent absolument. Ne peut-on vraiment renoncer temporairement à ce monopole du pavillon qui était déjà si néfaste en 1939, et qui menace maintenant, au point où en sont les choses, de devenir catastrophique ?

C'est une nécessité absolue pour l'Algérie — comme d'ailleurs pour le Maroc et la Tunisie — d'être en relations continues avec la Métropole. Relations de tout ordre, économiques, commerciales et intellectuelles. Pendant trois ans, l'Afrique du Nord a été privée des livres et des périodiques de

France. Ils ne reviennent que lentement, alors qu'avant 1939, les librairies d'Alger et d'Oran étaient parmi les mieux achalandées de France. Il importe, d'autre part, que les Algériens puissent aller souvent dans la Métropole : c'est le seul moyen de lutter contre un particularisme qui ne demande qu'à s'affirmer. La stagnation des services de transports est donc contraire aux intérêts de tout le monde, et il est inadmissible que ce problème vital n'ait pas encore trouvé les solutions auxquelles tout le monde pense. Comme l'a très bien dit récemment la Chambre de Commerce d'Alger : « Les Français de France et les Français d'Algérie ont vraiment besoin de se retrouver et de communier ensemble dans la pensée des efforts communs à fournir demain en vue de maintenir l'union des volontés et des cœurs qui conditionne elle-même l'union intime de la France et de l'Algérie ».

A ces problèmes, dont certains sont angoissants, il s'en ajoute bien d'autres qui sont fort sérieux : tels celui de la scolarisation des Musulmans ou celui de l'habitat rural aussi bien que citadin. A l'encontre du Maroc, l'Algérie est un pays où l'urbanisme n'a guère intéressé les autorités responsables. Il y a eu cependant à Alger, il y a quinze ans, un maire de grande classe qui avait élaboré des projets importants qui devaient transformer radicalement une ville où les lotisseurs ont fait le plus grand mal. La fantaisie des électeurs ayant rendu ce maire à ses études, ses successeurs prirent le contre-pied de ses projets, et depuis lors les choses sont restées en état. A tel point qu'on se demande si véritablement le moment ne serait pas venu d'acclimater en Algérie (et ailleurs peut-être) cette institution du bourgmestre dont les villes de Belgique et de Hollande n'ont qu'à se louer.

Car, au fond, c'est de bonne administration que l'Algérie et ses villes ont surtout besoin. Et c'est pourquoi nous avons été amenés à donner aux problèmes économiques la place qui leur revient — et qui est capitale. Quand on songe à tout ce qui reste à faire dans ce pays pour améliorer le rendement de son agriculture et pour développer son industrie, on est étonné de l'âpreté avec laquelle se déroulent certaines polémiques, d'ordre purement politique. Il semblerait plus raisonnable de s'attacher aux idées sur lesquelles tous les hommes de bonne volonté sont d'accord. Les questions épineuses se résoudraient sans doute plus facilement par la suite.

En tout cas, il importe, dans certains domaines, de ne point improviser. Nous avons essayé de montrer, en ces quelques considérations trop rapides, les nombreuses difficultés auxquelles on se heurte en Algérie. Ce ne sont pas des conceptions simplistes ou brutales qui apporteront l'apaisement, qui est pourtant si souhaitable et si nécessaire. Dans des questions fort délicates, il faut procéder sans hâte, et en profitant des expériences anciennes.

Et puis, il y a d'autres facteurs qui entrent en ligne de compte. Pierre Bourdan a pu dire très justement que, « sans être alarmiste, on peut reconnaître la gravité de la situation en Méditerranée et le drame qui s'y esquisse ». « Pour nous, dont le destin national est lié à la survivance d'un Empire africain, ajoutait-il, comment pourrions-nous rester à l'écart de ce drame ? » Il est bien exact que la situation stratégique de l'Algérie lui confère une valeur internationale. C'est une raison de plus pour apporter à la solution de problèmes délicats et complexes la prudence qui est de rigueur dans une période aussi troublée.

★ ★ ★

IMAGES DE PARIS

PAR une très chaude soirée de juillet, Jean Cocteau et André Paulvé avaient convié quelques privilégiés à une présentation de *La Belle et la Bête*, ce film tant attendu. La curiosité que suscite toute nouvelle œuvre de Cocteau fit que, malgré la chaleur qui rendait redoutable l'atmosphère étouffante d'une salle de spectacle, les amis et les admirateurs du poète, et ceux aussi qui ne sont ni l'un ni l'autre, répondirent nombreux à cette invitation. Et c'est une véritable foule qui se pressait rue de La Boétie, dans la cour des Établissements Discina, où, avant la projection, on avait eu la bonne idée de dresser un buffet froid. On y buvait du champagne sous la lumière crue de quelques projecteurs, qui permettaient de reconnaître la plupart de nos célèbres vedettes de l'écran et de la scène, de s'étonner de la barbe noire et blanche de Michel Simon ou de la nouvelle coiffure de Madeleine Sologne. Jean Cocteau aurait voulu se perdre modestement dans cette cohue : il avait le trac et l'avouait aux amis qui l'entouraient. « Je l'ai bien plus que pour la première d'une de mes pièces, disait-il. Et pourtant je préfère le cinéma, parce que là, je possède mes acteurs, tandis qu'au théâtre c'est eux qui me possèdent. Mais ce soir, je ne peux plus rien. Les jeux sont faits. La machine est montée, mise en boîte. Je n'ai plus qu'à attendre que la boîte s'ouvre. »

A la fièvre de la création succédait maintenant pour lui l'angoisse de livrer sa créature à ce public parisien et un peu trop professionnel pour que sa générosité soit sans mélange. Et l'on comprend qu'il ait eu peur.

« J'ai toujours et depuis l'enfance, expliquait-il encore, rêvé de *La Belle et la Bête*. Le conte de madame Leprince de Beaumont, souvent attribué à Perrault, voisinait avec les siens sous la prestigieuse couverture de la Bibliothèque rose. Je voulais le dessiner, le peindre, le porter à la scène. En fin de compte, le cinéma m'apparut comme la seule machine capable de donner corps à mon rêve. Mais il fallait se soumettre au style inimitable des contes de fées. Mon premier soin fut de réunir une équipe légère, attentive, capable de comprendre que le mystère a ses règles, que l'invraisemblable exige une vraisemblance. Ensuite le travail devenait une fête de famille, un arbre de Noël d'ombres et de lumières. »

Ce sont ces heures de bonheur qu'il avait eues à écrire son film, à le

mettre en scène, à le monter, que cette foule qui piétina longtemps, par triste habitude de faire la queue, devant les portes du Colisée avant d'y entrer, semblait prête à lui faire payer.

Dans cette fête dont il parlait, Cocteau était le seul à représenter la famille. Ni Auric qui composa la musique, ni Bérard qui fit les décors et les costumes, n'étaient là. Aucun des acteurs non plus n'assistait à la présentation. Sans doute, ce doit être intolérable, pour le respect humain de ceux-ci, que de regarder, mêlé au public, la projection de leur image sur l'écran. Et Jean Cocteau, bien que le courage ne lui manque jamais en ces circonstances, devait se sentir, à la fin, assez abandonné sous le poids des compliments ou des critiques, alors qu'il interrogeait avec une bonne grâce prête à tout entendre : « Cela t'a plu?... Vous aimez ça?... »

On aimait ça, en général. Mais combien peu avaient su garder ou retrouver cette âme d'enfant que le poète réclamait d'eux en annonçant son film. La féerie n'est pas un domaine accessible à tous. Jean Cocteau y est à l'aise parce que « la poésie prédispose au surnaturel » et que la lampe d'Aladin et le tapis volant sont depuis longtemps pour lui des instruments familiers. Le prestige que l'enfance a gardé sur lui devait lui faire conserver, dans un coin frais de son étonnante mémoire, ces contes de fées qu'il faut lire avec l'œil incorruptible du jeune âge que rien n'étonne.

Il se plut toujours à les raconter, ou à se les faire raconter. Inlassablement à une amie, il réclamait *La Chatte blanche*, qu'il écoutait dans un scrupuleux silence. Car personne mieux que cet éloquent bavard, cet éblouissant causeur ne sait aussi se taire et prêter aux autres une patiente attention. C'est un de ses grands charmes, une de ses exquises courtoisies, qu'il ne coupe jamais la parole à son interlocuteur, quel qu'il soit, et lui tend toujours une oreille indulgente et compréhensive. Sourcier que ne décourage aucune aridité, prestidigitateur toujours capable de faire sortir un oiseau de la conversation la plus terre à terre, son esprit rebondit sans le secours d'aucun tremplin, et il sait donner à ceux qui l'approchent l'impression réconfortante qu'ils se trouvent toujours à sa hauteur, et même qu'ils lui fournissent de quoi faire son miel. C'est ce qu'on appelle la gentillesse de Jean Cocteau, ce crédit qu'il accorde aux autres. C'est bien de la gentillesse en effet, mais c'est aussi le résultat de la parfaite éducation qu'il tient de ses solides origines bourgeoises. « La bourgeoisie est la grande souche de France, écrivait-il en 1918. Tous nos artistes en sortent. Fils de famille émancipés. Peut-être qu'ils s'en affranchissent, mais elle leur permet de construire généreusement sur des bases cossues. » Ces bases cossues, ce sont, en l'occurrence, celles des bonnes et belles manières. Voilà un des secrets de Jean Cocteau, qui explique la réussite de son travail en équipe, qu'il s'agisse d'une comédie ou d'un film. Autour de lui l'atmosphère est toujours sans nuages, car il a l'art de laisser dire ce qu'on veut, et de dire lui-même ce qu'il veut, sans froissement et

sans heurt. Pourtant sa malice est grande et il saisit infailliblement le travers, le ridicule, le tic de langage ou la forme de pensée de chacun. Il raconte des histoires, il imite les gens, il trouve des images saisissantes pour illustrer ses idées. Ses « mots » sont célèbres. Mais tenter de les répéter ce serait, comme dit Wilde, « épingler des papillons et leur retirer du même coup leur mouvement et leurs diaprures. »

Fidèle dans ses amitiés comme dans ses admirations, il demanda à Georges Auric, dont il avait reconnu le talent il y a environ trente ans, de faire la musique de *La Belle et la Bête*, comme il lui avait demandé de faire celle du *Sang du Poète* et de *L'Eternel retour*. Rien n'est moins sûr que la croyance de Georges Auric aux fées ; personne ne se laisse duper moins que lui. Mais il aimait le film et la beauté de ses images, et sut les accompagner d'émouvantes harmonies qui enrichissaient leur mystère. Pour Christian Bérard, que Cocteau découvrit quand il n'avait pas vingt ans, comme le plus capable des décorateurs de ce temps, tout se transforme en féérie. Nul ne pouvait donc mieux que lui habiller la Belle des robes de Peau d'Ane, draper de mousseline son grand lit qui flotte au milieu d'une chambre aux murs de feuillages, tremblants comme les saules au bord de l'eau, ni réussir le masque de la Bête : lion, qui tient du chat botté en pourpoint de velours et fraise de dentelle, avec ses tristes yeux d'homme amoureux. Jean Marais dans ce rôle, soupirant, rugissant à travers deux grands crocs qui lui barrent la bouche, sait garder une dignité de maintien, une noblesse d'attitudes qui enlèvent à ce monstre le côté Foire du Trône qu'il aurait pu avoir, et prête au mythe du conte une pathétique grandeur. C'est un noble seigneur qui offre son poing à Belle pour l'emmener au jardin, c'est un fauve qui tressaille au passage d'une biche dans les halliers. Il est aussi au dénouement le Prince Charmant tel qu'on le rêve, comme il est encore Avenant, l'amant rustique de Belle, le compagnon des frasques de son frère, le camarade moqueur de ses sœurs, dans toute une partie du film à laquelle Bérard a donné un style Ecole hollandaise, et Cocteau celui des *Précieuses Ridicules* à la ferme. C'est un Vermeer que Belle, représentée par Josette Day avec infiniment de vraisemblance, coiffée d'un linge blanc en turban, ses cottes retroussées, lavant le sol d'une grande salle paysanne où l'eau répandue réfléchit son visage. « Belle, lui dit Avenant, vous n'êtes pas faite pour être une servante : même le parquet veut devenir votre miroir. » Et c'est une scène des *Précieuses* que le départ en chaise à porteur, au milieu des volailles piaillantes, des deux méchantes sœurs, qui se rendent en visite dans le voisinage. La ruine de leur père ne les a pas guéries de leur prétentieux snobisme. Mais l'une d'elles s'écrie au retour : « On nous a dit que la duchesse ne recevait pas, dans une cour pleine de rires et de musique. Je vous félicite, mon père. Nous venons de récolter le fruit de vos sottises. »

Molière eût-il pu dire plus de choses en moins de mots ? Car c'est une des qualités du film, et non la moindre, que le dialogue en soit toujours d'une langue sobre et concise, d'une grande pureté de forme. Tous les

artifices que Cocteau a concédés à ses images, il les a refusés à son texte où tout est exprimé avec discrétion et dans les termes les plus justes. Ce n'est qu'un jeu, assurément, pour le cinéma, de transformer les larmes en diamants, les colliers en serpents, de permettre à des mains sans corps (les mains magiques de la « Chatte blanche »), de servir un repas, de porter des flambeaux. Il lui est facile aussi de faire surgir un Prince Charmant du cadavre de la Bête, morte auprès du canal, et usant des sauts tournés à l'envers, de faire voir ce Prince et sa Belle montant dans les airs, avec la légèreté d'une écharpe, pour rejoindre leur royaume enchanté. Encore fallait-il que ces trucs devinssent invisibles. Cocteau y a réussi. Avec lui le faux a l'air vrai et le vrai a l'air faux.

Ainsi, une scène se déroule au château de Baray. Ce château (situé près de Senlis), qui appartint à Labédoyère, le fidèle de Napoléon, est d'une stupéfiante architecture qui mêle sa réalité à la fiction du film, sans qu'on puisse distinguer celle-ci de celle-là. Des animaux grandeur nature sont statufiés sur la crête des colonnades et se profilent sur le ciel. Personne ne s'étonne de voir circuler parmi eux la haute silhouette velue de la Bête et la Belle y traîner ses atours. On croit à un décor ingénieusement imaginé, et le court dialogue qui s'établit ensuite y prend une intensité qu'aida probablement la vérité du lieu. « La Belle, vous a-t-on demandée en mariage ? — Oui, la Bête. — Ah... Et qui vous a demandé en mariage ? Un homme jeune ? — Oui, la Bête. — Il était beau ? — Oui, la Bête. — Pourquoi ne l'avez-vous pas épousé ? — Je ne voulais pas quitter mon père. — Et quel était le nom de ce beau jeune homme ? — Avenant. » Et la Bête s'enfuit en sautant par une arcade. Arcade véritable, en vieilles pierres sculptées, mais qui a l'air d'avoir été faite tout exprès pour que Jean Marais la traverse d'un bond d'animal blessé. Heureuse trouvaille que ce château, dont Cocteau pressentit qu'il ferait plus décor qu'un décor. C'est peut-être ce que d'autres appellent la vérité de ses mensonges que cet art qu'il a de les choisir. Mais si ces tours de passe-passe ne lui coûtent rien à accomplir, il était plus difficile de suggérer par des mots très simples l'attendrissement progressif de Belle pour la Bête. « Je ne suis pas très à l'aise dans ces beaux atours et je n'ai guère l'habitude qu'on me serve. Mais je devine que vous faites l'impossible pour me faire oublier votre laideur », lui dit-elle pendant qu'il la regarde souper. Plus tard, le visage caché contre la poitrine du Prince, qui lui demande : « Vous êtes heureuse ? » elle répond en voyant pardessus son épaule le gant de la Bête resté dans l'herbe : « Il faudra que je m'habitue ». Mot émouvant d'une femme que la laideur avait conquise. « J'essaierai de m'habituer, semble-t-elle dire, à votre beauté, qui blessera mes yeux chaque jour par son éclat. » Mais on ne s'habitue pas à la beauté. Elle est l'exception qui fatigue le regard en l'obligeant à la remarquer. Nul doute que Belle, en contemplant son Prince éblouissant, n'ait à regretter plus d'une fois l'ombre reposante de sa douce bête apprivoisée. Mais ni madame Leprince de Beaumont, ni Jean Cocteau ne veulent pré-

voir ce qu'il adviendra de ce couple ravissant. Ils ne cherchent même pas à nous rassurer par la phrase traditionnelle : « Ils vécurent heureux et eurent beaucoup d'enfants. »

***

Mais les contes de fées n'existent pas seulement dans les livres à couvertures dorées, ou sur les images luxueuses des écrans de cinéma. Pour bien des Cendrillons et des petits Poucets d'aujourd'hui, la citrouille se fait encore carrosse, et ils chaussent les bottes de sept lieues. Des cars, des trains, et même des avions les emmènent en Forêt Noire, en Angleterre, en Belgique, au Danemark et jusqu'en Suède pour y passer leurs vacances. Quand on voit par une journée brûlante les infortunés qui restent, patauger à moitié nus dans l'eau sale des ruisseaux de Paris, se traîner sur l'asphalte en poussant leurs billes et qu'on les imagine rentrant dans des logis étouffants, où ils apportent toute la crasse et les microbes des trottoirs, on voudrait espérer qu'un temps viendra où l'été la ville serait entièrement vidée de ses enfants, au profit des plages, des prairies et des bois. Malgré tous les efforts déjà accomplis en ce sens, ces voyages miraculeux ne sont pas encore assez nombreux pour les emporter tous. Et l'on pense aussi à ceux qu'un mois de grand air ne parvient pas à reposer, à transformer ; à ces petits êtres chétifs que menace une lourde hérédité et qu'épuisent les privations. A ceux-là des vacances ne suffisent pas. Ils réclament des soins constants, plus d'air, de lumière, d'hygiène qu'ils n'en ont chez eux. La Croix-Rouge s'est penchée sur leur cas et a déjà, sous la direction du général Oudard, médecin inspecteur général de la Marine française, cinquante colonies sanitaires, ouvertes d'un bout de l'année à l'autre. Ce sont presque toujours d'importantes propriétés, devenues trop lourdes à entretenir pour leurs possesseurs, et que la Croix-Rouge acquiert assez facilement. Il est plus coûteux de les remettre en état. Au château de Margency, près de Montmorency, elle dépensa, dans les communs seulement, sept millions pour y installer les cuisines, les bains, les douches, les infirmeries, les salles de dentiste que ces centres exigent. Sept hectares de parc et un hectare de potager entourent ce bel établissement. Une tour sert de fruitier modèle ; poires et pommes y sont rangées précieusement sur des étagères : bibliothèque embaumée d'où sortiront les compotes et les confitures des mauvaises saisons.

Non loin de là, une grande villa, qui appartint à Lantelme et montre ce luxe prétentieux cher aux premières années du siècle, est devenue, grâce à madame Ponthieu, la directrice, le home d'enfants le plus accueillant qu'il soit. Les vastes pièces très claires sont toutes encombrées de bouquets. « Les enfants adorent les fleurs » dit-elle, comme si elle devait s'excuser de cette profusion. Les dortoirs, qui occupent plusieurs belles chambres à coucher, n'ont pas la triste ordonnance de ces longues salles aux lits parallèles, que ce mot suggère. Sept ou huit petits lits au plus,

placés avec fantaisie, les garnissent. Des couvre-pieds de cretonne fraîche, une enveloppe de même tissu pour ranger la chemise de nuit ou le pyjama, des chaises et des tables basses laquées blanc, des bouquets encore, leur donnent un aspect si propre et si gai que les parents les plus raffinés pourraient souhaiter y voir leurs enfants. Un immense hall, qui dut jadis abriter des fêtes plus coûteuses, sert de lieu de récréation. Une orangerie est transformée en salle de classe. Par les larges baies, sur leurs bancs d'écoliers, les enfants peuvent encore voir le ciel et les arbres. Ils ne travaillent d'ailleurs que deux heures par jour. Le reste du temps est consacré à la culture physique, à la sieste, aux jeux. Certains cultivent eux-mêmes un petit jardin ; la responsabilité de ce bout de terrain, l'émulation aussi, leur fait accomplir des prodiges. Et puis il y a les bricoleurs, ceux qui ont le génie de métamorphoser les boîtes d'allumettes vides, les vieux bouchons, un morceau d'écorce, une peau d'orange desséchée, en personnages burlesques, en bateaux, en avions. Les monitrices sont très fières de ces œuvres adroites, auxquelles elles accordent une place d'honneur sur les cheminées ou les étagères, comme elles épinglent soigneusement aux murs les dessins des artistes en herbe. Elles ont tout le temps de s'attacher à leurs pensionnaires qui n'ont jamais moins de trois ans ni plus de quatorze, et dont quelques-uns restent longtemps, le temps qu'il faut pour les rétablir. Non pas les guérir, car ce ne sont pas des malades, mais seulement des enfants délicats, à qui l'hygiène et une bonne nourriture sont nécessaires. Le dentiste ne chôme pas, car leurs dents de sous-alimentés sont fragiles, mais l'infirmerie, aussi plaisante que les dortoirs, n'accueille guère que des cas bénins. Les maladies contagieuses, dont ces colonies d'enfants pourraient être la proie, sont soigneusement évitées grâce à la règle adoptée de mettre tout nouveau venu, qui pourrait être en période d'incubation, en quarantaine dès son arrivée. Une chambre, une salle à manger, un coin du parc, sont réservés à ce qu'on appelle pompeusement le lazaret, nom qui évoque les ports, les drapeaux jaunes, la peste, mais n'émeut nullement l'imagination des occupants.

Des assistantes sociales sont chargées de découvrir des enfants déficients, et de les signaler à la Croix-Rouge, où le docteur Broca est le directeur du Service de l'enfance. Il les examine alors et les place dans un des centres sanitaires dont il dispose, où les familles peuvent aller les voir une fois par semaine, mais s'en lassent assez vite malheureusement. Il y fait lui-même des visites fréquentes.

L'entretien d'un enfant revient au moins à 150 francs par jour. Les assurances sociales en paient 80. L'allocation familiale que l'on obtient parfois que les parents abandonnent, est de 40 francs. Le problème ne joue plus alors que sur une trentaine de francs. Mais il faut encore les trouver. Ces œuvres sont coûteuses, mais suscitent des générosités. Les enfants y sont habillés par leur soin : des âmes compatissantes envoient souvent des lots de vêtements. L'Amérique a fait dernièrement

à la Croix-Rouge française un don très important de linge, qui comprenait entre autres 300 kilomètres de toile à draps!

Mais bien des dévouements acquis sont d'un ordre encore plus touchant : des jeunes gens scoutistes viennent bénévolement chaque samedi dans plusieurs de ces centres, faire jouer ou promener les enfants. On comprend que ceux-ci, devant tant de soins, de bonne grâce, de confort, de plaisirs, aient quelque peine à rentrer chez eux, après des séjours qui peuvent être de deux ans, comme celui de ce petit garçon qui pleurait tellement quand il dut remettre ses vieux habits, que la directrice, pitoyable, lui laissa ceux qu'il portait. Et ce n'est pas un des aspects les moins ardus de cette question de l'enfance malheureuse, que ce retour au foyer. Quelle figure font-ils, ces voyageurs, ces enfants prodigues que nul veau gras ne peut fêter, en retrouvant un intérieur si différent de celui qu'ils viennent de quitter? Est-ce le dédain ou l'attendrissement qui s'empare d'eux? Ont-ils le désir de continuer leurs nouvelles habitudes d'hygiène et de propreté ou de céder avec veulerie à celles de leur entourage? Tout dépend de celui-ci, répondra-t-on.

Mais on ne peut s'empêcher de penser, en imaginant comme certains de ces revoirs doivent être décevants pour un petit être qui vient de goûter la douceur des soins, que ce sont les parents qu'il faudrait maintenant éduquer, prendre en mains, guérir.

DENISE BOURDET

LA FRANCE TELLE QUE L'ONT VUE

LES SOLDATS AMÉRICAINS

Quand deux peuples se connaissent mal, ils peuvent éprouver l'un pour l'autre une sympathie vague. Tel fut longtemps le cas de la France et des Etats-Unis. Mais quand le destin mêle ces peuples et les met à même de s'observer de près, l'épreuve risque d'être redoutable pour cette amitié superficielle. Les opinions, les habitudes, les préjugés de chacun des deux peuples en présence s'affrontent et se heurtent et d'innombrables malentendus peuvent conduire assez vite à la froideur, sinon à la haine. Il faut que chacun connaisse mieux encore son partenaire, pénètre plus avant en lui pour découvrir ses qualités de fond et pour que finalement la mésentente fasse place à une sympathie raisonnée, profonde et durable.

On peut craindre que beaucoup des soldats américains que la guerre aura amenés en France ne jugent fort mal notre pays et n'en restent avec nous à la froideur, pour ne pas dire pis, faute de nous mieux connaître. L'état-major américain s'en est ému, et il a fait établir à l'usage des G. I. (G. I. : *Government Issue*, expression officielle désignant le matériel militaire distribué par l'armée et devenue le sobriquet du troupier des Etats-Unis) un petit livre intitulé : 112 *Gripes about the French*, — 112 critiques sur les Français — qui veut justement aider nos libérateurs à mieux nous comprendre. Le volume se présente comme une série de questions et de réponses, chaque critique ou grief formulé par les G. I. étant suivi d'une réponse, laquelle veut être bien plutôt une explication qu'un plaidoyer. Ces explications s'inspirent d'un effort de compréhension et d'un esprit de sympathie qui finissent par être touchants, car le rédacteur est parfois plus indulgent pour certains de nos défauts que nous ne le serions nous-mêmes. L'ouvrage mérite d'être connu du public français, car il constitue un émouvant témoigagne de l'amitié franco-américaine, ou mieux de l'amitié lucide que nous portent ceux des Américains qui nous connaissent le mieux. Mais surtout il nous éclaire sur ce que pensent de nous les soldats venus d'outre-Océan.

■ ■

Le livre s'ouvre sur un dessin, un diptyque cocasse et plein de sens. A gauche, c'est l'atmosphère de Paris fin août 1944, quand les premiers Américains arrivèrent après les hommes de Leclerc. Un G. I. en tenue de com-

bat, casqué, le fusil en main, reçoit avec un large sourire le baiser d'une jolie fille, sous le regard sympathique d'un civil en béret basque. Une autre jeune femme brandit une bonne bouteille. Dans le fond, une troisième jolie fille sourit devant un drapeau américain, dans une pluie de serpentins et de papiers qui évoque les grandes parades défilant à New York dans Broadway — et qu'on n'a jamais vue en fait à Paris.

A droite, c'est l'atmosphère d'aujourd'hui. On retrouve le même G. I., mais il n'a plus ni casque ni fusil, et porte un simple calot. La bande d'or qui ornait la manche gauche (et qui signifiait six mois de service d'outre-mer) s'est multipliée par quatre, marquant qu'il y a deux ans qu'il sert en Europe. Il porte des rubans gagnés au combat, et l'insigne bleu des fantassins d'élite. Mais personne ne le regarde plus. La belle fille passe indifférente, au bras du Français en béret basque qui lui aussi ignore le G. I. L'autre jolie femme s'en va d'un autre côté, indifférente elle aussi. Et notre héros fait une pauvre moue désabusée...

Il a bien d'autres griefs contre les Français : « Nous sommes venus en Europe deux fois en vingt ans pour sauver les Français. Nous leur avons tout donné : jeeps, wagons, camions, vivres, munitions. Eux, qu'ont-ils fait pour nous ? Ils ne se sont même pas battus en 1940. Ces Français, je les hais. D'ailleurs tous, ou presque tous, ont collaboré avec les Allemands. »

Mais on lui répond : « Nous sommes venus en Europe parce que l'Amérique était menacée par un ennemi agressif et très dangereux et qu'il valait mieux que nous nous battions en Europe qu'en Amérique, sans attendre chez nous les bombes volantes et peut-être les bombes atomiques. N'oubliez pas que les enfants allemands chantaient : « Aujourd'hui l'Allemagne, demain le monde ». Or, la France tient les positions-clés de l'Océan Atlantique. Les Etats-Unis ne peuvent admettre que ces positions soient dans les mains d'une puissance hostile, car elles constituent pour eux une menace directe.

« Ces Français que, dites-vous, vous détestez, n'oubliez pas que ce sont nos alliés, qu'ils ont toujours été nos alliés. Qu'ils nous ont autrefois envoyé La Fayette. Qu'ils ont subi des pertes effroyables durant la première guerre mondiale : 1 357 800 morts, 4 266 000 blessés, 537 000 pris ou disparus : il n'y a pas un seul pays qui ait jamais souffert de perte aussi formidable, qui ait déployé plus de pur courage et de ténacité. Il n'y eut pour ainsi dire pas une famille qui ne fût éprouvée. Et voilà pourquoi la France s'est retrouvée faible et épuisée devant la deuxième guerre mondiale. Ces Français que vous accusez de ne pas s'être vraiment battus en 1940, ont sans doute été défaits, par suite d'une faille stratégique, et surtout parce qu'un poids léger ne peut jamais triompher d'un poids lourd. Mais ils se sont assez battus pour perdre en six semaines 108 000 morts et 260 000 blessés. Pour avoir raison de la force allemande, il a fallu la coalition des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'U.R.S.S., du Canada et d'autres pays encore.

« Depuis 1940, les Français ne sont pas restés à leur fenêtre en regardant les autres se battre. Leurs soldats d'Afrique se sont couverts de gloire à Bir Hacheim et en Italie, en France et en Allemagne. Quant aux Français bloqués en France par l'occupation, c'était feu Goebbels qui prétendait qu'ils étaient tous empressés à collaborer avec les Allemands. Beau mensonge : en dépit de toutes les pressions de l'occupant, il n'y a eu que 75 000 Français

pour partir volontairement comme travailleurs en Allemagne. La Légion des volontaires français contre le bolchevisme fut un splendide fiasco. Et les hommes du maquis et de la résistance nous ont puissamment aidés à vaincre. Le Général Patton a télégraphié au Général Koenig pour remercier les F. F. I. Le Général Patch, de son côté, a déclaré que les attaques du maquis contre l'ennemi entre la Côte d'Azur et Dijon avaient été équivalentes à l'action de quatre divisions d'infanterie. Par leurs attentats sans nombre ils ont saboté la production de guerre et les transports allemands en France. Par leurs multiples messages, ils ont renseigné les Alliés sur les installations militaires et les mouvements de troupes des Allemands — SHAEF (le G. Q. G. allié) a reçu d'eux jusqu'à 300 rapports par jour, — ils ont fait tenir à Londres des spécimens d'armes nouvelles allemandes. Ils ont caché, nourri et vêtu — alors que tout était rationné et qu'ils manquaient pour eux-mêmes du nécessaire — 4 000 aviateurs et parachutistes américains tombés en France sur terre ennemie : or, on a calculé que le salut de chacun de ces 4 000 fugitifs a signifié que six Français en moyenne risquaient leur vie pour lui, dans cette extraordinaire organisation souterraine qui menait l'aviateur traqué du point où il était tombé jusqu'à Londres. De 1940 à 1944 les Allemands ont fusillé en moyenne un Français toutes les deux heures : ils ont détruit, par représailles, 344 villes ou villages dont 62 complètement.

« Au total les Français ont perdu, du fait de la guerre, en tués, blessés et mutilés, 1 115 000 hommes et femmes dont 530 000 tués. Cette perte est singulièrement lourde pour un peuple de 40 millions d'habitants et elle dépasse les pertes américaines. En outre, 1 785 000 bâtiments ont été détruits, 5 000 ponts ont sauté et la France a perdu les 3/5 de son matériel roulant de chemins de fer, la moitié de son cheptel, les 3/4 de son équipement agricole, bref la moitié de sa richesse nationale. 70 p. cent des hommes et 55 p. cent des femmes ont perdu 12 p. cent de leur poids. La tuberculose a quadruplé ses ravages. 12 milliards 1/2 d'heures de travail ont été volées à la France par les Allemands.

« Si, d'autre part, nous avons donné tant de fournitures aux Français, il s'agissait de livraisons prêtées, au titre de la loi prêt-bail, à des Alliés dont chaque soldat tenait la place d'un soldat américain. Si d'ailleurs nous leur avons ainsi avancé un milliard de dollars de marchandises, les Français de leur côté nous ont fourni en échange près d'un demi-milliard de prestations. Mais songez qu'au total la guerre a coûté 98 milliards à cette France qui tiendrait ou peu s'en faut dans un de nos Etats tels que l'Utah ou le Nevada, alors que l'Amérique dont la superficie vaut quatorze fois celle de la France y a dépensé 300 milliards de dollars, soit trois fois plus à peine que la France. »

■ ■

— Vous me parlez de l'armée française, dira le G. I. excédé. Parlons-en de ces soldats ! Ils sont assez contents d'eux-mêmes : en 1945 ils ont passé leur temps à défiler aux Champs-Elysées. Que de parades, que de parades ! Ils se conduisent exactement comme s'ils avaient gagné la guerre tout seuls. Il faut voir la publicité dont ils ont su entourer le moindre de leurs exploits : leur presse a terriblement exagéré le rôle du maquis et des F. F. I.

« Avec cela pourquoi leur a-t-on donné l'uniforme américain ? Je suis

furieux quand je rencontre un Français sous notre uniforme. On aurait dû les obliger à le teindre. »

Ces critiques sont particulièrement intéressantes, car le Français moyen ne se doutait pas que son goût pour le panache et les musiques militaires irritât l'Américain, ainsi d'ailleurs que le port par des Français de l'uniforme yankee. L'auteur du petit livre que nous étudions y répond avec patience :

« Ils ne défilent pas tout le temps, mais il est exact qu'ils défilent plus que nous. Ils ont plus de jours de congé que nous. Ils ont aussi une histoire beaucoup plus longue et compliquée que la nôtre. En outre, libérés après quatre ans passés sous la botte, on comprend qu'ils aient été soulevés par une vague de patriotisme et par le désir de célébrer leur libération, d'honorer leurs martyrs et de commémorer leur résistance. Mais si d'aucuns d'entre eux s'imaginent qu'ils ont été seuls à gagner la guerre, ce sont de fichues bêtes : personne n'a gagné la guerre « tout seul ». Ce qui est exact, c'est que si l'armée et la marine françaises avaient rejoint les Allemands contre nous, s'il n'y avait pas eu de résistance et de maquis, combien de vies américaines auraient été sacrifiées ? Certes, la presse a exagéré le rôle des F. F. I. ; c'est assez naturel : la presse locale s'attache toujours aux nouvelles locales. Voyez en Amérique *le Clairon* de Botsford qui, le lendemain de l'attaque du Japon par la bombe atomique, réservait sa première page au retour d'un glorieux soldat, enfant du pays...

« Quant à l'uniforme américain, dont on a, dites-vous, affublé les Français, vous seriez plus furieux encore si ces Français étaient en uniforme allemand. Chaque soldat français a tenu la place d'un soldat américain, et l'armée française nous a épargné l'emploi de onze divisions. 11 000 de ces soldats français ont été tués au combat depuis le débarquement. Prétendrez-vous qu'ils n'avaient pas droit à l'uniforme sous lequel ils sont morts ?

■ ■

Le soldat américain de mauvaise humeur déclare d'un ton acerbe : « Ces Français ne sont pas modernes. Ils manquent d'invention. Qu'est-ce que ces grenouilles ont donné au monde ? » Car à force de traiter les Français de mangeurs de grenouilles, insulte anglo-saxonne traditionnelle, on finit par les appeler « grenouilles » plus simplement.

Le petit livre répond en rappelant gravement les inventions françaises : liste assez hétéroclite qui va du système Braille à l'écran de télévision à mille lignes en passant par le ballon, la cellophane, le gyroscope, le camphre de synthèse, la pasteurisation, l'allumette phosphorée, la photographie, la rayonne, la machine à coudre, la poudre sans fumée et le stéthoscope. On ajoute que la France a eu vingt-huit Prix Nobel, alors que les Etats-Unis n'en ont eu que vingt-cinq. Et on précise que seule au monde madame Curie a reçu deux fois le Prix Nobel. On pousse ainsi l'amabilité jusqu'à passer sous silence le fait que, Française par son mariage, madame Curie était Polonaise de naissance.

Viennent ensuite d'autres listes : celles des écrivains, des savants et inventeurs, des musiciens, des peintres, des philosophes, des historiens français. Parmi les écrivains, à côté des classiques de Villon à Proust, à côté de Jules Romains et de Malraux, figurent pêle-mêle Sardou, Jules Verne et Eugène

Sue : voilà trois noms qu'un Français cultivé ne mettrait sans doute point dans son Panthéon littéraire, mais qu'un Américain y met volontiers, car tous ceux qui ont vécu ou voyagé à l'étranger savent bien que la littérature française vue d'Amérique ou d'Allemagne est assez différente de la littérature française vue de Paris... De même parmi les savants et inventeurs on relève des noms comme ceux de Toucanta, de Héroult et de Sauria que le petit Larousse lui-même ignore. Parmi les musiciens, un mystérieux Favre, qui n'est autre sans doute que Fauré. Chez les peintres, Gérôme et Meissonier voisinent avec Rouault et Matisse. Enfin la liste des historiens comprend Quinet, mais omet Michelet. Tous ces détails qui peuvent nous surprendre sont la meilleure preuve de la bonne foi de ces listes : elles ont été établies par de purs Américains, sans consultation aucune de Français qui eût certainement provoqué des rectifications.

■ ■

Voici un chapitre plus délicat : celui de la propreté et de l'hygiène. L'Américain juge le Français sale : « Le Français ne prend pas de bains, il ne se lave pas. Il a des habits râpés. Le métro pue l'ail, la sueur et le parfum. Les villes sont sales et nauséabondes, les villages sont des étables à cochons où le villageois empile son fumier juste devant sa porte. »

Notre avocat bénévole donne alors des explications que d'aucuns d'entre nous jugeront sans doute pécher par optimisme et par francophilie : « Si le Français moyen ne prend pas de bains, c'est qu'il coûte cher d'installer chez soi une salle de bains, surtout dans une vieille maison, — et beaucoup de maisons sont vieilles. D'ailleurs ne soyons pas trop entiers nous-mêmes sur ce chapitre : car il y a chez nous 3 600 000 maisons, 80 p. cent des fermes, qui n'ont pas non plus de salle de bains. Si le métro sent mauvais, c'est qu'il est surchargé de voyageurs, faute d'autobus et de taxis. Cette odeur d'ail qui vous offusque, c'est simplement la preuve que les Français sont demeurés les cuisiniers splendides qu'ils ont toujours été. Si vous sentez aussi des odeurs de sueur et de parfum mêlées, c'est tout simplement que le vrai savon manque en France, que le Français doit faire sa toilette avec des savons-ersatz et que de guerre lasse on recourt au parfum pour voiler l'odeur naturelle du corps, odeur qui dépend d'ailleurs du régime alimentaire. Un Chinois trouve qu'un blanc pue, et inversement. Les habits sont râpés : c'est la faute de la guerre. D'ailleurs le Français moyen n'a jamais été aussi bien habillé que l'Américain moyen : c'est qu'il a moins d'argent. Les villes sont sales faute de peinture, faute d'essence aussi pour les voitures des boueux. Les vieilles maisons sentent mauvais. Mais les Français, avant la guerre, nettoyaient avec soin leur trottoir, et leurs ménagères tiennent leur foyer scrupuleusement : malheureusement combien peu d'entre vous savent ce que c'est qu'un foyer français ! Quant aux tas de fumier des villages, qui déjà scandalisaient l'armée américaine venue en France en 1918, c'est un vieil usage qui se retrouve d'ailleurs en Allemagne centrale et méridionale. Si enfin d'une façon générale la France manque d'hygiène, c'est que son niveau de vie est inférieur au niveau américain. »

■ ■

Autre série de griefs : « Ces Français sont des paresseux. Ils passent leur temps à bavarder et à boire au café. Quels ivrognes ! Et ils coupent leur

journée de travail et perdent ainsi quotidiennement deux ou trois heures pour déjeuner. Les gens des campagnes ne travaillent pas plus que ceux des villes : vous ne voyez jamais personne aux champs ! Et les paysans sont arriérés : ils portent des sabots ! »

Le commentateur répond à chacune de ces critiques :

« Il y a peut-être des Français paresseux, mais il n'y a pas plus grand travailleur au monde que le paysan français, ce paysan qui va en sabots pour se mieux protéger de la boue et de l'humidité. Si les campagnes vous paraissent vides, c'est que, jusqu'à ces derniers mois, il y avait en Allemagne plus de deux millions de Français, et surtout d'agriculteurs, prisonniers, déportés ou travailleurs forcés. Certaines régions françaises sont abandonnées parce qu'elles sont infestées de mines allemandes : celles-ci ont tué ou estropié en un mois 150 personnes. Quant au Français des villes, sans doute dans l'ensemble il a une allure moins pressée, moins affairée que l'Américain. Il prétend en effet qu'il jouit mieux de la vie que nous, qu'il prend le temps de vivre, qu'il ne veut pas se tuer à gagner de l'argent sans répit. Et il estime que grâce à ce goût du loisir il réussit mieux que nous dans l'art et dans la musique, dans la philosophie et la poésie. Son rendement est certainement dans l'ensemble inférieur à celui de l'Américain moyen : c'est que la France est moins industrialisée et mécanisée que l'Amérique, qu'elle sait moins que nous s'ingénier à économiser la main-d'œuvre.

« Quant à la coupure du déjeuner, n'oubliez pas que les Français restent deux ou trois heures plus tard que nous au magasin, au bureau et à l'atelier. Cet usage qui nous choque, qui nous gêne quand nous voyageons en France, n'est pas spécial à la France : on le retrouve en Italie, en Espagne, dans les Balkans, dans beaucoup de régions d'Allemagne. Le Français aime mieux déjeuner en prenant son temps qu'avaler à un comptoir du « drugstore » un sandwich au poulet et à la salade. Songez que les restaurants sont chers, les cantines d'entreprises assez rares, si bien que le Français moyen est souvent obligé de retourner chez lui pour déjeuner. Et n'allez pas croire qu'il passe sa vie au café. Ces cafés qui vous paraissent toujours pleins, ce ne sont pas les mêmes consommateurs qui s'y trouvent du matin au soir. Le public s'y renouvelle constamment. Les uns viennent de travailler, les autres vont à leur travail. Beaucoup d'ailleurs traitent leurs affaires au café. Ce café de France ne ressemble pas à notre « bar », ni à notre « saloon ». C'est bien plutôt une sorte de club. On y va moins pour boire que pour se détendre. Quand il y avait du café, on y buvait surtout... du café. Vous les traitez d'ivrognes ! Ils pensent exactement la même chose de nous. Le Français boit du vin, mais s'enivre peu. N'oubliez pas qu'en 1942 on a dépensé plus d'un milliard de dollars dans les bars et *saloons* des Etats-Unis.

« Bref, ne condamnez pas leurs usages parce qu'ils sont différents des nôtres. Tâchez plutôt de les comprendre. »

■ ■

Voici maintenant une rubrique plus grave : le G. I. compare Français et Allemands et se sent plus proche des Allemands ennemis que de ses alliés français : « Les Français ne nous témoignent point d'amitié. Les Allemands, voilà nos gens. Ils sont plus propres que les Français, mieux vêtus, ils sont

plus disciplinés, ils sont plus laborieux, plus industrieux, ils déblaient leurs ruines, ils ont plus de rendement dans la production en série. Les Français ont pillé Stuttgart, nous avons vu les interminables convois qui en partaient, emportant vers la France machines et marchandises, chevaux, bétail et vivres. Et les soldats français ont terrorisé les femmes allemandes. Il serait plus naturel que nous fussions les alliés des Allemands ; ce sont d'ailleurs des pacifiques, tandis que les Français ne sont que des fauteurs de troubles... »

De toutes les critiques des G. I., il n'en est point sans doute qui nous seront plus désagréables que celles-là. Il est de fait qu'à certains points de vue la vie allemande est assez proche de la vie américaine, — notamment par l'ardeur au travail, la discipline, le sens de l'organisation, le goût du confort, l'amour du neuf et du moderne, toutes qualités qui ne sont pas toujours notre fort. Et l'on comprend que certains G. I. grincheux, après avoir été blessés par mille bizarreries de la vie en France, se soient retrouvés comme chez eux en Allemagne et aient exprimé ingénument leur sentiment.

Le petit volume que nous analysons ne voile, on peut s'en apercevoir, aucune critique, si fâcheuse soit-elle, et y répond avec pertinence : « Les Français ne nous sautent pas au cou ? Les Anglais non plus, ni les Suédois. Les Français respectent la vie privée des autres et entendent qu'on respecte la leur. Ils ne se lient pas aussi facilement que nous autres aux Etats-Unis, et puis ils ignorent notre langue, ils ont froid, ils ont faim, ils sortent de six ans de guerre...

« Qu'importe que les Allemands soient plus propres, mieux vêtus que les Français ? Cela prouve simplement qu'ils ont moins manqué de savon et de tissus depuis six ans. Mais ce qui compte, ce n'est pas le costume des gens mais leurs convictions. Les Français tiennent comme nous pour l'égalité, la liberté, la démocratie. Voulez-vous me dire quelles sont les opinions des Allemands ? et qu'avons-nous de commun pour en faire nos alliés ? N'oubliez pas d'ailleurs que l'Allemand que vous voyez en pays occupé n'est plus l'Allemand, puisqu'on a extirpé son arrogance et son insolence. S'il déblaie les rues de Munich et de Stuttgart mieux que les Français ne déblaient les rues de leurs villes, c'est que le Français manque de tout : charbon, électricité, camions, essence, machines, main-d'œuvre, alors que les Allemands avant notre arrivée ont fait commencer le déblaiement par les prisonniers de guerre ; aujourd'hui ils travaillent sous nos ordres.

« Vous admirez la discipline allemande ? Alors vous approuvez qu'ils aient obéi aveuglément à des lois barbares et à des chefs sauvages ? Pensez-vous que les Français auraient fait comme eux ? Et vous-mêmes, Américains, auriez-vous obéi ? Vous faites l'éloge de la production allemande en série. Et certes ils ont su produire en série les armements, les camps de concentration et les chambres de torture. Mais leur rendement a-t-il su donner le bonheur et la paix à leur peuple, a-t-il su faire naître la bonté et le respect de la vie humaine ? Ils sont industrieux, sans doute : les gangsters aussi, comme Al Capone. Il a fallu en effet qu'ils fussent industrieux pour construire en six ans la plus formidable machine de guerre qu'on ait jamais vue.

« Vous reprochez aux Français le pillage organisé de Stuttgart : mais ce

n'était qu'une faible reprise des biens immenses pillés par les Allemands en France occupée, une réparation. Quant aux violences sur les Allemandes, c'est l'histoire de toutes les armées d'occupation. Voyez comme des G. I. ivres ont terrorisé des femmes à Paris... Les Français avaient une excuse : ils avaient à se venger.

« Vous croyez les Allemands pacifiques ? Vous oubliez que chaque fois c'est eux qui ont commencé la guerre ! »

■ ■

On mesure toute la gravité de cette évolution psychologique des soldats américains : un an après la fin des hostilités, ils se retrouvent plus près par le cœur de leurs anciens ennemis que de leurs alliés et notamment que de ces Français, contre lesquels ils ont tant de griefs, de ces Français qu'ils jugent trop souvent lâches, paresseux, immoraux et sales.

Si donc on veut sauver l'amitié franco-américaine, — et il est indispensable de sauver cet élément de la paix du monde — il faudra un immense effort pour dissiper tant de préjugés et permettre aux Américains de mieux connaître ce que sont les Français et ce que sont les Allemands. Nous avons des amis en Amérique, des amis clairvoyants, voire indulgents : témoin cette brochure de l'armée américaine que nous venons d'analyser et dont nous devons leur être reconnaissants. A tous les Français qui peuvent le faire, il appartient d'aider l'action de ces amis. S'agit-il d'une propagande ? Le mot a toujours eu comme une odeur de mensonge — et il l'a plus que jamais aujourd'hui après tous les discours et les articles de Goebbels. Mais que tous ceux qui ont une plume, une tribune, un studio de cinéma, un micro et qui s'adressent au public américain s'attachent toujours à lui donner une image fidèle de notre pays, de ses vertus profondes sous ses dehors parfois fâcheux. Cette probité intellectuelle qui est toujours un devoir, c'est sans doute aussi la méthode la plus sûre pour regagner aux Etats-Unis les amitiés perdues. On peut aussi souhaiter que notre Gouvernement s'attache à mieux témoigner officiellement l'immense gratitude des Français pour l'Amérique. Craint-on de s'abaisser en disant : merci ? Mais la reconnaissance n'a jamais diminué personne et l'ingratitude n'est pas le chemin de la grandeur. Craint-on de blesser les susceptibilités des autres alliés, notamment de l'U.R.S.S. ? Mais il n'est pas question d'oublier ce que nous devons à Staline et à son peuple : il y a d'ailleurs assez de gens pour nous le rappeler. Nous voudrions seulement qu'on n'oubliât personne.

RENÉ ARNAUD

LE THÉATRE EN ANGLETERRE

Jamais l'industrie du théâtre n'a été plus florissante à Londres qu'au cours de cette saison 45-46. On croyait qu'une fois les hostilités terminées, les raisons qui avaient fait affluer les foules aux bureaux de location venant à cesser, une désaffection subite éloignerait le public des salles de spectacle. L'extraordinaire faveur dont elles avaient joui pendant les années terribles — malgré les attaques aériennes, les mesures oppressives, les anxiétés sans cesse renouvelées — s'affirme durable. Il en faut conclure qu'à l'Anglais moyen les jeux de la scène sont aussi indispensables que le pain et l'eau. Rien n'a pu décourager l'élan des « playgoers », soumis à tant d'épreuves depuis l'automne sombre et sanglant de 1940. L'amour du théâtre s'est affirmé plus fort que les périls du black-out, que les exigences sans cesse croissantes de la guerre, que les tentations du dehors une fois la sécurité restaurée.

Cet amour va parfois jusqu'à tuer tout discernement. Nul n'y contredit là-bas. On s'est rué à toutes les pièces, quelles qu'elles fussent. Littérairement parlant, la production dans l'ensemble a été indigente. Il n'est pas exagéré de dire que pas un auteur nouveau (ou bien peu s'en faut) n'a réussi à imposer sa personnalité. Ce sont toujours les mêmes noms qu'on voit sur les affiches et l'on peut se demander si, au cours de ces longues années, les pièces nouvelles que les auteurs anciens ont données n'ont rien ajouté à la signification de leur œuvre.

Des exemples? L'Écossais James Bridie, en qui l'on s'accorde à voir le disciple le plus heureux de l'Irlandais nonagénaire Bernard Shaw, a fait jouer (entre autres) une pièce où l'on retrouve ses qualités et ses imperfections coutumières : le don du dialogue, de l'originalité dans les thèmes et dans les idées, mais un dédain total de la construction scénique. Il s'agit de *Mr Bolfry*, où l'on voit le diable en personne s'introduire dans un presbytère et y provoquer un débat où Dieu est pris à partie. Encore que les critiques aient assez unanimement blâmé l'incontinence verbale à laquelle James Bridie sacrifie, le public, lui, sans se laisser rebuter par des défauts techniques, a semblé prendre grand plaisir à cette pièce. Mais on ne peut vraiment pas proclamer qu'elle marque un progrès quelconque sur ce que l'auteur avait écrit au cours de l'entre-deux-guerres. De même, sans songer à nier la fantaisie et le charme que Noël Coward prodigue dans

cette joyeuse farce qu'il a nommée *Blithe spirit* (ce qu'on a pu traduire par « l'espiègle revenante ») et où l'on voit un veuf aux prises avec les spectres de ses deux épouses successives, qui se disputent encore sa possession dans l'autre monde, on n'oserait pourtant prétendre que ces trois actes allègres, qui ont occupé la scène pendant plusieurs années, constituent un sommet dans une production abondante, où le pire se mêle au meilleur. Et pour ce qui est de J. B. Priestley, dont la réputation a depuis longtemps franchi les bornes de son île natale, il s'est à tel point laissé absorber par des préoccupations politiques que ses dernières pièces s'en sont ressenties. Elles marquent, hélas ! un déclin évident sur ses grands succès d'avant-quarante.

Tout compte fait, l'actualité n'a pas heureusement inspiré les dramaturges. Chaque fois qu'ils ont essayé de faire passer dans leurs pièces un écho, même fugitif, des événements contemporains, l'art n'y a point gagné. Les réussites ont été rares. La prudence a d'ailleurs poussé la plupart des écrivains de théâtre à n'envisager la guerre que dans les réactions qu'elle peut provoquer au sein d'une famille moyenne. Les auteurs dits gais ont décrit en termes plaisants les ennuis causés par les restrictions alimentaires, les réglementations d'exception ou la pénurie de la main-d'œuvre domestique. Les auteurs graves ont évoqué la Mort abattant le héros en plein vol, mais, de l'oiseau frappé, ils se bornaient à faire reproduire le bourdonnement lointain, à la cantonnade. La catastrophe était racontée par un messager, comme dans les tragédies antiques, quand elle n'était point annoncée par un brusque coup de téléphone, sans commentaire audible pour la salle.

On cite assez généralement, de H. E. Bates : *The Day of Glory* (Le Jour de Gloire), et de Rodney Ackland : *The Dark River* (Le Fleuve sombre). Ce sont des pièces intéressantes, faites (et bien faites) par des hommes connaissant leur métier, habiles à développer une situation dramatique, mais qui s'aviserait de soutenir qu'elles nous offrent une explication en profondeur (ni même une image vraiment originale) de la vie en Angleterre : la première, pendant les années où son territoire était menacé ; la seconde, au moment où la guerre civile espagnole préludait au conflit mondial ? Et depuis la libération, l'on a en vain attendu que se projetât sur la scène le miroir véridique de notre époque. Ce miroir, ce n'est en effet ni le *No Medals*, d'Esther Mc Cracken, qui relate l'humble héroïsme quotidien d'une petite bourgeoise au cours de la tourmente, ni *The Years between*, de Daphné du Maurier, qui dépeint le retour du soldat au foyer et les difficultés qu'éprouve un ménage, dont la femme a été longtemps indépendante, à retrouver une harmonie, un rythme ; ni enfin la *Frieda*, que fait jouer au Westminster Theatre un tout jeune auteur, Ronald Millar, et où nous est présentée une infirmière allemande faisant s'évader un prisonnier anglais, épousée par lui et amenée dans sa famille, en plein cœur de la vieille Angleterre. L'œuvre tourne par instants au débat d'idées. Elle soulève des controverses. Au cours des représentations, on sent que le spectateur prend parti, brûle d'intervenir. Il s'agit de l'attitude que doit adopter vis-à-vis de l'ennemi d'hier (et sans doute de toujours) l'homme de la rue en Grande-Bretagne. Les thèses antagonistes trouvent des avocats sur la scène, mais le problème est esquivé. Frieda (qui d'ailleurs n'est pas tout à fait la femme

légitime de ce citoyen anglais) quittera de son plein gré le toit conjugal et le pays qui ne lui saurait être un refuge, mais les raisons de son départ apparaissent extérieures, fortuites, ce qui amoindrit la portée du dénouement. Sans doute, est-il trop tôt pour que le sujet entrevu par Ronald Millar puisse être abordé.

C'est peut-être cette impossibilité foncière de se mesurer avec le présent qui explique la vogue des pièces à costumes. Elle s'est manifestée autant à Londres qu'à Paris. Le public se presse ces jours-ci au St James' Theatre, où se joue *The King Maker* (Le Faiseur de Rois). On nous y parle de Warwick et de la guerre des Deux-Roses. L'auteur est une jeune femme, Margaret Luce. Elle aborde assez témérairement (mais le succès lui donne raison) le genre austère et dangereux du drame-chronique qu'illustra Shakespeare. Il est à remarquer que l'œuvre nouvelle (écrite en prose courante, sans le moindre soupçon de pastiche élisabéthain) couvre une période déjà amplement « dramatisée » par le grand Will dans la troisième partie de son *Henri VI*. Les Anglais ne se formalisent guère de telles rencontres. Il me souvient du succès que remporta, voici déjà pas mal d'années, un certain *Richard de Bordeaux*, qu'avait confectionné miss Gordon Daviot, débutante alors comme l'est aujourd'hui miss Margaret Luce. Personne ne lui chercha noise. Aucun critique (même pas ceux qui n'aimaient point sa pièce, et il s'en trouva, bien sûr) ne se soucia de l'accabler sous une comparaison avec le *Richard II* que tout écolier britannique épelle sur les bancs du collège.

Ce que l'on peut le plus justement reprocher à de pareilles tentatives, c'est leur prosaïsme. En Angleterre, comme un peu partout, le drame en vers n'existe plus guère qu'à l'état de souvenir. L'effort n'en paraît que plus méritoire, de ce petit théâtre suburbain, le Mercury, qui a jadis révélé Eliot, Auden et Isherwood. Il poursuit vaillamment sa tâche. Paris a pu applaudir Robert Speaight dans ce curieux drame semi-religieux qui s'intitule : *This way to the tomb* (Par ici la tombe) et dont l'action oscille entre le XIVe et le XXe siècle, le ton entre la ferveur et l'ironie.

Mais dans le public la conviction paraît s'être ancrée que le vers n'est supportable à la scène que s'il nous arrive à travers plusieurs siècles.

Jamais le culte que l'Angleterre voue à Shakespeare n'a d'ailleurs atteint la ferveur à laquelle il est monté depuis la grande menace germanique. Paris a pu juger de la perfection que met une compagnie comme celle de l'Old Vic à interpréter les grands drames classiques. Au *Richard III* de Laurence Olivier, le *Falstaff* de Ralph Richardson fait un harmonieux pendant. L'Old Vic, chassé par le blitz, qui détruisit sa vieille salle incommode, d'une rive à l'autre de la Tamise, s'est installé en plein West End et est devenu le théâtre le mieux fréquenté de Londres. Les recettes de *Henri IV*, drame qui réclame deux soirées, équivalent aux profits fastueux que font les vastes music-halls populaires. D'autre part, le festival de Stratford-on-Avon, ville natale du barde, draine quotidiennement les foules des coins les plus opposés et les plus lointains de l'Angleterre. Sir Barry Jackson, animateur infatigable, a fait couler un sang nouveau dans un organisme vieilli, anémié. Des forces neuves se sont coalisées pour rendre à ces cérémonies leur éclat d'antan. Grâce au concours de metteurs en scène entreprenants, d'acteurs jeunes et enthousiastes, on joue des pièces aussi peu répandues

que *Peines d'amour perdues* ou *Cymbeline* devant des parterres combles.

La guerre semble avoir eu comme résultat indirect de rendre le public anglais beaucoup plus curieux de son passé littéraire qu'il ne l'était jadis. Le retour de vogue qui s'est manifesté en faveur de certains romanciers du XIXe siècle en est un des plus curieux témoignages. Il ne s'agit pas seulement des Dickens ou des Thackeray, dont la popularité n'a jamais subi d'éclipse, mais d'auteurs tombés depuis longtemps dans le discrédit et qui se sont mis à bénéficier tout à coup d'un inattendu regain de gloire. Témoin, cet Anthony Trollope, dont le public avait presque oublié le nom et dont plus personne ne lisait les livres depuis cinquante ans au moins. On a redécouvert ses romans, ainsi que cette singulière autobiographie qui avait fait scandale naguère par une sorte d'impudent aveu anti-esthétique et avait éloigné de lui les délicats. Ses livres (que les conditions actuelles de l'édition ne permettent pas de republier) atteignent au marché noir des prix fantastiques. On a même porté à la scène quelques épisodes de ses meilleurs romans épiscopaux.

N'y a-t-il là qu'une sorte de snobisme? Une nostalgie de la grandeur victorienne et de la douceur de vivre qui caractérisa le règne bref d'Edouard VII, semble s'être étendue sur une Angleterre harassée par la guerre, appauvrie par la lutte, inadéquatement récompensée par la victoire des longs sacrifices consentis. Rien n'est plus à la mode sur la scène que les costumes 1900. Ce sont les robes et les décors (d'une somptuosité pittoresque) qui maintiennent sur les tréteaux royaux du Haymarket, depuis d'interminables mois, cette comédie assez vulgaire d'Oscar Wilde : *L'Éventail de Lady Windermere*. L'esprit scintillant du dandy irlandais, ses paradoxes qui ont cessé d'être insolents et ses sarcasmes devenus sans objet recouvrent mal la pauvreté du thème et l'inanité de l'intrigue. Nul ne songerait à venir acclamer ces quatre actes, s'il n'y avait ces vêtures opulentes, ces meubles d'un mauvais goût éblouissant qui font d'un passé proche une manière d'inaccessible féerie.

Depuis que l'on discerne un reflet de poésie dans la lumière au gaz, disparue aujourd'hui de nos cités, les pièces se sont multipliées où revivent les manches-ballons de nos grand-mères et les redingotes sombres de nos grands-oncles. Tout Londres en ce moment se passionne pour un procès qui bouleversa l'Angleterre du début du siècle. Terence Rattigan (l'auteur heureux de *French without tears*) a ressuscité sous le titre de *The Winslow Boy* (Le Jeune Winslow) une vieille affaire judiciaire qui fut, de l'autre côté de la Manche, une sorte d'affaire Dreyfus en miniature. Ce boy est un jeune cadet de la marine; accusé d'avoir détourné quelques shillings au détriment d'un camarade, il fut renvoyé de son école. Le père protesta si fort et si haut qu'on s'occupa de l'affaire jusqu'au sein même du Parlement et que le Royaume-Uni fut à deux doigts d'une crise gouvernementale. Mais le père obtint gain de cause et le gosse fut réhabilité.

La comédie n'est pas maladroite et brode non sans vraisemblance sur un tissu de faits dont les Anglais de plus de cinquante ans se rappellent le détail. Très bien jouée par des acteurs éprouvés, en tête desquels Frank Cellier et Emlyn Williams (auteur, lui aussi, à ses heures), elle transporte le public d'après-guerre dans une Angleterre quasi-fabuleuse, où l'on mettait en péril un régime pour un litige dont deux demi-couronnes étaient l'enjeu.

Ce passéisme, avec ce qu'il comporte de dégoût du présent, de défiance à l'égard du futur, offre des dangers. Sans songer à les énumérer tous, signalons (pour rester dans le domaine pratique) que le moindre n'est point le coût actuel de n'importe quelle reconstitution historique. Le théâtre là-bas se fait à grands frais. Les acteurs sont généreusement payés et la mise en scène s'effectue sans lésine. Toute production londonienne entraîne de si fantastiques dépenses qu'aucun directeur ne peut songer à en supporter, seul, le fardeau. De vrai, les théâtres anglais sont peu à peu accaparés par les consortiums financiers. Des trusts se forment, s'étendent. H. M. Tennent Ltd (pour n'en citer qu'un) ne régit pas moins de neuf salles de spectacle, rien que dans Londres. De là, paralysie dont l'art dramatique est la première victime. On dit que des Compagnies promènent à travers la province des pièces inédites de valeur, attendant, mais en vain, que la vacance d'un théâtre permette qu'elles soient révélées dans la capitale. Et n'est-il pas à redouter, vu l'importance des sommes engagées, que la pratique ne se multiplie de recourir à des reprises d'œuvres célèbres, au succès assuré, plutôt qu'à des œuvres inconnues dont l'originalité même peut rendre plus chanceuse encore la réussite?

C'est pour parer à de tels inconvénients qu'on voit de plus en plus intervenir, en faveur des entreprises théâtrales qui valent qu'on s'intéresse à elles en haut lieu, un organisme semi-officiel, the Arts Council, dont l'aide est à la fois morale et matérielle. C'est un premier pas vers une politique de subventions à laquelle jusqu'ici la Grande-Bretagne ne s'était point résolue. Sans doute, en arrivera-t-on quelque jour à la création définitive de ce Théâtre National dont on parle depuis tant d'années et qui reste à l'état de projet. Le jour où il sera réalisé, il y aura vraiment quelque chose de changé en Angleterre.

ROBERT DE SMET

LES LIVRES D'HISTOIRE

Peu de Français, rappelant leurs souvenirs, sont en mesure d'évoquer Gœring tournant sur le manège de chevaux de bois qu'il a fait installer dans son parc ; Gœbbels déclarant, à Nuremberg, que les démocraties sont des « bandes de veaux » ; le vieil Hindenburg radotant avec solennité, mais M. André François-Poncet est bien le seul de nos concitoyens qui puisse se vanter, si l'on ose dire, d'avoir affronté Hitler en tête-à-tête, d'avoir pris le thé avec lui dans son fameux nid d'aigle, et même de l'avoir, une ou deux fois, amené à sourire. Cet homme qui a connu les monstres du IIIe Reich, qui les a vus en liberté, qui a même réussi quelques passes de cape et planté sur leur dos quelques banderilles, est, à coup sûr, un homme unique. Il a fallu, pour qu'il réalise son exploit, un concours inouï de circonstances : d'abord que notre héros fût un universitaire de haut rang, ancien normalien, agrégé d'allemand, connaissant toutes les rudesses et les finesses des idiomes germaniques, susceptible de parler en leur langue — mais non pas de parler leur langage — à des ultra-chauvins qui même, lorsqu'ils comprenaient le français, tel Ribbentrop, affectaient de ne pas l'entendre ; ensuite que cet universitaire eût quitté l'Université et conquis dans la politique une situation parlementaire assez élevée pour qu'on pût, sans que la Carrière prît ombrage de cette promotion, en faire un diplomate ; enfin que, pendant son voyage à Paris, en juillet 1931, le chancelier Brüning eût donné l'impression d'être un Allemand de bonne volonté, avec lequel une entente, au moins économique, n'apparaissait pas chimérique. Pour toutes ces raisons, Laval et Briand pressèrent M. André François-Poncet, député et sous-secrétaire d'État, d'accepter le poste d'ambassadeur à Berlin, qu'il prit au mois de septembre 1931. Son ambassade dura sept ans jusqu'en octobre 1938, c'est-à-dire jusqu'après la conférence de Munich. Impossible par conséquent de trouver témoin mieux informé des gouvernants nazis et de leurs complots que M. André François-Poncet. Le livre qu'il publie aujourd'hui : *Souvenirs d'une ambassade à Berlin* (Flammarion) se présente comme un document capital pour le procès historique dont les débats judiciaires de Nuremberg ne forment qu'un prologue.

Pendant sept ans M. André François-Poncet a joué le rôle, classique, des Cassandre. Mais les prophètes de malheur ont rarement le sourire ; l'amertume et l'image fulgurante fleurissent sur leurs lèvres ardentes. M. André François-Poncet, lui, fut un Cassandre ponctuel, ironique et désabusé. Les rapports, alarmants et copieux, qu'il envoyait régulièrement au Quai d'Orsay, étant d'un volume et d'un ton inhabituels, ne furent vraiment lus que par les Allemands, lorsque ceux-ci s'en saisirent pendant l'occupation.

Ce qui causa bien des ennuis à l'ex-ambassadeur, sans avoir épargné aucun faux-pas à notre diplomatie. Un autre triompherait après coup et de sa propre clairvoyance et de l'aveuglement de nos ministres. M. André François-Poncet montre une modestie souriante ; il est vrai que s'il ne s'est pas laissé abuser par les nazis, il reconnaît s'être trompé sur Mussolini. La seule chose dont il demeure encore étonné — il y a de quoi ! — c'est qu'en neuf ans il n'ait été convoqué qu'une fois à Paris pour y conférer avec le Ministre des Affaires étrangères et nos ambassadeurs à Londres, Varsovie et Rome.

L'ouvrage abonde en scènes pittoresques, en portraits gravés à l'eau-forte, en anecdotes vierges qui décorent une tapisserie de haute politique. Deux impressions globales se dégagent. La première : si les Alliés ont été si grossièrement bernés par les nazis, c'est parce qu'ils avaient sous-estimé leur mauvaise foi. Nul, bien sûr, n'avait confiance dans Hitler, mais quand ils avaient cru faire une part très large à sa duplicité, les Alliés se trouvaient encore loin de compte. La seconde : de tous les Alliés, la France est le pays qui, vis-à-vis de l'Allemagne nazie, a relativement montré le plus de lucidité et de fermeté. Rejeter sur ses seuls gouvernants les faiblesses, les concessions et les capitulations d'une politique qu'elle a subie à son corps défendant constitue non seulement une injustice — que viendrait faire la justice dans la lutte des partis ? — mais proprement une erreur historique. Et les erreurs historiques sont plus graves que les erreurs judiciaires, du moins aux yeux des historiens.

■ ■

Portant un jugement d'ensemble sur Hitler, M. André François-Poncet écrit : « Ces alternances d'excitation et d'affaissement, ces crises auxquelles son entourage racontait qu'il était sujet et qui allaient des excès d'une fureur dévastatrice aux gémissements plaintifs d'un animal blessé l'ont fait considérer par les psychiâtres comme un « cyclo-thymique » ; d'autres voient en lui le type du paranoïaque. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il n'était pas normal ; c'était un être morbide, un quasi-dément, un personnage de Dostoïevski, un « possédé ».

En examinant son dossier médical, le professeur Achille-Delmas, un de nos psychiâtres les plus réputés, arrive sur Hitler à des conclusions analogues. Plus précises toutefois, comme il est naturel. Selon les classifications, encore mouvantes, que la psycho-pathologie s'efforce d'instituer, M. Achille-Delmas situe Hitler parmi les « déprimés excitables ». Les psychopathes de ce genre vivent normalement dans un état de dépression qui les rend solitaires, tristes et anxieux ; mais qu'un facteur émotionnel ou physiologique déclenche une excitation, et le déprimé-excitable sort de sa torpeur, s'échauffe, s'exalte, s'emporte jusqu'au moment où son effervescence, brusquement, retombe. Alors, parce qu'il aspire instinctivement à retrouver son allégresse morbide, le déprimé-excitable va rechercher, pareil à un intoxiqué, l'émotion qui la fait naître. Cette émotion, pour Hitler, c'est la parole. Le verbe est la drogue qui l'arrache à des songeries moroses, l'élève au-dessus de la foule qu'il subjugue et au-dessus de lui-même. M. Achille-Delmas ne construit pas, a priori, cette explication de Hitler. Il la déduit au contraire d'une minutieuse confrontation entre tous les documents écrits qu'il est possible de rassembler.

Sa rigueur scientifique donne au livre : *Adolf Hitler, essai de biographie psycho-pathologique* (Marcel Rivière, édit.) un intérêt particulier. Tel fait, en apparence insignifiant, prend au regard du psychiâtre une importance de premier ordre. La vie sexuelle, qui est souvent la clef de la personne humaine, attire notamment l'attention du professeur Achille-Delmas ; de celle de Hitler on connaît peu de chose, mais on en connaît assez pour qu'il soit possible de formuler un diagnostic, que l'honnêteté contraint de formuler en termes médicaux : sadi-masochisme avec coprophagie. Si, comme tout porte à le croire, ce diagnostic est exact, on avouera que le sort d'un monde, voué par les nazis à la pureté raciale et aux plus hautes vertus de l'homme, tomba, un moment, en des mains singulières.

■ ■

En écrivant *Vingt ans d'histoire diplomatique* (Editions du Milieu du Monde Collection « Bilans »), M. Jacques Chastenet se défend d'avoir accompli œuvre d'historien. Il propose, dit-il, seulement aux historiens et aux curieux un *memento* des années 1919 à 1939 qui leur permette d'accrocher aisément une date ou un fait. Il fallait néanmoins une extrême habileté pour enfermer en trois cents pages vingt ans de conférences, plusieurs kilomètres de traités, pactes, accords, memorandums, tout en gardant la clarté qui sert de guide au lecteur, tout en faisant ressortir un enchaînement sans quoi les événements se dénouent et s'éparpillent comme les grains d'un collier. M. Jacques Chastenet a la faculté d'embrasser en même temps et la politique et l'économique et le financier — sans oublier le psychologique. Justement, le monde moderne est tiré par quatre chevaux qui portent, chacun, l'un de ces noms. Au XVIIe siècle : « tirer à quatre » voulait dire « écarteler ». Il y a une nuance entre « tirer à quatre et « tirer par quatre », mais elle est légère. Voilà pourquoi ceux qui doivent surveiller l'attelage ont besoin d'ouvrir l'œil. Pareillement ceux qui, semblables à M. Jacques Chastenet, se bornent à décrire, avec maîtrise, sa course tumultueuse.

■ ■

Qui supposerait que la démographie conduit à l'humour ? Pourtant dans *Cent millions de morts* (Le Sagittaire), M. Gaston Bouthoul, qui est un spécialiste des questions démographiques, fait preuve de l'humour le plus noir, le plus féroce. Exemples : « Les races jaunes usaient traditionnellement de l'infanticide. Mais l'Europe moderne a choisi l'infanticide différé. Le sacrifice des adultes y est considéré comme préférable à celui des nouveau-nés. » « De tout temps, les pères ont été ravis et flattés d'envoyer leurs fils au combat. » « Hitler a élevé toute une génération de jeunes spécialement en vue du sacrifice et les a sacrifiés, le moment venu, exactement comme un éleveur jugerait saugrenu d'attendre que ses poulets ou ses dindons meurent de vieillesse. » J'en passe, et de bien plus terribles. L'originalité de M. Gaston Bouthoul n'est d'ailleurs pas dans le style mais dans le fait qu'il étudie la guerre comme un phénomène scientifique dont il voudrait découvrir les lois. S'il ne se flatte pas de les avoir établies, par une étude, serrée et fort intelligente, de l'histoire, de la statistique et de la biologie, il incline à croire que la guerre constitue une « relaxation démographique », entendez qu'elle réta-

blit l'équilibre dans une collectivité surpeuplée ; elle s'apparente aux migrations animales qui s'accompagnent, elles aussi, de destructions prodigieuses : en 1886, trois millions d'écureuils gris, migrateurs, se noient dans l'Ohio permettant, sans en avoir conscience, aux demeurants de subsister.

Les cent millions de morts qu'a entraînés la dernière guerre sont-ils le résultat d'une pression démographique, criminelle puisqu'elle avait été préméditée ? Une politique aveugle de surnatalité aboutira-t-elle nécessairement à un conflit ? La sagesse est-elle de mettre en harmonie la natalité avec la conjoncture politique et économique ? M. Bouthoul répond « oui », mais il ne repousse pas dans le troupeau des moutons stupides ceux qui ne sont pas entièrement de son avis.

PIERRE AUDIAT

« La conception de Louis XIII » que M. Erlanger [1] s'est faite surprendra-t-elle « certains traditionalistes de l'histoire », comme il semble s'en flatter ? Sauf par quelques expressions d'une admiration un peu outrée, M. Erlanger ne s'écarte guère des vérités communément admises. Comment pourrait-il en être autrement ? Délivré de sa caricature romantique, Louis XIII n'est pour nous ni un inconnu, ni un méconnu. S'il reste, par certains côtés, une énigme, du moins cette énigme est-elle cernée de toutes parts : le mérite de M. Erlanger, l'agrément vif et soutenu de son livre est précisément d'avoir pénétré mieux que ses devanciers la psychologie tourmentée, maladive, attachante, de son héros.

Ce n'était point facile. Lorsque Louis Bertrand, au lendemain de l'autre guerre, écrivit son *Louis XIV*, il requit pour le grand roi une consultation posthume du docteur Fiessinger, dont il connaissait l'exceptionnelle sagacité. Ayant en main le journal tenu deux siècles et demi plus tôt par les premiers médecins, le docteur Fiessinger n'eut pas de peine à établir son diagnostic : appétit excessif transformé en boulimie par la présence de vers intestinaux, mauvaise dentition, mastication insuffisante, alimentation contre-indiquée, avec abus de potages échauffants, de gibier, de mets épicés, de crudités à la glace ; d'où dyspepsie, entérite, furonculose, constipation, migraines, goutte, maladies incommodes mais bénignes qu'une Faculté moins infatuée et moins sotte eût aisément combattues et réduites par un régime sobre, une nourriture légère et une diète périodique, mais qu'elle transforma en intoxication générale par des médications invraisemblables où entraient de la poudre de vipère et du crottin de cheval. Les maladies du Roi-Soleil sont, comme son règne, toutes droites et bien cataloguées.

1. Philippe Erlanger, *Louis XIII* collection Leurs Figures, Gallimard, éd.).

Pour expliquer le tempérament de son père, un médecin de suffit pas. Un psychanaliste est nécessaire.

Nous savons qu'il a été emporté, à quarante-deux ans, par une tuberculose intestinale. Mais avant que la terrible maladie se déclarât il était sinon robuste, du moins résistant, infatigable à cheval, chasseur intrépide, brave à la guerre, indifférent au danger, en quoi il ressemblait à tous ceux de sa famille. Le miracle est que dans cette dynastie des Bourbons campagnards, francs buveurs, aimant la vie, prompte à l'amour, soit apparu un prince funèbre, ne se plaisant qu'à l'armée, chevalier errant, toujours par les routes comme s'il se fuyait lui-même, justicier impitoyable, maître dur, ne trouvant jamais de ces mots qui vont au cœur des foules, aimant la musique, mais fermé à tous les autres arts et n'acceptant une dédicace de Corneille — celle de *Cinna* — qu'après s'être assuré qu'il ne lui en coûterait rien. Certes, il a accompli son devoir conjugal et ses enfants sont bien de lui : mais ce fut vraiment un devoir. Il redoutait la compagnie des femmes ; il avait horreur de tout ce qui est féminin. Ses amours avec mademoiselle de Hautefort et avec mademoiselle de La Fayette n'ont été que des amitiés passionnées et compliquées. Enfant, il éprouvait les mêmes sentiments pour Luynes, le futur connétable, son mentor. Roi et homme, il a aimé de la même façon Barabas et Cinq-Mars qui étaient l'un une brute obtuse, l'autre un écervelé. Mêmes effusions, mêmes susceptibilités, mêmes bouderies, mêmes scènes, mêmes histoires de chasse, de chiens et d'oiseaux, même besoin continuel de s'épancher, mêmes lettres prolixes et puériles, mêmes procès-verbaux de réconciliation, même brusque passage de l'adoration au mépris. A chaque brouille ponctuellement, le Roi informe Richelieu et lui communique les pièces du procès. Parfois, c'est le cardinal lui-même qui doit accommoder les parties :

26 novembre 1639. « Nous ci-dessous signés, certifions à qui il appartiendra être très contents et satisfaits l'un de l'autre et n'avoir jamais été en si parfaite intelligence que nous sommes à présent. En foi de quoi nous avons signé le présent certificat. LOUIS. — Effiat de Cinq-Mars. »

Ou bien :

9 mai 1640 (*Louis XIII a trente-neuf ans*). « Sa Majesté a eu pour agréable de promettre à M. le Grand (*Cinq-Mars était grand écuyer*) que, de toute cette campagne, Elle n'aura aucune colère contre lui ; et que, s'il arrivait que le dit sieur le Grand lui en donnât quelque léger sujet, la plainte en sera faite par Sa Majesté à M. le Cardinal, sans aigreur, afin que, par l'avis de Son Eminence, le dit sieur le Grand se corrige de tout ce qui pourrait déplaire au Roi et qu'ainsi toutes ses créatures trouvent leur repos dans celui de Sa Majesté. Ce qui a été promis réciproquement par le Roi et par M. le Grand en présence de Son Eminence. LOUIS. — Effiat de Cinq-Mars. »

Mais quand Cinq-Mars surpris en flagrant délit de trahison est justement condamné à mort, le Roi n'a pas à « crucifier son cœur ». Au contraire, une sorte de satisfaction vengeresse l'anime jusqu'à la férocité. A l'heure où tombe la tête du bel adolescent, il poursuit sans émotion sa partie d'échecs, puis consultant l'horloge, il dit posément :

— Je voudrais bien voir la grimace que M. le Grand fait à cette heure.

Tout cela est d'un malade. Mais il convient de chercher les raisons de ce déséquilibre beaucoup moins dans l'hérédité Médicis que dans la formation

familiale. M. Erlanger dit tout, sans trop insister : la petite enfance pêle-mêle avec les bâtards du père, l'atmosphère de sensualité brutale, les racontars scatologiques des domestiques, les obscénités dites et mimées, les plaisanteries impossibles à répéter (et il n'y a pas que des paroles !), le mélange singulier d'hommages et d'humiliations, l'abus des verges, l'assassinat du père, les indécences de Concini, l'initiation sexuelle prématurée, mélange singulièrement malsain engendrent chez l'enfant l'orgueil, la crainte, la mélancolie, la dissimulation, l'entêtement, le dégoût des choses de l'amour, la dureté envers soi-même, l'insensibilité envers les autres, une enfance persistante faute d'avoir trouvé l'affection à l'âge où elle est nécessaire.

M. Erlanger cite des mots du petit Louis XIII qui sont révélateurs. Sur sa sœur : « J'ai peur d'elle pour ce qu'elle est fille. » Sur les bâtards : « C'est une race de chiens ; ils n'ont pas été « dans le ventre de maman ». Quand il passe des mains de la gouvernante à celles du précepteur : « J'espère bien qu'un jour je serai à moi. » Après l'assassinat de son père : « Est-ce qu'on va me tuer aussi ? » Après l'assassinat de Concini par Luynes : « J'ai fait ce que je devais faire. »

Ce mot de devoir, il le prononcera bien souvent et c'est par là qu'il force l'estime et le respect. Faut-il risquer à ce propos l'épithète de cornélien que M. Erlanger emploie aussi volontiers que celle de shakespearien ? Après tout, pourquoi pas ? Les Horaces ne brillent pas par une intelligence exceptionnelle. Depuis qu'il est à l'âge de réfléchir sur lui-même, Louis XIII porte à un égal degré la conscience de sa majesté d'état et la conscience de sa médiocrité d'homme.

Il veut le bien et le grand avec force, avec abnégation ; il est prêt à mourir pour la gloire, pour la couronne et pour le pays ; il ne recule devant aucune fatigue, aucun danger, toujours prêt à payer de sa personne dans les entreprises les plus hasardées. Avec cela l'amour de l'ordre, l'économie, de très sérieuses qualités d'organisateur militaire, du sang-froid dans les périls (plus même que Richelieu, ce grand nerveux). Il sait tout ce que signifie sa personne royale, tout ce qu'elle apporte avec elle de sécurité, de prestige, de légitimité. Mais en même temps, il connaît ses manques, ses faiblesses, l'incapacité tragique où il se trouve de décider seul, d'agir seul, de mener seul à bien une entreprise difficile. Avec une entière bonne foi, il a cherché l'homme capable de soutenir les chances de la France, de réaliser l'ambition dont il est possédé et dont il sent bien qu'elle le dépasse. Il aurait voulu se passer de Richelieu, dont la hauteur l'exaspérait. Par devoir, il s'est imposé à lui-même de le choisir, de le garder ; il lui a sacrifié sa mère, son frère, à peu près tous ceux qu'il aimait. Il l'a vengé de ses ennemis. Il l'a couvert de titres et d'honneurs. Il a été pour Richelieu le *principe* vivant, sans lequel rien ne pouvait se faire, mais un principe exigeant, soupçonneux, vigilant, inquiet, devant qui il fallait plier, à qui il fallait tout rapporter et qui parfois se raidissait, alors que le dictateur fatigué commençait à plier. Ainsi fit-il en 1636, l'année de Corbie, l'année de la panique.

Louis XIII a caché ses luttes intérieures sous un visage glacé. Lors de l'exécution de Montmorency, son ami d'enfance, il dit :

— On ne doit pas être fâché de voir mourir un homme qui l'a si bien mérité. On doit seulement le plaindre de ce qu'il est tombé dans un si grand malheur.

Mais, sur son lit de mort, à l'heure où il n'y a plus rien à dissimuler, faisant un retour sur cette condamnation, il soupira :

— Les rois sont bien malheureux.

■ ■

Mazarin, auquel M. de Saint-Aulaire vient, après tant d'autres, de consacrer un volume [1] est un personnage beaucoup moins mystérieux, quoique d'une autre envergure. Depuis la publication de ses lettres et de ses carnets, on connaît par le menu ses intentions et ses démarches ; ses billets à la reine Anne donnent le secret de son pouvoir : devenue régente, la tendre veuve de Louis XIII s'est attachée à lui de toute l'affection que son mari avait déçue. M. de Saint-Aulaire ne pouvait guère renouveler son sujet que par l'art de le présenter.

C'est un homme de la carrière, un ambassadeur, qui explique et qui loue un virtuose de la diplomatie. Aussi en parle-t-il presque comme d'un vivant, sur un ton de bonne compagnie, avec une familiarité qui n'empêche pas l'admiration, qui la nuance, qui la renforce. Il le rend proche de nous. On n'est pas étonné que son récit soit parsemé de remarques piquantes, de réflexions judicieuses, de mots cruels qui valent pour toutes les époques, sans compter quelques leçons destinées plus particulièrement à la nôtre.

Mazarin a été plus absolu que Richelieu, plus victorieux, plus complètement heureux, plus assuré dans ses victoires. On l'a peint comme un monstre d'habileté. Est-ce assez dire ? Séduction, souplesse, secret, indifférence aux formes, absence de vanité, virtuosité dans la dissimulation : trouvera-t-on là de quoi expliquer sa fortune, l'ordre rétabli à l'intérieur, la maison d'Autriche abaissée, l'Etat français relevé et porté à un degré de puissance inconnu, la guerre de Trente ans terminée par les traités les mieux fondés et les plus avantageux de notre histoire ? L'œuvre excède trop la petitesse prétendue des moyens. M. de Saint-Aulaire qui ne croit pas à la fatalité, qui pense au contraire que les hommes et les peuples sont responsables de leur destin, insiste justement sur d'autres qualités, d'autres vertus de son héros, l'énergie dissimulée sous une douceur pateline, mais véritablement indomptable, la patience, la fidélité, le zèle, l'indifférence à l'opinion qu'il finit toujours par dominer et par manœuvrer, la sérénité dans l'épreuve, la pénétration, le sang-froid, la sagesse enfin qui lui laisse l'intelligence lucide, qui le fait modéré dans le triomphe, oublieux quand il est utile de l'être et supérieur à la vengeance.

Amant (et peut-être mari) de la reine, ce cardinal italien aima d'abord la France par amour du pouvoir, par amour de l'argent et par amour de l'Espagnole. Mais à mesure que son œuvre se développe et qu'elle embrasse l'Europe entière, il aime la France comme l'instrument idéal de cette œuvre, comme la seule puissance humaine par laquelle la paix puisse être fondée sur cette terre.

■ ■

Fils d'un receveur des finances, neveu d'une religieuse et d'un abbé cistercien, officier de l'armée royale, député à la Législative, conventionnel, régicide, membre du Comité de Salut public, député sous le Directoire,

1. Comte de Saint-Aulaire. *Mazarin* (Flammarion).

colonel du génie sous le Consulat, fabricant de papiers peints sous l'Empire, châtelain sous la Restauration, Prieur (de la Côte-d'Or) incarne à merveille le personnage du *technicien*, indispensable au succès des révolutions qu'ils servent, tout étonné des revirements qui enlèvent aux révolutionnaires leurs emplois.

De la meilleure foi du monde, il jura fidélité au Roi, à la Nation, à la République, au Directoire, au Premier Consul, à l'Empereur. Il aurait prêté serment à Louis XVIII si Louis XVIII avait voulu de lui. Il sollicita la croix de Saint-Louis du roi légitime comme il avait sollicité la Légion d'honneur. de Napoléon. Du moins réussit-il à toucher 1 723 fr. 50 sur le milliard des émigrés, comme reliquat d'un héritage. M. Georges Bouchard qui vient de lui consacrer un livre neuf, vivant, complet, impartial [1] écrit assez drôlement qu'il aurait prêté serment au père Ubu et au Grand Mogol si le Père Ubu et le Grand Mongol avaient régné sur la France.

Pourquoi abandonna-t-il l'uniforme pour la politique? Sans nul doute, par crainte de la misère. Né à Auxonne en 1763, il avait perdu sa mère de bonne heure. Son père buvait gaillardement le patrimoine familial et se souciait peu du reste. Elevé par un abbé mathématicien, élève à l'École du génie de Mézières, Prieur avait en outre eu la malchance d'être retardé dans ses études par la maladie et, pour la même raison, mal classé au concours de sortie. Il avait beau se faire appeler du Vernois, la solde d'un second lieutenant était maigre : 80 livres par mois ; celle d'un premier ne valait guère mieux : 100 livres. L'avancement était lent dans les armes savantes. La politique tirait le jeune officier de la gêne, des emprunts humiliants, des fins de mois difficiles, de la vie médiocre des garnisons provinciales.

Ses notes de Mézières lui reconnaissaient de l'exactitude, de l'intelligence, de l'adresse, de l'application. « Ses mœurs et sa conduite ont toujours été irréprochables, il a beaucoup de sagacité et de justesse dans l'esprit ; son caractère est doux, aimable, liant, honnête, fait pour plaire et très formé. »

La première personne à laquelle il plut fut sa logeuse de Dijon, madame Vêtu, épicière et femme de tête. Il lui demeura fidèle toute sa vie et ne s'en trouva pas mal. Elle l'aidait par de petites avances à combler les déficits de son budget. Mais elle lui faisait signer des reconnaissances. Plus tard, ils s'associèrent pour acheter des biens nationaux et fondre des cloches. Toute leur vie, ils ne cessèrent de compter, échangeant en nombre prodigieux mémoires, notes, relevés, états, quittances. De temps à autre, ils convoquaient les notaires pour des partages, des échanges, des prêts, des donations, actes dont ils s'empressaient aussitôt de modifier les stipulations ostensibles par des contre-lettres confidentielles. A sa mort, survenue en 1832, Prieur laissa une fortune estimée à 321 000 francs-or, 16 050 louis. La dernière ligne tracée de sa main est une mention portée sur son agenda : « Pilules, 0 fr. 40. »

La politique pour lui est une carrière comme l'armée, mais où l'on arrive plus vite. Il suit la filière. Membre de la Société patriotique de Dijon, député, représentant en mission, il ne s'inscrit pas aux Jacobins de Paris, mais il vote ponctuellement avec la gauche. Il écrit comme il faut écrire alors :

1. Georges Bouchard, *Un organisateur de la Victoire. Prieur de la Côte-d'Or* (librairie Clavreuil).

« Le venin du fanatisme que les prêtres ne cessèrent de distiller..., le modérantisme fallacieux..., les fonctionnaires entachés d'incivisme..., les officiers marqués du sceau de l'aristocratie la plus méprisable... » Barrère, qui apprécie les compétences et le sérieux qu'il a montrés en Normandie et en Bretagne pour la mise en défense des côtes, le fait entrer au Comité de Salut public. Il signe avec les autres, ce qu'on apporte à signer ; au besoin, il ajoute de sa main quelques noms aux listes fatales ; mais son domaine à lui, ce sont les armements. Voilà par quoi il est grand. Voilà par quoi le technicien emporté par les violents et hurlant avec les loups se réhabilite et se justifie. Il est pris moins par l'ambition que par le travail, moins par l'appât d'une place à occuper que par le désir d'une tâche à remplir.

Timide et simple dans la vie privée, gouvernemental par tempérament et par docilité, il n'est à l'aise que dans ses bureaux, lorsqu'il parle au nom de l'État. Alors, il s'élève au-dessus de lui-même. Il a plaisir à travailler, à ordonner, à lutter, à forcer la victoire. Il ne ménage ni son temps, ni sa peine. Réorganiser les manufactures d'armes, en créer de nouvelles, accroître le rendement des fonderies, pourchasser les embusqués, secouer les fonctionnaires (« tous ceux qu'emploie le Gouvernement sont paresseux »), contraindre les ouvriers à travailler quatorze heures par jour, transformer Meudon en laboratoire de recherches, presser la réquisition du salpêtre, organiser le corps des aérostiers, voilà ce qui le passionne, voilà où il trouve sa raison de vivre. Voilà ce qui le protègera toujours. Sous Louis XIV, il eût été un des commissaires de Louvois ; en l'an II, il prend place à côté de Carnot parmi les organisateurs de la victoire.

Dans le fragment de mémoires qu'il écrivit pour les siens et que M. Bouchard a retrouvé parmi ses papiers de famille, figurent les lignes suivantes : « ... depuis que la République est tombée, ses adversaires... semblent se plaire à dénigrer, à avilir tout ce qui lui fut favorable... Je ne tiens point assurément à des idées républicaines maintenant sans application ; je suis au contraire convaincu qu'une monarchie héréditaire, bien dirigée sous la dynastie actuelle, est en effet très désirable pour la France. Toutefois ce sentiment, commun aujourd'hui à tout bon citoyen, n'exige pas que l'on cache, que l'on altère certaines vérités d'où l'on peut tirer des leçons utiles. » Il est tout entier dans ces trois phrases avec sa naïveté, sa bonne foi, son conformisme, sa juste conscience des services rendus. Non, non, on ne lui chicane pas justice.

■ ■

Histoire des Jacobins : le titre promet [1]. Il nous place au cœur même du système révolutionnaire. L'auteur, M. Walter, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale a, depuis des années, travaillé au classement des fonds révolutionnaires. Il lui est passé par les mains un nombre vertigineux d'imprimés de toutes tailles. Tout ce qu'il donne au public mérite la plus scrupuleuse attention. Sa préface cependant nous avertit que nous devrons rester sur notre faim : il ne s'agit que de la société « séante rue Saint-Honoré » autrement dit des Jacobins de Paris. « Je ne m'occupe pas, écrit notre auteur, des sociétés affiliées de province. Ce n'est pas que je méconnaisse leur impor-

1. Gérard Walter, *Histoire des Jacobins* (Aimery Somogy).

tance. Loin de là ! Mais c'est un sujet différent, très vaste, qui nécessite des recherches approfondies dans d'innombrables archives locales. Cela dépasse de beaucoup mes possibilités. » Que le sujet excède les forces d'un seul travailleur : c'est probable, c'est certain. Mais ce n'est pas un sujet différent. A proprement parler, la « correspondance », l'affiliation, constituent le centre même du sujet. En se bornant à la Société parisienne, plus exactement à l'extérieur de la société parisienne, installation, séances, discussions publiques, assistance sociale, M. Walter a condamné son livre même à un certain déséquilibre : très abondant sur la période qui correspond à la conquête du pouvoir, il devient très bref, trop bref pour les mois qui marquent l'apogée du gouvernement révolutionnaire et de la société elle-même.

Que sont, à l'origine, les Jacobins ? Une association de députés bretons, formée dès avant l'ouverture des États généraux pour conférer journellement sur les intérêts de la province et, de concert avec les autres représentants de même opinion, préparer une action commune au sein de l'Assemblée. Dans ses *Mémoires*, l'abbé Grégoire a raconté la réunion qu'a tenue le Club breton le 22 juin 1789, la veille de la fameuse séance royale du 23. « Nous étions douze à quinze députés réunis au club breton... Instruits de ce que méditait la Cour pour le lendemain, chaque article fut discuté par tous et tous opinèrent sur le parti à prendre. La première résolution fut celle de rester dans la salle malgré la défense du roi. Il fut convenu qu'avant l'ouverture de la séance nous circulerions dans les groupes de nos collègues pour leur annoncer ce qui allait se passer sous leurs yeux et ce qu'il fallait y opposer. « Mais, dit quelqu'un, le vote de douze à quinze personnes pourra-t-il déterminer la conduite de douze cents députés. » Il lui fut répondu que la particule *on* a une force magique ; nous dirons : voilà ce que doit faire la Cour et, parmi les patriotes, *on* est convenu de telles mesures. *On* signifie quatre cents comme il signifie dix. L'expédient réussit. »

Après les journées des 5 et 6 octobre, le club se transporte à Paris avec le Roi et l'Assemblée. Il s'installe aux Jacobins, change de nom, s'élargit par l'adhésion en masse de simples « militants ». Son objet, plus vaste, reste essentiellement le même. Un contemporain le définit ainsi : « Préparer les mesures dont le parti avait besoin pour triompher dans l'intérieur de l'Assemblée et ensuite diriger, à l'extérieur, les esprits dans le sens de la révolution. » C'est à quoi répond le réseau des sociétés provinciales, liées à la société mère par un échange constant de nouvelles, de pétitions, de circulaires, de tracts, de dénonciations, de messages, d'ordres du jour. Dans ses *Mémoires*, le marquis de Clermont-Gallande, expose ainsi, pour l'année 1790, le mécanisme intérieur de la société : « Trois comités faisaient mouvoir le club des Jacobins. Tout ce qui ne faisait pas partie de ces comités n'était que des aboyeurs imbéciles ou gagés. » Le premier, qui préparait les services, les plans et les projets se composait de cinq personnes ; le second, le comité exécutif, de quinze ; le dernier, comité de correspondance et de propagande de cinquante. On ne prétend pas garantir l'exactitude des chiffres, mais le fond paraît véridique.

Il n'y a point d'opinion publique sans parti pour l'instruire, l'éclairer, l'encadrer, la diriger, au besoin pour la violenter et la faire approuver malgré elle. Au degré supérieur, il n'est point de parti sans tireurs de ficelles, sans comités, sans « noyautage », sans « cercle intérieur ». Si la Révolution est

l'avènement d'un régime d'opinion, si la Terreur est la dictature de l'opinion, le rôle éminent des Jacobins est d'avoir remué, pétri, orienté, corseté cette opinion, parfois même de s'être substitués à elle. Assurément leur marche n'est pas toute unie. Ils ont eu leurs timidités, leurs déviations, leurs surenchères, leurs alliés d'occasion qu'ils ont écrasés après un bout de chemin parcouru ensemble. On peut dire, néanmoins, qu'ils sont restés fidèles à leur ligne générale quitte, à chaque étape, à s'épurer des tièdes ou des exagérés. De « purge » en « purge », ils sont arrivés à la catastrophe du 9 thermidor, qui est le début de la réaction.

M. Walter cite abondamment des comptes rendus de séances et des discours. Tout est intéressant, passionnant même. C'est au club qu'apparaît la vraie figure de Robespierre. Ses interventions sont d'un manœuvrier supérieur, dont on sent l'autorité. Mais, à bien des reprises, on a le sentiment que quelque chose nous a échappé. Telle séance capitale est à peine mentionnée au journal du club ; telle motion importante vient d'un anonyme ; dans telle circonstance critique, la société affecte de n'avoir point d'avis. On voudrait passer de l'autre côté du décor et savoir ce qui s'est décidé en coulisse.

A cet égard, on est contraint, en toute impartialité, de se rallier au projet qu'avait formé Augustin Cochin et qu'une mort héroïque l'a empêché de mener à bien. La seule façon sûre d'établir l'influence des Jacobins, pensait-il, n'est pas de s'attacher également à toutes les idées qui ont été exprimées et discutées au centre, mais de choisir entre les documents ceux qui ont eu de l'action et dans la mesure où ils en ont eu, ce qui oblige à prendre les textes à l'*arrivée* et pas seulement au *départ*. Augustin Cochin avait lui-même procédé à de minutieux dépouillements dans un grand nombre de dépôts provinciaux. On a publié, par exemple, une lettre [1] de lui où il disait avoir trouvé à Clermont « un plaidoyer de la Société de Chalon-sur-Saône qui, pour se défendre, en mars 1794, d'une accusation d'incivisme, donne mois par mois, depuis 89, avec dates et résumés, toute la série de ses actes patriotiques — 75 articles — c'est-à-dire évidemment toutes celles des impulsions du Centre qu'elle a suivies. Un bien précieux étalon pour toiser et apprécier l'orthodoxie d'autres sociétés et dégager l'action de Paris ! » C'est seulement par des trouvailles et des recoupements de cet ordre que la lumière se fera.

Quand l'enquête sera-t-elle reprise ? Du moins, M. Walter pourra-t-il se targuer d'avoir apporté sa pierre au monument à élever.

PIERRE GAXOTTE

1. *Bulletin du Cercle Augustin Cochin*, 1re année, n° 3, 1932.

Le Directeur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

(Croquis et dessins de Claude Tolmer.) IMP. CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 5874 8-48

LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD
18 et 20, rue du Saint-Gothard, PARIS (14e)

NOUVEAUTÉS

GRANDES ÉTUDES HISTORIQUES

J. LUCAS-DUBRETON

NAPOLÉON DEVANT L'ESPAGNE

Ce qu'a vu Goya. Le face à face de deux peuples pendant les années 1808-1814.

Prix : broché, **160** Fr. relié, **250** Fr.

L'ART DANS LA GUERRE

CAEN

Photographies de JEAN ROUBIER
Préface de LOUIS RÉAU, Prof. à la Sorbonne

La Collection l'ART DANS LA GUERRE, consacrée aux villes et aux provinces détruites, permet par des rapprochements de photographies prises aux mêmes lieux et sous les mêmes angles, de confronter les ruines d'aujourd'hui aux splendeurs d'hier.

Un luxueux album photographique, format 24×30. Le tirage sur papier spécial héllo a été effectué pour le texte en typographie et pour les photographies en héliogravure. La couverture est tirée en deux couleurs.

Prix : **160** Fr.

DÉJA PARU :
ROUEN..... Prix : **160** Fr.

LES ŒUVRES LIBRES
SOMMAIRE : **N° 12**

LUCIEN DESCAVES
de l'Académie Goncourt
AUTOUR DU GRENIER
Souvenirs

CHARLES PLISNIER
ALLÉGRESSE

HENRI BOSCO
MALICROIX

J. DE RICAUMONT
L'INFORTUNÉE COMTESSE

R. BOURGET-PAILLERON
ADIEU SCHUBERT

ANDRÉ ROUSSIN
LA SAINTE FAMILLE
Comédie en 3 actes

Prix : **80** Fr.

LES NOUVEAUX ROMANS POLICIERS

ROGER VAUVERT

RALLYE-COCKTAIL

Prix : **70** Fr.

Robert Laffon
30, Rue de l'Université - PARI

EMMANUEL BERL
A la couleur du temps
PRISE DE SANG
" Contre le reniement "
Essai..... **80** Fr.

STANILAS FUMET
LE PEUPLE A SES RAISONS
Essai, pamphlet poème, c'est un peu tout cela à la fois.
In-8° couronne..... **50** Fr.

LUC ESTANG
LE PASSASE DU SEIGNEUR
Le drame des hommes qui ont aujourdh'ui 30 ans.
Essai..... **130** Fr.

ÉDOUARD KRAKOWSKI
POLOGNE & RUSSIE
Ce qui sépare les deux peuples ce qui les unit.
Récit..... **245** Fr.

HENRI COTARD
STRUCTURE DU GÉNIE DE NAPOLÉON
Essai..... **120** Fr.

TOURSKY
ICI COMMENCE LE DÉSERT
Poèmes..... **95** Fr.